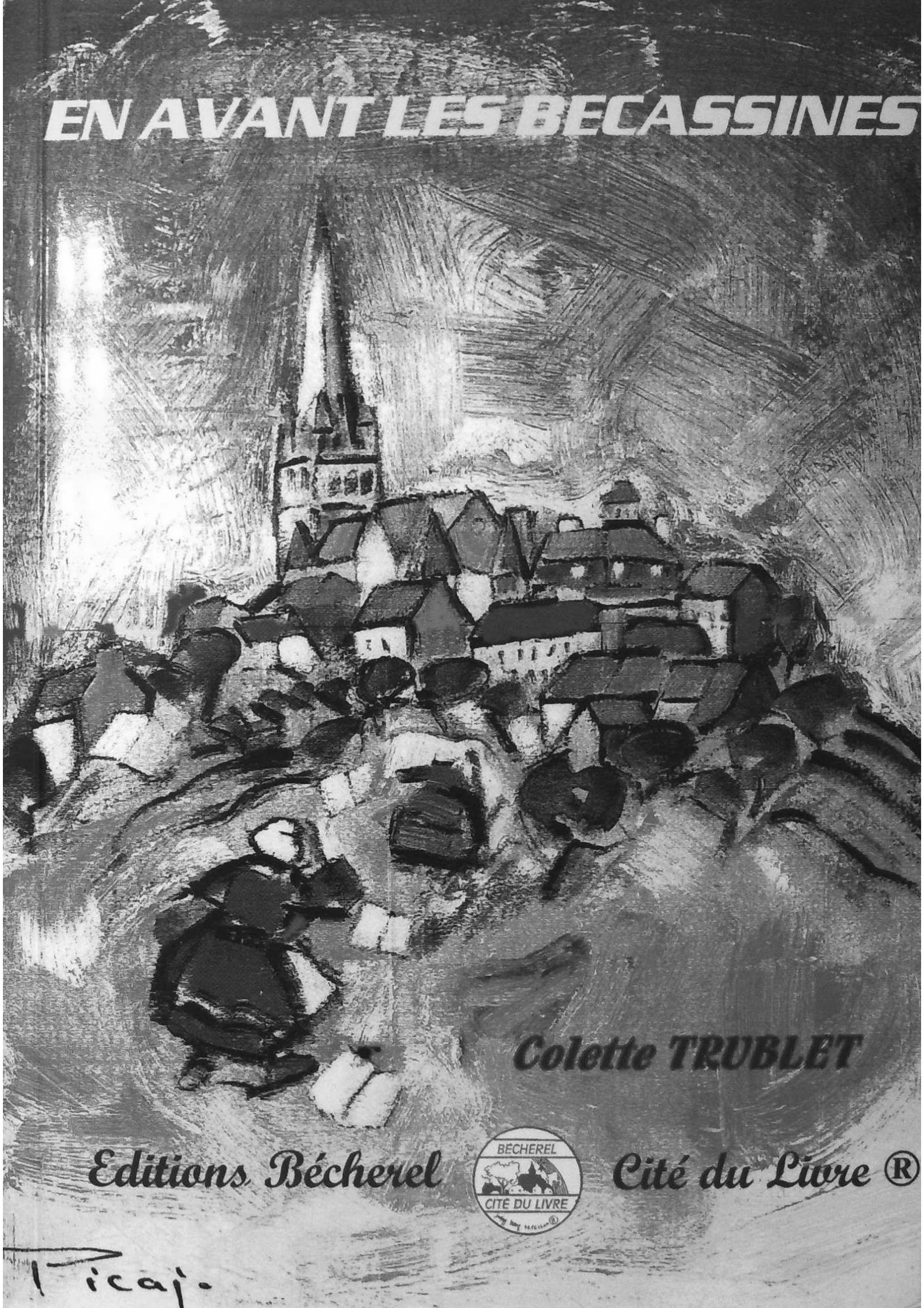


EN AVANT LES BECASSINES



Colette TRUBLET

Editions Bécherel



Cité du Livre ®

Ticaj.

EN AVANT LES BÉCASSINES

Colette TRUBLET

EN AVANT LES BÉCASSINES

Éditions « BÉCHEREL, CITÉ du LIVRE® »

AVANT-PROPOS

A vous qui lirez ce récit.

- * Bien que tout s'y tienne, il peut être lu en sautant les chapitres qui ne sont pas susceptibles de vous intéresser.
- * Le stress, entre méfait-mortel et stimulation-exigente est le fil conducteur qui n'est jamais rompu tout au long de ces pages.
- * L'héritage historique, culturel et patrimonial avec son cortège de réponses actuelles est exposé du deuxième au septième chapitre.
- * Les détails plus petitement quotidiens de la mise en place de notre Entreprise culturelle sont relatés sous différents titres de chapitres.
- * L'épilogue rassemble une réflexion sur les méfaits du stress, les réponses possibles avec la mise en place de projets sympathiques sur des bases d'autonomie et de solidarité entre les personnes.

Nous voulions «vivre autrement», créer de toutes pièces une dynamique permettant de créer des emplois, nous enraciner chez nous, en utilisant un des espaces de la zone rurale qui se désertifie et nous en servir comme d'un tremplin pour préparer l'avenir. Avec le livre, «le voyage immobile» nous offrait toutes les ouvertures souhaitables pour visiter les autres cultures.

D'autres «Entreprises culturelles» pourraient fleurir partout où il y a de la place et un potentiel tombé en désuétude. Leur organisation en réseau à usage d'un tourisme intéressé pourrait soutenir leurs efforts. Les supports peuvent varier à l'infini, du livre à la gastronomie, de la géologie à l'histoire, de la couture à la haute couture, il y en a de possibles tous plus intéressants les uns que les autres.

Puisse ce récit contribuer à susciter des vocations.

Colette Trublet.

PREFACE

Les Bretons ont bien des défauts et nombreux ont été dans le passé les voyageurs et les écrivains qui se sont chargés d'en faire l'énumération, en forçant d'ailleurs souvent le trait jusqu'à la caricature, voire la calomnie. Aujourd'hui encore, il arrive que certains «journalistes» vivant sur les bords de la Seine, voire aussi quelques politiciens maniant un humour douteux, prennent les Bretons pour cibles. On les a maintes fois dépeints comme des êtres entêtés et même bornés, superstitieux, repliés sur eux-mêmes et facilement chauvins, prompts à s'enthousiasmer mais incapables de continuité, toujours prêts à se chamailler entre eux et donc incapables de s'unir pour des actions communes, hostiles au progrès et inaptes au commerce et à l'industrie de manière quasi génétique. C'est Renan qui dit en parlant de ses compatriotes : «Jamais race ne fut aussi impropre au commerce et à l'industrie», tandis que d'autres écrivains bretons de son temps célébraient la Bretagne comme une «terre du passé», une sorte de conservatoire du bout du monde où survivaient des mœurs et des pratiques disparues ailleurs depuis longtemps...

Le dynamisme que manifestent les Bretons depuis un demi-siècle, a fait justice de la plupart de ces clichés et obligé les détracteurs de la Bretagne à changer de registre. Il n'est pas de mois, voire de semaine, où la presse n'évoque pas des performances et des réussites bretonnes, individuelles ou collectives. Le temps de la honte semble maintenant dépassé et ce qui frappe au contraire, chez beaucoup de Bretonnes et de Bretons d'aujourd'hui, particulièrement les jeunes, même si les temps sont difficiles et l'avenir plus incertain que jamais, c'est une confiance largement répandue dans leur capacité à surmonter les défis à venir. Cela n'est pas le cas partout ailleurs et cela n'a pas toujours été le cas en Bretagne.

Une des grandes qualités des Bretonnes et des Bretons aujourd'hui, si on peut leur en trouver une distinctive à une époque où les modes de vie, les comportements et la vision du monde tendent à s'uniformiser de plus en plus, c'est précisément leur capacité d'initiative et leur esprit d'entreprise, évidemment liés à cette confiance

retrouvée. Les Bretons, à l'évidence, n'attendent pas tout de l'extérieur. Même s'ils savent, de temps à autre, faire valoir leurs droits et se battre parfois avec ardeur, pour obtenir du pouvoir central ce qu'ils estiment nécessaire pour la Bretagne, ils savent aussi se passer de l'approbation des bureaux parisiens pour faire eux-mêmes ce que les autres ne veulent pas faire pour eux. C'est sans doute ce qui agace d'ailleurs le plus les technocrates jacobins qui voudraient continuer à décider seuls de ce qui est bon et de ce qui n'est pas bon pour les habitants des territoires soumis à leur autorité. La Bretagne est une «vienne rebelle» mais c'est aussi une région d'Europe qui construit et qui avance largement par la volonté de ses habitants. Ce faisant elle contribue aussi aux progrès de l'ensemble du pays.

Les exemples sont innombrables, à commencer par celui de ces paysans du Léon qui décidèrent, au début des années 1970, de devenir armateurs puisqu'aucun armement maritime ne voulait créer de liaison directe entre la Bretagne et la Grande Bretagne, leur permettant d'expédier outre-Manche leurs légumes dans de bonnes conditions de prix et de rapidité. Ils se heurtèrent au scepticisme et à l'hostilité des fonctionnaires du Ministère des Transports et des responsables du Comité central des armateurs de France. Tout fut tenté pour les dissuader de se lancer dans une telle entreprise. Les paysans léonards ne se laissèrent cependant pas décourager et, le 2 janvier 1972, un petit navire affrété par la BAI quittait le port de Roscoff pour l'Angleterre avec sa cargaison de légumes. On connaît la suite. La compagnie Brittany ferries est devenue depuis déjà des années le premier armement français dans le trafic trans-Manche, elle a créé des milliers d'emplois directs et généré indirectement des dizaines d'autres milliers d'emplois en Bretagne, mais aussi en Normandie et dans d'autres régions françaises, et elle a contribué à favoriser les relations et les échanges de toutes sortes, notamment culturels, entre la Bretagne et les îles britanniques.

Cette capacité des Bretons à se forger eux-mêmes les outils dont ils estimaient avoir besoin, est particulièrement spectaculaire sur le plan culturel. Comme les livres et les disques bretons n'intéressaient pas les grandes structures de diffusion basées à Paris et que, de ce fait,

ils étaient quasiment introuvables dans la plupart des villes de Bretagne, des responsables bretons ont créé une structure propre de diffusion, la Coop Breizh, qui est devenue peu à peu une véritable entreprise générant un important chiffre d'affaires et qui a créé une trentaine d'emplois en Bretagne centrale. Comme toutes les requêtes, pétitions et autres démarches (menées depuis plus d'un siècle, pour obtenir que la langue bretonne soit enseignée à l'école) n'aboutissaient à rien, des parents bretons se sont organisés et ont créé leurs propres écoles. C'est ainsi qu'est né le mouvement des écoles Diwan qui n'a cessé de progresser en dépit des obstacles de toutes sortes mis sur sa route et qui, entre autres conséquences, a entraîné par la suite la création de classes bilingues dans l'enseignement public lui-même. Comme aucun organisme d'Etat, ni aucune université ne se préoccupait de recueillir les trésors de la littérature orale de Bretagne que détenaient encore de nombreuses personnes âgées dans les années 1970, d'autres militants culturels ont créé Dastum qui a pu faire un fantastique travail de collectage avant qu'il ne soit trop tard. On pourrait ainsi poursuivre longtemps la liste de ces initiatives bretonnes qui sont venues suppléer à la défaillance des pouvoirs publics et principalement l'Etat.

Il est difficile d'imaginer la somme de dévouement et de sacrifices qui se cache derrière toutes ces réussites qui font que la Bretagne est aujourd'hui plus vivante que jamais et que son identité, que l'on a tellement cherché à broyer et à anéantir depuis des siècles, reste bien vivante en ce début de troisième millénaire. A moins de les avoir soi-même affrontées, on ne peut se douter des difficultés incroyables auxquelles les acteurs de ces réalisations bretonnes ont souvent eu à faire face. Par la suite, quand la presse s'empare de leur histoire, elle ne retient en général (heureusement!) que les aspects positifs.

C'est ce qui fait toute l'originalité et tout l'intérêt du présent livre de Colette Trublet. Elle a pris sa plume pour nous raconter une histoire dont elle a été la principale actrice, l'histoire d'une aventure collective qui fait partie de ces réalisations bretonnes dont les Bretons peuvent être fiers, aujourd'hui, celle de la «Cité du Livre» de Bécherel, la première créée dans l'hexagone. Elle n'a pas cherché à idéaliser cette

histoire, mais a voulu au contraire la décrire par le menu avec honnêteté et lucidité. Elle l'a fait sans rancune et sans méchanceté, même si la tentation a dû être grande pour elle de profiter de l'occasion pour régler certains comptes. Bien sûr un tel livre, par la force des choses, ne pourra plaire à tout le monde. Certains passages ne manqueront pas d'agacer des lecteurs, d'autres passages feront même grincer les dents de certains. On pourra s'interroger sur l'intérêt de raconter dans les moindres détails les problèmes matériels et les conflits de personnes qui ont marqué l'histoire de la cité du livre de Bécherel au fil des ans on sera tenté de n'y voir que des tempêtes dans un verre d'eau, voire une nouvelle guerre picrocholine. En réalité, ce livre se lit très agréablement, va bien au-delà et il faut le lire comme on lirait l'histoire d'une famille, celle d'un groupe de femmes bretonnes qui a cherché à développer, en Bretagne, contre vents et marées, un nouveau concept associant la culture et l'économie et qui a fini par y parvenir, après avoir triomphé de bien des épreuves. Le déroulement de cette aventure humaine est rempli d'enseignements et peut avoir valeur d'exemple pour d'autres.

Dans ce témoignage foisonnant, Colette Trublet révèle au lecteur ce qui l'a fait avancer toutes ces années. Chez elle la réflexion n'est jamais éloignée de l'action et son récit est nourri de pensées sur l'Homme et sa destinée, sur notre société, sur la Bretagne et son identité profonde... En cela, Colette Trublet manifeste aussi un autre trait fondamental de la personnalité bretonne : l'idéalisme. Ce mot peut faire sourire dans un monde où l'argent tend de plus en plus à être la seule valeur et l'unique mesure de toute action humaine aujourd'hui. Dieu merci, la générosité et l'idéalisme n'ont pas disparu de la péninsule bretonne. Beaucoup de Bretonnes et de Bretons conservent intacte la précieuse capacité de se passionner pour des causes dans lesquelles l'argent, le pouvoir et la gloire n'ont pas la première place. En cela les Bretons peuvent, peut-être, apparaître comme bien inadaptés au monde moderne, mais, en réalité, cette capacité d'engagement est un atout extraordinaire de la Bretagne pour l'avenir.

Bernard Le Nail

Chapitre 1

*Il était une fois et il sera
Il y avait et il n'y avait pas*

Ainsi commencent les histoires qu'on raconte en Bretagne.

A L'AUBE DE LA CITE DU LIVRE LA PREMIERE FETE DU LIVRE

Dans la vie, il y a des événements bénis des dieux. La première Fête du Livre, organisée par nos soins lors des fêtes pascales en 1989 serait de ceux-là. Peut-être ne le savions nous pas, au moins de conscience claire, mais nous n'avions aucun doute sur la pérennité de l'aventure. Ce fut un émerveillement. Je me demande encore si j'ai dormi durant ces trois jours. Nous étions partout à la fois: nous accueillions les libraires, nous les aidions à s'installer, nous organisions tout ce qui devait l'être. L'heure était aux derniers préparatifs. Nous n'avions pas une minute à nous.

Le premier soir, un des libraires arrivé là, après s'être inscrit de la manière dont les choses se passent dans ce métier, pour participer aux foires et aux salons du livre, a téléphoné chez lui pour faire part à sa femme de sa perplexité: Il était arrivé dans un village désert, à la nuit tombante, sous un éclairage parcimonieux. Après avoir été accueilli, bien que chaleureusement, son installation dans un local plutôt rudimentaire, plutôt inconfortable, l'inclinait à se demander, un peu déprimé, s'il n'était pas victime d'une mauvaise plaisanterie.

Un Breton aurait pu penser que de malins korrigans avaient organisé un guet-apens dans un village fantôme dont ils auraient chassé les habitants, aux fins de se rendre maîtres de leurs maisons granitiques, splendides autant que mystérieuses, protégées depuis trente ans par les toiles d'araignées, les seuils tremblants, les cloisons souvent incertaines et les planchers problématiques.

Plus prosaïquement, il se demanda si plier bagage et faire demi-tour n'était pas la bonne solution.

Sa femme eut la bonne idée de lui conseiller de rester puisqu'il qu'il avait déballé ses livres, et qu'aussi le gîte et le couvert assurés sur place étaient tout à fait satisfaisants.

Le lendemain soir, il retournait chez lui, à près de trois cents kilomètres, mais pour revenir avec un deuxième chargement. Son stock avait dû être impérativement renouvelé en prévision du lendemain. Le nombre des ventes avait dépassé toutes ses prévisions.

Il nous a gaiement raconté tout cela au cours de la soirée durant laquelle nous avons fait la fête tous ensemble, à l'issue de ces trois jours de fièvre.

Le temps avait été miraculeusement beau et doux. Nos visiteurs déambulaient, heureux, planant entre deux bouquins, quand ils n'y restaient pas rivés comme les berniques sur les rochers de nos plages.

On voyait partout des lecteurs assis au détour de l'une de nos deux places du centre ancien de Bécherel, sur un bout de trottoir ou sur le parapet du donjon, la tête dans les bouquins, évadés au-delà du moment présent, au-delà du lieu, dans un ailleurs où l'esprit et l'âme trouvent à se nourrir.

Des petites familles flanaient, tranquilles, tel papa, le nez dans un ouvrage qu'il venait d'acquérir, sa petite fille installée sur ses épaules se servant de la tête de son père comme d'un pupitre pour maintenir le livre d'images qui la ravissait. Le ton était donné dès cette première manifestation qui serait faite de ballades, de connivence implicite, chacun sachant les autres à la même enseigne du «voyage immobile» cher à tout lecteur. Le livre induit un silence fécond peuplé des oeuvres de l'esprit, aussi bien qu'aux plaisirs simples des images qui affluent à la lecture d'un mot, d'une description, d'une intrigue.

J'aurais voulu pouvoir bavarder avec tous ces lecteurs soudain paisibles, envolés dans des univers loin du quotidien, des soucis, des préoccupations. Il y avait du bonheur dans l'air. Quels plaisirs et quelles fêtes naissaient de leurs lectures ?

La douceur du temps, cette première douceur printanière y était pour quelque chose. Nous sortions d'un hiver morose, parsemé de tempêtes, de pluies, de vents, de brumes, des temps de ville d'Ys engloutie. Le contraste était frappant avec cette manne de soleil qui

devait s'évanouir dès le lendemain après notre fête. Ce fut une parenthèse d'un très bon présage pour la réussite de notre projet de mettre en place à Bécherel, une «Cité du Livre», comme si le ciel s'était mis de la partie. Il ne faut jamais se priver de croire aux présages quand ils sont heureux.

Catherine, l'aînée de mes filles, passait de la crêperie surpeuplée à la librairie envahie. Elle était sur tous les fronts, tandis qu'Annaïg, la «petite dernière» de mes trois enfants, la secondait quand elle n'était pas appelée en renfort par son frère Erwan et sa belle sœur Yvonne qui avaient accepté d'accueillir des livres dans le rez-de-chaussée de leur imposante maison.

La trentaine de libraires et bouquinistes qui avaient répondu à notre invitation de venir exposer et vendre leurs ouvrages à notre première fête du livre avaient pacifiquement occupé tous les espaces disponibles.

Les propriétaires des très belles maisons du centre ancien de Bécherel, désertées depuis les années soixante pour cause de reflux des populations vers les grandes villes, nous avaient très généreusement autorisées à proposer leurs rez-de-chaussée commerciaux aux libraires et autres exposants.

Nous nous étions acharnées avec un bel enthousiasme sur les poussières et les toiles d'araignée pour préparer toutes les boutiques disponibles.

Merci à tous les propriétaires bécherellais qui ont bien voulu accueillir nos premiers invités. Par la suite, ils ont récolté ce qu'ils avaient semé en vendant enfin leurs maisons, vides depuis si longtemps.

Il avait été également prévu que des bouquinistes et des libraires pourraient s'installer en plein air sous leurs barnums personnels. Pour cette première manifestation, il y avait des livres neufs et actuels autant que des ouvrages anciens ou d'occasion, des bandes dessinées, des vieux papiers et de nombreuses petites maisons d'édition.

Pour donner un air de fête à notre manifestation, nous avions prévu la prestation du Bagad de Vern-sur-Seiche qui allait donner ses aubades en se promenant dans nos rues, réveillant à grand renfort de

cornemuses et de bombardes les âmes des grands ancêtres qui avaient sans doute besoin d'être conviés à la fête. Plus tard nous aurons le plaisir d'entendre ce bagad durant le Festival Interceltique qui se déroule depuis trente ans à Lorient, chaque année, la première semaine du mois d'août. «Notre» bagad s'est illustré au concours des cornemuses en première catégorie, ce qui est une véritable performance tant est serrée la compétition.

Les néophytes que nous étions voyaient les choses en grand. Nous étions accoutumées à nous répéter : «Il ne faut pas être petit dans sa tête», et si nos moyens financiers étaient modestes, nous n'en sommes pas moins restés fidèles à cet adage, en dépit de cette époque de l'argent-roi.

L'association des multicollecteurs bretons avait été invitée à participer à notre fête, tout au moins ceux qui collectionnaient des cartes postales, les vieux papiers (entendez par là les documents d'archives) et tout ce qui a un rapport avec le livre.

Les poètes de l'association «La Rivière échappée» avaient eux aussi accepté de participer et avaient pris la responsabilité de l'organisation des rencontres avec des poètes et des écrivains.

Yves Prié, un voisin, poète et directeur de sa maison d'édition «Folle avoine», très appréciée, Nicole Laurent-Catrice, une fidèle de nos rencontres bécherellaises et bien d'autres sont venus se joindre à nous. Je me souviens particulièrement de Jean Marie Le Sidaner, un habitué des émissions de France Culture, parti aujourd'hui dans l'anaan celtique, le monde des âmes.

Parmi nos invités nous avons eu le plaisir d'accueillir Michel Lebris, initiateur et organisateur des rencontres annuelles de Saint-Malo sur le thème des «Etonnants Voyageurs» qui réunit pendant trois jours toute la littérature concernant les voyages. Dans un espace baptisé «café littéraire», animé par «radio Armorique» et par «France culture» des écrivains échangent des points de vue et des considérations face à un public qui partage son attention entre un regard sur le grand large tout proche et une écoute attentive en direction du plateau où se relaient les interviewés.

Youenn Gwernig, Gilles Servat, tous deux à la fois chanteurs et

sculpteurs en même temps qu'écrivains, très connus chez nous; des personnalités comme Per Denez dont la méthode d'apprentissage de la langue bretonne a servi de base à tant et tant d'élèves de tous âges, avaient répondu à notre invitation pour la plus grande satisfaction d'un public de fidèles.

Nous avons organisé des débats et des tables rondes sur des thèmes dont le plus attendu était le mythe et particulièrement le mythe celtique. Les échanges étaient diffusés dans les rues et sur les deux petites places du centre ancien, sonorisées pour l'occasion.

Le «Barzaz-Trio» avec le très célèbre Yann-Vanch Kemener avaient donné un concert dans la cour de la Maison des dames de Saint-Thomas, devenue maison de retraite. Les visiteurs n'avaient que l'embarras du choix pour se distraire et nous couvraient d'éloges.

Par leur part, les libraires, les bouquinistes, les maisons d'édition, ont tous fait d'excellentes affaires; les résultats obtenus avaient lieu de nous rassurer, tant du côté de la fréquentation de la manifestation par les visiteurs, de leur visible satisfaction, que du côté de la possible rentabilisation de notre projet.

Je suis la présidente fondatrice de l'association Savenn Douar qui était en train de devenir fondatrice de «Bécherel, Cité du Livre» ®; à ce titre, je me devais de faire un discours lors de l'inauguration des trois jours de fête qui allaient se dérouler. Nous avions convié les personnalités municipales bécherellaises, les personnalités départementales et régionales, le directeur de l'Institut Culturel de Bretagne, son président et tous nos amis.

J'ai fait mon discours le plus court possible. Je n'en avais jamais fait de cet ordre. Je ne me rappelle plus du tout ce que j'ai dit à l'exception de ce qui concernait l'annonce des animations, expositions et exposants.

Ce dont je me souviens, c'est que j'ai voulu prononcer quelques mots dans nos trois langues, en français, en breton et en gallo. C'est au moment où je m'exprimais en gallo qu'un hoquet d'émotion m'a rendu muette quelques secondes.

C'est en effet terriblement vrai, qu'à l'occasion d'événements très importants pour nous, surgissent parfois de manière intempestive

et sous forme d'une émotion gênante, nos problèmes linguistiques bretons. Parler gallo, plus encore que parler breton relève d'un défi au temps, à la mode et à l'interdiction d'utiliser une autre langue que le français. Ce n'est pas très confortable.

Mes associées, quant à elles, nous étions un petit groupe de cinq femmes à la tête de l'association, s'étaient prudemment retranchées à l'autre bout de la place, le plus loin possible de l'espace officiel. Nous manquions d'expérience dans ce genre de situation et si nous étions toutes également à l'aise dans le travail de mise en place et d'organisation, nous n'avions rien prévu de la difficulté qu'il y a de faire face à une foule de visiteurs, d'invités et d'inconnus. Il allait de soi, entre nous, que je devrais improviser au cours de l'événement.

Personne, et surtout pas moi, n'avait prévu l'émotion. La réussite était au programme, pas la peste émotionnelle. Dans un événement où un minimum de rigueur professionnelle est la norme, l'émotion n'a pas sa place. Par la suite nous avons beaucoup ri. C'était bien mérité, après tout le travail fourni!..

Heureusement j'ai pu passer la parole aux habitués du discours que sont les élus. J'ai pu apprécier et envier leur aisance d'autant que, pour cette première fête, ils n'ont pas ménagé leurs éloges et leurs bons vœux de réussite. C'est forcément irrésistible.

Les libraires, les bouquinistes, les visiteurs, les élus, les Bécherellais, nos amis et nos parents ont-ils tous pensé à la somme de travail et de réflexion que nous avons déployée pour en arriver là, à l'aube d'un projet qui, aujourd'hui, dix ans plus tard, est une réussite incontestable ?

Il est également devenu un modèle pour d'autres projets d'entreprises culturelles utilisant des supports aussi différents que les arts plastiques à Bazouge-la-Pérouse, les arts culinaires ailleurs et beaucoup d'autres à venir qui nous demandent aujourd'hui aide, informations et accompagnement. Il y a dix ans nous n'en étions pas là; nous nous mettions au travail sans mesurer ni notre temps ni notre peine. Tout se passait alors comme si nous n'étions jamais fatiguées.

C'est Jules Lequier, philosophe du XIX^e siècle, originaire de Plérin près de Saint-Brieuc, injustement oublié, qui disait: «Je suis ce

que je fais». Il exprimait ainsi la trace qu'il pouvait laisser dans le registre de ce qui est vivant. Je ne sais pas s'il avait tout à fait raison, mais je sais que ce que nous faisons alors nous convenait bien, très bien.

Chapitre 2

*«Bientôt je blottirai
«Le soleil dans mes paumes*

*«Pour éclairer la force
«Et le défi
«D'un homme*

*«Qui pénètre
«Vivant
«Dans sa propre légende
(Claude Vaillant)*

PRELUDE

Ce fut une longue aventure. Une aventure familiale et amicale qui débuta officiellement en mai 1985, au moment où les statuts de notre association Savenn Douar furent déposés en préfecture des Côtes-d'Armor, à Saint-Brieuc.

Après cinq ans d'absence à goût d'exil à Lille, puis à Amiens, j'étais revenue chez nous en Bretagne, avec mes trois enfants. Ils avaient 15 ans, 17 ans, et 19 ans. C'était en 1975. La question de leur avenir devenait pressante. Tandis qu'ils poursuivaient leurs études, je me demandais quel sort les attendait.

Peu à peu, la mondialisation des problèmes concernant le chômage, particulièrement chez les jeunes, la violence dans les banlieues des grandes villes, la désertification des zones rurales et des petites villes, la déculturation ambiante dessinaient des lendemains incertains pour ne pas dire menaçants.

Les propositions professionnelles du monde économique n'avaient rien d'attrayant. Au fil des années, je voyais mes deux aînés renâcler sur toutes les perspectives. Seule, la petite dernière, Annaïg, qui reste encore «la petite dernière» savait qu'elle voulait devenir mé-

decin. Erwan et Catherine erraient, avec grâce, entre baba cool et bof-génération.

Les effets de Mai 1968 demeuraient encore actifs dans l'esprit des parents que nous étions, à l'intérieur du cercle de notre groupe d'amis, mais ils restaient inavouables au grand jour: dans les années 1975-1980, l'heure était à la critique de l'esprit de liberté qui avait soufflé, en raison d'une crainte devant les diverses démissions de l'autorité.

Pourtant, en l'espace de quelques semaines, le brassage des idées avait fait tomber les impossibilités imaginaires des on-ne-doit-pas, on-ne-peut-pas, administrativement organisées dans des réglementations désuètes et tatillonnes.

J'ai gardé au fond de moi un si on-veut-on-peut qui ne s'éteindra sans doute plus désormais. Bien entendu, il y faut beaucoup de travail, de rigueur et de persévérance.

Après avoir espéré que les années Mitterrand nous sauveraient du conservatisme et des pesanteurs, en particulier celles des administrations, nous nous contentions d'assurer les fins de mois, sans espoir de pouvoir brandir davantage les lumières du futur. Nous étions retombés dans le même marasme que toujours, sous l'éternelle obligation de passer par Paris pour aller à Marseille, de devoir ne lire, n'écouter et ne produire que si les choix parisiens nous convenaient. Paris nous instruit, Paris nous informe, Paris nous prend nos impôts. Paris nous commande. Paris s'enrichit, exponentiel. Paris dévore la France au détriment des Parisiens eux-mêmes qui n'y peuvent rien. Il semble acquis une fois pour toutes, que seule la vie parisienne produit les richesses manifestées dans les monuments, dans la qualité des réflexions et des idées et mérite tous les suffrages. Chaque président de la République devient parisien et s'emploie, avec l'argent de tous les contribuables, à laisser sa trace à Paris.

Au début de ma vie professionnelle, j'ai essayé d'y vivre et de m'y installer. Je n'ai pas supporté que mes enfants y deviennent pâles comme de mauvais navets; je n'ai pas supporté le regard vide des gens dans le métro.

Le regard-métro est ce regard barricadé qui, pour se défendre

trop de promiscuité, s'enferme dans l'impersonnel d'une froideur uniforme glaçant sur les lèvres le moindre mot de sympathie. Paris ne va pas bien.

Un peu à la fois, à partir des années 1976, mes enfants, mes amis et moi, chacun pour sa part et à sa mesure, nous avons mis en route une réflexion sur le thème : «Comment vivre autrement». C'est devenu l'idée centrale autour de laquelle nous avons orienté nos recherches.

Peu à peu, nos objectifs ont été fixés, prêts néanmoins à être modifiés au fur et à mesure des possibilités qui s'offriraient, tout comme en fonction des désirs et des choix de chacun des membres de notre groupe... Nous avons noirci beaucoup de papier; nous avons lu les études des juristes, des économistes, des sociologues, des analystes institutionnels qui scrutent les diverses branches de l'économie et de la société, pour alimenter ce que je peux appeler nos travaux préliminaires.

En résumé, nous nous sommes montrés très studieux et nous nous sommes réunis bien souvent.

Tout en travaillant dur, nous ne nous sommes pas privés de faire la fête. Nous n'avions pas la vocation d'être tristement et uniquement laborieux.

Pour «vivre autrement», nous avons décidé de nous regrouper dans un même lieu capable de nous tenir tous à distance proche les uns des autres. Nous étions une dizaine de familles et quelques célibataires plus ou moins décidés à se lancer dans l'aventure.

Nous savions que, selon les circonstances, certains d'entre nous s'écarteraient plus ou moins du projet, mais qu'ils resteraient présents de cœur parmi nous, actifs dans la réflexion partagée. Nous voulions ouvrir un lieu d'activités économiques et professionnelles à partir de certaines de nos spécialités et compétences. Nous désirions aussi y satisfaire nos intérêts culturels.

Parmi nous quelques uns dont moi-même, continueraient à exercer une profession qui leur convenaient et qu'ils ne quitteraient pas. Pour leur part, les maraîchers intégrés à notre groupe voulaient de la terre en suffisance pour nous fournir les légumes et les fruits dont nous aurions besoin. Ils voulaient s'occuper de culture biologique et nous

nous étions tous intéressés à leur projet en espérant bien pouvoir en bénéficier.

Nous ne voulions pas vivre en communauté mais conjuguer ensemble nos exigences d'autonomie les uns par rapport aux autres, de créativité par rapport au système devenu trop pesant et de solidarité pour parvenir à nos fins.

Le choix que nous ferions de nous implanter dans un lieu particulier serait décisif pour choisir les activités à mettre en place. La situation du lieu, son étendue, la proximité d'une ville, la fréquentation touristique, détermineraient nos orientations. Nous n'étions pas enfermés dans notre projet. Peu importait le thème que nous choisirions pour y développer nos activités, à condition que la culture y trouvât son compte. L'avenir restait ouvert, tout était possible.

Nous rêvions...

Ce fut un moment heureux. Avant de s'engager dans l'action, il suffit de laisser libre cours à son imagination. Bien sûr, nous tenions compte des réalités qui, par hypothèse, nous attendaient. Aucun de nous n'était naïf au point de croire à une harmonie parfaite. Aucun de nous n'ignorait les impératifs qui seraient notre quotidien, les limites budgétaires, les contraintes de toutes sortes qu'il faudrait affronter, pas même les difficultés relationnelles qui sont le lot des groupes humains quels qu'ils soient.

Espérance à l'œuvre, nous suivions notre désir de vivre autrement en aménageant un lieu de convivialité et de partage, un lieu où chacun apporte sa part de réflexion, à la mesure de son originalité propre, tout en conservant la possibilité de s'éloigner ou de se rapprocher, d'aller voir ailleurs comment l'herbe y est plus verte. Il nous fallait rester libres les uns par rapports aux autres.

C'était en quelque sorte une réponse à la situation qui était la nôtre, par rapport à des obligations et des horaires trop prenants qui nous empêchaient de saisir, dans nos espaces respectifs, des habitudes d'amitié et d'échanges, de distractions et de créativité.

Notre amitié était née comme cela, au gré de rencontres plus ou moins fortuites, sur la base d'une volonté de prendre en charge notre avenir d'une manière que nous choisirions.

J'aimais dire que le travail est fête et fête le travail. Il me semble que si l'Eternité est perceptible à l'Etre Humain, elle l'est dans ces moments précieux, où le temps évanoui laisse la place au travail et à la fête de l'esprit, pour ceux qui partagent la construction d'un projet.

Vivre ce genre d'expérience s'avère passionnant et formateur. Qu'en reste-t-il pour ceux de notre groupe qui ne nous ont pas suivi à Bécherel? Je ne peux pas ici, en leur lieu et place, évoquer ce qui les a déterminé à faire d'autres choix. Chacun travaille, vit, existe, à partir de son histoire personnelle et à partir des événements qui marquent sa vie. Nous restons en contact, de manière désormais distanciée, qui n'empêche pas que l'amitié reste à l'œuvre entre certains parmi nous.

D'où nous vient l'appétit que nous avons à vouloir vivre, à vouloir combattre l'adversité à laquelle chacun est confronté de toutes les manières possibles?

Je fais partie de cette génération qui a vécu son enfance durant la guerre 1939-1945, de 5 à 10 ans exactement. Notre mère nous a élevés seule, ma sœur et moi, après le décès de notre père dans un bête accident à la veille de la guerre, en 1938. De malheur en malheur... Il fallait se battre pour survivre et avancer plus vite que l'adversité, sans doute...

J'ai entendu, lu et enregistré comme tout le monde, la terreur innommable des camps de concentration, l'extermination des Juifs, la détresse des enfants martyrs et toutes les abominations dont l'humanité peut se rendre coupable quand elle devient folle à la suite d'un chef malade. Mon refus de savoir, ou peut-être mon temps pour comprendre, et probablement les deux ensemble, mon incapacité à mesurer l'horreur, ont duré longtemps.

Je ne connais pas l'histoire de notre Hitler contemporain, Milosevic. J'ai lu l'étude de Diane Chauvelot sur l'hystérie parue aux éditions Denoël. Elle évoque Hitler et ce que nous connaissons de son histoire. Les traumatismes qu'il a subi, l'extrême pauvreté, le décès d'un père alcoolique, genre tyran domestique et chômeur, le décès de sa mère dans des souffrances insupportables lorsqu'il était encore adolescent, etc., l'ont rendu malade et pour le guérir, un de ses médecins a procédé à une sorte de bourrage de crâne du style: «L'Allemagne a

besoin d'hommes comme toi. Tu peux devenir indispensable à ton pays. Tu peux l'aider à se relever, à combattre ses ennemis». Apparemment Hitler a supprimé tous ses malheurs en même temps que ses ennemis réels ou supposés. Son médecin s'est suicidé, nous dit Diane Chauvelot, probablement en raison de ce qu'est devenu son patient par la suite.

Faut-il épiloguer? Pour moi, entre beaucoup d'autres choses, il y a un avant et un après Hitler. Avant, nous pouvions sans doute croire aux progrès de l'humanité, peut-être même croire à la bonté humaine. Après, il y a l'évidence des faits; j'ai à tenir compte de mon incapacité à me faire une raison sur le constat du désastre.

La seule réponse logique n'est que le désespoir, et le suicide comme issue à hauteur de l'horreur. D'où vient cette énergie qui fait qu'on ose vivre malgré tous ces cadavres accumulés, ces enfants torturés, les écoeurants massacres d'Algérie, les populations livrées à l'exode, au pillage, à la saleté, à l'humiliation, aux persécutions, aux viols, chassées de chez elles par tous les temps, trop chauds en Afrique, trop froids en Europe Centrale. Comment rester vivant sur cette terre en connaissance de cause?

J'ai eu l'impression, peut-être l'ai-je encore, que je restais vivante malgré moi, démunie de tout, flottant au-dessus de l'abîme. Peut-être ai-je cru de temps en temps apercevoir quelques lueurs.

Et puisque le corps est fait pour cela, pour marcher, j'ai marché, pour parler, j'ai parlé, j'ai écouté parler, parfois j'ai pu entendre, j'ai lu et j'ai écrit.

Une idée peut être fait son chemin. Soit, Dieu n'existe pas. Je «l'ai perdu sans trop m'en apercevoir d'abord et à l'évidence au fur et à mesure des événements de ma vie, puisqu'il ne se manifeste pas.

Mais comment vivre sans Dieu? Il est impossible d'accepter l'humanité telle qu'elle est, immuablement vouée à la violence et à la mort. Il faut une espérance au delà de ses seules ressources.

Puisque je n'ai pas eu mon compte de soins, d'amour, de soutien, je veux sans doute bêtement trouver une solution même minuscule, même imperceptible.

Je réclame que justice soit rendue. Ce n'est pas juste d'être

orphelin et abandonné; ce n'est pas juste d'être exterminé; ce n'est pas juste d'être massacré; ce n'est pas juste d'être humilié; ce n'est pas juste... ni pour moi, ni pour personne.

De temps à autre, dans un élan de bêtise incommensurable, dans le «plus-soif» des douleurs aperçues ou éprouvées, j'ose me laisser aller à dire qu'il faut inventer Dieu puisqu'il n'existe pas.

Mais nous sommes, nous les humains, bien loin du compte. Tous nos grands projets se retournent contre nous, le marxisme avec son totalitarisme et ses dictatures, le christianisme avec son inquisition et ses massacres, l'islam, pire que les autres en ce moment, avec ses égorgements et ses femmes humiliées, ce qui provoque les hommes à vivre entre eux dans une sorte d'homosexualité interdite et sans issue. L'islam, venu cinq cents ans après le christianisme, à la fois par schisme et par héritage, produit des effets désastreux dont on voudrait qu'ils soient mieux expliqués.

Les découvertes scientifiques et techniques sont utilisées trop souvent pour dominer et massacrer tous ceux qui gênent.

L'agressivité, quand elle tourne à la violence, manifeste dans un même mouvement le désir de vivre et d'infliger la souffrance, dans un essai désespéré de la maîtriser et d'en jouir, ultime étape avant la mort.

Peut-être après tout, préférons nous plus mourir que vivre. Peut-être sommes nous abusés au point de devoir jouir d'une vengeance sur «l'Autre» qui n'a pas su nous mettre à l'abri d'une tentation irrépressible de nous rendre maîtres de la mort. Dieu seul...

Inventer Dieu! C'est évidemment impossible. Il reste à le faire quand même. Essayer de faire triompher la vie et favoriser toutes ses manifestations restent accessibles en faisant bien attention de toujours rassembler ce qui va dans le sens de la construction et de refuser tout ce qui va dans le sens de la destruction. Il y faut beaucoup de discernement, de modestie et de rigueur. La rigueur est indispensable pour faire reculer la bêtise et la méchanceté jouissives.

En d'autres termes il faudrait capturer Milosevic et l'enfermer dans un lieu thérapeutique. Ce serait moins coûteux pour l'humanité; ses massacres et sa guerre pourraient être enrayés même si l'espoir de pouvoir le transformer devait rester vain.

Peut-être savons-nous ce qu'il faudrait faire mais nous nous laissons dépasser par des engrenages infernaux et des escalades dans la violence, autant que par nos doutes sur nos compétences, par une conviction d'être impuissants et de vouloir jouir de cette impuissance. L'impuissance n'est justifiable que devant la mort. Ce n'est pas la peine d'en rajouter.

Nous devrions nous interroger davantage sur la cruauté et l'inacceptable violence humaine. Nos savants sont des génies de la technologie et parfois scientifiquement admirables, nous allons sur la lune et nous partons à la conquête de l'espace.

Mais nous ne connaissons pas grand chose du fonctionnement humain quant à ce qui se produit entre le stress infligé, la réaction en réponse, et les conséquences sur l'esprit.

La psychanalyse explore longuement et laborieusement l'appareil psychique. S'y livrer est une aventure douloureuse et passionnante, irremplaçable. Nous manquons de recul pour en apprécier les effets à grande échelle mais nous savons que nous en retirons quelques bénéfices, individuellement, dans le sens d'un mieux vivre.

Le biologiste Henri Laborit a fait une expérience sur des rats. Il a fait fabriquer une cage dans laquelle il était possible de faire passer un léger courant électrique. Il a mis trois rats dans la cage; à chaque décharge du courant, encore une fois un courant électrique léger, les rats restaient en bonne santé aussi longtemps qu'ils pouvaient se sauver en appuyant sur un bouton vite repéré qui leur donnait accès à une sortie; ils restaient également en bonne santé s'ils pouvaient... se battre entre eux !!!

Mais si le rat restait seul dans la cage sans aucun moyen de fuir ou de se battre, il déclinait très rapidement et mourait. En conclusion on constate que le stress, même léger, sous forme de petits coups d'épingle est mortel et les deux seules réponses, celles qui sauvent la vie, sont la fuite et la bagarre. C'est tout de même utile à savoir! Henri Laborit a écrit à l'époque une étude qu'il a appelée «L'éloge de la fuite» dont un film est inspiré : «Mon oncle d'Amérique». Il est préférable de fuir plutôt que de se bagarrer à tort et à travers, contre tout le monde et n'importe qui, étant entendu que ce n'importe qui est souvent

notre prochain le plus proche et le plus aimé. C'est la conclusion évidente du film illustrant l'étude de Henri Laborit.

Cette recherche devrait pouvoir être reprise et améliorée, pour en tirer les conséquences, pour prendre les mesures qui s'imposent et ainsi rendre la vie plus vivable partout dans le monde.

Si nous ne pouvons pas éviter le stress, ni ultimement la mort, nous pouvons mettre en place des conditions plus appropriées aux nécessités humaines de la vie.

Il m'a fallu beaucoup de temps pour arriver à me faire une petite idée de ce qui était à l'œuvre au fond de mon esprit, par rapport à tout ce désespoir, personnel sans doute, mais alimenté et réactualisé par les événements de la vie, et par le contexte historique de ce XXème siècle qu'on pourra sans doute qualifier de siècle des horreurs, couronnées par les explosions de la bombe atomique et par le terrorisme.

Mes amis avaient probablement, eux aussi, des raisons profondes et personnelles de vouloir «vivre autrement». En écho sur nos histoires particulières, sur l'histoire de notre époque et plus inconsciemment sur nos pré-histoires, le tout sur fond d'héritage culturel, nous essayions modestement et à notre mesure de prendre en charge, au quotidien, toutes les dimensions dans lesquelles nos vies devaient se dérouler. Nous voulions mettre en œuvre, expérimenter une triade de concepts: l'autonomie, la solidarité et la créativité.

Vers les années 1983-1984, le temps était venu de passer au stade de la recherche en vue de choisir le lieu de notre implantation. Réfléchir, penser, élaborer notre projet, ne nous suffisaient plus. Il fallait passer à l'action.

Au cours de nos prospections qui ont duré jusqu'en 1985, le temps pour nous de faire des déplacements tous ensemble, ou par petits groupes, nous avons croisé les problèmes quotidiens de ceux qui finissaient par s'intéresser à notre démarche, un peu abasourdis. Ils n'avaient pas l'habitude de côtoyer des personnes de tous âges et d'horizons divers, très décidées à unir leurs efforts pour changer une manière de vivre qui ne leur convenait pas. C'est ainsi que sur le terrain, nous avons pu apercevoir les difficultés auxquelles chacun doit faire face, plus ou moins emprisonné dans un système qui se veut

démocratique et qui nous apparaissait de plus en plus stérile, fermé, contraignant et souvent mutilant du côté de la créativité.

Ces échanges, ces rencontres, nous aidaient à préciser le contexte élargi duquel nous allions devoir tenir le plus grand compte sous peine d'échec. D'autre part, il s'agit toujours et partout, de comprendre le passé pour expliquer le présent et essayer, sans garantie hélas, de mettre en place des projets créatifs et cohérents porteurs d'une espérance à hauteur de progrès humain possible. Nous voulions mettre de notre côté toutes les chances pour réussir à vivre une démocratie au quotidien et au plus proche, entre nous d'abord, avant de nous mettre à nous lamenter sur les insuffisances d'un système qui ne reflétait, pour une large part, que nos propres insuffisances, nos paresse et nos aveuglements.

Chapitre 3

«Je ne vois pas pourquoi je ne me baisserais pas pour ramasser les perles de sagesse quand j'en trouve, sans me soucier des temps modernes». (John Cowper Powys)

CONTEXTE CULTUREL ET ECONOMIQUE

Tout en cherchant le lieu de notre future résidence, nous rencontrions des personnes avec lesquelles nous pouvions parler du contexte dans lequel nous étions plongés. C'était pour nous l'occasion de prolonger notre réflexion, de la partager et parfois de l'enrichir.

Nous avons parcouru la Bretagne en tous sens pendant près de deux ans, durant les moments que nous pouvions distraire de nos activités respectives.

L'occasion nous a ainsi été offerte de constater encore et encore l'exécrable agencement de nos routes, très bonnes d'est en ouest, c'est-à-dire vers Paris, bonnes ou presque bonnes autour des principales agglomérations; elles devenaient problématiques ou franchement dangereuses dans le sens nord-sud et dans le Centre Bretagne. Impossible d'échapper à l'idée que si nous pouvions décider de ce qui se construit chez nous, nos voies de communications répondraient à nos besoins en Bretagne et non pas à des idéologies politiciennes de tout organiser et régenter à partir de Paris.

L'idéologie centralisatrice est décidément à l'œuvre dans tous les domaines. Comme tout le monde subit cette centralisation débilante, j'ai fini par penser que nous y consentons et y prenons prétexte à nous plaindre indéfiniment, non sans plaisir, en évitant de nous apercevoir que nous pouvons agir, en toute légalité et détermination.

Le problème est certes complexe. Concernant directives et centralisation, nous avons croisé un jour un agriculteur qui aurait pu nous vendre quelques bâtiments et un peu de terre. Au détour de nos échanges, il nous a raconté qu'il n'était plus libre de ses choix. Il était devenu, comme beaucoup d'autres agriculteurs, l'obéissant robot

d'une sorte de dictature de la technologie qui imposait l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides, en échange de subventions plus ou moins indispensables.

Au nom de la productivité, pour répondre soit-disant aux besoins du marché, dont on voit bien à chaque manifestation des «producteurs» détruisant les artichauts après les pommes de terre, ou inversement, combien il est saturé et mal géré, il était devenu l'otage de ses emprunts bancaires consentis en échange de son adhésion au cycle infernal des utilisations de produits fertilisants mais polluants.

Il se demandait ce que nous deviendrions tous, à devoir absorber des substances plus ou moins nocives mélangées aux engrais, enfermées dans des bidons sur lesquels s'étaient en grandes lettres le mot : «dangereux».

Certains agriculteurs souffraient d'avoir à abandonner leurs vieux principes et leur tradition d'intelligente rigueur, espérant malgré tout une amélioration de leur niveau de vie, parallèlement à l'augmentation de la productivité à laquelle ils étaient contraints s'ils voulaient continuer à vivre de leur métier.

Nous soupçonnions déjà tous les dangers à l'œuvre, sans mesurer les dégâts qui, quinze à vingt ans plus tard, à l'heure où j'écris ces lignes, allaient devenir catastrophiques avec la disparition d'un nombre impressionnant de petits agriculteurs dépassés par l'écrasante dynamique d'une poignée de gros exploitants.

La progression de la productivité a sans doute entraîné certains bienfaits du côté de la réponse à tous nos besoins. Néanmoins beaucoup d'agriculteurs sont en danger de devenir des manœuvres asservis à des exigences financières, et à de nombreux techniciens qui croient pouvoir organiser la production et le marché à partir d'extrapolations intellectuelles sur les lois de l'offre et de la demande conçues à un niveau mondial, sans tenir compte des particularités régionales.

Comme toujours, la question reste celle de la juste mesure à trouver au plus près du progrès à faire, sans pour autant perdre de vue les valeurs acquises.

La bêtise humaine est à l'œuvre partout, au service du profit d'abord, à partir de l'argent ou à partir du pouvoir. La bêtise c'est de

perdre de vue les conséquences qui découlent d'un acte au bénéfice d'une faveur, d'un gain, d'un prestige immédiat ou supposé tel.

Des études en cours sur le monde agricole vont permettre à nos paysans, ceux qui ont conservé la fierté d'avoir à assurer le pain quotidien des gens, de rétablir un équilibre qu'ils appellent de leurs vœux, et nous à leurs côtés puisque notre nourriture, l'eau que nous buvons, l'air que nous respirons dépendent de leur activité.

Les nitrates dans l'eau, la vache folle dans nos assiettes et le pétrole répandu sur nos côtes après les naufrages des bateaux-poubelles, nous donnent désormais à réfléchir.

Nous n'aurions pas imaginé cela à l'époque de nos prospections. Nous ne savions pas où se manifesterait le danger. Nous faisons figure de mauvais prophètes et nous pouvions être accusés d'avoir des idées d'un autre temps, de refuser le progrès, de vouloir nous enfermer dans nos traditions quand nous faisons part de nos craintes.

Et voilà qu'à l'évidence, quinze ans plus tard, le mal s'étant aggravé, nous voyons bien que nous avions raison de nous inquiéter.

Nous n'en désignons pas moins comme principal responsable le Gouvernement qui prend sans doute quelques mesures pour protéger la santé des gens, mais que la pression du lobby des gros producteurs empêche d'aider les plus conscients à faire valoir leurs points de vue et leurs choix. Tout le monde doit passer à la moulinette du plus grand profit des plus gros marchands mondialisés. La viande folle s'ajoute au maïs transgénique qui s'ajoute aux porcs engraisés à grand renfort d'antibiotiques et de farines animales.

Les associations de consommateurs elles-mêmes, n'ont hélas qu'une audience confidentielle. On ne peut pas éviter de penser qu'à vouloir empêcher la panique de s'installer au cœur des populations, nous nous privons du même coup de la possibilité de réagir de manière significative.

Nous voyons bien, à deux pas de chez nous, les agriculteurs procéder à des épandages de divers produits nocifs qui s'écoulent dans la nappe phréatique. Honteux, ils profitent pour ce faire des heures creuses des repas ou de la soirée pour cacher leur activité coupable. Désherbants pesticides favorisent la production et empoisonnent les populations d'un même mouvement.

Ils ne voient pas que leur propre santé est en danger elle aussi, puisqu'à manipuler ces produits, avec ou sans masque, ils se rendent malades. Nous aimerions que soient rendues publiques les observations du Ministère de la Santé pour mesurer la progression dans nos campagnes des leucémies et cancers, des problèmes de peau et de voies respiratoires, et autres joyeusetés du même ordre.

Il ne s'agit pas de semer la panique, il s'agit de prendre soin de la santé des gens, fussent-ils agriculteurs, et de prendre les mesures qui s'imposent.

Il est vrai que la prévention est une mesure qui paraît d'abord une prudence trop coûteuse et dont l'utilité n'est pas immédiatement évidente. C'est pourquoi elle est difficile à imposer. D'autre part un mal évité ne laisse pas de trace et il est difficile de prouver la pertinence d'une mesure de précaution. De ce point de vue l'humanité n'est pas en mesure de beaucoup progresser. On sait par ailleurs l'habileté de l'appétit financier qui est capable de renverser, en les ridiculisant, tous les arguments qui ne sont pas sonnants et réverbérants.

L'exemple de la contamination du sang, faute d'un procédé adéquat pour assurer l'inocuité des transfusions, nous montre que les responsabilités des décisions à prendre n'est pas du ressort des seules personnes compétentes, en l'occurrence les scientifiques, quand ils sont doublés de personnages devenant des politiques ou des chefs d'entreprise, occupés par des enjeux avant tout financiers.

Après toutes ces considérations générales qui nous dépassent largement, nous allons donc nous confronter à nos dilemmes écologiques d'une manière pressante. Il y avait ce qui nous était possible de faire et ce qui ne l'était pas.

Les propriétés que nous visitons avaient besoin d'être réaménagées, réparées et mises aux normes. Les gros travaux ne posaient pas de problèmes aux bricoleurs de notre groupe qui se faisaient fort de maçonner, toiter, charpenter, cloisonner et plus encore.

L'écueil allait venir du chauffage et de l'alimentation en électricité de nos bâtiments. Aucun parmi nous n'avait vocation à assurer les corvées de bois pour faire des feux dans les vieilles cheminées ou pour alimenter des fourneaux qui nous renverraient à des vies antérieures.

Nous n'avions pas de nostalgie passéiste.

Avant de nous soumettre à l'hégémonie et aux dictats d'EdF-GdF et à ses factures explosives, nous allions nous intéresser aux énergies douces.

Nous avons rencontré un propriétaire vendeur d'une partie de son domaine. Il s'énervait sur les incapacités administratives à comprendre l'intérêt d'utiliser le vent en Bretagne au lieu du nucléaire, ou l'énergie solaire, ou les deux en complément l'une de l'autre.

Il faudra, disait-il, vingt ans pour qu'enfin on s'aperçoive de l'intérêt des énergies renouvelables tant du point de vue de leur coût que pour la qualité de l'air et de l'environnement.

Nous pouvons supposer qu'avant d'atteindre une rentabilité satisfaisante, les frais de mise en place viendront en déduction du bénéfice actuel des grandes entreprises mégalo-mondialisées. C'est sans doute à cause de cet écueil financier qu'elles gagnent le plus de temps possible avant de s'engager résolument dans l'action. Que peuvent les Etats contre les entreprises mondialisées dont les bénéfices exorbitants insultent d'un même mouvement la pauvreté des laissés pour compte de la planète, ainsi que les classes moyennes qui paient la presque totalité des impôts?

Pour notre interlocuteur, l'incapacité imaginative des administrations lui semblait être le plus grand fléau de la société, particulièrement au pays de la centralisation comme l'est la France. L'administration y a le vrai pouvoir et réduit chacun à son moindre fonctionnement créatif. Un particulier doit remuer ciel et terre pour «créer» son environnement à son idée en respectant la planète dans son petit coin de vie.

J'ai fait la même constatation réargumentée à chaque étape de notre progression. Il ne s'agit pas d'analyse savante mais de constats au quotidien. Dans tous les domaines l'administration freine, empêche et décourage la plupart des initiatives innovantes dont elle ne voit pas dans quel casier administratif les inclure sans faire des vagues.

Nous avons été démoralisés comme les autres. Nous avons constaté que nous ne pourrions pas nous passer d'électricité à moins de se chauffer et de s'éclairer comme au temps jadis.

Nous n'avions ni le temps, ni les moyens de nous lancer dans l'étude et la mise en place des énergies douces. Durant les années 1984-1985, les associations dont les initiatives pouvaient nous intéresser, ne nous étaient pas d'un secours suffisant et nos propres compétences n'étaient pas utilisables dans ce domaine.

Nous n'avons pas abandonné nos idées, mais nous nous en sommes remis platement à l'ordre de la chose administrative, faute de moyens financiers qui nous auraient permis de nous procurer éoliennes, panneaux solaires et toute l'installation correspondante à nos besoins. Ce faisant nous n'échappons pas, une fois encore, à la question de savoir quelle place prend l'argent dans la vie d'aujourd'hui.

L'argent devrait être reconnu en tant qu'outil commode, irremplaçable et universel. Il devrait être mis au service de l'humanité. Il est souvent dévié au bénéfice du pouvoir ainsi que nous le montrent grossièrement en France les scandales répétés des financements des partis. La politique est dans ce cas manipulée par des «grosses puissances d'argent» qui mettent en place les élus de leurs choix parcequ'ils savent éblouir le bon peuple par des campagnes publicitaires tout à la fois rassurantes, flatteuses, et le plus souvent fort intelligentes. Nous, «bon peuple», nous sommes méfiants, nous devinons les intentions cachées, mais nous n'avons pas les preuves qui nous permettraient de départager les bonnes intentions des mauvaises, ni les moyens de nous convaincre les uns les autres en assez grand nombre pour organiser des contre-pouvoirs efficaces. Paresseusement, nous nous en remettons à la «providence», comme si elle existait. De quelque côté que soient leurs idées politiques, les personnes sont entraînées dans le flot, sans contrôler le courant, dans un mouvement où le seul choix responsable serait, sans doute, de quitter le navire. C'est plus facile à dire qu'à faire.

Nous voulons pour notre part tenir compte de ce contexte pour essayer de mettre en place notre projet, sans avoir plus que cela le souci d'intervenir directement sur des problèmes inaccessibles à nos seules possibilités. Nous nous contentons de vouloir faire un pas de côté en vue de prendre des dispositions plus satisfaisantes. Par

exemple, nous consommerons des produits issus de l'agriculture biologique. Puis nous continuerons à réfléchir sur les conditions nécessaires à la créativité de notre groupe et à ses facultés critiques constructives pour éviter de s'embourber dans les aliénations du système; nous mettrons en place une dynamique à partir de laquelle seront créées des activités économiques, professionnelles et commerciales, en synergie avec la culture.

Nous souhaitons «vivre autrement» et voulons «vivre et travailler au pays». Le fait d'y être à l'aise, la connaissance que nous en avons et les liens tissés dans notre groupe sont favorables à l'ambition de vivre dans une démocratie de proximité, une sorte d'expérimentation instructive, même modestement, dont nous espérons tirer satisfaction en essayant d'apporter notre pierre, ou notre gravillon si l'on préfère, à l'édifice de la civilisation.

Solidarité autour des «choses de la vie», autonomie parce que chacun est seul à pouvoir connaître son désir et ses limites, et créativité pour inventer de nouvelles solutions, sont des mots puis des idées et enfin des concepts qui vont aller s'enrichissant au fur et à mesure de notre expérience. Nous allons en mesurer des aspects très contrastés.

Auparavant il est utile de dresser une sorte d'état des lieux, a minima, de nos difficultés culturelles les plus visibles. Notre démarche s'est en effet inscrite dans le contexte culturel breton actuel dont il est impossible de ne pas tenir compte pour nous implanter solidement. On ne peut rien bâtir sur de l'ignorance, sauf à charger le futur de nos erreurs de jugement et d'appréciation.

Chapitre 4

*«Je souffre d'une Bretagne
«qui me rend étranger
«A moi-même. (Paul Quéré)*

LES PROBLÈMES DE LANGUES - LE SUICIDE

Nous aurions aimé trouver une implantation dans la campagne de la Bretagne bretonnante, pour plonger dans un bain propice à la pratique quotidienne de la langue bretonne que la plupart d'entre nous n'avait apprise qu'avec les cours du soir et les stages intensifs. Nous avons donc parcouru les départements du Morbihan, des Côtes-d'Armor et du Finistère en priorité.

Nous n'avons eu aucun mal à établir des contacts avec les différents habitants des lieux prospectés, et le premier moment passé, les débats évoquaient les problèmes linguistiques de notre pays.

La langue bretonne est en perte. Des études existent sur cette langue de notre vieux pays, ancestrée profondément dans ses racines celtiques mythiques et mystérieuses, puis réactualisée naturellement à chaque époque jusqu'à ce que l'acharnement forcené des gouvernements français successifs n'en arrive au coup de grâce, du XIX^{ème} siècle, qui provoquera l'agonie de tous les vieux langages de l'hexagone. Cette éradication s'est accompagnée de tout un cortège d'interdits et d'humiliation, où la honte, l'impuissance et la colère propagent ses effets dévastateurs dans l'esprit des locuteurs jusqu'à ce jour.

Nous avons rencontré des gens blessés, portant le drame de l'échange devenu impossible avec des grands-parents maladroits en langue française obligée, face à leurs petits enfants ignorant la langue bretonne, eux-mêmes punis à l'école de la République s'ils osaient dire un mot en breton, devenue langue interdite, salie pour justifier l'interdit.

Personne ne peut, ni ne veut encore mesurer les dégâts profonds qu'une telle politique hégémonique a entraînés. Personne! Et ces dégâts se propagent sur plusieurs générations, mutilées de l'une à

l'autre au plus vif d'une construction de l'être, qui devient incapable de s'expliquer aisément.

Nous avons tous, chaque peuple sur la terre, pour nous exprimer, les subtilités ciselées dans des profondeurs historiques, des acquisitions superposées, transmises de siècle en siècle, à la racine de chacun d'entre nous. C'est sur cette unique richesse que peut ensuite, et ensuite seulement, se développer la possibilité d'élargir, de diversifier ses acquisitions, voire de les remanier ou de les quitter. Sans cet enracinement premier, le locuteur est en danger d'atteinte grave de sa personnalité, de la débilité en passant par toutes sortes de névroses et de psychoses dont on refuse de reconnaître la cause. La déculturation ne préoccupe pas l'Etat. Elle affaiblit le colonisé qui devient incapable de s'expliquer, de se faire comprendre, de prendre part au mouvement général des réflexions et du travail de la pensée. Il ne reste que les voies de la robotisation.

La langue est le seul outil capable de manifester l'être humain; en deçà, il procède du règne animal, au delà il est mort.

Les dégâts se propagent comme un cancer du côté de la souffrance, du manque à exister dans une transmission naturelle et spontanée de génération en génération. La mutilation intervient sur la plus structurante des acquisitions humaines puisqu'il s'agit du génie d'une langue.

A plusieurs reprises, de confidences en réflexions partagées, entre silence, et larmes parfois, des drames sont évoqués, j'en témoigne ici.

Nous vivons dans un mensonge quotidien, compréhensible sans doute, quand nous choisissons plus ou moins clairement, de ne rien savoir de l'éradication culturelle, à l'œuvre dans toutes les provinces de l'hexagone et particulièrement visible en Bretagne. Nous ne voulons pas, ou peu, reconnaître le rôle persécuteur d'une administration bien huilée qui renvoie les locuteurs, désireux de se battre pour sauver ce qui peut l'être, au néant de l'impossible à dire et à se défendre. Chez nous, cela en a conduit certains au suicide, j'y reviendrai, et d'autres à la prison.

De rencontres en discussions, je me suis fait une petite idée, une

très petite idée de la manière dont s'installent les dégâts dans l'esprit d'un locuteur interdit d'accès à sa langue maternelle et patrimoniale. Il s'agit là d'une violence insupportable qui renvoie à la mort de l'esprit, pire que la mort tout court.

Le passage obligé de mots d'une langue à une autre langue, étrangère, dans un agencement différent de leur ordre dans une phrase, provoque une déperdition symbolique d'autant plus irréparable qu'elle s'accompagne d'interdiction, de répression, de punition et d'humiliation.

Nous avons rencontré des personnes qui ont passé des heures à genoux sur une règle, à l'école, ce dont elles ont encore les cicatrices. D'autres ont dû porter le «symbole» attaché autour du cou en punition de mots prononcés en breton.

Ils appelaient ça le «symbole»! Justement! et ne croyaient pas si bien dire de cette déperdition symbolique qu'ils subissaient. Ce glissement du sens entre le mot symbole et la chose attachée autour du cou (souvent un sabot, signe de pauvreté, symbolique bien entendu), fait le lit de la folie.

C'est ainsi que le goût du «bara» n'a plus celui du pain et que le «bara-gwin» (pain-vin) devient le mot baragouiner qui veut dire, dans un singulier retournement du sens, parler de manière incompréhensible.

C'est encore ainsi que «mamm-gozh» ou «tad-kozh» ne sont plus tout à fait grand-mère ou grand-père. L'affectivité se trouve détournée de l'histoire familiale et patrimoniale. La tendresse ne trouve plus sa bonne place dans l'expression langagière.

Ajoutons à cela que la langue bretonne présente la particularité de laisser libre le locuteur de choisir par quel mot il veut commencer une phrase; de cette manière il attire l'attention de son auditoire sur l'importance qu'il accorde au sujet, au verbe, au complément ou à l'adjectif de son énonciation. Il est ainsi lui-même plus libre que dans le cadre tout fait d'une phrase où sujet, verbe et complément doivent être utilisés dans l'ordre. La syntaxe de la phrase bretonne donne plus de liberté et puisque nous savons désormais que l'inconscient est structuré comme un langage, selon la psychanalyse depuis les découvertes

de Jacques Lacan relisant Freud, on voit dans quels interdits on enferme les jeunes esprits bretons. L'agression est alors manifeste et le locuteur s'affole.

D'où vient l'attaque? Où est le coupable? Qui déclenche le cataclysme? Où sont les repères (re-pères)?

Bien sûr ici on en veut au Gouvernement. Mais c'est un agresseur inaccessible qui a mille fois vaincu les opprimés de ses provinces au cours des quatre siècles passés. Il est situé au delà d'un abîme infranchissable. On reste dans la crainte, dans l'humiliation, dans l'insupportable d'une défaite et dans la honte. On n'espère plus qu'une chose, que personne ne vienne nous embêter chez nous. La haine en guette certains, la révolte reste au fond des cœurs, inexprimée, douloureuse.

Et puis désormais, qui accuser? On se trouve persécuté sans persécuteur identifiable, puni et humilié sans recours si on ose dire, seulement, je suis Breton, ou Occitan, ou Basque.

Dans les commissariats de police et dans les tribunaux on brise toute velléité de s'exprimer autrement qu'en français.

Les Indiens, eux, peuvent au moins dire qu'ils sont Indiens. «Comment peut-on être Breton» a demandé Morvan Lebesque dans une étude parue il y a plus de trente ans.

Ainsi persécuté dans ce qu'il y a de plus intime et de plus structurant pour son esprit, c'est-à-dire dans sa culture et dans sa langue, l'être humain se trouve réduit à ses seules réactions biologiques, celles d'avant les mots. Il va réagir comme les rats dans l'expérience de Henri Laborit, fuir, se battre avec ses semblables ou mourir, et pour l'humain, se suicider.

C'est cela la biologie, c'est trouver le moyen de fuir, de se défendre, de faire front, et alors, peu importe de pouvoir identifier l'agresseur. La première réaction est biologique, autant dire animale; stricto sensu, c'est une question de vie ou de mort en toute première urgence.

Il serait intéressant que des études soient menées à la suite de l'expérience de Henri Laborit, pour dire, au sujet des êtres humains cette fois, à quelles conditions la vie est vivable, quelle est l'articulation entre le message biologique et l'accès de l'humain au symbole en

passant par l'idée, voire la pulsion de l'idée. L'idée dans le mot permet à l'existence de s'exprimer, permet les relations, les échanges, le travail, la créativité, l'expression de la tendresse.

A plusieurs reprises, nous avons entendu parler de la raideur figée qui a fait de certains parents bretons des tyrans domestiques, des cœurs durs, incapables de la moindre manifestation de tendresse, tout entiers prisonniers d'avoir à se défendre et à se méfier.

En contre-point nous avons entendu le même refrain qui avait été rabâché aux enfants maltraités et battus par des parents enragés : «Mais non, il (ou elle) n'est pas méchant(e). Il (ou elle) t'aime malgré tout». Et l'enfant devenu adulte nous prend à témoin, nous dit sa terreur et hurle sa violence : «Non, je ne veux pas leur pardonner, c'était trop et trop dur». Comme s'il fallait encore perpétuer l'agresseur pour survivre soi-même en l'attaquant, cet agresseur fut-il son père ou sa mère.

Encore heureux si l'enfant agressé ne devient pas à son tour l'agresseur de ses propres enfants, suivant le principe biologique mis en évidence par Laborit.

Tous ces dégâts sont enfouis, refoulés, niés sous des préceptes auxquels on s'accroche sans trop y croire, de crainte d'avoir à mesurer l'ampleur du désastre. Alors on minimise sous des arguments volontaristes qui s'étalent officieusement et officiellement pour faire croire aux gens que pour être «modernes», «ouverts au monde», participer au progrès et à la mondialisation de la civilisation, il faut oublier sa langue, la langue de son histoire; cette langue longuement ciselée et enrichie au fil des millénaires, la langue qui, à l'insu de tous, transmet la richesse d'une manière d'être et de dire, hautement particulière, en terme de structure, et dont bénéficient sans y faire attention les enfants nés dans cette langue. Elle constitue le terrain indispensable à l'édification de l'être humain s'élevant au-dessus de la biologie et par là même de l'animalité.

Il est possible de repérer en chaque langue l'utilisation faite du genre, masculin, féminin, neutre, collectif pour se faire une idée de ce que véhiculent les subtilités savantes, conscientes et inconscientes du génie d'un groupe humain. Les places des hommes et des femmes dans nos sociétés, sont révélées par la grammaire de chaque langue, par ses

métaphores et ses métonymies. Ces places sont l'expression des avancées civilisatrices dans les registres de l'amour, du partage, de la justice, du respect des différences en regard des principes d'égalité et des responsabilités assumées. En perdre le fil c'est perdre pied et la déroute peut s'avérer longue, difficile et coûteuse.

Le traumatisme ne vient pas du fait d'apprendre d'autres langues que sa langue d'origine. Il vient du fait d'être contraint et forcé d'abandonner et d'oublier sa propre langue patrimoniale, et avec elle ses aïeux, surtout quand on y mêle l'humiliation, un facteur aggravant. Nos enfants ne savent plus désormais parler avec leurs grands-parents. Je dis parler, je ne dis pas se contenter de vagues échanges utilitaires.

La langue maternelle et patrimoniale est difficile à abandonner quand il s'agit de la pression d'un quelconque ordre des choses, celle qu'expérimentent actuellement plusieurs langues dans le monde, le français y compris, par rapport à la mondialisation de l'anglais.

Quand on y ajoute le mépris, en face des maladresses inévitables du nouveau locuteur, et la honte, le tout sous une pression colonisatrice, les dégâts sont forcément terribles et démultipliés. Ils sont pourtant volontairement minimisés, méconnus et ignorés par ceux-là qui les imposent. On peut parler de maltraitance. Comment réparer tant de dégâts, visibles et invisibles, ravageurs?

En Bretagne existe une autre langue qui est le gallo. La langue gallèse est plus difficile à cerner dans ses tenants et aboutissants que le breton. C'est une langue d'oïl, devenue, pour humilier, le «patois» du point de vue du français. En Bretagne le gallo est composé de vingt pour cent de vocabulaire breton avec parfois une syntaxe imprégnée de la manière bretonne. Mais le gallo n'est ni le breton, ni le français auquel il est antérieur et il reste difficilement saisissable sur le plan de sa singularité symbolique. Les Gallos se disent: «Sots-Bretons, mais Bretons tout de même».

La langue française puise elle-même des racines dans la langue celtique, racines ignorées par ceux qui ne veulent reconnaître que le latin et le grec. C'était plus distingué sans doute que les langues qu'on a dites de terroir au siècle sublime «des lumières». L'ancien vocabulaire était pour la plus grande part consacré aux choses de la terre, des

métiers, de la nature. La langue française s'est voulue la langue des intellectuels et des privilégiés.

C'est aussi à cette époque là, «Le siècle des lumières», que les monuments, l'architecture, les arts coûteux sont devenus l'affaire exclusive des riches et des notables et que le génie des peuples n'a plus été reconnu par les puissants. La postérité ne nous transmet plus désormais que les réalisations «mécénisées» et subventionnées. Si quelques œuvres importantes perdurent, elles sont anonymes. Leurs auteurs ne méritaient pas de figurer dans les panthéons. On cite de manière globale «le Peuple» dont la foi a édifié nos calvaires et enclos paroissiaux, ou bien on retrouve avec étonnement des contes, des récits initiatiques tels les «Mabinogions» et dans la «littérature orale», mille et mille gwerz et sonioù et autres récits dans toute l'Europe, sans rien savoir de leurs auteurs; on évoque le génie anonyme des peuples. Pourquoi pas?

Ne nous privons pas d'admirer les œuvres «signées», officielles, reconnues, académiques, mais sachons ne pas les laisser nous mettre un bandeau sur les yeux, ni du dédain dans le cœur au sujet du génie anonyme.

Un professeur de philosophie rencontré au hasard de nos pérégrinations, peut-être devrais-je dire de notre quête, nous disait avec un accent de terroir où les «r» roulaient en cascade, où l'accentuation bretonne gardait sa place, que sa manière à lui de protester sur chaque mot prononcé, en français obligé, officiel et seul reconnu, c'était de cultiver cet accent, de le placer dans tous ses échanges avec ses élèves, ses collègues, toujours et partout, en dépit de toutes les observations qui lui avaient été faites pour qu'il s'en débarrasse. Je l'imagine très bien dissertant de fine épistémologie avec son savoureux accent, scandaleux du point de vue de l'université et de l'académisme. Il se vengeait ainsi. Sa joie était à son comble, humour à l'œuvre, lorsqu'il arrivait qu'il soit pris pour un étranger par ses collègues ou par ses étudiants. Glenmor n'a-t-il pas proclamé: «L'homme qui se veut tel, n'a qu'un seul devoir: l'insoumission».

Le gallo, composante de la langue d'oïl, a été une langue aussi riche que les autres, une langue qui a véhiculé toute la culture d'un peuple. Il a évolué au gré des rencontres. Dans certaines contrées de

Haute-Bretagne, il a remplacé le breton qui y était encore parlé aux XIIème et XIIIème siècles, dans les pays de Rance par exemple où la toponymie conserve de nombreuses traces de «vieux breton».

Au passage le gallo s'est enrichi non seulement de vocabulaire breton mais aussi d'un accent, qu'on retrouve un peu dans l'accent vannetais. Il y a eu également beaucoup de mélanges en ce qui concerne le genre. Chez les Gallos, on dit plus facilement une arbre ou une avion qu'un arbre ou un avion. En breton, le mot arbre, ur wezenn, est comme en gallo, du féminin.

Nos erreurs nous valaient, à l'école, moqueries et punitions. Les maîtres et maîtresses de Jules Ferry ne faisaient pas dans la tendresse. Plus tard au lycée, le dédain des camarades, accompagné de la bienveillante complicité des professeurs, pleuvaient sur la malheureuse qui s'égarait entre accent et syntaxe campagnards. Dans ce pays nous avons tous souvenir de ce genre de situation. Notre langue ancestrale a été ainsi tournée en dérision dans les hauts lieux de l'éducation nationale, entraînant honte et souffrances.

D'autre part le gallo est une langue essentiellement orale, qui n'a pas été écrite dans le passé. Cela suppose d'avoir chacun dans sa mémoire toutes les connaissances accumulées et tous les mots pour les exprimer. Les perdre de vue c'est s'appauvrir jusqu'à l'extrême limite de l'humain.

Or, de plus, pour faire bonne mesure, nos réservoirs modernes nous ont désappris les possibilités de la mémoire. Les écrits, les livres, et maintenant les CD et CD-ROM ont pris le relais, l'image aussi à sa manière.

Une langue vernaculaire est aussi, sans doute, plus perméable aux influences et aux apports des autres langues. Elle est donc plus insensiblement et plus rapidement absorbée pour n'être plus de nos jours qu'un résiduel de mots, d'un accent et de quelques particularismes devenant de plus en plus rares et indistincts. Il n'y a plus guère de recours pour retrouver les traces de toute cette richesse langagière puisque rien n'a été écrit. Les enregistrements effectués par les équipes de collectage ne rendent sûrement plus compte de l'énorme bagage que contenaient les mémoires de nos ancêtres.

Les druides étudiaient durant plus de vingt ans et emmagasinaient des milliers de connaissances, mises en vers sans doute pour imposer à la mémoire un rythme facilitateur. Nous ne sommes plus capables, depuis longtemps, d'accomplir de tels exploits. Ce serait d'ailleurs désormais très surfait. Ils étaient soutenus dans leur effort par une philosophie qui consistait à dire que l'écrit fige la pensée et devient un frein pour l'évolution. Cela me fait penser à Jacques Lacan qui n'a pas voulu laisser une œuvre écrite, ce que contournerent ses successeurs en réécrivant le contenu de ses séminaires.

Les Gallos essaient de manière pathétique de sauver ce qui peut l'être. Sur fond d'humiliation, ils ont relevé et transcrit le vocabulaire gallo avec une orthographe où les trémas le disputent aux apostrophes, pour en quelque sorte le reconquérir sur le mot français, trop visible en gallo sans le harnachement phonétique.

Le gallo aurait sans doute pu fusionner avec le breton s'il n'y avait eu l'intervention française. Cela aurait eu lieu naturellement. Le pays gallo est la zone tampon entre le français et le breton. Une frontière administrative entre la France et la Bretagne, placée au bon moment, aurait forcément tourné le gallo vers le breton. Le bruit court disant que la Haute Bretagne n'a jamais parlé breton, à l'exception des îlots tels les pays de Rance. Comment ce saupoudrage aurait-il donc été possible? Les experts qui restent indépendants de l'idéologie jacobine pourraient pousser leurs recherches sans vouloir satisfaire un clan ou un autre. Quelle langue existait avant les invasions romaines sinon le gaulois? Ne peut-on s'interroger?

La langue française est elle-même un produit dérivé du latin et du gaulois dont le breton est directement issu. On pourrait montrer que le gallo en ce qu'il a véhiculé le «vieux français», présente un statut d'antériorité par rapport au français qui lui doit cette reconnaissance, s'il veut honorer toutes ses sources.

Beaucoup de choses ont été dites, mais ce n'est pas suffisant. Personnellement je ne suis pas tout à fait parvenue à mettre des mots justes sur ce qui m'est arrivé, sur ce qui nous est arrivé, à nous les Gallos. Je reste avec cette souffrance de ne pas pouvoir m'installer, me loger, me lover dans la langue que je parle, la seule que par ailleurs je

connaisse et que je parle plutôt correctement en général. Je parle, en quelque sorte, un français d'école, désaffectivé quand à la justesse de mon expression. Je n'ai pas tout à fait accès à l'adéquation entre ce que je dis et ce que j'éprouve même lorsque c'est «bien dit».

Parce que la langue galloise ne m'a pas été transmise, la langue française ne me colle pas à la peau, je n'ai pas pu passer de l'une à l'autre et ma mère ne m'a transmis que son français d'école. Entre la langue française et moi, au-delà de toute difficulté habituelle qu'éprouve un locuteur pour exprimer le mot exact, s'il se peut, en accord avec sa pensée, il y a que je n'habite pas vraiment cette langue française.

La mémoire est, nous le savons maintenant, pour une large part inconsciente. On peut se la représenter comme une sorte de réservoir dont émergent nos souvenirs sous forme de signifiants qui s'enchaînent les uns aux autres. Couper ces enchaînements équivaut à produire des abîmes dans la chaîne symbolique qui construit notre esprit. C'est ce qui arrive quand un petit enfant n'a plus accès à la langue de ses ancêtres avant même d'avoir appris à parler.

Je peux en témoigner par rapport au gallo d'abord, qui m'est inaccessible depuis mon plus jeune âge. Le breton que j'ai voulu apprendre, pour intégrer ma «bretonnitude» me laisse souvent dans l'incertitude du sens profond des mots, dans l'incertitude aurait dit le poète Paul Quéré.

Mes grands-parents m'étaient à la fois très chers et très lointains, au point d'être inaccessibles. Ils étaient d'une autre planète. J'ai été par rapport à eux, comme un enfant élevé à l'étranger, ne les retrouvant que pour mesurer les grandes distances qui nous séparaient.

Comment ne pas maudire l'Etat, le Gouvernement, son ignorance des effets de sa politique destructrice ?

Je dis l'Etat, le Gouvernement, rien de plus, rien de moins. J'ai des amis français que j'affectionne. Il s'agit pour moi de dénoncer des processus, des institutions et non pas de désigner des ennemis.

Du côté de ma bretonnitude, je suis jalouse, carrément, des bretonnants. C'est péniblement que j'ai essayé d'apprendre le breton. Le vocabulaire, la grammaire, l'accent m'enracinent dans mon appartenance culturelle, sans que je puisse maîtriser la langue. Il n'y a pas chez nous de «bain linguistique» quotidien possible.

Curieusement ce sont les très belles poésies de Glenmor, barde breton s'il en fut, quand il compose en français, que je me retrouve un peu accordée à mon origine. Glenmor s'exprime dans un français subtilement accommodé au plus près de la manière bretonne. Le même effet se produit sur moi quand j'entends l'accent vannetais, en langue bretonne, et qui s'apparente dans mon oreille aux intonations du gallo.

C'est un processus trop subtil pour être saisissable et qui relève d'un imaginaire sollicité par un bruit en harmonie avec je ne sais quels très anciens souvenirs parqués dans de secrètes caches.

Quand les Gallos prennent possession de la langue bretonne, les résultats, brillants, sont spectaculaires. Nous connaissons tous en Bretagne des personnes comme Martial Ménard, directeur des éditions An Here et, plus avant, Per Denez, professeur d'université, auteur d'une célèbre méthode d'apprentissage du breton: «Brezhoneg buan hag aes».

Mais, prendre possession d'une langue suppose un bain linguistique quotidien désormais réservé à quelques familles, groupes et institutions disséminés trop parcimonieusement en Bretagne, tels les écoles et collèges «Diwan» et dans quelques établissements bilingues.

En Haute-Bretagne, nous avons «droit» à trois quarts d'heure d'émission en langue bretonne par semaine à la télévision, à des heures impossibles. La radio de la Bretagne orientale, elle, ignore le breton. Tant pis pour les bretonnants qui vivent en Haute Bretagne et tant pis pour les Gallos avides d'apprendre le breton.

A Bécherel, nous avons organisé des cours du soir. Bon an, mal an, nous sommes quinze à vingt personnes à les suivre assidûment. Catherine Guérin, notre dévouée et bénévole professeuse, y consacre trois heures chaque semaine en plus de toutes ses activités. Cela relève de l'exploit, mais nous répare le cœur, la tête et l'esprit.

Avant d'évoquer de quelle manière nous avons réagi à cette déculcuration, programmée chez nous depuis quatre siècles et dont nous avons été les victimes impuissantes, je vais essayer de parler du suicide. Très logiquement en effet, après ce tour d'horizon sur le stress infligé continûment à notre époque, et à notre Bretagne en particulier, le suicide impose parfois son issue radicale.

Je reste avec la question des dégâts occasionnés par cette déculcuration imposée par les gouvernements successifs de la France à l'égard des provinces qui existaient avant elle et qu'elle a voulu dissoudre dans un état-nation qu'elle dirige et qu'elle nous impose.

La déculcuration coupe tout être humain de son origine. Il ne s'agit pas d'un problème d'identification, à mon avis, mais d'une possible structuration de l'esprit sur le terreau de son origine, repérable, quelque soit par ailleurs cette origine et la variété de ses composantes. Les apatrides et les métis n'en ont pas moins une origine dans laquelle ils peuvent enraciner leur désir de connaître (co-naître?) et de vivre.

Je viens d'écouter les informations; nous sommes en ce début d'année 1999 à l'heure des statistiques officielles. Il paraît que la France bat tous les records du nombre des suicides en Europe.

Avec le même taux de chômage qu'en Allemagne, par exemple, c'est en France qu'on se suicide le plus, et où le plus dans l'hexagone? En Bretagne, j'allais dire: «évidemment».

Quand osera-t-on prendre en compte les effets de l'éradication culturelle? Les Corses, les Basques, les Irlandais essaient de régler leurs conflits dans des opérations violentes. En Bretagne aussi, sauf qu'ici on ne tue pas les autres, on se suicide, proprement, tel ce militant qui a préféré se coucher sur la bombe qu'il transportait, mal programmée, pour en atténuer les dégâts, alors qu'il devait la faire exploser près d'un bâtiment public symbolique, vide de ses occupants. C'est à son honneur et à celui de la Bretagne de manifester de manière aussi évidente, les choix éthiques qui seront encore les nôtres pendant longtemps, je l'espère. Nous valons mieux que les rats enfermés dans leur cage électrifiée.

Pour avoir éprouvé moi-même une détresse sans avoir de mots pour la dire, ce qui provoque une sensation et un sentiment d'isolement sans issue, je pense qu'il y a là une responsabilité à assumer par les élus.

Les Anglais donnent leur autonomie et leur indépendance respectivement au Pays de Galles et à l'Ecosse. Leur expérience avec l'Irlande, irréductiblement souveraine, les a peut-être incités à plus de pertinence que les gouvernements français; les deux nouveaux états

ainsi constitués ne font pas moins partie de la Grande Bretagne. Je ne comprends pas pourquoi l'Etat français s'acharne à tout uniformiser alors que l'hexagone pourrait être riche de la diversité de toutes les provinces. Il y a des états fédéraux telles l'Allemagne, maintenant l'Angleterre, plus avant les Etats Unis d'Amérique, et la Suisse, petit pays fédéral lui aussi, qui tous montrent une réussite enviable. Ce sont tout de même des modèles moins repoussants que les états totalitaires qui nivellent tout, par le bas évidemment, et qui mènent leurs peuples à des catastrophes humaines.

Nous sommes loin du nationalisme que les menaces des états les plus forts et les plus riches exacerbent continûment comme la Russie, sans doute, pour ce que nous en savons, à l'égard de la Tchétchénie.

Les études sur le stress initiées par H. Laborit nous font savoir que les menaces et les attaques sont autant de provocations à l'égard de la biologie dont nous sommes tributaires. Attaquer de front conduit à la violence en réponse. Il faut accepter cette vérité première pour avoir une chance de la dépasser et solliciter l'intelligence et le cœur plutôt que d'organiser un forcing colonisateur.

L'évolution de la civilisation passe par l'adhésion du cœur et de l'intelligence. La contrainte et l'attaque provoquent les formes les plus variées de résistance, du pire au meilleur.

En France, nous sommes tous, les gens dits-français, tournés vers Paris, vers la politique d'un gouvernement qui nous prend nos contributions, au total disent nos modernes calculateurs, 60% de nos revenus, c'est à dire du produit de notre travail.

Quand chaque président, l'un à la suite de l'autre, veut laisser son empreinte dans une réalisation qui se veut prouesse, avec un paquebot «France» par-ci, un Beaubourg par-là, une Grande Pyramide, une Grande Bibliothèque Nationale, un grand Stade de France et autres moutons à cinq pattes tous parisiens; nous sommes, nous, gens de province et fiers de l'être, navrés de voir s'envoler notre pécule dans des réalisations de prestige dont nous ne bénéficierons qu'occasionnellement et de manière parcimonieuse. En période de chômage et d'urgence, on se demande si les priorités des Gouvernements, l'un après l'autre, correspondent bien aux besoins des lointains administrés

que nous sommes et si les régions ne seraient pas plus compétentes que l'Etat centralisé pour y satisfaire. Dans les provinces en effet nous avons droit aux usines polluantes, aux déchets nucléaires, à la désertification de nos campagnes entre autres nuisances, et pour ce qui concerne nos côtes, à l'abandon pur et simple du contrôle d'une navigation qui nous livre aux marées noires.

Nous n'avons pas même les moyens d'échanger nos réflexions, entre bretons de Bretagne. Radios, télévisions et journaux ne nous informent que de Paris, de l'art à Paris, de la littérature à Paris, de la pensée politique à Paris, et ne nous donnent les informations qu'à travers la manière parisienne de les voir. La manière bretonne est ignorée, annulée, évacuée.

Je vais répéter ce que tout le monde sait, faisant référence à nos élus qui pensent que gouverner Paris, c'est gouverner la France; dès qu'ils y «montent» (l'a-t-on assez répété? on ne peut que monter à Paris et descendre en province), ils perdent leur foi régionale. Nous sentons bien, sur le terrain, qu'ils sont vite phagocytés et réduits au silence ou, pire, embrigadés sans esprit critique dans les enchaînements et les habitudes de pensées du gouvernement, énarquement argumentés. Ces gens- là ont toujours raison.

Dans le registre des statistiques officielles j'entends que la station de radio France Inter, la «radio dans le vent» se félicite d'une recrudescence de son audience. Leur satisfaction fait plaisir à entendre. Ils sont ravis, c'est parfait. Mais cette recrudescence ne vient que de la région parisienne. Qui l'eut crû?

Ajoutons à cela que les radios locales, téléguidées depuis Paris, nous réduisent à n'écouter que des émissions «populaires» et le plus souvent sans intérêt. J'en connais parmi nous qui n'ont ni télé, ni radio, faute d'intérêt véritable pour les programmes et pour ne pas perdre trop de temps dans une fascination par l'image, ou par la faconde et les paillettes des amuseurs.

Que ce soit en breton ou en français, on ne peut d'ailleurs pas s'informer de ce qui se passe chez nous de Nantes à Brest, de Fougères à Audierne. C'est impossible. «On» nous sépare les uns des autres, délibérément, et je suppose que ce doit être partout pareil en France.

Le découpage départemental, ce fléau méconnu, incite les journaux quotidiens comme Ouest-France à ne nous informer que par péri-mètres locaux réduits, sans doute de crainte de créer un sentiment d'appartenance à une société bretonne complète. On comprend bien que les noces d'or de M. et Mme Untel n'intéressent que leurs proches et qu'à 20 kilomètres de là l'information serait sans intérêt. Mais tout se passe comme s'il n'y avait que cela à dire, concernant la vie provinciale.

Il est très difficile de se résigner à un tel état de fait. Je ne suis pas certaine qu'on puisse y arriver; c'est vraiment faire une grande violence à l'être humain que de le contraindre à abandonner sa culture, sa langue, son histoire et de lui faire avaler que la vie de son Pays est celle qui se déroule à Paris.

Par ailleurs, il me semble problématique de faire comprendre à ceux qui ne sont pas concernés, combien les effets d'une telle éradication peuvent être catastrophiques, et ceci sur plusieurs générations. L'exemple des Indiens d'Amérique nous montre combien leur devenir a été largement compromis après la conquête de leur pays par les européens. De dépossession en dépossession, il ne reste plus guère d'issue pour eux. Les survivants ont été rendus malades, alcooliques, et certains sont plus ou moins «dégénérés». Les informations concernant leur état ne sont pas diffusées de crainte d'en montrer l'horreur, sans doute aussi pour éviter des protestations possibles et pour cacher la mauvaise image des Américains qui pourraient en découler. Les Etats-Unis, aux derniers renseignements, seraient en train de réviser leur comportement à l'égard des Indiens et des mesures sont prises peu à peu pour leur rendre la vie plus vivable. Espérons, avec les Amérindiens survivants, qu'il ne soit pas trop tard.

Sommes-nous si loin de ce compte là en Bretagne? Chez nous l'éradication culturelle est un peu plus ancienne. Les témoignages des visiteurs qui ont parcouru la Bretagne, il y a cent cinquante ans ou plus, font mention du piteux état des Bretons les plus démunis. Certains parmi nous, sont encore parfois dans le même état que les Indiens des Etats-Unis d'Amérique, malades, déracinés, drogués par l'alcool.

Actuellement cette éradication semble un peu compensée, au moins en apparence. Il est vrai que depuis les années soixante, la culture bretonne et la langue sont l'objet de tous les efforts de beaucoup, parmi nous, qui trouvent ainsi matière à revivre dans une dignité et une fierté retrouvées. L'explosion de la musique bretonne et celtique, reconnue dans le monde entier, beaucoup plus qu'en France même, puisqu'elle n'est pas parisienne, démontre que la Bretagne reste vivante et trouve à s'exprimer, a minima, par sa musique.

L'aliénation de l'homme par l'homme, d'aucuns disent l'exploitation, sont monnaie courante. Si j'en réfère à l'expérience réalisée par Henri Laborit, cette disposition doit s'enraciner dans la biologie. Nous sommes tous dans la situation d'avoir à composer avec le stress. Nous n'avons pas d'autre choix que la fuite ou l'attaque, si nous voulons vivre. Du côté de l'attaque il y a la violence et la volonté de domination, chacun croyant être seul à savoir y faire, d'où les luttes sanglantes pour prendre le pouvoir; du côté de la fuite il y a la désertion et l'évitement, et j'espère, la créativité, la solidarité, l'autonomie. Dans ce registre on va trouver des variantes comme la non-violence et la négociation.

Pour chapeauter tous ces paramètres il y a le domaine humain très particulier de la communication par le langage, chacun l'utilisant à partir des avancées civilisatrices de la langue maternelle et patrimoniale dans laquelle il s'est tout d'abord constitué, pour élaborer sa manière d'être au monde, individuellement, en harmonie avec son groupe, et sachant le contester sans esprit de destruction.

Priver quiconque de ses sources, de son origine, c'est l'aliéner lui et sa descendance pendant plusieurs générations, et ainsi pouvoir l'exploiter sous les formes les plus diverses. Il n'est plus capable en effet de s'expliquer à égalité avec ses prédateurs.

Le suicide est un acte qui montre le désespoir d'un sujet devenant incapable de communiquer, avec ses proches essentiellement, et qui va jusqu'à être convaincu que c'est sa faute, qu'il est incapable de vivre normalement. Dans son cas il méconnaît son agresseur et il retourne son agressivité contre lui-même.

Comment communiquer quand on n'a plus à sa disposition que le «baragouin» en face de parents très proches qui ne savent pas quoi et comment dire ?

Le retournement contre soi de l'agression dont on a été la victime est un processus à lui seul stupéfiant. C'est comme s'il nous montrait que la biologie nous surdétermine dans un très fort besoin de la maîtriser au-delà de la vie elle-même: «Tu ne peux pas communiquer, ton corps ne te sert à rien, supprime-le.»

La nécessité de maîtriser ses propres réactions biologiques est un phénomène de structure auquel ne peut échapper aucun être humain, sauf à devenir un pur esprit; nous connaissons tous de ces intellectuels qui se sont suicidés au sommet d'une hyper lucidité, exacerbée par la conscience aigüe de l'absurdité de la vie. Ils n'ont pas pu survivre à la constatation de l'horreur. Comment faire pour mesurer, en pareil cas, l'incompétence de l'amour?

La philosophie, ce que j'en connais, la psychanalyse, ce que j'en connais, ne répondent pas au besoin d'en savoir davantage sur le suicide.

Dérèglement psychique, maladie mentale, faiblesse de l'esprit, face à des difficultés de la vie qui apparaissent comme insurmontables et indépassables, tout cela reste bien vague. Dans ce domaine aussi, les études de H. Laborit sur les effets du stress pourraient être le point départ de recherches plus poussées.

Quoiqu'il en soit, en Bretagne, les suicidés étant plus nombreux qu'ailleurs, il convient de prendre en compte ce qui y est particulier. L'éradication à marche forcée et continue de nos langues, de notre culture, de notre histoire, de mensonge public en répression colonisatrice avec la honte pour corollaire, ne peut pas être écartée des causes de cet état de fait. Nous sommes en droit ici, de demander compréhension et réparation.

C'est dans ce contexte, à la fois historique, culturel et sociologique que notre désir de vivre autrement a pris racines. Encore fallait-il élaborer un projet capable de prendre en charge tous les paramètres utiles.

Chapitre 5

«Sans hier et demain, aujourd'hui n'est rien». P.J. Helias

LES REPONSES BRETONNES ACTUELLES A LA DECULTURATION

La Bretagne blessée a essayé de compenser ses mutilations en produisant plus que d'autres, d'après les statistiques officielles, des réussites intellectuelles. Les bacheliers sont chez nous plus nombreux qu'ailleurs.

Je ne crois pas, malheureusement, que la santé mentale soit corrélée à un bon fonctionnement intellectuel. Les candidats au suicide sont de tous les niveaux et je ne sais pas dans quelle proportion les diplômés sont des antidotes.

Mais je suis certaine que l'enseignement dispensé en langue bretonne protège les enfants et leurs familles des fléaux de la déculturation, non pas en reconstruisant ce qui est perdu, mais en favorisant des démarches réparatrices, novatrices et constructives accessibles à tous. C'est dans ce domaine que le cœur est à l'œuvre!

Nos écoles maternelles, collèges et lycée (nous n'en avons encore qu'un seul en cette année 1999) en langue bretonne, mis en place par «l'Association Diwan», avec des aides parcimonieuses de l'Etat, des aides tracassières de l'Education Nationale, et sous haute surveillance persécutrice de l'URSSAF, viennent de présenter au baccalauréat 1997 leur première promotion de candidats. Ils ont tous été reçus; cent pour cent de réussite pour Diwan et ses élèves, mais deux cents pour cent de réussite pour tous les associés qui ont eu bien raison de les soutenir financièrement et moralement.

Quant à l'école publique, elle ne remplit pas sa mission puisque les contribuables qui alimentent ses finances paient en plus, par le biais de leur soutien à Diwan, l'enseignement en langue bretonne qu'elle devrait assurer. La justice voudrait que les contribuables n'aient pas à payer deux fois pour envoyer leurs enfants à l'école de leur choix.

La presse qui se veut «populaire», qui donc ne fatigue pas ses lecteurs avec des considérations trop détaillées ou jugées trop savantes ou plus simplement trop compliquées, ou trop subversives, se garde bien de diffuser les informations concernant le manque d'effectif des maîtres et professeurs de langue bretonne en formation.

Par contre l'information passe très bien quand il s'agit de dire que tel collègue ou telle école publique accepte de proposer les cours de langue et d'histoire bretonnes, comme si le fait d'un seul pouvait satisfaire à tous, pour convaincre les populations que le nécessaire est fait et ainsi désarmer par avance les revendications. Ce genre de procédé marche assez bien pendant un temps, jusqu'à ce qu'on veuille s'apercevoir qu'une fois de plus on a été abusé.

Nous sommes toujours mis dans une position inconfortable de devoir tout vérifier et de devoir nous méfier des informations données par une presse démagogue qui flatte en nous le besoin de tranquillité.

Pour laisser le bon peuple dans le confort de son ignorance «on» (qui est «on»? personne jamais ne sait de qui émane les directives) omet de dire par voie de presse, que les élèves sont régulièrement découragés de suivre ces cours en raison d'horaires placés souvent tard le soir, voire à l'heure du repas de midi, et autres difficultés insensibles mais qui, ajoutées les unes aux autres, rendent impraticable un apprentissage sérieux dans le système de l'Education nationale.

L'enseignement privé, d'obédience catholique, semble se débrouiller plus honnêtement dans ce domaine de l'organisation des cours, quoique la conviction du bien fondé de la démarche ne soit pas toujours au rendez-vous. Les grèves de la faim de certains professeurs de Breton dans l'enseignement «libre», c'est à dire confessionnel, témoignent que tout n'y est pas pour le mieux.

Il faut se rendre à l'évidence, l'agression continue de manière insidieuse et très efficace, par le biais des administrations tant scolaires, rectorales que sociales et préfectorales, dans l'ignorance programmée par l'administration et soutenue par les médias complices qui se taisent.

Les effets des petites agressions quotidiennes, inévitables, supportées par tout être humain, sont ici démultipliées sur fond historique

d'aliénation. Chacun les éprouve sans doute selon l'état de sa biologie propre. Chaque être humain va organiser ses réponses et ses stratégies en fonction de ses héritages culturels.

Dépossédé de ceux-ci, il ne peut plus réagir correctement. Il faut un peu de génie pour trouver des réponses que n'alimente pas l'agressivité en retour. Si le premier réflexe est le retrait, le second est l'attaque. Le goût de l'attaque vient aux humains, en écho sur la nécessité biologique de répondre aux agressions, mêmes légères, pour vivre, survivre, faire triompher la vie.

La question qui anime l'esprit de tout un chacun est de savoir à partir de quelle limite il est nécessaire de protester, de s'insoumettre, de se révolter?

Notre époque est fertile d'exemples insupportables, comme la prostitution des enfants, des fillettes comme des garçonnetts, le travail quand il devient un esclavage, et jusqu'au trop connu tyran domestique, parfois alcoolique pour faire bonne mesure. Il est dit que le nombre de femmes battues et d'enfants maltraités est en augmentation. Quelles sont les causes immédiates ou lointaines?

Les génocides perpétrés au long des siècles et dans notre temps soi-disant moderne, les massacres perpétrés par les cinglés qui sévissent en Algérie, au Rwanda, en Europe Centrale, en Afghanistan, venus tous ceux-là après Hitler, et après tant d'autres depuis Néron, nous montrent que la civilisation n'a pas progressé du côté de la nécessaire protection de la vie.

L'humanité savante n'a pas pris au sérieux notre biologie ni les questions de vie et de mort qu'elle nous pose avec insistance par le biais des souffrances subies. Nous sommes à cet égard des demeurés et des impuissants. Ceux des intellectuels qui restent rivés à la pulsion de leurs idées pour se délecter complaisamment dans les hautes sphères de l'esprit, bien au-dessus de ces peu ragoûtantes questions du coup de gueule et du coup de poing, ne veulent pas savoir que tout cela aboutit au coup de couteau et au four crématoire des nazis. Ils réfléchissent dans des cadres délimités, préétablis par l'université qui se pique de rigueur intellectuelle.

Philosophes, mathématiciens, historiens, humanistes, chacun reste barricadé dans sa spécialité. Sous prétexte qu'il ne faut pas tout mélanger, ils refusent de prendre en charge les étapes d'un processus, du départ à l'arrivée, et ils aboutissent scientifiquement à l'impuissance. J'ai en mémoire cette image anecdotique du polytechnicien qui, au cours d'une expérience scientifique, prend en notes les phases d'un «processus» :

Il enlève une patte à une mouche; il note: rien ne se passe.

Il enlève toutes les pattes: elle ne peut plus avancer.

Il enlève les ailes: elle ne peut plus voler.

Il enlève la tête: elle ne peut plus bouger.

Fin de l'expérience.

Reste à savoir s'il veut bien s'apercevoir qu'il a fait souffrir l'insecte et l'a tué.

De cette anecdote fantaisiste on peut déduire que l'expérimentation scientifique peut tuer, rien de moins. L'esprit scientifique qui prône la mise à l'écart de l'affectivité et de la «peste émotionnelle», pour «ne pas tout mélanger» aboutit à l'instrumentalisation de l'humain. La vie affective a sa place, qui n'est pas encore inscrite dans ses représentations propres sans doute, mais qui est garante de la solidarité humaine en ce qu'elle est vitale.

Le contrepoint à l'esprit scientifique ne peut être que culturel, puisqu'il prend en compte l'élaboration commune rôdée longuement au cours des millénaires d'une manière d'être au monde, exprimée dans une langue révélatrice de son éthique, apte à utiliser la science au bénéfice d'une culture, et non pas l'inverse comme on le fait trop souvent.

Nos élus pataugent dans l'impossible à gouverner, à éduquer, et ne peuvent «parler-juste» à personne, prisonniers qu'ils sont du «Je-vous-ai-compris-votez-pour-moi». Et nous, les populations dépossédées de nos moyens, nous essayons de trouver des «gens-de-confiance-énarques et compétents» qui nous mettront à l'abri d'avoir à gérer des problèmes censés devoir nous dépasser, et ultimement, d'avoir à nous affronter aux questions de vie et de mort qui nous concernent au jour le jour, chacun en écho de sa propre mort, agression ultime, qui surviendra fatalement.

On ne croit à la guerre que lorsqu'il est trop tard. C'est la même chose pour les nuisances et la pollution.

Ne faudrait-il pas, sans doute de toute urgence, particulièrement au pays des droits de l'homme mais champion toutes catégories du nombre de suicides, reconnaître aux gens le droit de prendre soin eux-mêmes, dans un contexte fédéral, de leur culture, de leur langue et de l'organisation des conditions de leur existence? La centralisation jacobine dite républicaine n'est-elle pas assimilable à la boîte électrifiée de l'expérience de Henri Laborit?

Entre suicide, dégénérescence, alcoolisme, tyrannie domestique, maladies mentales, et inversement, réussites spectaculaires intellectuelles, professionnelles, technologiques, d'Edouard Leclerc à François Pinault, de Lamennais à Louis Guilloux, de Chateaubriand à Julien Gracq, en passant par tous nos grands explorateurs et autres navigateurs intrépides des espaces interstellaires comme Jean-Loup Chrétien, nous avons suffisamment montré que le grand fleuve de la vie est, en Bretagne, nourissant et productif, utile à l'humanité toute entière, au même titre que n'importe quel autre.

Contrairement aux bruits sciemment répandus par nos élus jacobins qui ont des théories républicaines ou «pétainistes», sur ce que doit être la superficie d'une région, les petits pays montrent qu'ils peuvent se débrouiller sans être inféodés, et qu'ils ont souci de fédérer leurs efforts pour une meilleure organisation à échelle continentale, dans un cadre de proximité avec des voisins, et pour les Bretons, avec les Français.

Avant son rattachement à la France, la Bretagne était un pays prospère. Elle a été méthodiquement et régulièrement appauvrie par l'Etat, de royauté en république sur fond de soumission imposée au bas peuple. Nous souffrons encore du maintien, sans élégance, des administrations pétainistes sur la partition de la Bretagne, et la déculturation programmée nous coupe de nos valeurs les plus vitales. Tout cela ne s'oublie pas facilement.

Depuis des siècles la dimension de la province était la mesure culturelle appropriée à une organisation autonome de la vie et de la prospérité d'une population. La réussite des petits pays indépendants ou autonomes, peuplés de quatre à six millions d'habitants, comme

c'est le cas en Bretagne, le prouve chaque jour. C'est la condition pour pouvoir accéder au contrôle de ses ressources et à la maîtrise de ses potentiels culturels, terreau nécessaire à sa survie, à sa protection, et à son évolution. Les petits pays qui sont restés maîtres chez eux depuis tout ce temps ont gardé et développé leurs richesses tout en tenant compte du contexte plus large dans lequel la géographie les place. Les grandes puissances peuvent évidemment affamer les petits pays, comme l'Angleterre l'a fait pour l'Irlande, mais ils rebondissent au centuple dès qu'ils retrouvent des marges de manœuvre, comme en ce moment, encore l'Irlande. De l'indépendance à l'autonomie des régions, il y a des formules possibles. Il existe des exemples dans tous les pays d'Europe, comme les länders allemands, l'Ecosse et le Pays de Galles, ou encore de très petits pays équivalents à la Bretagne comme le Luxembourg, la Suisse et le Danemark.

Les peuples ont à contrôler, au plus près d'eux dans le quotidien, les décisions des gouvernements et des élus. Personne ne peut mériter la confiance des populations électrices s'il est trop loin d'eux et donc soupçonnable d'agir contre l'intérêt public, d'y gaspiller l'argent des impôts, voire de s'en enrichir et de servir d'abord ses intérêts. La démocratie fait mauvais ménage avec les mathématiques lorsque 4 millions de voix bretonnes doivent faire valoir un point de vue particulier face à 55 millions de voix hexagonales, tout bêtement.

Au su de ce qui existe depuis toujours, c'est à dire l'exploitation de l'homme par l'homme, qui est un fait de structure, pour ce qu'il est une donnée incontournable de la biologie, de notre constitution même:

- Je dis que nous avons le devoir de nous méfier des décisions qui nous concernent et qui nous sont imposées.

- Je dis que nous avons à connaître, pour les dénoncer, les abus des administrations, des banques et des entreprises quand elles sont multinationalement inaccessibles.

- Je dis que le bulletin de vote ne suffit pas.

- Je dis qu'il faut toujours négocier, avec détermination et sans complaisance, la prise en compte de nos interpellations par des pouvoirs suffisamment proches de nous et responsables devant nous des décisions qui nous concernent.

- Je dis que nous ne sommes pas pris au sérieux par un Etat centralisé lorsque l'ensemble de la Bretagne manifeste pacifiquement sa volonté de réunification. Il nous manque la dimension d'une prise en charge de la démocratie à l'échelon de notre Bretagne.

Les pouvoirs lointains inaccessibles et inconnus sont la porte ouverte, et nous le savons bien, à toutes les utilisations mercantiles, débilitantes et esclavagisantes des affamés de pouvoir, qu'ils soient tyrans, despotes (éclairés ou non) ou milliardaires abusifs comme c'est de plus en plus le cas, ou même simplement naïfs dans une conviction de «bien faire», ce qui existe aussi, et majoritairement, chez la plupart des élus de bonne volonté.

Qui peut de nos jours faire contrepoids à toute cette mégalomanie mondiale sinon les populations à hauteur de province, dans une proximité plus accessible à une régulation humanisante? La mondialisation sera réussie au titre des participations actives des provinces restées capables de faire leurs choix et d'en rendre compte à leurs populations proches.

Si, en tout premier lieu et structurellement, la biologie nous commande, si nous voulons nous en rendre maîtres, il nous est nécessaire de reconnaître les agressions dont nous sommes l'objet, et de rester insoumis, critiques à l'égard de ce phénomène toujours à l'œuvre qu'est l'exploitation de l'homme par l'homme.

En Bretagne nous récusons, culturellement, le combat meurtrier. Il va nous falloir être très intelligents et très forts pour nous sortir des griffes d'une centralisation qui a pour objet de nous inféoder à ses partisans et à ses intérêts financiers.

Mais nous avons par ici bon espoir d'y arriver. L'Etat français ne nous entend pas? La musique, de bombarde en cornemuse, de batterie en uilleann pipe nous réunit dans une fraternité celtique que l'interdiction de parler nos langues n'a pas pu éradiquer. De par le monde 120 millions de Celtes s'y retrouvent, pacifiquement.

La littérature, les arts, connaissent un regain sans précédent dans notre histoire. Les maisons d'édition sont en Bretagne très nombreuses et témoignent ainsi d'un bouillonnement culturel qui échappe à toute volonté de récupération.

Si parmi nous, beaucoup perdent encore trop de temps à espérer pouvoir convaincre les élus parisiens et les administrations de nous comprendre et de nous accorder les moyens de notre liberté, de vivre notre culture et d'accéder à notre autonomie, et même de nous «aimer»!!!, nous nous apercevons, déception après déception, de la nécessité, si nous ne voulons pas disparaître, de prendre en main notre destinée.

Nous pouvons le faire dans le cadre de la loi hexagonale, qui est la même pour tous, parisiens ou non. Il est possible de l'utiliser sans demander d'autorisation spéciale quand on a un projet à mettre en œuvre, dans les règles.

Dans le peuple, *notre déculturation nous a empêchés de nous approprier nos droits*, de les investir à notre profit, faute d'une pleine maîtrise appropriée de la langue de nos vainqueurs, lesquels nient leur volonté hégémonique sur les provinces qu'ils ont soumises. Pour eux, c'est de l'histoire ancienne. Pendant ce temps, nous sommes devenus des «nains en politique».

Paris subventionne Avignon et ignore le Festival Interceltique qui réunit chaque année à Lorient beaucoup plus de participants qui font de lui le plus important festival d'Europe? Tant pis, le «FIL» progresse chaque année et son succès lui assure sa pérennité. Le FIL n'est pas seul; à Carhaix le Festival des Vieilles Charrues devient incontournable, bien au delà des frontières bretonnes. Les «petites» manifestations folkloriques, plus ou moins ridiculisées par les beaux esprits sont en voie de prendre une ampleur qu'il ne sera plus possible d'enrayer, sauf à grand renfort de répression, de coûteuses manœuvres plus ou moins barbouzardes, de sabotage et de méchantes campagnes de presse pour jeter le discrédit et l'opprobre sur des manifestations qui se déroulent à la satisfaction profonde des participants et du public.

De proche en proche et sans faire de dégâts nous sommes en train de gagner la partie. Nous restons bretons, et nous y arrivons parce que nous ne cédon pas sur ce désir là. Notre manière de faire, têtue, obstinée parfois, échappe à la logique de la loi du plus fort. Nous savons mener le combat d'un David contre un Goliath, nous gagnerons contre nos adversaires, sans violence destructrice.

Si nous apprenons bien la leçon de cette réussite là, nous pourrions pleinement participer de l'utopie millénaire qui nous anime, cet esprit de quête, de curiosité, d'innovation, de découverte et suivant le génie du temps dans lequel nous vivons, nous avons une chance de pouvoir travailler dans le sens de la construction et du triomphe de la vie. Nous apporterons ainsi notre participation, minuscule sans doute, aux travaux du monde pour œuvrer à ses avancées civilisatrices.

Nous avons déjà une piste à parcourir, un terrain à défricher, et c'est celui sur lequel toute vie humaine se déroule, qui fait la trame de ce témoignage que j'essaie de retracer dans ce petit livre, sans autre prétention que de faire part de notre aventure à qui s'y intéressera.

Le stress et ses méfaits en constituent la toile de fond. Les questions de vie et de mort restent sous-jacentes au récit. Les faiblesses et paresse humaines, au quotidien, montrent bien que le seul Etat, ses structures et ses pouvoirs abusifs, ne dépendent, le plus souvent, que de notre soumission.

La tâche est difficile pour tout le monde. Les personnes ne sont pas attaquées ici, mais le système est dénoncé à chacune des occasions manquées par sa faute. Je montrerai par contre que des erreurs minuscules, à la limite de l'invisible, ou des positions prises par telle ou telle personne un tant soit peu influente, ont entraîné des fonctionnements malsains sur des esprits peu préparés au partage et au dialogue.

Nous ne pouvions pas tout maîtriser et tout prévoir à l'avance. Nous avons tenu bon au fur et à mesure des événements, et le résultat est là, avec une réussite dont tout le monde bénéficie.

Il suffit de savoir que rien n'est jamais gagné pour continuer à progresser sur la route et pour rester attentif à tout ce qui pourrait anéantir les avancées cette mise en place.

Une réflexion sur ce qu'est la culture prolongée par une autre sur les liens existant entre culture et économie nous a permis d'élaborer nos projets. Nous avons constamment eu le souci de rester critiques et d'éviter de nous enfermer dans une sorte de pulsion et de séduction de l'«idée».

Chapitre 6

«*Je demande au passé des valeurs pour féconder l'avenir*». X. Grall

LA CULTURE

Nous entendons parler de culture à tort et à travers. On parle à présent de la culture d'entreprise, ou de la culture d'un corps de métier. De mon point de vue, on devrait plutôt parler d'habitudes, de comportements, de fonctionnements induits.

Il existe une séduction des mots. Il est bien évident qu'évoquer la culture d'entreprise lui offre un ascenseur de première classe pour la propulser sur des cimes plus prestigieuses.

La culture c'est une toute autre histoire. Celle dont je procède, comme pour beaucoup d'autres en Europe, particulièrement en Bretagne et dans les pays celtiques, est celle qui s'est construite au fil des migrations d'est en ouest, durant des millénaires, cinq ou six millénaires repérés entre histoire et légende, celle qui a vu croître d'une manière particulière cette soif d'infini inassouvie toujours, dont nous héritons génération après génération, dans sa forme longuement et très subtilement élaborée. Chaque culture développe ainsi une manière originale d'être au monde, à partir des aspirations de base que partagent tous les êtres humains.

Une des différences que je perçois entre la culture due à mon origine celtique et celle due à l'héritage romain imposé, tient, pour une part, au fait que la loi romaine a refusé aux femmes le statut de sujets. Le christianisme lui-même a été modifié en conséquence et s'est imprégné de la loi romaine. Dans le mariage, la femme a été soumise à son mari, et n'a plus eu d'existence propre au sens social du terme. Le Moyen Âge, imbibé de loi romaine, a été jusqu'à poser la question de savoir si les femmes avaient une âme. Puis la psychanalyse, avec Freud, a évoqué le continent noir de la féminité. Autrement dit, le masculin ignore le féminin, il y fait trop nuit pour y apercevoir quelque chose. Lacan a pour sa part affirmé que «la» femme «n'existe pas». Les psychanalystes eux-mêmes sont donc incapables de se représenter symboliquement la femme comme ayant une existence propre?

Merci au christianisme refondu à travers la loi romaine, d'avoir ainsi éradiqué l'existence de la femme, au point que nos plus grands humanistes sont incapables de se la représenter, et donc de lui donner sa place dans le registre où le masculin seul existe, à savoir le registre symbolique.

Pour ce qui concerne les Celtes, la femme semble avoir droit d'exister, ou tout au moins de prendre une place à partir d'une autonomie reconnue dans l'accession à des fonctions, de druide par exemple; On la retrouve dans la religion orthodoxe à une place de sujet, visible dans les rituels de mariage et de divorce. La scission entre la religion catholique et la religion orthodoxe a permis à celle-ci d'échapper à la loi romaine. En territoire celtique, la place de la femme est représentée par le fait qu'elle conserve son nom de jeune fille tout au long de sa vie dans notre droit coutumier. C'est à partir de la conquête de la Bretagne par la France que la loi salique a dû s'appliquer aussi chez nous.

La Grande Bretagne a peut-être échappé également, pour une part significative, à la loi romaine. L'esprit de conquête l'a animée pendant plusieurs décennies, mais sans volonté d'assimilation comme c'est le cas du côté de l'esprit des lois romaines, colonisatrices, autoritaires, dominatrices, avec un grand chef empereur qui sait mettre tout le monde au pas.

Ces différences n'empêchent pas que nous sommes tous concernés par les questions sur notre origine et sur la mort, mais chaque culture les aborde à partir d'une réflexion partagée de proche en proche, dans une sorte d'édification où chacun, chaque personne, apporte sa part. L'ensemble s'exprime à travers les mythes, les contes initiatiques, les légendes, la poésie, les arts. Les membres d'un groupe «culturel» évoluent sur le même substrat, une sorte de fantôme originnaire qui nous permet d'exister au delà des nécessités et des contraintes toujours marquées par cette frontière imprenable qu'est la mort. Chaque groupe culturel y accomode ses espaces vivants et créatifs particuliers.

Cette soif d'infini a peut-être jeté, en grand nombre, les populations celtiques sur les routes, en quête d'un paradis, toujours plus loin

vers l'Ouest, accompagnant ainsi le soleil dans sa course, du matin jusqu'au soir, chaque jour le retrouvant, chaque soir le perdant l'espace de la nuit. Ils y ont inventé le dieu inconnaissable, l'OIW au nom imprononçable sous peine de le réduire à cette hauteur humaine forcément insuffisante, puisque incapable de le concevoir, de l'imaginer, ni même de se le représenter. L'OIW celtique est inaccessible, parcequ'il faut qu'il soit à l'abri des faiblesses humaines qui l'utiliseraient plus à faire le mal qu'à faire le bien, ce dont l'histoire nous donne des preuves depuis la nuit des temps.

Le rire des Gaulois découvrant les statues des dieux grecs et romains retentit encore à nos oreilles. Ils n'imaginaient pas autant de naïveté et de présomption mélangées, en raison de la haute idée qu'ils avaient élaborée au cours des siècles, à propos d'un Dieu impossible à nommer, impossible à représenter, sous aucune forme, fut-elle artistique.

Il aurait suffi, peut être, aux oreilles des populations celtes, de ne pas appeler les héros antiques du nom de dieux pour qu'ils puissent être reconsidérés dans la mouvance de la pensée celtique, en tant que personnages mythiques témoignant de la difficulté d'être un humain. De la même manière, il aurait suffi d'appeler dieux les héros des mythes celtes pour que les Romains puissent les prendre en considération dans leur panthéon. Les mots fonctionnent comme des pièges, dans ces cas-là.

Les Celtes constatent qu'il n'y a pas de représentation possible de Dieu, puisqu'il doit échapper à tout ce qui vient de l'humain, et qu'en même temps l'idée de Dieu s'impose à tous.

Les philosophies chinoises contournent peut-être la question de l'existence d'un Dieu, par la notion d'éternité. Chez eux le culte des ancêtres ferait-il rempart à l'angoisse de mort ?

Les différentes cultures s'affrontent violemment sur les questions des religions et des philosophies. Ce sont les questions de vie et de mort qui en constituent la toile de fonds. Il y a forcément, pour tout un chacun, une impossibilité de se représenter la mort. Il faudrait sans doute le retour d'un ressuscité pour qu'il vienne nous dire ce qui se passe exactement quand on a passé la porte. Le mythe du Christ est

admirable, et pathétique du point de vue du besoin des hommes d'en savoir davantage sur l'au-delà. L'imagination humaine trouve ses limites au détour de ce qui va constituer le socle de la foi en Dieu et des religions, alors que la philosophie essaie de mettre en place divers échafaudages sur le socle de la pensée.

La Culture pour sa part, savante ou simplement quotidienne, répertorie dans les mythes, les contes initiatiques, la poésie et les arts, les avancées civilisatrices des personnes et des groupes qui affinent des manières d'être au monde face à la vie, la mort, l'amour, soutenues par un tissu relationnel très créatif.

Religion, philosophie, culture, reposent sur le besoin fondamental de l'être humain de construire au fond de son esprit une structure toujours plus élaborée, toujours plus solide, en réponse à la question sur l'origine contenue dans la question sur la mort. Entre les deux, la vie triomphe, écartelée et fragile autant que tenace et têtue. Chaque culture développe une diversification incroyable et foisonnante d'astuces où la créativité force les portes, les barrières et les interdits. Inventer Dieu relève de cette dynamique qui n'ose pas dévoiler son objectif, tant la peur est grande d'y reconnaître une impossibilité.

Nous n'avons pas d'autre solution, nous serons forcés d'inventer un Dieu même inaccessible, parce que l'humanité est incapable de concevoir la mort, le néant, le rien. En cela, le réel nous échappe. Nous n'avons d'issue que dans le monde du symbole, du langage, de la parole, en ce seul lieu où la créativité peut se mettre à l'œuvre. L'imagination s'y emploie sans cesse de manière têtue, pathétique et souvent exaltante.

Sur les chemins de leur quête, les Celtes ont mis au point leur philosophie, dont il nous reste des traces dans les triades. Ils ont composé leurs chants et leur longs poèmes bardiques, en s'accompagnant sur leurs instruments de musique, instruments de plein air autant que de plein vent qui trouvent une expression jusqu'ici inégalée avec nos binious, nos cornemuses, nos bombardes, le uilleann pipe et la très magique harpe celtique, pensive et belle. Faire sonner la musique, proclamer les mots du langage, c'est comme les détacher du corps mortel pour les envoyer loin, du côté de l'éternité.

En chemin, beaucoup se sont arrêtés. Ceux dont je suis issue, puisque je suis d'ici, dans mon nom répertorié à Saint-Malo depuis le sixième siècle, (dit-on) se sont arrêtés en Bretagne, émus peut-être par la mer émeraude qui borde les côtes d'Armorique. Peut-être avaient-ils traversé la Manche quelques siècles plus tôt, contraints de fuir devant les légions romaines et ainsi se retrouver en Grande Bretagne, la Bretagne de l'époque, avant de revenir, chassés cette fois par les Saxons. L'Armorique devenait la Bretagne et la (Grande-) Bretagne l'Angleterre.

Ce peuple de voyageurs et d'explorateurs a continué sa quête des paradis de l'éternelle jeunesse, Tir na 'n-og, ou des îles fortunées, comme Avalon. Rien ne semblait devoir les arrêter et Brandan a sans doute été jusqu'à Terre-Neuve sur son vaisseau de pierre, le coracle (ou curragh) avec ses compagnons. Peut-être avaient-ils découvert les Amériques. Mais ils ne cherchaient que pour le bénéfice de leur quête et de leurs rêves.

Les cousins celtes se reconnaissent encore, qu'ils soient de Bretagne ou d'Irlande, du Pays de Galles ou d'Ecosse, de l'île de Man ou de Cornwall (la Cornouailles britannique), des Asturies ou de Galice espagnole. Les Galates d'Asie mineure, des Celtes eux aussi, n'ont pas rejoint le clan et se sont peut-être assimilés aux civilisations du Moyen-Orient, jusqu'à oublier leur origine, trop peu nombreux pour conserver les traces de leur culture, ou peut-être devenus incapables d'en parler? Il reste certainement en eux des vestiges de leur origine celte que des chercheurs pourront un jour redécouvrir, à l'image de ce qu'aujourd'hui l'archéologie découvre sous les sables du désert ou dans la mer d'Alexandrie.

Au cours des millénaires, la langue s'est élaborée, ciselée, perdue, retrouvée, toujours en évolution, et nous conservons en langue bretonne les marques des aventures et des avancées civilisatrices que nous essayons de transmettre, à la fois consciemment et jusqu'à notre insu.

Quatre mille ans, six mille ans, la culture visible n'est pas ce qui nous en reste. C'est comme un iceberg dont on ne voit que la partie émergée. C'est de sa profondeur, de son épaisseur et de sa densité que dépend son sort.

L'insupportable «légèreté de l'Être» vient pour une bonne part de ce qu'il soit devenu incapable pour quelque raison que ce soit de prendre en compte et en considération toutes les dimensions de sa culture.

Si la culture est comme un iceberg dont on ne voit que la partie émergée, c'est aussi un vol de goélands capable de tours du monde et de retours à son nid. C'est un saumon, de la sagesse dans le bestiaire celtique, qui revient à sa source pour donner vie à ses petits et pour mourir.

La culture, c'est à chacun sa source et à chacun son nid dans l'univers des histoires singulières qui chacune sait la bonne sève de ses racines, aussi multiples et diversifiées soient-elles, ultimement symboliques et langagières.

L'univers symbolique nous contient tous et nous pré-existe. C'est ce que dit la genèse: «Le Verbe s'est fait chair». On va beaucoup trop vite à dire que le Verbe c'est Dieu. Le Verbe c'est le monde du symbole, celui dans lequel nous tombons en arrivant au monde, d'aucuns diront dès l'instant de la gestation.

Le Verbe, c'est aussi la Parole ayant valeur de symbole et forme langagière particulière à chaque langue. C'est cette forme particulière qui donne à un groupe humain la possibilité de s'installer dans des relations de compréhensions évidentes et réciproques, après avoir pu emmagasiner des manières d'être communes. C'est un processus en même temps aliénant et inévitable, utile et incontournable. Il faut bien convenir de nommer chaque objet pour ne pas prendre la lune pour le soleil, le jour pour la nuit, la naissance pour la mort, même si ensuite, du fait de cette désignation, chaque chose sera empaquetée dans ses seules limites.

Le langage sous toutes ses formes est un bien commun universel, absolument universel, le seul outil qui signe notre appartenance au genre humain.

Sa particularisation au niveau d'une langue construit l'individu dans son groupe d'origine et lui permet, après construction de soi, et seulement après cette construction, d'aller voir ailleurs si l'herbe y est plus verte que chez lui, en usant de la liberté que sa langue dans sa culture lui permet.

Il semble y avoir des périodes sensibles dans la construction de l'esprit humain par rapport au langage. On le sait en raison de la découverte d'enfants sauvages, tel Victor de l'Aveyron élevé par des loups. Il avait quelques dix ans quand il a été recueilli par le docteur Guérin et sa gouvernante. Il n'a jamais pu apprendre à parler vraiment, il se déplaçait à quatre pattes; les nuits de pleine lune on le retrouvait assis au milieu du jardin, dénudé, hurlant comme un loup. Il est mort vers trente ans, considéré comme une bête curieuse, retardé mental selon l'éclairage «scientifique» de son temps. Peut-on en conclure que c'est le langage qui donne sa forme définitive à l'esprit, à l'appareil psychique? La structure se met en place durant une période sensible de l'enfance, de manière grandement irréversible, ne permettant plus que des progrès en surimpression, dus à de nouvelles connaissances, expériences, acquisitions.

Autrement dit, le formatage, à l'origine, est sans doute quasi irréversible et ce qui vient ensuite ne peut s'inscrire qu'en fonction de sa recevabilité, sa grille de décodage, sa qualité de réceptivité.

Du côté de l'aliénation due à l'acquisition d'une langue, de n'importe quelle langue, il y a un jeu très subtil, très fascinant entre l'obligation de se soumettre, pour s'exprimer, à l'étroitesse des mots toujours insuffisants du point de vue du signe. Le désir trouve à accepter cette aliénation où le mot oblige l'Être, pour retrouver sa liberté, à des dépassements créatifs qui utilisent tous les moyens au-delà des mots réducteurs, dans une exploitation permise par les symboles. Le triomphe du symbole consiste en ce qu'il est inaccessible à la mort elle-même. L'arbre aura toujours son reflet dans l'eau de l'étang, pour le symboliser, même si personne n'est là pour l'apercevoir et le nommer.

Le langage permet d'en rendre compte et de partager la même perception du phénomène, puis la même représentation de l'onde qui fait miroir. Les conditions sont réunies pour que le fonctionnement du miroir soit compris et puisse être partagé. Le coup d'œil permettant de capter le phénomène, sans le nommer, isolerait chaque individu dans un monde étrangement étranger à toute autre personne.

Nommer un arbre ou un étang le fait du même coup exister, tout en le rétrécissant à des frontières rigoureuses qui imposent que l'arbre

ou l'étang soient contenus dans une image nette et limitée, décisive, répertoriée. Telle quelle, elle ne suffira à personne, en dehors d'une commodité quasi scientifique.

C'est pourquoi nous utiliserons l'arbre ou l'étang dans des registres élargis pour exprimer ce qui nous correspond à l'aide des métaphores et des métonymies, quand nous évoquons l'arbre de la vie triomphante, ou l'étang des mystérieuses alchimies dans lequel grouillent des forces maléfiques ou fécondes.

C'est ainsi que notre aliénation dans le langage nous permet paradoxalement des retrouvailles avec la liberté. La contrainte imposée d'un côté par l'utilisation des mots d'une langue, exige de l'autre la créativité qui permet à l'esprit de retrouver une liberté à la mesure exacte de ses possibilités, chacun les siennes, élaborées dans un perpétuel échange avec ses pairs.

La culture d'un groupe s'exprime par sa langue. C'est ce qui le spécifie et le différencie des autres et c'est ce qui le rend d'autant plus intéressant pour les autres. Le tout pareil n'offre rien de bien attractif, sauf en terme de s'y voir comme en un miroir et de s'y aimer de manière narcissique, immobile et mortifère.

La culture c'est ce qui nous permet d'exercer cet esprit critique de résistance et d'insoumission (un-sous-mission?) à l'égard des lois qu'édictent, en notre nom, nos gouvernements successifs auxquels il ne faut pas faire confiance plus que nous ne le faisons à nous-mêmes, dans la connaissance des fragilités, insuffisances et impossibilités qui nous limitent. Notre esprit critique doit s'exercer, non pour forcément récuser les lois humaines mais pour les adapter relativement à plus de justice, d'équité, dans le sens du triomphe de la vie. Et il n'y a pas trop de tout un peuple, et à chacun sa langue, pour manifester et exprimer la richesse de chaque culture.

La culture c'est aussi ce qui fait qu'on ouvre les bras à celui qui, tout à coup capté par on ne sait quel objet de son désir, vient là avec nous pour s'installer un moment ou plus longtemps, comme s'il s'était trompé en naissant ailleurs, ou comme s'il venait découvrir là quelque chose d'essentiel pour lui, avant peut être, de repartir encore ailleurs.

En Bretagne nous connaissons bien tous ces amoureux de notre manière d'être au monde, de notre terre, de notre culture, de notre langue. Les Provençaux, et d'autres, peuvent sans doute constater la même chose, eux qui ont accueilli tant d'amoureux soudain conquis.

Faire revivre les petits villages désertifiés partout où cela est possible, c'est renouer avec la culture d'un groupe humain plus large, duquel il fait partie et lui redonner un petit coup de neuf, un nouvel élan et ainsi procurer un nouveau bonheur de vivre à qui veut oser l'aventure.

La culture c'est aussi l'antidote de la violence. Je ne me rappelle pas, lorsque je fais un travelling arrière dans mon histoire, avoir connu ces manifestations quotidiennes de violence, de turpitudes, d'horreurs subies, même par les enfants du fait parfois de leurs parents ou de leurs proches.

Il est vrai que nous n'avons pas la télévision et moins de journaux pour nous informer, voire nous envahir, peut-être aussi pour contaminer les esprits, en tout cas nous enfermer dans le mode de raisonnement et l'éclairage du groupe par lequel passe cette information, un état dans l'état, en quelque sorte.

La nature humaine n'a sans doute guère évolué depuis Adam et Eve. Hitler et Staline nous ont rappelé que la férocité et l'horreur sont notre lot. L'Afrique, les Balkans, et jusqu'à certaines banlieues ingérables des grandes villes du monde, personne n'est en reste.

Il est non moins vrai que nous n'avons que notre équipement culturel pour nous protéger, nous aider à nous conduire de manière un peu plus humaine, un peu plus civilisée que les rats de Laborit dans leur cage électrifiée.

Aujourd'hui, la philosophie marque le pas et les religions ne sont pas convaincantes au sujet de l'existence d'un Dieu qui ne se manifeste jamais. Les précautions qui font dire au Christianisme que la foi est un don de Dieu, ne sont plus très opérationnelles en cette fin de siècle. Don de Dieu ou auto-suggestion induite par la prise de conscience du non-sens d'une vie sans espoir?

C'est tout doucement qu'avec bien d'autres, j'ai pris conscience du leurre que peut représenter la croyance en un Dieu tout-puissant.

Trop d'horreur insupportable, trop de souffrance, trop d'injustice rendent vains tous les espoirs mis en lui. Trop c'est trop. Qu'il existe ou non n'est pas la bonne question. Nous savons désormais que nous devons fonctionner sans son aide. S'il existe tant mieux, mais ce ne serait alors que dans les sphères inaccessibles à l'être humain, au delà du «Keugant» celtique (monde des vivants), dans l'inaccessible Gwened (paradis), peut-être. Pour nous, c'est sans conséquence, de toute façon, et on ne voit pas très bien pourquoi nous voudrions qu'il n'existe que pour faire tourner une machine qui nous broie. S'il existe quand même, on peut toujours penser qu'il correspondra, et plus encore, un jour, à ce que nous aurons réussi à en espérer, si toutefois l'esprit humain arrive à se dégager de ses innombrables et obscures difficultés à concevoir la perfection.

Au cœur de ces océans d'incertitudes auxquels nous essayons tous d'échapper de mille manières différentes pour vivre légèrement et tranquillement, avec un courage à la mesure de ce que nous pouvons assumer quotidiennement, chacun trace sa route comme il peut et nous de même, ici, à Bécherel. Heureusement nous ne pensons pas à tout cela tous les jours. Il faut bien vivre, sans doute!

Mais, ces fondations-là sont à l'œuvre qui nous donnent des désirs et nous poussent à travailler de cette manière particulière, enracinée dans notre culture, ni meilleure ni pire qu'une autre, mais qui nous correspond.

Nous avons, avec tant d'autres, le sentiment qu'il faut promouvoir d'autres manières, d'autres perspectives pour respirer au-dessus de l'horreur sans l'oublier. Il ne faut pas que cela recommence ou continue. La mesure est comble et cela devrait suffire.

Nous pouvons être sûrs désormais, qu'aucun Dieu ni aucun miracle, ne viendront nous porter secours. Des peuples entiers ont été au bout d'une souffrance, inadmissible et insupportable. Personne, ni Dieu, ni diable, ni humain, n'a arrêté les massacres et les dégâts, tous les dégâts, ceux visibles et ceux cachés. L'homme Hitler et ses sbires ont largement prouvé que nous sommes seuls face à la responsabilité des crimes commis. Seuls à les décider et seuls à les arrêter. La leçon, incontournable, réside en ceci qu'un humain, semblable aux autres,

peut provoquer les pires atrocités. Le devoir de s'insoumettre apparaît clairement au terme de ce siècle des horreurs que nous venons de vivre et qui se perpétue. Hitler en est l'emblème, il n'est pas le seul.

Au jour le jour, il faut avoir le courage de dire non en face de l'injustice, de l'abus de pouvoir, du manque de considération. «Celui qui ne dénonce pas la faute, porte la faute». Ceci est une parole de l'Évangile reprise souvent par les exégètes, en particulier par Marie Balmory dans son ouvrage «le sacrifice interdit». Il ne s'agit aucunement de tuer un adversaire, ni de le massacrer, il s'agit de le prendre en considération dans son histoire et dans la culture de son peuple, je préférerais dire dans la culture du groupe humain dans lequel il est inscrit, pour qu'il y bénéficie des acquisitions civilisatrices à l'œuvre. Tout ceci est plus facile à dire qu'à faire. Le mal et la bêtise dorment au fond de chacun d'entre nous et au cœur de chaque culture. Mais il y a des contrepoids culturels durement conquis qui permettent de mieux vivre les relations humaines et c'est quand même un moindre mal.

La seule perspective est de travailler et de se réjouir d'y trouver de l'aise, du bien-être. Une sorte de joie surgit quand on réalise ce pourquoi on est fait, quand on dit la parole juste qui convient au bon moment, quand il y a rencontre étonnante entre le mot et son sens inédit jusqu'alors, qui jaillit comme une révélation, comme un éclat de lumière aussitôt disparu hélas, que reconnu; la pièce manquante d'un puzzle enfin bien placée se laisse oublier au bénéfice du travail qui reste à faire sur des bases toujours plus achevées.

Le travail n'est jamais terminé et reprend dès que se clôt un chapitre, une mise en place, une réalisation. Ce qui ne peut être terminé ici sera repris ailleurs, ou plus tard. Ainsi va la vie. Ainsi peut le permettre la culture.

Chapitre 7

*«Des enfants en sabots
«Qui ne jouent déjà plus
«Ils mendient en silence
«Un morceau de sourire
«Aux lèvres d'une mère,
(Pol Keineg)*

CULTURE ET ECONOMIE

L'argent est un «représentant universel» destiné à faciliter les échanges et à rémunérer les efforts de tout un chacun, du plus privé au plus général. L'argent qui circule est comme un grand système sanguin qui irrigue, nourrit et abreuve toutes les régions du monde entier à l'image du réseau particulier à chaque individu.

La circulation de l'argent ne devrait pas être soumise à un intérêt au détriment d'un autre. C'est là qu'intervient la culture. Chaque groupe humain codifie ses échanges à partir d'expériences qu'il a longuement élaborées au fil de son histoire. Bien que nous soyons des bébés inconscients vis à vis des conséquences de nos actes, nous avons appris quelques rudiments de savoir vivre, dans le domaine de l'amour particulièrement; nous savons que le code qui nous permet d'en bénéficier est une élaboration culturelle qui nous protège d'une involution vers l'animalité. Ainsi, nous avons une chance d'échapper au destin funeste des rats qui meurent des effets du stress s'il ne peuvent fuir ou s'échapper. La difficulté pour trouver la solution à une situation stressante donnée, stimule nos facultés créatives qui s'y emploient au lieu de s'y désespérer.

Autrement dit, face aux désespoirs générés par toutes les horreurs rassemblées au XXème siècle comme dans un condensé de toutes les horreurs des millénaires précédents, nous sommes mis en demeure, soit de nous laisser mourir collectivement, à force d'indifférence pour motif d'impuissance face à nos problèmes planétaires, ceux de l'écologie, par exemple; soit de subir le terrorisme et la violence des plus

désespérés et des plus opprimés; soit de nous battre entre nous de proche en proche de toutes les manières qui soient, en famille, entre voisins, entre clubs de foot, entre partis politiques, entre nationalités. Nous ne sommes jamais si inventifs que lorsque nous nous défendons les uns des autres. Il y va des questions de vie et de mort, rappelons-le, et cela donne des ailes.

Naturellement dans ce grand œuvre certains ne tiennent pas la barre, ils se suicident, ou traînent toute leur vie des traumatismes et des écœurements invalidants qui les empêchent de prendre une part constructive à la vie de la cité. Ils mettent plus ou moins allègrement, avec une plus ou moins grande charge de culpabilité, une bêtise humaine redoutable au service de l'ignorance et de la méchanceté, parfois de la cruauté, le tout assaisonné d'une mauvaise foi qui semble à première vue absolument irréductible.

Si nous ne voyons que cela dans les autres, rappelons nous que nous ne sommes que des bébés encore impuissants face aux terrifiantes perspectives d'une mort qui nous rattrapera tous et que chacun de nous est tributaire de sa culture et de sa famille intégrée dans son groupe, pour savoir y faire avec cette angoisse, ce Thanatos auquel seul Eros essaie de répondre. Autrement dit, en face de *la mort*, nous n'avons que *l'amour*.

L'économie avec *l'argent* qui la représente et *la culture* sans laquelle on ne sait plus organiser ses relations avec ses semblables proches et lointains sont les deux jambes chargées de faire avancer l'humanité, pas à pas et modestement.

Notre entreprise culturelle a été pensée en fonction de ces deux exigences et nous l'avons exprimée en précisant que nous voulions «vivre et travailler au pays», vivre sur nos deux jambes.

Nous avons mesuré les difficultés que cela suppose. La culture est largement tributaire d'une autorisation des pouvoirs publics qui, dans l'hexagone, fonctionne sur des idées de centralisation et d'éradication culturelle pour tout ce qui leur fait penser, à tort, à des dangers de morcellement, de perte d'une indivisibilité républicaine qui semble être pour eux la seule solution à tous les problèmes. C'est dire la très haute surveillance dans laquelle est tenue la culture, l'objectif étant

l'éradication des langues autres que celle de la république, avec les détournements de l'histoire qui n'est jamais celle du peuple, ni des peuples de l'hexagone, mais celle des rois qui ont fait la France une et indivisible, reprise ensuite sans imagination par la République.

L'organisation est si bien pensée et si efficace que la culture est tout entière dépendante de l'autorisation des pouvoirs publics. Elle est soumise pour s'exprimer à l'octroi de subventions précautionneusement consenties en même temps que très surveillées.

Une idée absurde consiste à exiger que la manifestation culturelle doit être gratuite comme si, par exemple, les livres, les disques, les déplacements d'artistes ou d'acteurs ne coûtaient rien, ou encore comme si la culture ne devait être qu'un passe-temps récréatif, rien de plus. L'argent n'irrigue pas la culture qui meurt de soif.

La bêtise humaine s'exprime essentiellement face aux nouveautés. Toute opinion sortie des habitudes de pensée en vigueur, se trouve rapidement taxée de terrorisme et d'atteinte à la sûreté de l'état; des prisonniers bretons et autres basques, Corses et Catalans sont enfermés durant des mois, voire des années, dans des prisons éloignées de leur pays, en attendant des jugements qui sont le plus souvent des constats d'innocence. Ils sont encore plus souvent «relaxés», faute de trouver matière à procès dans le cadre d'une procédure qui refuse le statut de prisonniers politiques à ceux qui n'ont finalement commis aucun délit sinon des «délits d'opinion». La république les emprisonne à cause de leurs idées.

Il arrive que certains journalistes organisent des chasses aux sorcières qui dénoncent des dérives passées, présentes et à venir chaque fois qu'ils pensent que la culture et la langue françaises sont menacées par l'existence de langues et cultures de Bretagne, du Pays Basque ou de Corse, particulièrement.

C'est tout à fait monstrueux pour nous qui ressortissons d'une histoire et d'un passé enraciné dans des aventures millénaires, dont les peuples de l'hexagone n'ont pas à renier que leur origine s'y trouve incluse avec la nôtre, si voisine. Les études récentes, tranquilles et dignes d'intérêt montrent que la langue française, comme la langue bretonne est enracinée dans le vocabulaire gaulois qui a précédé la romanisation chère à nos républicains dominateurs.

Nous aimerions que la France ne se situe pas en ennemie, ni en colonisatrice, mais respecte en nous une volonté d'exister de manière tout à fait légitime dans une langue, une culture et une histoire que nous ne pouvons, nous Bretons, méconnaître. Il n'est pas question pour autant de les imposer à quiconque, et surtout pas à la France. Nous ne lui demandons pas d'utiliser le breton comme langue officielle de la république, à Paris, ni dans aucune autre région de l'hexagone; il ne nous viendrait pas à l'idée de leur dire de l'apprendre, même en leur rappelant que cette langue est le terreau sur lequel le français s'est enraciné. Par contre chez nous en Bretagne, langue et culture sont toujours à l'œuvre et nous sommes révoltés par les abus de pouvoir répétés de la part de l'État soutenu par une pensée emparisiennée. Une ignorance à la bretonne, imposée par des décennies de déculturation, fait par ailleurs de Bécassine, l'emblème de nos asservissements.

C'est sur ce socle culturel que nous avons imaginé et mis en place, modestement, notre projet. Nous y préconisons l'apprentissage d'une démocratie au quotidien, de proximité, sans rien vouloir imposer à personne mais en refusant, de manière tenace et têtue, qu'on nous dicte notre conduite et nos choix qui restent toujours dans le domaine de la légalité. Nous n'utilisons que ce qui est permis, légal. Un commerce est un commerce, ayant partout en France les mêmes droits.

Nous n'avons pas essayé, non plus, de régenter à la manière d'un chef d'entreprise omnipotent toutes les librairies installées à Bécherel; pour les nôtres, comme pour les autres, elles sont toutes autonomes, financièrement indépendantes, à l'égal de n'importe quel commerce. Chacun est maître chez soi et sa solidarité ne s'exprime que par un choix personnel librement consenti de participer, ou pas, au développement de l'ensemble par des actions décidées d'un commun accord. A Bécherel, les libraires et les autres professionnels du livre et de l'écrit peuvent en toute quiétude se tenir à l'écart de la dynamique mise en place, même en bénéficiant des efforts de ceux qui travaillent pour tous sans distinction, dans les domaines de la promotion et du développement. Personne ne leur demande de s'impliquer s'ils n'en ont pas la volonté. Nous regrettons seulement, à l'occasion de positions prises publiquement, qu'ils s'opposent à l'esprit d'une entreprise culturelle

dans laquelle ils sont venus s'installer parce qu'elle marche bien alors qu'ils n'ont eu aucun effort à faire pour la mettre en place. Ils ont pris le train en marche sans avoir à payer leur place.

Il nous est arrivé de déplorer que des nouveaux venus nient leur dette à l'égard de notre association fondatrice, au nom du fait que le commerce est libre en France. Ils se nourrissent ainsi à toutes les tables et deviennent agressifs pour défendre des positions intenables en termes d'éthique ... mais légales!

Nous avons réussi jusqu'à présent à ce qu'aucun «grand groupe économique» ne vienne se mêler de nos affaires. D'ailleurs le concept se mondialise très bien sans eux, en toute indépendance des uns et des autres: il existe désormais des villages du livre dans le monde entier.

Les villages à thème se développent pour leur part, en réponse à la difficulté de trouver du travail. Il leur reste à investir la dimension d'une solidarité pour qu'un développement vienne soutenir leur action et pour mettre en œuvre une sorte d'apprentissage de la démocratie au quotidien. L'organisation de manifestations culturelles adaptées aux thèmes qu'ils déclinent dans des activités professionnelles et commerciales sont à la fois des «produits d'appel» et l'occasion d'un travail en commun à partager de manière démocratique.

L'organisation de réseaux, entre nous, permettra la mise en place de groupes de réflexion et de créativité, pour avancer, par des échanges entre les volontaires, sur la manière de gérer les relations au sein de l'Entreprise dont on pourra enfin dire qu'elle va devenir culturelle. Les objectifs de ces groupes devront être soigneusement protégés face aux dangers toujours présents de dérives vers l'hégémonie, la confiscation du pouvoir par des appétits politiques, ou économiques, ou plus banalement de prestige.

Les problèmes posés par la circulation de l'argent ne sont pas résolus. La culture n'échappe pas à une possible éradication facilement programmée par une restriction des moyens financiers nécessaires à son expression et à son développement.

La démocratie, quand elle ne se pratique pas au quotidien, voue à l'échec la démocratie nationale qui ne fait que le symptôme des petits administrés que nous sommes. La formule connue: «nous avons la

politique et les élus que nous méritons», s'explique par le fait que nous nous laissons sinon embobiner par des discours, du moins par une paresse d'esprit qui ne nous prédispose pas à chercher à comprendre comment faire «autrement». La tâche nous semble lourde et impossible alors que prendre les choses par le plus proche et le plus quotidien est toujours à notre portée. L'être humain que nous sommes peut élargir les vues de son esprit aux dimensions de l'univers et envisager l'inconnu, mais il ne peut toujours pas s'asseoir sur deux sièges à la fois. C'est donc sa vocation de travailler là où il se trouve, sans oublier de réfléchir à l'histoire qui l'a précédé, à l'avenir qui dépend des choix qu'il fait, à la pierre qu'il apporte dans la construction d'un présent à sa portée, en ayant à l'esprit la dimension universelle dans laquelle il baigne et dont sa vie dépend.

Chapitre 8

*Bécherel : de Beg = pointe - Ker = lieu - El = Iltud
Iltud est un des compagnons de Malo dont le clan a débarqué à Aleth, près de Saint Malo, en provenance du Pays de Galles dans le cadre du retour en Armorique des Celtes chassés de Grande Bretagne par les Anglo-saxons entre les III^e et V^e siècles (cf. Études de J. Martin).*

BECHEREL, PETITE CITE DE CARACTERE

Après avoir parcouru la Bretagne dans tous les sens au gré des «petites annonces» pour choisir le lieu de notre implantation, nous finissons par nous déterminer, peu à peu, pour Bécherel.

Deux familles de notre groupe y étaient déjà installées, dont mon fils Erwan, le brocanteur du cœur, comme il n'aimait pas qu'on l'appelle; et Brigitte, maman de trois jeunes garçons, qui possède sur la place du centre ancien, une très imposante maison.

C'est parcequ'ils sont installés depuis quelques années à Bécherel que nous allons nous intéresser à cette petite cité cachée, qu'encerclent les axes routiers, en laissant à l'écart ses plus belles maisons inoccupées, pour la plupart, depuis longtemps.

Le centre ancien de Bécherel est une curiosité architecturale. C'est un vaisseau de granit comme une arche de Noë sur un piton anciennement volcanique, un modeste Mont-Saint-Michel en plein ciel. Les maisons y parcourent les siècles. Le donjon date du XII^e siècle et plusieurs maisons accusent des âges canoniques, du XV^e à nos jours.

C'est son centre ancien qui a valu à Bécherel d'être élevée au rang de «Petite Cité de Caractère de Bretagne». L'histoire nous y surprend à chaque pas. Bécherel, forteresse bretonne invaincue, a été assiégée en son temps par Bertrand Duguesclin, rustre fait Connétable de France, en reconnaissance des ruses de ses stratégies.

Bécherel, vers l'an 1100, faisait partie du fief de Dinan. La contrée parlait alors la langue du «vieux pays», le breton; les noms des lieux en témoignent encore, de Saint-Juvat à Guenroc, en passant par

les «lan», les «tre», les «plou» et les «ker» relevés sur les panneaux de villes, villages et lieux-dits: Plouasne, Tréfumel, Landujan ...

En bref et de toutes façons, Bécherel nous parle de nous, dans nos racines, dans notre histoire, dans nos hauts faits; et aussi dans nos méfaits puisque certaines municipalités, du XIX^{ème} siècle finissant, n'ont pas hésité à suivre des modes douteuses en démolissant des remparts et des portes médiévales sous prétexte de commodité et de progrès, déculturation à l'œuvre. Seules les sociétés savantes ont protesté à l'époque; elles se sont fait traiter de vieilles barbes.

Ce n'est pas si simple, il faut des nerfs solides pour refuser de se soumettre aux modes du temps. Le nôtre va sans doute nous apprendre la résistance et l'insoumission, si j'en juge par les réactions aux scandales financiers actuels, aux différentes pollutions, et particulièrement celles de l'Amoco en Erika ont abîmé nos côtes bretonnes.

Tous voilà donc choisissant Bécherel, «Petite cité de caractère de Bretagne» pour lieu de notre implantation.

Quelques décennies après la destruction des portes médiévales, la ville miniature avec ses cinquante-cinq hectares, renonce à investir le centre ancien dans lequel quatre maisons sur cinq se vident. La plupart des habitants s'installent le long de la rue principale, baptisée rue de la Libération, et dans des lotissements derrière la nouvelle mairie.

C'est avec une certaine stupéfaction que je découvre peu à peu le centre ancien, inconnu de tous en raison de sa situation à l'écart de la rue principale, très passante.

Sur son piton rocheux, ses constructions ont résisté à toute tentative de modernisation. On n'abat pas facilement des murs de granit, on ne modifie pas, sur un claquement de doigt, l'organisation des rues et des places, sauf à tout raser; ici pas un pouce de terrain n'échappe à l'organisation de l'ensemble; tout se tient.

L'église, terriblement granitique ne domine que par son clocher plus haut que les habitations; elle est incluse dans l'agencement général, à l'extrémité d'une rue fermée en ovale qui entoure un pâté, étiré en longueur, d'imposantes maisons, dos à dos, qui regardent au travers de deux petites places les façades des maisons opposées. Quatre rues étroites assurent l'accès à la rue principale, et deux discrets sentiers à

pic dévalent du sommet vers les étangs. Un chemin de ronde, sur l'autre pic d'un côté, sur un panorama aménagé de l'autre, complètent l'ensemble.

L'une des places est austère avec presbytère et l'immeuble massif flanqué du donjon, que je vais acquérir.

L'autre place est plus riante, égaillée d'un bassin, d'un parterre et d'un square miniature où quatre bancs au moins suffisent à meubler l'espace. Elle est bordée de belles vieilles maisons, certaines des XV^{ème} et XVI^{ème} siècles, parfois surmontées d'épis de faitage, de toits d'ardoises tous différents, et agrémentées de façades savantes ou originales, mais toujours émouvantes. Un monde a vécu ici, nul ne l'ignore s'il veut bien voir. La municipalité a su, malgré la désertification y faire des aménagements qui l'embellissent.

Depuis les chemins panoramiques circulaires, on devine les villes dans le lointain, de Rennes à Dinan, avec en arrière plan, suggéré par des brumes flottant dans les en-creux, des champs étirés le long de la Côte d'Émeraude, la mer, du Mont Saint-Michel à Dinard. Nous sommes à trois quarts d'heure de route de toutes ces stations balnéaires.

Bécherel, selon les études de l'Abbé Joseph Martin, déposées à l'abbaye de Landévennec, est un nom composé de «beg» qui signifie pointe, «ker» qui signifie lieu et «el» qui vient de Iltud, compagnon de Malo débarqué au V^{ème} siècle à la cité d'aleth dans la mouvance des retours en Armorique des Celtes repoussés de Grande-Bretagne par les invasions saxonnes. On a fait d'eux des saints, les saints Bretons de prestigieuse et légendaire mémoire. Les sept saints fondateurs de la Bretagne ont débarqué chez nous, par clans entiers, et leurs noms ont été donnés à nos villes, villages et lieux-dits, si bien qu'ici nous ne faisons pas un pas sans les rencontrer.

Bécherel permet ainsi de saisir du regard à la fois l'espace géographique actuel et son histoire millénaire.

C'est sur la place du marché (encore dite des anciennes halles) que mon fils Erwan avait acquis une maison dans les années 1980. Comme toutes les vieilles maisons du centre ancien, celle-ci avait bien besoin de réparations, de restauration et d'aménagements. L'électricité

y était défaillante, la toiture incertaine, quelques planchers étaient plus hypothétiques que réellement solides. Mais voilà, c'était une maison de quatorze pièces, avec un balcon en fer forgé, bien rouillé sans doute, et trop vaguement solidaire de la façade, mais resté solide en dépit de tout. Le prix d'achat étant convainquant, les améliorations pouvant être effectuées au fur et à mesure des possibilités et s'étaler sur le nombre d'années nécessaire, il en avait fait l'achat.

C'est ainsi qu'en 1981, une maison de plus était habitée sur la place des halles. Il n'y eût plus aucun autre habitant à s'installer dans le centre ancien jusqu'à ce que nous arrivions en 1986.

C'est en 1985 que nous avons décidé de nous installer à Bécherel. Il faut toujours beaucoup de courage pour passer du rêve, où tout est possible, à la réalité où le champ se rétrécit aux dimensions étroites du porte-monnaie, du temps de travail avec les limites des compétences de chacun, fatigue et courage en assaisonnement permanent.

A dire vrai, nous n'avons pas eu beaucoup de temps pour nous appesantir sur des regrets. Le travail nous a happé.

Notre groupe s'est trouvé réduit à trois familles dont la famille d'Erwan, Yvonne et leurs trois enfants; Catherine alors célibataire, Annaïg également, et moi-même avons trouvé des appartements à notre convenance, provisoirement, dans la grande maison. Brigitte et ses fils restaient bien entendu dans leur maison de la place des halles.

A notre grand regret, les autres personnes de notre groupe de départ ont abandonné l'idée de poursuivre l'aventure avec nous. Nous restons en contact les uns avec les autres mais chacun est parti sur ses propres chemins, repris par des obligations différentes.

L'absence de nos «maraîchers-bio» a réduit d'autant notre organisation. A Bécherel, sans leur présence dans un périmètre proche, il n'était plus question de vivre en quasi-autarcie. Nous devons nous inscrire dans la vie de la cité. Heureusement, quelques années plus tard l'association «Brin d'Herbe» qui regroupe des producteurs de denrées «bio», installera un point de vente que nous verrons prospérer avec plaisir et dont nous deviendrons les clients assidus.

Nous avons mis en attente cette partie de nos idées et nous, les femmes, nous sommes installées au fur et à mesure des possibilités,

guettant les opportunités de «vivre autrement en Bretagne, à Bécherel», sans perdre de vue nos amis.

Le principe de l'installation restait identique, pour moi, à ce qu'il avait été pour Erwan, lorsque je me suis décidée à acquérir le petit immeuble qui allait nous servir de base. J'ai acheté, à un prix modeste cette grande maison dont la construction remonte à 1872. C'est un grand bâtiment qui m'avait d'abord semblé sans grâce, rébarbatif au premier regard, dans la sévérité gris bleuté de ses pierres de granit taillées à l'équerre et ses volets de fer rouillés au rez de chaussée. La «grande maison» comme nous n'avons pas tardé à l'appeler est prise dans un ensemble avec des ailes plus anciennes, construites en pierres plus colorées, fantaisistes par leurs formes et qui seront plus faciles à mettre en valeur par des joints à la chaux. Ces ailes dessinent un angle entourant la grande maison à sa gauche et à l'arrière, laissant l'espace d'une cour intérieure accessible par une voûte au rez-de-chaussée sur sa droite. Une maison voisine ferme cet espace intérieur côté sud.

Dans le prolongement de l'aile gauche, au sommet du piton rocheux, se trouve le donjon, à l'intérieur duquel existe un jardinet inattendu. Il me plaît à penser, immédiatement, que les «korriganed», nos lutins de la forêt de Brocéliande toute proche, y ont élu domicile depuis les temps les plus reculés et qu'ils ont, de là, suivi toutes les péripéties de l'histoire de Bécherel.

L'aile arrière abritait une fabrique de sabots. Nous ne pouvions pas rêver d'un symbole plus évocateur. Les sabots bretons furent illustrés par la Duchesse Anne, Duchesse en sabots... dit la chanson populaire. Le rez-de-chaussée de la grande maison servait de magasin pour la vente de tout ce qui concernait la saboterie, des lacets aux semelles de bois, des cuirs aux différents clous, des outils de sabotier riches d'une intelligence à l'œuvre qu'on devine en contemplant leurs formes très élaborées, et bien sûr les sabots et les solides godillots de cuir du début du siècle.

Ma fille Catherine a conservé intact le magasin en dépit de l'inconfort des quatre mètres sous plafond. La série des étagères avec leurs portes à glissières et les échelles pour y accéder ont fait partie de nos étonnements.

Bientôt les livres vont remplacer les sabots...

Les locaux de la fabrique, sur l'aile arrière, tombent en ruines. Il nous sera difficile de les restaurer.

Me voilà donc propriétaire, sous réserve de pouvoir rembourser mes emprunts, d'un ensemble de bâtiments que nous décomposons en deux parties: une partie commerciale et une partie habitation.

A l'issue de ses études universitaires, Catherine s'est retrouvée au chômage. Elle va suivre une formation pour créer son entreprise et ainsi bénéficier d'une petite aide financière, accordée à l'époque dans le cadre de cette formation.

Nous mettons en place une société civile immobilière que nous baptisons la SCI Ker Ys, qui va entreprendre les travaux relatifs au projet de Catherine. Ker Ys est le nom donné à une légende celtique dont la conclusion est que la ville d'Ys engloutie dans l'océan, ressurgira. Les ruines ou quasi ruines des ailes qui joutent le donjon ont en effet bien besoin d'être réparées pour ressurgir au dessus des «injures du temps».

Avec notre soutien, et après mûres réflexions étayées d'une étude de marché, Catherine va installer un espace Bar-Crêperie-Snack-Animations. Ce sera la naissance du complexe «An Duchenn Hud» ou, en français, «Le Tertre Magique».

Nous privilégions les appellations en langue bretonne, en fidélité à nos amis bretonnants restés en Basse Bretagne, et aussi en raison du sens qui fait écho aux légendes celtiques. Celle de Ker Ys, la ville engloutie, et une autre, celle qui dit que ceux qui ont le cœur pur voient des merveilles lorsqu'ils gravissent un tertre, tel Prideri, Prince du royaume de Dyvet, dans le premier conte initiatique gallois: Les Mabinogions.

Nous espérons bien que les «korriganed» nous adopteraient et appelleraient l'enchanteur Merlin et la fée Viviane pour nous soutenir dans notre entreprise. Tout ceci dit à l'intention de ma petite fille Maïwenn dont les quatre ans venaient d'arriver à échéance, lorsque sa tante Catherine a inauguré la crêperie. Je regrette vivement de n'avoir pas eu assez de temps pour lui raconter toutes les histoires qu'aurait mérité sa curiosité en éveil.

An Duchenn Hudel, selon l'exacte orthographe, n'est qu'une première étape. Nous avons dans la tête le projet d'installer un restaurant «Fine Gueule Bretonne» pour accompagner la création d'une librairie celtique et bretonne avec des ouvrages et des compact-disques dans nos deux langues, et en Français.

Pour l'heure, Catherine est la première à se lancer dans l'aventure, avec beaucoup de courage et avec beaucoup d'appréhension. Ce n'est pas simple de passer de la vie intellectuelle d'étudiante à la vie de chef d'entreprise.

Son frère aîné, mon fils Erwan, reste brocanteur-rêveur, aussi loin que possible des réalités quotidiennes. Il est à la recherche de l'objet fabuleux qui lui apportera tout à la fois, la fortune, le bonheur, et la considération générale. Dans ce domaine, il est infatigable et on pourrait s'y laisser prendre, si on était en mesure de croire que l'air du temps suffit à la vie.

Yvonne, sa compagne, l'heureuse maman d'Olivier, de Claire et de Maïwenn, reste pour l'heure institutrice spécialisée pour enfants en difficulté scolaire. Elle redeviendra institutrice, directrice de l'école publique de Bécherel pendant deux ans, avant de devenir libraire.

Annaïg pâlit sur ses études de médecine, nous guettant et nous aidant tour à tour, tentée souvent par l'expérience en train de se réaliser, et retenue par son désir premier de devenir médecin.

Brigitte et ses trois garçons, dans leur grande maison place des anciennes halles, voisinent agréablement avec nous, chacun conservant ses activités propres. Notre amitié avec Brigitte est de nature à durer.

L'entraide est facile d'une famille à l'autre, entre les relais à prendre pour assurer la surveillance et l'éducation des enfants, et les transports inévitables vers Rennes ou vers Dinan, du judo à l'équitation, des ateliers de harpe aux diverses activités sportives, piscine ou cinéma.

Nous allons prendre insensiblement des habitudes de concertation et de réflexion, en fonction des diverses difficultés rencontrées par les uns ou par les autres. Il me semble que nous n'avons pas encore vraiment pris la véritable mesure de cette convivialité qui nous a toutes tellement soutenues.

Nous allons très vite sympathiser avec une autre famille, des instituteurs, Evelyne et Jean-Patrice, qui ont quatre enfants: Stéphanie, Jean-Sébastien, Julie et Sophie, âgés de quelques mois à quinze ans.

Les événements que nous allons vivre vont se dérouler entre ces deux places du centre ancien bécherellais.

L'ouverture de la crêperie est prévue pour la Toussaint 1986. Les travaux sont terminés in-extremis. Nous avons eu beaucoup d'émotions, auxquelles n'a pas échappé Yves Lecoq, notre architecte qui s'est occupé des travaux: Un jour, au cours d'une visite des locaux de la future crêperie, Odile sa sœur, a failli descendre directement à l'étage inférieur sans passer par l'escalier. C'est dire assez l'état du parquet à cet endroit-là! Odile a réussi à se retenir à mi-corps sur ce qui en restait. Elle a juste été un peu égratignée et nous en avons tous été quittes pour la peur.

La veille de l'ouverture, Catherine et une de ses amies de fac, Thérèse, arrivée à la rescousse, manient encore le pinceau pour terminer les peintures.

Tout est-il prêt? On recompte verres et couverts. Les tables, soigneusement choisies avec l'aide d'Erwan-brocantier, sont des tables simples, achetées d'occasion: il ne fallait surtout pas de tables neuves! Le brocantier ne l'aurait pas supporté! Les sièges sont des fauteuils en bois, genre fauteuil américain! Ah bon! Au Far-Ouest (européen) comme au Far-West!... On y est très confortablement installé, mais cela ne fait pas très breton. Par contre les pierres apparentes et la cheminée sont du plus bel effet.

Le bar est «Simple, de bon goût et pas trop cher» dira Yves, de sa parole rare, avec sourire en coin plein d'humour.

Bien que très inquiète, Catherine est à l'aise. Je me demande sans rien dire tout haut, comment l'intellectuelle qu'elle est, âgée seulement de vingt-huit ans, va pouvoir tricoter ses deux licences, de celtique et d'histoire, avec sa licence IV de débitrice de boissons alcoolisées, entre autres breuvages et nourritures.

Je sais bien qu'elle nous étonnera. Au fil de l'expérience, nous la verrons, avec admiration, maintenir son affaire dans les exactes limites de ses choix personnels, entre fermeté et la souplesse qui convient à

pareille entreprise. Son «Etablissement» sera toujours agréablement fréquenté. Cela nous permettra d'entendre sans inquiétude Maïwenn assurer que plus tard, elle sera «crêperie».

Au jour de l'ouverture de l'espace crêperie, tout le monde se mobilise. Nous sommes à la date du Nouvel An celtique, fête de Samhain, le premier novembre sur le calendrier grégorien.

Mes trois enfants, Erwan, Catherine et Annaïg, ma belle fille Yvonne, mes trois petits enfants, Olivier, Claire et Maïwenn, notre amie Brigitte et ses trois garçons, Gwennolé, Kilian et Loïc, nos voisins Evelyne, Jean-Patrice et leurs quatre enfants, les amis proches ou plus lointains, ceux de notre groupe qui ont pu se déplacer, se mêlent aux premiers clients.

Catherine accroche en bonne place le tableau d'un superbe Don Quichotte que des amis, Bernard et Marie, lui ont offert, très intentionnellement j'en suis sûre. Catherine relèvera le défi bien au-delà de leur intention malicieuse.

Jakez-Erwan Mouton et Mark Dufeil entonnent des «Kan ha Diskan» qui nous mettent dans les jambes des envies de danser.

Le Kan ha Diskan est un chant à danser où deux voix se relancent, l'une l'autre, dans une reprise à l'unisson de la dernière syllabe à l'articulation de deux phrases musicales successives. C'est un mot intraduisible en français.

Cette première fête est très réussie. Le succès de la crêperie, dans le «désert bécherellais» de l'époque, ainsi que le baptisera un journaliste, a été immédiat et ne s'est jamais démenti. Catherine s'est attachée à choisir les meilleurs produits, ceux de l'agriculture biologique en particulier, chaque fois que c'était possible. La tâche lui est facilitée par l'installation à Saint Pern, près de Bécherel, d'une famille de producteurs de porcs qui transforment leur exploitation en élevage biologique pour fournir à leurs clients une viande et de la charcuterie de qualité dans un magasin qu'ils installent.

Après notre rencontre avec Simone Morand, Catherine a bénéficié de ses conseils et d'un perfectionnement irremplaçables. Simone Morand est spécialiste de la cuisine bretonne, entre autres domaines dont les moindres ne sont pas celui d'écrivain, musicienne et profes-

seur de piano, ou encore très érudite dans le domaine de l'ethnologie, des costumes et coiffes de Bretagne. Elle possède également des connaissances en aménagement de mobilier et décoration des intérieurs bretons. C'est avec elle que naîtra le projet de mettre en place un Conservatoire des Arts Culinaires de Bretagne dont je reparlerai plus loin.

Nous avons soutenu les activités de Catherine en organisant avec elle, dans le cadre de notre association «Savenn Douar», des fêtes et des animations. Les animations et manifestations culturelles intéressaient un certain public et, parallèlement, la qualité de la crêperie fidélisait une clientèle.

C'est ainsi que, dès le départ, nous expérimentons ce qui allait devenir le tremplin de notre «Entreprise Culturelle en Milieu Rural», dans un espace quasi inconnu autant que désertifié. J'évoquerai plus loin les circonstances dans lesquelles nous lui avons donné cette appellation. L'objectif de notre association était (et reste) de «mettre en place une dynamique pour créer des activités professionnelles, économiques, commerciales et culturelles rassemblées dans un même lieu» pour pouvoir «vivre et travailler au pays».

Chapitre 9

*«Je viens d'un pays musicien
«Liesse colères et remords
«Amènent les vents hurleurs
«Sur le clavier des ports.
(Xavier Grall)*

LES ANIMATIONS

Quand on s'installe dans un lieu désertifié, il est préférable de savoir comment s'y prendre et quoi faire en vue de le ramener à la bonne mesure de sa vie pleine et entière d'autrefois, tout en prévoyant des aménagements pour l'avenir.

Nous avons donc programmé des animations culturelles qui allaient nous plaire, à nous d'abord, afin d'être sûres de les organiser dans les meilleures conditions et rester dans le droit fil des projets que nous avons faits de réintroduire la culture dans notre quotidien. Il serait fastidieux de les énumérer toutes. Nous avons expérimenté diverses formules, entre échecs et réussites plus ou moins spectaculaires.

Pour mémoire, nous avons organisé le «Cidre dansant», un dimanche après-midi par mois où nous apprenions ou réapprenions les danses bretonnes, des séances de yoga, parfois dirigées en langue bretonne puisque notre professeur préféré, Trémour Bourlès, est un Breton bretonnant originaire de Landelo en Centre Bretagne, près de Paule. (C'est d'ailleurs à Paule qu'a été découverte une très ancienne statuette de Brec'hed, nom celtique de Brigitte, qui a fait grand bruit dans le monde de l'archéologie.) Trémour parlait alternativement breton et français et chacun l'écoutait selon ses préférences et possibilités.

Trémour est le nom d'un Saint des débuts du christianisme en Bretagne, comme il en fut beaucoup entre les III^{ème} et VI^{ème} siècles. Selon la légende, Trémour avait été décapité par le roi Conomor, son père; Il manifestait sans doute trop le désir de penser mieux que son géniteur, dira Yvonne, pince sans rire. Il s'en est allé tranquillement

portant sa tête dans ses bras vers une fontaine sacrée où on lui a érigé une statue; les eaux primordiales, maternelles pour tout dire, donnent aux fontaines de chez nous des vertus qu'on ne soupçonnerait pas... Il y a non loin de Bécherel un petit village qui s'appelle Trémeur. Je me déciderai plus tard à y aller. L'église y est tout à fait remarquable. Les clins d'œil du mythe dans l'histoire sont légion par ici, comme dans toute la Bretagne.

Nous avons organisé des cours de dessin et découvert ainsi, avec une jeune artiste-peintre, la difficulté de l'art moderne que l'on a si souvent tendance à ne prendre que pour des jeux de couleurs, parfois du niveau de la classe maternelle. D'ailleurs, je me surprends encore maintenant, face à certaines expositions, à ne pouvoir évoquer que ces premiers balbutiements enfantins.

Nous avons organisé des groupes de lecture: plusieurs personnes volontaires lisaient le même ouvrage d'un auteur contemporain, et préparaient une sorte de questionnaire ou encore des commentaires et des réflexions. Nous invitons l'auteur et au cours d'une séance ouverte au public, les lecteurs engageaient avec lui une discussion souvent très intéressante. Nous aurions beaucoup aimé poursuivre cette expérience, mais plus tard le temps nous a manqué. La crêperie recevait souvent des musiciens et nous avons passé quelques bonnes soirées à écouter entre autres les musiciens du groupe «Puzzle» ou encore les «Busy Fingers» dont le violon, en particulier, faisait merveille.

Nous connaissons de longue date Myrdhin, notre barde favori. Nous l'invitons souvent en compagnie de sa fée Viviane qui, de son nom de baptême, s'appelle Elizabeth ou Zil de son nom de scène. Maël et Tangy, leurs deux jeunes fils, les accompagnent désormais dans la vie.

Myrdhin et Zil nous enchantent littéralement. La harpe les conduisant toujours plus loin, ils ont parcouru l'Europe et l'Asie en assurant des prestations et des spectacles. Ils ont accepté de se produire à Bécherel, à notre demande, dans la chapelle de la «Maison des dames de Saint-Thomas» devenue maison de retraite. La chapelle bénéficie d'une très bonne acoustique, excellente aux dires de tous les musiciens qui y sont passés. Le contrebassiste François Rabatt, de renommée

internationale, était venu y animer un stage et donner des concerts dans le cadre du festival de Bécherel, organisé à trois reprises par Pierre Desbauche et Guy Parigot, avec le support de la Maison de la Culture de Rennes. Il n'avait pas ménagé ses éloges sur le choix de la chapelle.

Les harpes de Zil et Myrdhin, leurs chants entre légende et poésie, ont trouvé là un cadre approprié à la hauteur de leur talent. Grâce à eux, un atelier de harpe celtique regroupe, chaque année, de dix à quinze apprentis très accrochés, auxquels ils enseignent leur art.

C'est aussi à Bécherel que Myrdhin a fêté ses vingt et un ans de scène et de harpe. Nous l'avons alors entouré de toute notre reconnaissance, pour tant de bonheur partagé.

Je sais que dans leur souvenir, comme dans le mien, plane l'ombre d'Angèle Vannier, notre amie commune, la grande poétesse de Bazouges-La-Pérouse. Angèle était aveugle; elle a, entre autre, écrit une anthologie de poètes aveugles: «Les otages de la nuit». Elle a fréquenté Théophile Briand, Paul Elluard, et elle a écrit une chanson pour Edith Piaf: «Le Chevalier de Paris».

Elle est l'auteur de nombreuses poésies que Myrdhin et Zil mettent souvent en musique. Zil a, pour sa part, écrit une très belle étude sur l'œuvre d'Angèle Vannier.

Puis Angèle nous a quitté un 2 Décembre, jour de la sainte Viviane. En dépit de sa disparition, elle reste avec nous par le miracle de sa poésie très celtique, teintée d'un culte discret qu'elle vouait à la fée Viviane.

A quelle époque Glenmor est-il venu chanter pour nous à Bécherel? Il est arrivé grave et libre, insoumis comme toujours, généreux de poésie et de conviction.

Glenmor c'est la puissance d'un verbe haut qui fait trembler les vitres; André-Georges Hamon, écrivain et journaliste dont la passion pour le témoignage est bien connue, lui a consacré un ouvrage: «La Voix du clan», paru aux éditions Ubacs. Après un tel récit, que dire de plus du barde venu chanter à Bécherel, dans une petite salle, comme à la fortune du pot?

Entre lui et nous, il y a eu un peu de timidité. Il avait beaucoup à dire et à chanter, avant toute chose.

Il est lui aussi parti au pays de l'éternelle jeunesse, notre anaoon celtique (monde des morts). Nous avons été lui faire nos adieux en lui murmurant nos regrets de le voir quitter trop tôt le vieux pays et de n'avoir pas su lui dire, ni en breton, ni en français, l'émotion ressentie à l'occasion de sa présence à Bécherel. Nous lui avons offert les fleurs qu'il avait par avance choisies dans une de ses chansons, pour cette échéance ultime, les genêts et la bruyère. Au long de toutes ces années passées, il a fait à notre intention le lien entre notre Bretagne de toujours et notre Bretagne actuelle.

Le grand Youenn Gwernig est venu aussi, acceptant de nous rencontrer pour parler de son livre «La grande tribu», dans le cadre de notre groupe de lecture. Il y raconte son aventure aux Etats-Unis au sortir de la guerre 1939-1945. Il y était parti sur un coup de tête, après qu'un gendarme ait voulu savoir s'il était en règle avec le fisc et l'administration, avant même d'avoir réalisé un chiffre d'affaires suffisant pour vivre à partir d'une activité de brocanteur, exercée à l'aide... d'une brouette. Il n'avait pas encore trois vieux verres et quatre chaises à vendre, qu'il était déjà mis en garde contre les bénéfices non déclarés.

Aux Etats-Unis, il a rencontré un capitaine américain qui parlait breton aussi bien que lui, parce qu'il était originaire du Léhon; cela ne s'invente pas... Les aventures délicieuses du grand Youenn aux Etats Unis sont rafraichissantes. Après avoir parlé de son livre, nous l'avons écouté chanter en français, en breton et en anglais. Il y a consenti, tout simplement, sans jouer les vedettes.

Barde s'il en fut, tout comme Glenmor, Gilles Servat, lui aussi invité par notre association, est venu à deux reprises. Ses chansons nous racontent notre terre et notre océan, notre pays, nos révoltes et nos passions.

Il est écrivain et nous l'avons reçu dans le cadre de notre groupe de lecture pour son livre «La naissance d'Arcturus». C'est un conte fantastique, qui emprunte à la science fiction, et qui fait avec facilité le lien entre le conte initiatique ancien et celui qui prend forme aujourd'hui. Il est comme un chaînon manquant entre nos avants et nos futurs, dans un ailleurs à la fois mythique et actuel. Plusieurs niveaux

de lecture sont possibles. Nous nous sommes laissés fasciner.

Il a accepté de chanter dans cet espace restreint de l'ancien garage de la grande maison, avec autant de bonheur que dans les grandes salles prestigieuses dont il a l'habitude. Des liens existent désormais, qui ne disparaîtront plus. Il reste d'aller voir ses sculptures, ce sera une autre étape.

C'est avec une réelle admiration pour son art que nous avons reçu Yann Vanch Kemener. Il serait difficile de dire quelque chose qui serait à la hauteur de ce qu'il transmet du «vieux pays», porté aujourd'hui par lui au plus près de la poésie et du chant celtiques. Il a une voix au timbre très particulier, très sonore et très suave à la fois, une voix d'or selon je ne sais plus quel journaliste. Il a le plus souvent chanté a capella, seul, et le premier moment de surprise passé, un charme agit qui ne quitte plus l'auditeur. Il se trouve que je l'ai entendu dans des salles de vieux châteaux ou dans des chapelles, y compris à Frontenay dans le Jura, ou à la Roche Jagu en Trégor, ou chez lui à Lanrivain, chaque fois dans un contexte hors temps, hors norme, entre mythe et féerie. Un de ses recueils sur disque s'appelle «Les chants profonds de la Bretagne». C'est tout à fait cela. On ne peut rien dire de mieux.

Dans un tout autre genre, nos voisins Christian Anneix et Jean Baron ont réalisé, à Bécherel, des animations sur des airs de biniou et bombarde. Ils font dans la gaîté et dans l'humour gallo. Ils organisent à Monterfil des fêtes gallèses débordantes de trouvailles festives, de jeux anciens, de concours sportifs, de musique et de danses.

Après la fête qui dure trois jours, on voit encore déambuler dans Monterfil quelques spectres hagards qui ne savent plus très bien distinguer la nuit du jour. C'est le moment de la démesure et de beaucoup de fatigue à résorber dans la semaine qui suit.

A Bécherel, lorsqu'ils sont venus pour une prestation musicale plus discrète, ils ont remporté un vif succès. Ils ont affiné leur art jusqu'à ce que Jean Baron crée une étonnante symphonie pour bombarde et orgue dont l'Eglise Saint Louis à Lorient a été le théâtre durant le Festival Interceltique de 1999. Ceux qui assistaient au concert n'oublieront pas de sitôt ce dont ils ont été le témoin ce jour-là.

Parmi ceux qui nous ont particulièrement enthousiasmés, il y a eu le trio Roland Becker. Roland Becker est «penn soner» de la Kevrenn Alre

(en français, on dit bagad d'Auray) qui dispute régulièrement au bagad de Kemper, le plus prestigieux de Bretagne, la première place au concours annuel des bagadoù. La finale se déroule le premier samedi après-midi du festival Interceltique de Lorient, la première semaine d'août.

Roland Becker a également créé un groupe sur le modèle du trio musical du XVII^{ème} siècle qui comprend un «talabarder», (un sonneur de bombarde), une cornemuse et un tambour. Le tambour s'inspire d'une technique très spectaculaire, dansante. Leurs rôles respectifs sont très codifiés, appuyés par des grimaces et des costumes d'époque. Roland Becker et ses deux compères nous ont présenté le résultat de leurs premières recherches à la fête du livre de Pâques 1998. Ils ont obtenu un joli succès.

Il ne faut pas manquer le Festival Interceltique de Lorient, si l'on veut se faire plaisir tout d'abord et si l'on veut avoir une idée de la qualité de l'ensemble de la musique bretonne, des activités des bagadoù, des groupes de danse de tous les pays celtiques. Ce festival est le premier en Europe par le nombre de ses participants et de ses visiteurs.

La notoriété de la musique bretonne est en effet devenue, au cours des trente années passées, très impressionnante. On le constate d'ailleurs de plus en plus, les groupes se produisent tant chez nous, qu'en France et au-delà. Le Japon, la Russie, la Thaïlande, l'Allemagne et les pays nordiques, tous les pays celtiques, accueillent tour à tour les Myrdhin et Zil, Yann Vanch Kemener, Alan Stivell, Dan ar Bras, Melaine Favennec et tant d'autres. Nos langues nous ont été interdites, la musique nous reste, précieuse et irremplaçable.

Au fait, sait-on tout cela chez nous en Bretagne? Qui nous en informe, sérieusement et dans le détail? Nous devons toujours nous mettre à la recherche de ce qui nous concerne et nous n'avons pas droit, semble-t-il, à la reconnaissance publique nationale, sans parler de la notoriété pour nos artistes et musiciens. Nos «grands hommes» (parfois ce sont des femmes) sont d'ailleurs tous plus ou moins récupérés par l'Etat, quand ils ne sont pas simplement ignorés. Nous aurions pourtant matière à en être fiers.

Il faut bien avouer que nous nous en sommes donné à cœur joie. Nous avons pu organiser quelques fêtes avec binious, bombardes et

cornemuses dont les sonorités sont faites pour dominer, sans sonorisation, le bruit du vent dans de bruyantes tempêtes et pour soulever de terre tous les danseurs aventureux.

A tous, au Bagad de Dol, à celui de Vern-sur-Seiche, à tous les groupes qui sont venus agrémente nos animations, nous adressons notre souvenir enjoué et nos remerciements.

Des remerciements nous en devons aussi à la municipalité de Bécherel dont la salle polyvalente accueille celles de nos manifestations que ne pouvaient contenir les quatre-vingt quinze mètres carrés de notre ancien garage.

Dans ce petit espace, ce qui était amusant, d'une certaine manière, c'est qu'à l'occasion de chaque manifestation, nous n'avions qu'un vague succès d'estime qui faisait que nous pouvions à peine couvrir nos frais.

Par contre, à l'étage au-dessus, la crêperie ne désemplassait pas. Les gens n'osaient pas venir à nos «Cidres dansants», à nos rencontres autour d'un poète, d'un musicien, d'un écrivain. Ils semblaient ne pouvoir que s'en approcher, tout près sans doute, pour se faire une idée avant de venir participer. Nous avons été tellement interdits de culture bretonne que beaucoup parmi nous n'osent plus s'amuser qu'en battant des ailes sur la «danse des canards», et qu'à partir des tubs télévisés, téléguidés et télé n'importe quoi.

Bien entendu, avec tout cela, nous avons été suspectés à l'époque d'être «trop» (!) bretons. Il ne fallait pas que nous nous refermions sur notre culture, nos langues, nos musiciens, nos poètes, même ceux les plus proches de nous. Nos raisons simplement économiques, du point de vue du coût en hébergement et transport pour dédommager nos prestataires, n'étaient pas crédibles du point de vue de nos détracteurs.

Nous, Bretons, on nous accuse d'être Bretons en Bretagne. La colonisation va jusque là. Le spectre du nationalisme comme en Roumanie ou en Serbie sert actuellement de prétexte pour dénoncer nos choix et nos idées quand nous essayons de parler d'autonomie ou d'indépendance.

Morvan Lebesque l'avait dit, il y a trente ans, et j'ai retenu cette phrase de lui: «Il y a deux choses impossibles en France, ne pas être

Juif, et être Breton». A méditer! On aimerait tellement mieux la France si elle renonçait à son esprit colonialiste et jacobin, si elle respectait notre liberté d'être ce que nous sommes, tranquillement et banalement.

Les autres provinciaux de l'hexagone sont probablement logés à la même enseigne; je pense bien sûr, en disant cela aux Basques, aux Alsaciens, aux Corses, aux Normands...

Beaucoup parmi nous savent encore qu'ils sont bretons. Notre existence précède celle de l'Île de France avant qu'elle n'élargisse ses frontières aux pays avoisinants par action de politique, ou de conquête guerrière. Le fait de la politique ne suffit pas à déraciner un être humain de son ethnie et de sa culture. Un Breton est un Breton, jusqu'à son insu même; d'évidence il est Européen et Terrien. On peut en dire autant des autres peuples de l'hexagone. C'est du même ordre qu'être homme ou femme, blanc ou noir, et le nom sous lequel nous naissons signe souvent notre appartenance.

Eradiquer, refuser, ignorer de telles évidences nous mutile gravement et oblige nos vainqueurs à des mensonges et à des glissements de sens entre des notions comme celles de la citoyenneté, de la nation, de la patrie pour embrouiller les esprits au bénéfice d'un raisonnement tendu vers l'obligation de se rassembler au bénéfice d'une idéologie centralisatrice et réductrice qui ne bénéficie qu'aux plus puissants.

Des valeurs (liberté, égalité, fraternité) sont évoquées qui n'ont plus rien à voir avec l'objectif premier, qui demeure à l'œuvre, c'est à dire construire la France au détriment de ses composantes provinciales: le français est la seule langue admise et admissible, elle est dite «la seule langue de la république».

Ces valeurs brandies, la liberté, l'égalité et la fraternité, sont des valeurs qu'on ne veut pas renier. Néanmoins elles sont l'arbre qui cache la forêt des intentions de ceux qui sont incapables de les concevoir hors du contexte de la domination de l'Etat sur les divers peuples de l'hexagone, dans cette partie de l'Europe où nous sommes inclus.

Nous fêterions avec joie tous les 14 Juillet s'ils étaient fidèles à l'esprit de 1789, cette fête de la fédération des provinces autonomes détournée de son sens par la terreur et le refus ringard des républiques successives qui n'ont octroyé le droit de vote aux femmes qu'en 1945

... Il en faut du temps aux gouvernements français successifs pour se moderniser!

A Bécherel notre manière pacifique de protester a été d'organiser une manière de «Vivre autrement, en Bretagne» et c'est inscrit dans nos statuts. On revient toujours à ce même problème. Il a été bien évident et cela le reste, que toutes nos animations ont été beaucoup plus facilement programmées parce que nous les avons organisées avec nos ressources, de proximité, en connivence avec les personnes qui œuvrent dans notre périmètre et donc, bien sûr, à moindre frais, ce qui était et demeure fort important pour notre porte-monnaie.

Ce faisant, nous ne sommes pas pour autant fermés aux autres. Nos invités sont régulièrement des exposants et des libraires français, des écrivains français et des artistes dont le travail nous intéresse, à condition qu'ils ne soient pas inaccessibles à nos moyens. Nous accueillons avec plaisir un tourisme culturel très diversifié, de proximité mais aussi de France et des divers pays de la Communauté européenne. La Bretagne reçoit six millions de visiteurs chaque année, qui s'intéressent d'autant plus aux Bretons et à la Bretagne que nos manières de faire et de vivre leur apportent quelque chose de nouveau. Ce qui est du «pareil au même» est inintéressant, tout le monde le sait.

De cette manière nous espérons pouvoir convaincre les «pouvoirs» publics et administratifs que notre choix n'est pas de combattre la France, mais de conquérir la liberté d'être différents, à égalité face à la loi avec les français et autres européens, en toute volonté de faire progresser l'esprit de démocratie, sous-entendu me semble-t-il, dans le mot de fraternité, dont je préférerais qu'il soit remplacé par le mot solidarité, plus exact d'un point de vue éthique.

Toutes ces activités et animations avaient plusieurs objectifs. Le premier était de mettre à notre portée tous les ingrédients culturels qui nous avaient tant manqués. Le second était de partager la fête et les découvertes avec nos visiteurs et les habitants des environs. Le troisième était de faire connaître le centre ancien de Bécherel, méconnu du plus grand nombre, y compris des habitants de la région. Et enfin pour le mentionner une fois encore, le quatrième était de créer une dynamique qui permettrait de mettre en place des activités professionnelles.

économiques et commerciales pour favoriser le redémarrage d'un Bécherel désertifié depuis les années soixante, comme beaucoup d'autres villages dans les zones rurales.

Chapitre 10

«D'après vous, les Gaulois, les ombres ne gagnent pas les silencieux séjours de l'Érèbe ou les pâles domaines de Dispatar. Au contraire, le même esprit anime un autre corps dans un autre monde. Si ce que vous chantez est véridique, la mort n'est que le milieu d'une longue vie».
(Lucain, *De Bello Civili*. 1^{er} siècle)

L'ÉPREUVE LA PLUS DURE

Le premier pas est fait; la crêperie fonctionne bien. Notre installation à Bécherel se fait, progressivement en ce qui me concerne. Savenn Douar, notre association, organise des activités, des animations et des spectacles pour intéresser un public toujours plus nombreux.

Cependant, les impératifs économiques de notre projet ne doivent pas prendre le pas sur notre désir de convivialité. Nous voulons rester dans le même état d'esprit, en ne perdant pas de vue notre volonté de «vivre autrement» en milieu rural.

Au Jour de l'An 1987, nous organisons une fête avec nos amis et nos proches voisins, Jean Patrice, Evelyne et leurs enfants, Stéphanie, Jean-Sébastien, Julie et petite Sophie. Tous nos enfants, et pour moi petits enfants, forment une joyeuse bande turbulente qui s'approprie le centre ancien de Bécherel trop souvent désert.

Sylvaine, demi-sœur aînée de Gwenole, Kilian et Loïc, est très amie avec Stéphanie. Quand elles ont des insomnies d'adolescentes, l'une grimpe sur une chaise dans sa chambre et soulève sa lucarne. L'autre apparaît bientôt, la tête au ras du toit voisin tout proche. Bécherel c'est aussi une architecture de toits très rapprochés les uns des autres. On imagine bien, dans la nuit, les deux mignonnes échangeant leurs confidences en plein ciel, sous les étoiles, à l'insu supposé de tous.

Mais si je me souviens de cette anecdote devenue émouvante plus que de raison, c'est qu'à la fin du mois de janvier, cette année-là,

il a fait très très froid, une froidure inhabituelle en Bretagne. Tout a gelé et particulièrement les tuyaux d'eau.

La sirène, elle-même, s'est mise en panne. Et quand dans la nuit, le feu s'est déclaré chez nos amis qui dormaient au dernier étage, rien ni personne n'ont pu les sauver.

Je vois encore Erwan raconter d'une voix blanche, sur un menton au tremblement incontrôlable, l'horreur du cauchemar, avec les voisins qui se démenaient sur la place en pleine nuit pour essayer de faire quelque chose, et de leur impuissance à tous, regardant désespérément les silhouettes s'effondrer pour mourir, là-haut, derrière les vitres protégées de barreaux scellés, censés faire obstacle au danger de chute qu'auraient couru les deux plus petits des enfants.

J'entends encore leurs sanglots retenus et l'impossible récit qu'ils essayaient de me faire, à moi qui étais absente cette nuit-là.

Et j'entends aussi ma mère s'écrier, parlant de ces témoins impuissants, parmi lesquels ses petits enfants et arrières petits enfants, «Mon Dieu, mon Dieu, les pauvres petits, ils seront hantés leur vie entière par ce drame».

Et si le temps passé fait que nous avons, depuis, osé continuer à respirer, tous ceux qui étaient là en cette nuit tragique ont longtemps fait des cauchemars.

Jean-Patrice, Evelyne, Stéphanie, Jean-Sébastien, Julie, Sophie, votre mère et grand-mère, effondrée, a touché chacun de vos cercueils en murmurant vos prénoms.

Dans la chapelle ardente, nous nous sommes recueillis près de vous, en compagnie de tous les membres de votre famille et de tous vos amis. Nous avons essayé de vous dire adieu.

Tous les Bécherellais vous ont accompagnés au cimetière, envahis par le sentiment de l'irréparable et de l'incompréhension face à la mort.

Hier encore, tous les enfants galopaient joyeux malgré le froid de l'hiver. Et c'était déjà fini, incompréhensiblement.

Notre fête du Jour de l'An que nous avons passée tous ensemble, s'éloignait comme aspirée dans un abîme, inaccessible à tout jamais, inoubliable.

Je ne raconte pas ce cauchemar gratuitement. Plus tard, quatre années je crois, plus peut-être, un groupe de lycéens est venu pour faire une étude sur la mise en place et l'origine de la «Cité du Livre» à Bécherel. Tout le monde avait encore présent à l'esprit le souvenir du drame qui s'était déroulé; d'ailleurs nous l'aurons toujours.

Dans leur étude, dont ils nous ont gentiment remis un exemplaire en remerciement de notre accueil et du temps passé à répondre à leurs questions, ils mentionnaient cet incendie comme faisant partie d'un «événement médiatique» qui aurait permis de faire connaître Bécherel dans la France entière...

Nous avons appris, en effet, un peu plus tard, que tous les médias, journaux, radios et télévisions avaient relaté le drame et montré des photos ou des images de la maison détruite. Toute la France était au courant de notre drame.

Il est non moins vrai que, durant tout le temps qu'il a fallu pour reconstruire la maison, et cela a duré longtemps, longtemps, nos visiteurs nous interrogeaient: «C'est bien là que...» et je voyais Catherine pâlir, Yvonne tourner les talons, Erwan hausser les épaules pendant que je devenais moi-même muette.

J'ai répondu à ces jeunes gens, qui avaient ainsi fait du drame que nous avons subi un instrument de propagande, que l'incendie avait eu lieu le 22 janvier 1987 et que la première fête du livre s'était déroulée à Pâques 1989, deux ans et quelques mois plus tard.

Mais j'ai surtout essayé de leur expliquer qu'on ne peut pas se servir d'une tragédie comme celle-là pour se faire connaître en manière de publicité.

Je n'ai jamais eu de réponse. Et c'est pourquoi j'en parle ici, pour redire mon indignation. Pour partager, aussi, les questions que se posent, je l'espère, les journalistes de notre temps au sujet des confusions dans lesquelles plongent les humains quand on leur annonce une catastrophe, un drame ou un grand malheur.

La compassion devrait suffire.

Mais l'horreur de la mort est telle, tellement inconcevable, sans représentation symbolique possible, que chacun rebondit comme une balle sur du béton pour retomber avec soulagement dans ses imageries habituelles banales, mais bien vivantes.

Je pardonne aux lycéens et je respecte le travail qu'ils ont fait à l'occasion de cette étude. Mais je leur dis, aussi haut et fort que je le peux, qu'au sujet du drame de la souffrance et de la mort, il n'y a de juste réponse que la compassion discrète et la présence silencieuse. Ceux qui souffrent n'en supportent pas davantage pendant tout un temps, celui nécessaire au deuil.

Chapitre 11

«Femmes qui courent avec les loups...» (: un tableau de Picasso et le titre d'un livre de Clarissa Pinkola Estès)

TRAVAIL, TRAVAIL, TRAVAIL...

L'année 1987 à Bécherel va se traîner. Bien sûr, la crêperie fonctionne. Mais le centre ancien reste très désert, très triste, gris et sombre.

Nous sommes en deuil, obnubilés par la ruine qu'est devenue la maison brûlée de nos amis, en permanence sous nos yeux, devant nos fenêtres, sur la place. Au terme de difficiles démarches, la municipalité finira par l'acquiescer pour une somme symbolique; elle y installera le syndicat d'initiative et des appartements locatifs. Dès le début des travaux, en 1992, nous nous sentons un peu soulagés. Mais il a fallu attendre plus de cinq années pleines. Comme tout est lent, ici.

Nous aidons beaucoup Catherine qui travaille tous azimuts, à faire crêpes et galettes après une formation préalable; à lancer des animations, organiser des rencontres avec des écrivains, des poètes, des artistes et assurer le travail de comptabilité et de gestion.

On imagine mal ce que ces deux derniers postes représentent comme temps pris sur l'activité professionnelle proprement dite. Nous avons l'impression d'une folie de la paperasse et du contrôle à laquelle on n'échappe pas; elle alimente l'activité des milliers d'employés des obscures, pour nous obscures, instances de la TVA de l'URSSAF des diverses caisses de retraites et autres ASSEDIC; tout cela fait tourner la machine administrative qui, de notre point de vue, petits débutants naïfs, ressemble à une machine infernale incompréhensible. Nous venons tous du secteur salarial, et nous vivons les exigences administratives comme des intrusions et parfois des persécutions. Je m'effraie, et c'est bien pire aujourd'hui, de voir défiler l'argent gagné par la crêperie et par le travail de ma fille ne faire que passer par ses mains.

Entre remboursements bancaires et impositions diverses, impérieusement réclamés surtout par l'URSSAF qui exige, et vite pénalise

en cas de retard, Catherine arrive juste à se payer un salaire à hauteur du SMIC. Parfois, elle s'écroule en constatant qu'avec le nombre d'heures de travail qu'elle assure, plus celles que nous lui consacrons bénévolement, il y aurait facilement du travail pour trois personnes. Mais le prix de revient du travail est cher, trop cher en ce qui concerne les petites entreprises. Créer des emplois est impossible dans des petites structures comme celle-ci. Le prix d'un salaire est en effet presque doublé par le montant des charges et le bénéfice ne parvient pas à couvrir tous les frais. Il n'y a pas de cohérence entre la quantité de travail fourni, le prix très encadré et sous estimé des repas proposés aux clients et le gain qui en résulte. Les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent.

Les aides accordées par l'Etat dans le cadre d'emploi genre TUC, au service des associations, sont insuffisantes et souvent inadaptées en regard des qualités professionnelles requises. La motivation d'employés, qui relèvent de ce système, ne coïncide pas avec la qualification demandée, dans le cadre de l'organisation du secrétariat de l'association.

C'est assez désespérant et Catherine est le plus souvent obligée de travailler seule, jusqu'à soixante et soixante dix heures par semaine. Dans ces moments-là, elle préférerait un «emploi-SMIC», huit heures par jour, avec congés hebdomadaires et vacances assurées.

Combien de temps tiendra-t-elle, et nous avec elle ?

Parfois nous pensons que nous sommes un peu «tossées», selon le vocabulaire gallo, dans le sens de fêlé, un peu fou, pour s'être lancées dans cette aventure.

Ce n'est rien à côté de ce qui nous attend et que nous ignorons encore. Cette année 1987 va donc être très dure. La réalité quotidienne est bien rude, malgré la perspective encourageante de nos projets.

La grande maison est très inconfortable et seule Catherine y a installé son logement; nous avons disposé quelques lits dans certaines chambres, avec des appareils de chauffage malodorants. Quand je pense aux nouvelles technologies qui nous permettent d'aller sur la lune, je me dis qu'ici nous en sommes bien éloignés. Le contraste est saisissant.

Malgré tout, Annaïg et moi, nous y venons dès que nos occupations nous le permettent.

J'aime ces grandes pièces très hautes et très claires. Certains parquets de la grande maison sont bien conservés et ils brillent au premier coup de brosse. L'odeur de l'encaustique me renvoie à de vieux et sympathiques souvenirs. Les fenêtres sont larges et généreuses. Longtemps je n'y mettrai aucun rideau pour bénéficier d'une pleine clarté qui fait mes délices.

Ce ne sont pas les voisins qui nous gênent! La maison en face de la nôtre ne sera finalement vendue que dernièrement, en mai 1999, et elle ne sera occupée qu'après des travaux d'aménagement, au mois de juillet suivant, nous assure Laurent, le nouveau propriétaire, qui y installe sa librairie. Les rideaux deviendront alors indispensables.

Catherine, à l'heure de la fermeture de la crêperie, passe directement dans son appartement au premier étage de la grande maison. Une porte permet le passage entre les deux. Elle n'est pas toujours très rassurée quand elle se retrouve seule. Aussi va-t-elle s'enquérir à la SPA d'un gros toutou et selon ses propos, «impressionnant, mais gentil et surtout pas dangereux».

Elle revient avec une Bianca, âgée d'environ six ans, dont les antécédents de labrador restent visibles quoique fortement métissés. Bianca est effectivement plutôt impressionnante, en raison d'une obésité fatigante pour elle. Son pelage miel est plutôt agréable. Elle a une très jolie tête.

Mais alors!!! Elle se révèle être une catastrophe ambulante. Elle a peur de tout. Si elle lâche un pet, elle se sauve, effrayée. Nous prenons quelques fous rires mémorables dont elle se vexe, ce qu'elle nous montre avec des airs de dignité outragée qui feraient les délices d'un chasseur d'images humoriste.

Bianca n'a pas dû être choyée avant d'atterrir à la SPA. Elle mange copieusement, dort tout le temps, se sauve au moindre bruit. C'est l'antithèse absolue du chien de garde.

Nous la rassurons et elle finira par se calmer un peu, et même par aboyer à tort et à travers, évidemment, pour accueillir les clients par exemple. Catherine finira par l'enfermer dans la cour arrière, parce que

la vie en appartement nuit à sa santé. Qu'il fasse chaud ou qu'il fasse froid, c'est toujours trop pour Bianca. Le comble c'est que nous aurons du chagrin quand elle finira par mourir...

J'ai conscience qu'il va falloir faire quelque chose pour aménager la grande maison.

A Bécherel, une opération programmée pour l'amélioration de l'habitat se met en place. Des subventions sont allouées à des propriétaires qui acceptent de signer une convention avec l'Etat, laquelle convention stipule que les loyers des logements, ainsi rénovés, seront plafonnés pendant neuf ans. Pour les augmenter au terme de ces neuf années, il faudra dénoncer la convention et reverser une certaine somme qui est plutôt modeste quand on peut la réunir.

J'étudie donc la possibilité de demander une seconde tranche d'emprunts bancaires qui seront remboursables par les loyers des trois appartements et du studio que je m'engage à louer. Je décide d'aménager un appartement pour moi sous les combles. J'économiserai sur mon loyer professionnel et je n'aurai plus que la route à faire pour rejoindre mon poste de travail. Encore quinze ans de dettes!

Mon appartement bécherellais m'accueillera pour ma retraite. Il me plaira beaucoup, aménagé sous les combles, avec au milieu de tout un escalier qui conduit à un belvédère. La vue est splendide. Christian, le compagnon qui vient d'entrer dans ma vie, m'aidera à y installer une table d'orientation. On peut observer les étoiles. Les enfants aiment y poser leurs duvets, dormir, rêver et bavarder loin des parents.

Le taux des emprunts reste élevé, à neuf et demi pour cent en cette année 1988. Au terme de mes remboursements, j'aurais payé la grande maison et les travaux le double du prix de revient, si une renégociation, largement rémunérée, elle aussi, n'était intervenue pour le réduire à sept et demi pour cent. La banque ne fait pas de cadeau.

Je commence à comprendre les méandres de la panne de l'immobilier dans le système français. Si seul le profit avait compté pour moi, j'aurais eu intérêt à boursicoter modestement, au fil de mes possibilités.

Mais notre projet nécessitait l'acquisition d'un outil de travail, à savoir un espace immobilier relativement important.

Dans ce domaine, plusieurs logiques différentes sont en vigueur. Il y a celle de l'habitation principale dont le prix de revient équivaut à peu près à un fort loyer. A l'issue de longues années de remboursements bancaires, plus ou moins lourds selon les droits des personnes à percevoir diverses aides telles les «allocations logement», on devient définitivement propriétaire après quinze ou vingt années.

Il y a l'immeuble de rapport qui est un placement sans grand risque et qui se trouvait aussi bien rémunéré, autrefois, que les actions en bourse. Par contre, l'acquisition d'un immeuble de rapport à l'aide d'emprunts bancaires me semble un non-sens absolu, à minima une opération blanche.

Il y a l'immeuble considéré comme outil de travail dont les frais entrent dans la comptabilité générale d'une affaire, d'un commerce, et se rentabilisent de cette manière, toujours au terme d'une période de sept à quinze ans durant laquelle les emprunts sont remboursés.

Pour nous, toutes ces opérations passent obligatoirement par des emprunts bancaires, très onéreux et incontournables.

Le problème posé est celui du passage de l'état de (futur) petit propriétaire à l'aide d'emprunts bancaires, à celui d'acquéreur d'un outil de travail, doublé d'un immeuble de rapport en ce qui concerne l'utilisation des étages. Je cumule les problèmes financiers.

Je me sens, tout à coup, faisant de la dangereuse haute voltige dans des zones de financement dont je crains qu'elles ne dépassent mes moyens et les revenus de l'entreprise en ce qui concerne la SARL gérée par Catherine.

J'appelle alors au secours un expert comptable, commissaire aux comptes. Il m'avait bien aidée à la suite de plusieurs années d'une étroite surveillance, qui frisait la persécution, de mes déclarations de revenus par le Centre des impôts. J'avais fait l'objet de redressements (en plus ou en moins) à l'issue de calculs incompréhensibles pour moi. Nous ne nous expliquions pas cette surveillance, jusqu'à ce que l'expert-comptable découvre une directive ministérielle ordonnant aux services des impôts de surveiller attentivement les déclarations des femmes divorcées... J'avais fini par être terrorisée rien qu'à l'idée de recevoir ces convocations et ces rappels des services fiscaux. Les

choses se sont apaisées quand sa signature a été apposée avec la mienne sur mes déclarations.

Il a répondu à mon appel au secours, concernant mes engagements financiers à Bécherel, cette fois par rapport aux projets à mettre en place. Il m'a écoutée, à demi ébahi et à demi incrédule devant ma détermination qui allait jusqu'à envisager une nourriture à base de pommes de terre, s'il le fallait. Il m'a parlé des dangers du surendettement et de mon âge qui, dans quinze ans, serait encore plus respectable qu'aujourd'hui. Finalement, il a accepté de suivre mes comptes pas à pas et a continué à s'occuper de mes déclarations de revenus. Ainsi il m'aura soulagée d'un grand poids d'inquiétude. Son épouse et lui compteront désormais beaucoup dans mes relations.

Il existe certainement de grands experts financiers et de modernes argentiers qui seraient aptes à expliquer au commun des mortels, dont nous faisons partie, les subtilités de la finance moderne. Je dois à mon manque de temps et à mon manque de goût de ne pas m'être informée plus avant des problèmes générés par ces méandres bien particuliers. A chacun sa vocation et à chacun son métier !!!

Tout cela, pour dire qu'à Bécherel l'immobilier prend des allures de casse-tête chinois. Ceci d'autant plus, que le prix des travaux d'aménagement et de rénovations, font qu'au bout du compte, on ne peut envisager une revente à prix coûtant. Si on veut revendre, c'est à perte, compte tenu du montant des emprunts. On ne peut travailler que pour la postérité et pour la banque, en tenant compte d'échéances sur des périodes de quinze ans. L'incertitude, quant au résultat, devient alors très oppressante. Parfois, la panique nous guette.

Nous mettons de l'ordre dans nos différentes structures. Chaque budget est très rigoureusement séparé des autres et les liens qui existent entre l'association, le bénévolat, la Sarl, et les revenus individuels sont bien définis, ainsi nous y voyons plus clair et nous ne prenons pas le risque que les défaillances éventuelles de l'un puisse entraîner la chute des autres.

Quant aux personnes, elles sont solidaires, et mises au fait de chaque difficulté qui se présente, elles font le travail nécessaire dans chacune des structures de l'entreprise, sans compter leur peine; il y a

toujours quelqu'un de disponible pour se trouver là où c'est nécessaire, au moment où il y a du travail à faire, des solutions à trouver, une organisation à mettre en place. Lorsque le désir est à l'œuvre dans ce qui est entrepris, le stress cède la place à la stimulation et au plaisir.

Le fonctionnement de notre mécanique biologique est subtil. Nous avons à connaître la frontière entre le stress et la stimulation utile qui est le moteur de toute action entreprise. On peut supposer qu'un état neutre sans désir comme moteur intérieur, sans stimulation comme moteur extérieur, nous mettrait dans un état végétatif quasi minéral. Rien n'est ni simple ni immobile.

Chapitre 12

«Ecrire ?

«C'est peut être tenter de vertébrer la mer

«Pour la faire jouir par surprise

«D'un nouveau sens

«Articulé.

(Angèle Vannier)

VERS UNE CITE DU LIVRE

Nos inquiétudes bécherellaises sont noyées dans le travail et dans l'élaboration de la suite de nos projets. Nos palabres sur la future librairie bretonne et sur le restaurant «fine gueule» se font plus rares entre nous.

C'est en constatant la difficulté de faire revivre le centre ancien de Bécherel, qui reste décidément désertique, que nous nous mettons à chercher ce qui pourrait nous propulser résolument vers l'avenir. Nous n'avons pas perdu de vue notre premier projet, mais le lieu dans lequel nous sommes installés, implique que nous le redéfinissions.

Les derniers Bécherellais propriétaires, laissent vides leurs maisons. Ils savent que s'ils les louent, ils auront du mal à les vendre puisqu'elles seront occupées. Par ailleurs, les demandes de locations n'affluent pas. Tout le monde est démuné devant tout ce vide. C'est un phénomène très généralisé dans nos pays d'Europe. Seules les villes se développent.

Depuis longtemps, je suis persuadée que ce mouvement va se renverser. Sous réserve que mon instinct grégaire ne soit trop atrophié pour envisager autre chose, je n'imagine pas qu'on puisse longtemps s'accommoder des entassements invraisemblables dans les grandes «méga-poles». Yvonne, Catherine, Annaïg et moi partageons cette même idée.

Il nous semble donc qu'il suffit d'amorcer un mouvement pour entraîner un développement du centre ancien de Bécherel. Le site est prometteur et peu éloigné de centres plus importants, universitaires, bassin d'emploi, et lieux touristiques. Les atouts sont réels.

Nous pensons d'abord à développer un lieu avec la participation d'artisans d'art puisque Marc, un lithographe, est déjà installé place des Halles. Cependant ceux réunis par ses soins, ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un projet précis. Rien de concret ne sort de ces réunions.

Des artisans d'art sont rassemblés à Dinan, en particulier rue du Jerzual. C'est sans doute trop proche de nous. Bécherel-Dinan c'est seulement vingt minutes de route. Les uns feraient trop de concurrence aux autres. De plus nous savons qu'ils ont parfois du mal à vivre de leur production. Nous cherchons donc une autre idée à partir de laquelle nous pourrions espérer voir le repeuplement du centre ancien de Bécherel prendre corps.

Dans notre premier projet, nous espérions vivre en autarcie le plus qu'il nous serait possible, au minimum par rapport à la nourriture et au regroupement de nos diverses compétences.

A Bécherel, nous sommes réduits à des contingences très différentes. Ce qui compte ici est d'un autre ordre. Avons-nous compétences pour faire revivre le centre ancien? Qui sommes-nous pour oser envisager d'en favoriser le repeuplement? N'est-ce pas du domaine de la municipalité, et avec elle des Bécherellais?

Nous aussi, nous sommes désormais Bécherellaises. Et les Bécherellais sont d'ailleurs trop peu nombreux dans le centre ancien pour nous accueillir ou nous rejeter. Nous nous amuserons plus tard de voir les journalistes, en quête d'interviews, chercher les habitants d'origine pour leur demander comment ils nous ont accueillies. Ils ne trouveront pas beaucoup d'interlocuteurs.

Nous décidons de prendre contact avec la municipalité, mais nous n'irons qu'avec une idée bien arrêtée, pour ne pas les déranger inutilement.

Nos petites têtes chercheuses se mettent en quête. Il nous faut un «objet» pour support de futures activités professionnelles, économiques et commerciales en même temps que culturelles.

Je connais un peu le directeur de l'Institut Culturel de Bretagne, Bernard Le Nail. Catherine avait été le voir avant d'ouvrir son espace «Crêperie-bar-snack-animations». Bernard Le Nail est économiste de

formation et il a été directeur du CELIB (Comité d'Etudes et de Liaison des Intérêts Bretons). Cet organisme, venu avant le MOB (Mouvement d'Organisation de la Bretagne), a beaucoup aidé au développement économique de la Bretagne.

Bernard Le Nail, dans le rôle de l'avocat du diable, ne pensait pas du tout qu'une Crêperie-bar-snack-animations puisse prospérer dans le cadre de Bécherel. Il a développé son raisonnement, autour du thème bien connu du mouvement de désertification des campagnes qui sévit depuis les années soixante, de telle manière que Catherine était revenue découragée, prête, un moment, à tout abandonner.

Je lui avais remonté le moral, en lui disant qu'au moins, après une telle avalanche d'arguments contraires, elle était prévenue des difficultés qui l'attendaient, et nous avec elle.

Fidèle dépit de ce premier contact démotivant, je savais que Bernard Le Nail pourrait être de quelque secours dans un débat d'idées à la recherche de notre concept pour le renouveau de Bécherel.

L'entretien suivant que nous avons eu alors, a été en effet réparateur. Nous avons fait la preuve de la réussite de la crêperie, nous pouvions désormais paraître moins farfelus qu'au premier abord.

Nous avons longuement débattu et évoqué plusieurs possibilités. Toutes me semblaient compliquées à mettre en place; notre plus grand handicap était de n'avoir pas d'argent. Il fallait une idée dans la ligne de ce que nous avons tout d'abord élaboré, à savoir que chaque activité doit se mettre en place de manière individuelle et autonome. Toutes les activités, rassemblées en un même lieu, permettraient alors de nous constituer en Entreprise culturelle identifiable en raison du concept choisi comme support.

Le fait d'aller à contre-courant du mouvement général, qui consiste à désertifier les campagnes pour aller s'installer dans les grandes villes, ne trouvait sa justification que dans l'hypothèse d'un retour sur des lieux plus vivables et accueillants, pour y implanter des projets personnels d'activités professionnelles. C'était aussi faire confiance à l'initiative privée, découragée par le chômage et les difficultés administratives, celles liées particulièrement à de trop lourdes taxations.

Avec Bernard Le Nail nous avons évoqué la situation des salariés qui bénéficient d'une protection du système et qui ne sont pas du tout préparés à assurer individuellement leur plein emploi, chiffre d'affaires et charges comprises.

Les commerçants et les petites entreprises sont pour leur part contraints à des exploits de gestion et de marketing qui ne leur permettent de vivre qu'après plusieurs années d'efforts, si toutefois elles ne font pas faillite avant.

Dans l'hexagone, on ne voit et ne respire que par la mise en place d'énormes entreprises assurant (très mal désormais) la création et la pérennité des emplois. On ne parle que d'elles. Tout le monde méconnaît allègrement les petites entreprises et l'artisanat qui sont pourtant le mode de vie de quatre vingt dix pour cent de la population active, celles qui assurent le plus de revenus à l'Etat par le biais des impôts et cotisations obligatoires diverses. Qui sait dans le monde de tous les jours, qu'un salarié d'une petite entreprise coûte à son employeur deux fois le montant de son salaire ou peu s'en faut?

Cela réduit le nombre d'emplois de manière dramatique et oblige le petit employeur à n'employer que lui-même, le contraignant ainsi à des journées de travail sans limite. Catherine en a su quelque chose, surtout pendant les cinq premières années de son installation.

Bernard Le Nail avait eu raison de noircir le tableau, mais la réussite est venue en compensation. Nous ne la devons qu'à notre détermination, à la pertinence des choix que nous avons faits, à notre sobriété quant à la possibilité de faire des bénéfices sans rapport avec la quantité de travail à fournir. Notre réussite est une consolation non négligeable.

Rétrospectivement, je constate donc que c'est sur la force de notre détermination que nous avons pu avancer dans la mise en place de notre projet. Je ne permettais, pour ma part, jamais au doute de s'installer dans mon esprit. Dès qu'on se met à faire le compte des obstacles qui jalonnent le chemin, cela devient insurmontable. Il faut suivre la ligne de son projet, quoi qu'il en coûte, et ne pas s'arrêter sur les difficultés qui font écran et barrage. Le discernement est indispensable pour choisir ses stratégies.

Un autre genre d'obstacle à prévoir, concerne le temps qu'on prend pour aller loin dans le figuillage; on ferme alors les portes à la créativité et on s'enferme dans des schémas impossibles à dépasser. La rigueur nécessaire doit impérativement laisser la place aux possibilités de contourner les obstacles qui se présentent.

La suite de l'expérience nous instruira largement dans ces domaines, des positions que nous prendrons face à des événements, à des personnes, à des institutions qui forcément vont interférer avec notre projet.

Finalement, durant notre entretien, Bernard Le Nail a pensé à un village, Redu, dans les Ardennes belges, de la même taille que Bécherel, avec ses cinq cents habitants et ses problèmes de désertification. Redu avait retrouvé vie grâce au livre. Noël Anselot, journaliste et bibliophile prenant sa retraite, avait eu l'idée en 1984 de faire de Redu un village de libraires spécialisés dans le livre ancien et d'occasion.

L'idée lui en était venue après avoir rencontré Richard Booth, un Gallois qui avait reçu en héritage d'un oncle d'Amérique, disait-on, une énorme quantité de livres. On chuchote un bateau entier, sans préciser le tonnage. Je ne sais toujours pas, à ce jour, si l'anecdote est exacte. Il avait alors eu l'idée d'ouvrir une grande librairie, dans une salle de cinéma tombée en désuétude. C'était en 1961, à Hay-on-Wye, au Pays de Galles. En 1990, nous y avons fait un voyage d'études, en compagnie de Bernard Le Nail et quelques autres personnes dont Olivier, le fils d'Yvonne, qui commençait à penser à son avenir professionnel.

Lors de ce voyage, nous avons dénombré trente cinq librairies. Hay-on-Wye avait bien prospéré. C'était une petite ville de trois à quatre mille habitants à la frontière nord-est entre Pays de Galles et Angleterre.

Avec Redu et Hay-on-Wye, nous avons donc deux exemples de réussite. Nous nous servirons de cet argument pour ensuite emporter les convictions de nos partenaires, des libraires et des élus, tous plus ou moins sujets à la frilosité induite par le système administratif français qui empêche au maximum l'esprit d'initiative et l'innovation.

Nous aurons beaucoup à souffrir de cet état de fait et nous aurons à lutter, de toutes nos forces, pour ne pas nous y laisser engluier, comme tout le monde.

Je sais que cet argument semble prendre parti du côté du libéralisme. Je tiens à souligner que je ne sais pas trop ce qu'est le libéralisme. De plus je n'ai pas l'intention d'aller y voir de près. Je fais des constatations au quotidien. L'idéologie érigée en système, qu'elle soit de n'importe quel bord, ne conduit à rien. Tout le monde peut, par contre, se mettre au travail pour surmonter les difficultés ponctuelles qui se présentent, sans avoir à faire les frais d'une révolution.

Sitôt après notre entrevue avec Bernard Le Nail, en octobre 1988, nous prenons la décision, Yvonne et moi, de nous rendre à Redu. Nous voulons nous faire une opinion en allant voir sur place. D'emblée l'idée d'un village du livre nous plaît. Encore faut-il qu'elle soit réalisable et transposable chez nous, en Bretagne.

Nous y sommes allées à l'occasion des vacances de la Toussaint, notre nouvel an celtique, Samhain pour les initiés, en nous amusant de la coïncidence des dates. Peut-être étions-nous en train d'installer le rituel de l'anniversaire de notre implantation à Bécherel, sous le signe du renouveau. En effet, La crêperie avait ouvert ses portes à l'occasion du nouvel an celtique, quand le monde des vivants s'ouvre au monde des disparus, comme pour assurer de passage en passage et d'âge en âge, la pérennité des conquêtes humaines et en garantir le renouvellement constant.

A Redu, nous avons eu très froid, mais en contrepartie nous avons apprécié l'accueil chaleureux des Belges.

Redu est situé en pleine forêt ardennaise, terre de chasse et de trophées partout présents. Il nous a semblé qu'y était encore préservé un certain esprit courtois des chasseurs, peut-être en raison du fait que ce qui domine ici, c'est la chasse au sanglier, une bête qui sait se défendre. Il faut donc un peu de courage pour l'affronter.

Pour l'anecdote au service de la culture, par le biais de la connaissance des mythes, je ne résiste pas au plaisir de rappeler que dans le monde celtique ancien, le sanglier figurait le druide, celui qui enseignait aux élèves, baptisés marçassins pour l'occasion, les longues

litanies de la philosophie. Dans le «Barzaz Breizh», recueil des chants et récits populaires réalisé par Hersart de la Villemarqué près des petites gens de son temps et qu'il publie pour la première fois en 1839, le chant le plus ancien qu'on ait retrouvé date probablement du Vème siècle; il s'agit du «chant des séries» dans lequel un enfant interroge un druide pour qu'il lui apprenne «la série des nombres de un jusqu'à douze». Chaque nombre introduit un enseignement philosophique, correspondant à la mort en tout premier lieu, dite «la nécessité unique», à la vie, l'amour, la terre, les astres, les événements historiques etc..

Quoiqu'il en soit, nous qui aimons la lecture et les livres, avons passé là trois jours de rêve, allant d'une librairie à l'autre. Il y en avait une vingtaine. Nous sommes restées sur notre faim de n'avoir pu les visiter toutes. Mais, de librairies en bouquins, nous avons été ravies, au plein sens du mot.

Noël Anselot a essayé de nous mettre en garde contre les difficultés d'une implantation; il avait l'air de penser qu'un village du livre pour l'ensemble de la francophonie était suffisant. Il a dû se rendre compte depuis, que notre Bretagne est un peu trop loin des Ardennes belges pour faire de l'ombre à Redu.

Mais il avait et a toujours raison sur le fond. Plusieurs villages du livre concentrés dans un périmètre trop étroit risqueraient de favoriser une concurrence étouffante pour tous. Il est d'ailleurs relativement facile de trouver d'autres supports que le livre pour développer ce que nous appelons une «Entreprise culturelle», j'aurai l'occasion d'en reparler plus loin.

De retour à Bécherel après notre visite à Redu, la joie au cœur et le cœur au ventre, sûres de la pertinence de notre choix, nous nous mettons à l'ouvrage.

Plusieurs questions se posaient: comment convaincre des professionnels de venir s'installer à Bécherel, comment faire connaître un village à l'écart des voies principales de circulation, comment intéresser un tourisme culturel, de proximité, ou plus lointain, comment s'y prendre?

Noël Anselot avait été journaliste et il est bibliophile. Il nous a expliqué qu'à la première foire du livre qu'il a organisée avec l'aide de

sa municipalité, il a alerté tous ses collègues journalistes, des journaux comme de la télévision. Le roi des Belges est venu en personne inaugurer «Redu, Village du Livre».

L'événement médiatique ainsi programmé, était incontournable. Personne n'a pu l'ignorer et le succès ne pouvait que se trouver immédiatement au rendez-vous.

Plus de vingt ans auparavant, en 1961, Richard Booth avait tout simplement transformé la salle de cinéma de Hay-on-Wye en une immense librairie de livres anciens. Ce fut également considéré comme un événement susceptible d'attirer la curiosité du public.

Ici, à Bécherel, nous n'avions rien qui fut comparable. Il ne nous suffisait pas d'aimer les livres et la lecture pour lancer notre future «Cité du Livre»! Les journalistes et les médias, radios et chaînes de télévision, ne se dérangeraient que si nous organisions, nous aussi, un «événement» en guise de faire-part de naissance. Ce serait l'occasion de nous faire connaître et d'attirer l'attention du public.

Nous n'avions ni livres comme Richard Booth, ni amis journalistes comme Noël Anselot, nous n'avions que nos idées, et surtout un fort désir de réaliser notre projet.

Pour notre part, nous nous sentions de la force en suffisance pour ne pas céder sur l'essentiel, tout en préservant l'esprit qui avait animé notre groupe au départ. Nous voulions toujours «vivre autrement», de manière démocratique, sans patron, à égalité avec tous nos partenaires, dans un esprit de solidarité par rapport à une réussite du projet. J'aurai l'occasion d'en reparler au fil de mon récit.

En conséquence de toutes ces réflexions, nous avons décidé qu'un événement médiatique d'importance devait attirer l'attention d'un grand nombre de personnes intéressées. Nous avons donc décidé d'organiser une fête du livre, à grand renfort d'exposants libraires, d'animations culturelles, de débats, d'expositions, de présentations d'ouvrages et autres manifestations.

Nous voulions aller vite. En écho des rêves que nous avions faits, nous aurions eu du mal à supporter un an de plus le désert bécherellais. Cette première fête fut décidée pour le week-end de Pâques 1989.

Les adresses de bouquinistes, de libraires de livres anciens et d'occasion ont été rassemblées, ainsi que celles des libraires de livres actuels, neufs, des éditeurs et en particulier des éditeurs de petites maisons d'édition. En Bretagne elles sont très nombreuses et la plupart du temps très intéressantes.

Nous avons également invité quelques associations, l'une s'intéresse aux archives, une autre, celle des Multicollectionneurs bretons dont le président va plus ou moins sympathiser avec nous l'espace d'une saison et une association que nous apprécions : «Nature et progrès», en clin d'œil à nos sympathies écolo-dynamiques.

Puisque notre idée est au point, nous demandons une entrevue avec la municipalité. C'est le Maire qui nous reçoit, fort civilement. Il semble qu'il nous ait écoutées, qu'il nous ait approuvées et nous ressortons de l'entrevue avec de bonnes paroles et, pour tout bagage, en résumé, un : «Faites ce que vous voulez, mais ne me demandez pas d'argent».

Rien ne pouvait plus nous arrêter. Bécherel qui avait compté jusqu'à 1200 habitants dans les années 1950-1960, ne comprenait plus que cinq cents habitants à notre arrivée. La plupart s'étaient installés le long de la rue principale et dans un lotissement nouvellement aménagé, laissant libre plus de quatre-vingts pour cent du centre ancien occupé la plupart du temps par des personnes âgées.

Bécherel n'est pas une commune riche. Nous apprenons concrètement, car nous le savions sans avoir eu l'occasion d'en mesurer les effets, que les communes qui accueillent des entreprises sur leur territoire, récoltent des revenus par le biais de la taxe professionnelle et des impôts locaux.

Bécherel, avec ses cinquante-cinq hectares, ne risque pas d'en accueillir beaucoup. Il n'y en a qu'une un peu conséquente, «les Charcuteries de Brocéliande», dont les produits sont par ailleurs gustativement très appréciés, avis aux gourmets. Elle bénéficie du label : «Produit en Bretagne».

Chaque année, nous en entendrons parler dans plusieurs circonstances, et particulièrement à la petite cérémonie annuelle des «vœux du maire», où les administrés sont invités à écouter des discours avant

d'avoir droit à un apéritif accompagné de quelques amuse-gueules, appelés joliment «baliverneries» par Simone Morand.

On aurait pu penser que toute la gloire et la prospérité de Bécherel sont dus à la municipalité qui a su œuvrer pour obtenir l'installation des Charcuteries de Brocéliande sur le territoire de Bécherel. Nous y avons droit, répétitivement, de manière qui semblait d'abord attendrissante, et qui devenait les années suivantes, presque pathétique.

Je me suis souvent demandé si la seule réponse aux problèmes de développement n'aurait pas été un regroupement de Bécherel et des villages environnants; ils sont tous fort beaux, chargés d'histoire, et remarquables du point de vue architectural.

Un mien cousin, maire de Saint-Solen, petit village des Côtes d'Armor, tout près d'ici, avait participé à la mise en place du «Grand Lanvallay», dès les années 1960, à l'époque où les gens partaient faute de pouvoir trouver du travail sur place. Il avait ainsi rassemblé des forces vives pour faire face à la désertification. De Saint-Solen à Tressaint, tous les hameaux et petits villages se sont trouvés bien de pouvoir se regrouper avec Lanvallay.

Pourquoi rien n'avait-il été fait dans ce sens à Bécherel, avec les communes environnantes? Je ne sais pas.

Par contre il existait un syndicat des communes qui permettait d'étaler quelques frais, et des revenus sur un ensemble plus étendu, pour une meilleure prospérité. C'est d'ailleurs un reliquat de vingt mille francs dans les tiroirs du syndicat du pays de Montfort, que le maire de Bécherel obtiendra pour participer à l'organisation de notre deuxième fête du livre en 1990. Nous en avions alors bien besoin. En remerciement, nous espérons qu'ils pourront bénéficier des effets induits par la prospérité de la «Cité du Livre».

Le temps sera venu, dix ans plus tard, d'y parvenir par le biais d'un développement élargi à la communauté des communes, qui s'était enfin mise en place en 1994.

Pour notre première fête du livre, à Pâques 1989, nous n'avons eu droit à aucune subvention, mis à part dix mille francs octroyés par la DRAC (Direction régionale des Affaires Culturelles). La DRAC a

toujours été intéressée par notre projet et nous a accordé chaque année une aide qui, même très modeste, a permis de nous organiser. Ils lisent attentivement nos dossiers et nous pouvons travailler avec eux en bonne intelligence.

Pour l'ensemble des frais que nous engageons dans le domaine de la communication, avec affiches informatives, dépliants, frais postaux, assurances et frais divers, nous avons demandé et c'est la même chose encore aujourd'hui, aux exposants, bouquinistes, libraires, éditeurs, et parfois aux associations qui le peuvent, de payer un droit de place selon la coutume en pareille circonstance.

De cette manière, nous séparions un budget purement commercial de communication, d'un budget réservé aux manifestations culturelles susceptibles d'être subventionnées.

Durant ces premières années, nous fabriquions nous-mêmes des dépliants avec le programme de la fête, à partir de nos très faibles moyens techniques. Ce n'étaient pas des œuvres d'art, ni ces documents dont on s'aperçoit au premier coup d'œil qu'ils sont l'œuvre de professionnels.

Bien entendu, cela ne plaisait pas à tout le monde et nous avons bien failli éprouver un sentiment de honte, à l'écoute de quelques critiques de «professionnels» mal intentionnés. Les conseillers n'étant pas les payeurs, suivant la formule consacrée, nous n'avons pas pu engager des frais que nous aurions été incapables de payer, y compris sur nos fonds privés, en cas de besoin.

Il faut dire que notre matériel, très succinct, acheté d'occasion ou emprunté, nous abandonnait sans vergogne au beau milieu de tout. La photocopieuse, antédiluvienne, fabriquait des éventails plissés, parfois déchiquetés, dès qu'un peu d'humidité la dérangeait, rendant nos dépliants inutilisables. Il fallait courir à Rennes ou à Dinan pour finir le travail dans des boutiques de reprographie.

Nous n'avons pas calculé le temps et l'énergie nécessaires au bon déroulement des opérations. Nos visiteurs, eux, ne se sont pas plaints, ravis de ce qui leur était proposé. Leur satisfaction était la juste récompense de nos tracas ou gros soucis et de notre travail acharné. Rétrospectivement, je reste étonnée de la somme des efforts déployés.

Nous avons délibérément fait beaucoup de bruit autour de cette

première fête du livre, au grand dam de certains qui prenaient peur ou ombrage de notre dynamisme.

Enfin, l'événement ainsi programmé a attiré l'intérêt du public. Les quotidiens locaux et régionaux: Ouest-France, Le Télégramme, les hebdomadaires et les mensuels comme Armor-Magazine, les radios, radio-Armorique et la télévision avec FR3 Bretagne ont largement diffusé notre information; ils ont ainsi contribué au large succès de cette première fête du livre.

Je voudrais signaler que les journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision, qui se sont intéressés à notre projet durant toutes ces années, ont été d'un concours très précieux. Ils ont joué un rôle de premier plan dans notre réussite. Ils leur suffisait, en somme, de diffuser les informations au sujet des manifestations prévues pour que les visiteurs affluent. Les médias sont la voie par laquelle notre succès a pu arriver. Nous avons ainsi gagné énormément de temps, autant le proclamer! Les occasions constructives d'accélérer des réussites sont trop rares pour être passées sous silence.

Je rêve parfois de remercier les journalistes qui ont contribué à nous faire connaître, en les rassemblant pour une grande fête comme on sait en faire chez nous. Je guette une occasion...

Par la suite, les libraires n'avaient plus qu'à travailler pour améliorer leurs stocks et fidéliser une clientèle.

Notre association pourrait, pour sa part, développer des activités culturelles susceptibles d'intéresser les populations du pays et les voisins proches. Le temps n'était pas encore venu de les organiser.

Après la réussite de notre première fête du livre, l'heure était à l'euphorie. Nous avons organisé des manifestations culturelles durant toutes les périodes de congé et à l'occasion des jours fériés. De Pâques à l'été, il y en a un certain nombre!

La librairie «Dazont», celle que Catherine avait ouverte, commençait à prendre forme. On y trouvait, et on y trouve toujours, des livres neufs, des livres d'occasion, sur la Bretagne et les pays celtiques, en langue bretonne, en langue galloise bien que le nombre en soit limité faute de production, et bien entendu en langue française. Elle ira se développant et s'étoffant au fil des années, en diversifiant ses stocks

avec un choix de très bonnes musiques celtiques, de l'artisanat d'art, des jeux de société en langue bretonne, française ou bilingue, des bandes dessinées, des cartes postales...

Chez Erwan et Yvonne, la brocante se laissait envahir par les livres anciens et d'occasion. La librairie «Gwrizienn» prenait naissance, en tant que librairie généraliste comprenant un rayon important sur la Bretagne.

Dazont (l'Avenir), Gwrizienn (la Racine), comment dire mieux et de façon plus explicite?

Annaïg venait plus souvent qu'à son tour, aider sa sœur et sa belle-sœur, pendant qu'Erwan déménageait sa chère brocante, un peu plus loin à Gévezé. Ses années bécherellaises, étirées depuis l'année 1981, l'avaient rendu sceptique sur le possible développement de la petite cité. Il regardait notre entreprise d'un œil plus ou moins goguenard. Il n'avait pas encore le recul nécessaire vis à vis de ses sœurs et de sa mère, pour penser investir l'idée qu'elles mettaient en place.

Annaïg allait donner beaucoup de son temps à la «Cité du Livre», au détriment de ses études. Elle se serait bien laissée tenter par l'aventure, mais après les premières années, nécessaires à la mise en place, elle est revenue à sa première idée. Elle n'avait d'ailleurs jamais quitté complètement la faculté de médecine; par contre il lui a fallu, pendant trois ans, consacrer deux fois plus de temps, qu'il n'en fallait habituellement, pour obtenir le nombre d'exams nécessaires.

Durant ce premier été 1989, Savenn Douar, notre association, a emprunté un magasin à des propriétaires devenant ainsi nos mécènes, Monsieur et Madame Le Marchand, éditeurs établis à Paris, pour y installer une librairie: la Blaterie. Un bouquiniste de Dol-de-Bretagne qui liquidait son fonds de commerce nous a fourni, à petit prix, le premier stock dont nous avions besoin. La valeur marchande était modeste, mais j'y ai parfois trouvé mon bonheur avec des titres intéressants.

Nous avons choisi de l'appeler: «La Blaterie» parce que c'était l'ancien nom de la place où elle se trouve. Blaterie est un vieux mot pour désigner les opérations de battage du blé, très actives autrefois.

Dans cette librairie, cinq personnes vont apprendre, sur le tas, le métier de libraire. Notre objectif est d'offrir un lieu à des débutants qui

peuvent là mesurer les difficultés de la profession. Sans formation nous-mêmes, nous avons fait appel en 1990, à l'UFCV-CRFA qui lance un programme de formation professionnelle aux métiers du livre en se servant de notre librairie comme support. L'UFCV (Union Française des Centres de Vacances) met en place un prolongement de son association, le CRFA (Centre Régional de Formation pour Adultes sans qualification). Sur les vingt-six stagiaires, six sont originaires du canton de Bécherel et parmi eux, deux jeunes femmes vont devenir libraires; à ce jour elles exercent leur métier dans une librairie de Rennes, «La Courte Echelle», spécialisée dans le livre pour jeunes et pour enfants. «La Courte Echelle» participe, par ailleurs et régulièrement, à nos manifestations festives, particulièrement aux fêtes du livre, chaque année à Pâques.

Deux autres personnes ont fait leurs premiers pas de libraires à la «Blaterie» et tiennent aujourd'hui des librairies intéressantes et très bien approvisionnées. Il s'agit de la librairie de la Porte Bertault et du chef des ventes de la librairie Saphir. Depuis longtemps, ils étaient amateurs de livres, de lecture, et l'un d'eux avait fait des recherches sur l'histoire locale et l'auto-édition.

Durant l'année 1989, des bouquinistes venaient de loin pour proposer leurs trouvailles aux visiteurs de la «Cité du Livre». De Brest ou du Havre, de Rouen, de Paris et d'ailleurs, ils confiaient leurs magasins respectifs à leurs proches et venaient ponctuellement grossir les rangs lors de nos manifestations et durant l'été.

En 1989, la saison estivale a été particulièrement ensoleillée et agréable. La notoriété de Bécherel était encore à venir et les librairies ne présentaient pas encore un grand intérêt pour les bibliophiles et les grands amateurs. Seules les petites familles et les amoureux des livres, de la littérature, des bandes dessinées, des livres de vulgarisation, sur des thèmes tels: la cuisine, le jardin, les voyages et autres généralités, venaient volontiers, et parfois au retour de la plage.

D'ailleurs cet été-là, la plage a été notre plus rude concurrent. Bécherel s'animait un peu dans la soirée et surtout durant les fins de semaine.

Libraires, bouquinistes, nous nous retrouvions souvent pour faire la fête, chanter, danser et partager quelques repas mémorables.

J'espérais que tous les acteurs de la «Cité du Livre» pourraient travailler ensemble, et d'un commun accord, participer à la réussite de notre projet pour qu'il devienne aussi le leur. Mon propos était d'évoquer la nécessité d'élaborer ensemble et solidairement une charte de fonctionnement, librement consentie, qui devrait consolider notre entreprise. Ce souhait n'a jamais pu être réalisé.

Chapitre 13

«Vous risquez d'être déçu si vous échouez, mais vous êtes voués à l'échec si vous n'essayez pas». (Beverly Sills - cantatrice américaine)

INSTALLATION DES PREMIERES LIBRAIRIES ENTRE AUTONOMIE ET SOLIDARITE : L'ENTREPRISE CULTURELLE EN MILIEU RURAL

Quatre librairies étaient donc installées, à demeure, dès cette première année 1989. Il s'agissait de la librairie de Catherine, «Dazont», dans les locaux de l'ancienne saboterie, celle qui se trouvait dans les locaux de Yvonne et Erwan, «Gwrizienn», celle de Savenn Douar, «la Blaterie», et la librairie du «Pied de l'Eglise», aujourd'hui disparue.

Une relieuse d'art, originaire de Brest, était arrivée, séduite par une vieille maison dont la partie la plus ancienne datait du XVIIème siècle, restaurée et aménagée d'âge en âge jusqu'au XIXème, pour devenir un atelier : «Relier pour relire».

Quatre autres libraires assuraient des sortes de vacances dans des locaux prêtés ou loués ponctuellement. Leur assiduité a sans doute participé à la consistance du projet, vis à vis du public.

Deux ou trois autres libraires sont venus, moins régulièrement, et sont restés moins longtemps.

Ces bouquinistes intermittents apportaient leurs stocks et les remportaient après chaque manifestation ou période de vacances. Nous nous demandions s'ils pourraient envisager de s'installer à demeure parmi nous.

A la fin de l'été 1989, nous avons organisé une réunion de travail sous l'égide de Savenn Douar. Il fallait prendre de nouvelles dispositions pour préparer l'avenir.

Cependant, les débats s'étaient mal engagés. Un des libraires, installé par ailleurs à Paris, a pris la parole au début des échanges pour essayer de dissuader ses collègues. C'était, à ses yeux, trop risqué. «La Cité du Livre est morte» avait-il proclamé! Il avait d'ailleurs plutôt l'air content de lui et de sa déclaration.

C'était la première fois que nous devions faire face à une hostilité publique ouverte. D'autres avaient émis des craintes en aparté, bien normales. Celui-là, fanfaron, voulait nous entraîner tous dans son refus. Là où il ne serait pas, nul ne pourrait aller. Le regard qu'il m'avait jeté, en même temps qu'il envoyait sa condamnation, en disait long sur ses intentions destructrices. Pour faire bonne mesure, il semblait curieux des effets qu'il produisait. Il n'avait rien à perdre.

Cette première échauffourée me faisait craindre une lutte pour le pouvoir. J'ai nettement senti que cet homme ne voulait pas laisser la direction des opérations à la femme que je suis. Des moments comme celui-là peuvent être déterminants dans la réussite d'un projet. Il fallait une réponse appropriée en même temps que tranquille. J'ai donc répété la phrase: «La Cité du Livre est morte», puis j'ai donné la parole à un autre libraire qui la réclamait, et qui avait, heureusement, des idées différentes sur le sujet. Nous avons alors pu exprimer nos réserves et nos espoirs; et nous avons pris la décision de poursuivre l'expérience.

Il nous fallait de manière impérative continuer à organiser des animations pour avoir des chances d'intéresser des amateurs de livres et de lecture. Faire connaître la «Cité du Livre» serait la tâche la plus importante durant les années à venir, et le plus vite serait le mieux.

Je pouvais déjà mesurer que les relations seraient difficiles avec certains libraires. Elles s'avéraient dès le départ très différentes de ce qu'elles avaient été dans notre groupe d'amis, quand il s'était agi d'imaginer des activités qui permettraient de «Vivre et travailler au pays» ou encore de «Vivre autrement en Bretagne». Il n'était pas question d'essayer de plaquer le même modèle avec des personnes nouvelles qui n'avaient pas l'habitude de partager des idées et des réflexions, en tout cas pas avec nous.

Je souhaitais simplement qu'ils prennent la mesure de la situation pour se déterminer par rapport à un projet qui devait devenir l'affaire de tous, les libraires, les bécherellais et les instances publiques.

Nous avions à œuvrer tous ensemble, et en bonne intelligence, à la mise en place de la toute première «Cité du Livre» en France, dans le respect les uns des autres, chacun pouvant choisir sa position, à la marge ou en s'impliquant.

Par la suite, deux libraires installés l'un au Havre, l'autre à Brest, se sont risqués à louer un local à l'année. Ils y venaient durant les périodes de vacances et de congés scolaires, le premier employant une vendeuse le reste du temps, le second partageant le travail avec sa femme pour assurer l'ouverture de leurs librairies respectives.

Durant les trois ou quatre années qui ont suivi, nous avons constaté que les libraires qui avaient pignon sur rue en d'autres lieux, à Brest, Paris, le Havre, Rouen ou Bordeaux, ne nous ont pas rejoints pour s'installer à demeure à Bécherel. Ils ont continué à venir pour participer à des manifestations ponctuelles jusqu'en 1994, deux parmi eux jusqu'en 1997. J'espère qu'ils y ont fait de bonnes affaires, qu'ils ont de bons souvenirs de notre association fondatrice et de Bécherel, en dépit de leurs réserves, parfois de leurs critiques.

Il est évidemment difficile de lâcher la proie pour l'ombre. Il était facile de comprendre que nous ne pourrions pas compter sur eux pour mettre en place de nouvelles librairies. Ce n'est qu'en 1991 puis en 1995 que nous verrons s'installer deux professionnels qui ouvriront une succursale de leurs établissements respectifs.

Les libraires qui vont s'implanter, dès les premiers temps, à Bécherel, sont des débutants, créateurs de leurs emplois, ou des personnes en passe de devenir libraires en changeant de métier. Tous se forment à partir de ce qui les intéresse, voire de leur passion pour la lecture.

Catherine, au sortir de la fac, a le bagage intellectuel nécessaire pour mettre en place sa librairie spécialisée en livres neufs et d'occasion, une autre en livres anciens, sur la Bretagne et les pays celtiques ainsi que des livres anciens de littérature générale, celle-ci tenue par des bonnes volontés familiales ou amicales.

Entre Dazont et Gwrizienn, mes enfants investissent l'espace et le temps de leur aventure. Je ne suis pas mécontente, c'est le moins que j'en puisse dire. En ces temps troublés, où le chômage accentue et perpétue ses méfaits, je me réjouis de savoir mes enfants sur des rails professionnels qui les intéressent.

Je pense aussi à mes petits enfants: Olivier, Claire et Maïwenn qui vont forcément s'imprégner de nos progressions pour s'en nourrir

et éventuellement y participer au fur et à mesure de leur avancée en âge, si le cœur leur en dit.

Dans la «Cité du Livre», certains futurs libraires commencent parfois avec quelques caisses de bouquins posées à même le trottoir. Il ne s'agit pas pour autant de «drouille» et de mauvaise marchandise.

En terme de métier, la drouille est faite, entre autres choses, de livres de peu de prix et de peu d'intérêt. Même dans les cageots et divers cartons, les livres sont fréquemment des livres intéressants, tant côté documentation que côté littérature.

Cette manière d'entreprendre d'un nouveau genre, lancée à Bécherel, réinvente la manière de faire des bouquinistes. Cette fois ils ne sont pas établis sur les quais de la Seine à Paris, mais sous la tour du donjon d'Alain de Dinan ou sur la place des anciennes halles, à Bécherel.

Je les félicite et je les encourage. Il n'y a pas de raison qu'avec de la persévérance et du travail nous n'y arrivions pas tous ensemble.

Au cas où ils voudraient s'installer, nous leur fournissons un dossier complet sur les projets de l'entreprise culturelle que nous mettons en place à Bécherel. Ceci pour qu'ils puissent appuyer leurs demandes d'emprunts bancaires éventuels à l'aide d'arguments circonstanciés.

Je sais, d'expérience, ce qui peut étayer un dossier. Je m'étonne d'ailleurs d'avoir été accueillie très fraîchement par une des personnes concernées dont l'attitude est restée à notre égard plus que méfiante. J'en suis encore à me demander pourquoi.

Il y a aussi les petits malins, un peu plus à l'aise financièrement, qui pressentent la bonne fortune. Ce sera pour nous un signe, malgré tout encourageant, quand nous les verrons investir dans l'immobilier du centre ancien. Quoi qu'il en soit, les maisons qu'attendent de vendre leurs propriétaires, ne sont pas chères, parce que les réparations urgentes et les rénovations qu'elles nécessitent sont conséquentes et parce que personne, depuis bien longtemps, n'a voulu en acquérir. Certaines étaient libres à la vente depuis vingt ou trente ans.

A partir de 1990, de grandes maisons à deux niveaux, plus cave et grenier, de quatre-vingts à cent mètres carrés par niveau sont vendues, suivant leur état, de 85 000 à 200 000 Francs, ce qui est leur juste valeur marchande.

Si les prix avaient été plus importants, il n'y aurait simplement pas eu de «Cité du Livre». Des projets comme le nôtre, mis en place sans grands moyens financiers, à partir des seules possibilités individuelles des uns et des autres, ne peuvent voir le jour et réussir qu'en raison de la rencontre d'un certain nombre de conditions favorables, surtout au niveau de l'immobilier.

Tout a démarré, pour nous, avec de très petits moyens, presque dans la pauvreté pour certains. C'est sans doute la marque de l'époque qui met hors jeu tous ceux qui deviennent inutiles par rapport à la sacro-sainte productivité et à l'obligation de faire «du chiffre» et des bénéfices.

Nos moyens étaient modestes et nos efforts étaient à ce moment-là disproportionnés quant aux résultats des premiers mois d'activité, mais nous espérions fermement faire plus et mieux.

Nous nous donnions dix ans pour lancer notre projet, sachant que le rythme de croissance de toute entreprise doit se renouveler tous les dix ans pour ne pas régresser.

Nous ne nous étions pas trompés. Voilà qu'en cette année 1999, dix ans s'étant écoulés, un audit est demandé par les instances publiques locales pour donner un nouvel élan à l'entreprise que nous avons mise en place et gardée sur ses rails, non sans mal et à travers bien des difficultés.

En cette fin d'année 1989, il y a donc à Bécherel, quatre librairies installées à demeure. Seule «Le Pied de l'Eglise», n'est pas tenue par un membre de Savenn Douar.

Heureusement, les libraires intermittents qui se joignent à nous prennent leurs habitudes et nous aident à meubler notre «Cité du Livre».

Comment faire pour attirer des visiteurs intéressés toujours plus nombreux?

Comment faire pour encourager l'installation de nouveaux libraires dans nos murs?

Le désert du centre ancien bécherellais ne va pas d'un seul coup reculer, sans que nous n'ayons encore de longues périodes creuses à subir.

Les libraires professionnels qui se joignaient à nous, ponctuellement, alimentaient l'inquiétude de celui qui avait choisi de s'installer en notre compagnie. Ils se plaignaient souvent du manque de fréquentation et du manque à gagner inhérent à cette situation. Ils propageaient le doute dans nos esprits, en parlant de notre manque de professionnalisme.

Comme ils continuaient, malgré tout, à venir, il devenait peu à peu évident qu'ils y trouvaient plus d'intérêt qu'ils ne voulaient le dire.

Parmi eux, certains bouquinistes, des «vrais professionnels» habitués des hauts lieux parisiens du commerce du livre ancien et d'occasion (les hauts lieux sont toujours parisiens) n'ont pas manqué de critiquer sévèrement notre entreprise près de leurs collègues et de leurs clients. Je ne sais pas dans quelle exacte mesure cela a été nuisible. Nous étions alors des débutants fragiles et nous avons souffert de ces attaques. Il fallait tenir bon la barre durant ces toutes premières tempêtes. Nous savions que les coups durs se démultiplient chaque fois qu'une entreprise novatrice se met en place. Tout le monde le sait bien, mais le vivre est une autre affaire. J'en reparlerai plus loin pour alerter les associations qui, comme la nôtre essaient de mettre en place des projets novateurs, inhabituels.

Penser notre action et accomplir des tâches toujours plus accaparantes, dans les librairies et à la crêperie, surchargeaient notre travail. L'organisation des animations, les relations avec les libraires, la communication avec les journaux et avec tous les «médias»: télé, radios, quotidiens, hebdomadaires, mensuels, magazines, prenaient beaucoup de temps. Nous étions aussi et surtout soucieuses de nos bonnes relations avec la municipalité, point essentiel de notre implantation, notre civisme ne devant pas être mis en doute.

Parfois, j'aurais aimé avoir le loisir de prendre du champ pour me sortir de ce bouillonnement d'activités et ainsi avoir plus de temps à consacrer à une réflexion utile au sujet de la démarche que nous avions lancée. Je n'y réussissais que partiellement, tout en sauvegardant farouchement les espaces nécessaires à mon activité professionnelle personnelle.

Catherine, Yvonne, Annaïg, parfois Brigitte, se retrouvaient souvent chez moi, au moins une fois par semaine, plus souvent durant

les moments forts. Il s'agissait de vider le trop plein de nos inquiétudes et d'évacuer les émotions trop envahissantes. Après ces épisodes, nous avions l'esprit plus libre pour élaborer nos réactions et parfaire nos projets.

Je viens de retrouver un travail datant de 1990, dans lequel nous préconisons tout un développement de la «Cité du Livre», avec des activités connexes élargies à tout le canton. Cet épais dossier, subdivisé en chapitres, intitulé «Une Entreprise Culturelle en Milieu Rural» comprend tout un planning de travail avec une présentation de Bécherel, des communes environnantes, de Savenn Douar: fonctionnement, statuts, charte d'utilisation de sa propriété commerciale déposée à l'Institut National de la Propriété Industrielle et Commerciale, ses réalisations, ses projets de développement, un plan de communication.

A ce jour, les projets sont encore à faire avancer ou à reprendre, tels des stages, des rencontres transnationales de la francophonie autour du livre, des métiers du livre, un espace livres/enfants/parents, un musée de la presse, une maison des écrivains, un conservatoire de la chronique et du journal intime.

Dans un autre ordre d'idée, nous préconisons la reprise des foires et marchés d'antan, remis au goût du jour, et la mise en place d'un Conservatoire des Arts Culinaires de Bretagne qui va donner lieu à diverses péripéties. J'en reparlerai comme d'un projet révélateur de ce qui se passe à notre époque, entre une association porteuse d'un projet et un incontournable partenariat avec des élus.

Les trois pôles sur lesquels nous nous sommes appuyés sont: la «Cité du Livre» avec ses libraires, notre association, fondatrice, et la municipalité représentant Bécherel et ses habitants. Bécherel, «Petite Cité de Caractère de Bretagne» grâce à son centre ancien, était et reste l'écrin idéal pour installer une «Cité du Livre».

Pour mettre en place nos projets à partir de la «Cité du Livre» nous préparons alors un dossier très circonstancié, encore un, qui va servir de base à des demandes de subventions. Et nous en élaborons un autre pour la communication auprès des médias.

La communication nécessite de pouvoir trouver les concepts les plus «parlants» et les plus évocateurs sans rien trahir de l'objet com-

munié ni le flatter abusivement. L'année précédant notre installation à Bécherel, nous avons longuement cherché comment définir et nommer notre projet; au cours d'une rencontre avec notre habituel groupe d'amis, entre poire et fromage d'un «friko» festif dont nous étions coutumiers l'un d'entre nous avait résumé en trois mots le résultat de notre «brain storming».

Les idées, quand elles sont créatives, qu'elles échappent à la pulsion du parler-pour-parler, servent à l'ancrage de leurs réalisations. A cette heure nous évoquions encore et toujours notre volonté de «vivre autrement», de vouloir répondre aux problèmes de notre temps concernant la désertification des zones rurales, le chômage et particulièrement le chômage des jeunes. A terme, nous craignons que la violence n'arrive jusqu'à nous en Bretagne, pour s'ajouter à nos déjà grandes difficultés existentielles, dues à nos problèmes de déperditions culturelles: histoire, langue et identité.

En conséquence, nous voulions mettre en place une dynamique qui permettrait le déploiement d'activités professionnelles, commerciales et économiques autant que culturelles; dans cet énoncé, chaque mot compte; je les répète volontiers dans ce récit.

C'est alors qu'après un moment, de ceux dont on dit qu'un ange passe, l'un de nous, évoqué plus haut, a dit au milieu du silence: Il faut appeler cela: «une Entreprise Culturelle».

Ce sera une entreprise sans patron, au sens traditionnel du mot, puisque personne n'en financera l'ensemble et que chacun sera maître chez soi; mais une entreprise tout de même puisque les activités qui la constitueront seront des activités professionnelles, économiques et commerciales.

Nous serons installés de manière indépendante les uns des autres mais dans un même périmètre, regroupés autour d'activités que nous choisirons à partir du lieu et des compétences de chacun. Cet état de fait créera l'entreprise dans son ensemble, dans son entier.

Cette première idée que nous avons d'une entreprise devant englober la culture, constituait le socle des choix professionnels que nous ferions. C'est tout naturellement que la «Cité du Livre» est venue prendre sa place dans cette idée là. Chaque libraire, relieur, calli-

graphe, galeriste, y est complètement autonome.

L'unité de l'entreprise, sa cohérence tiennent au fait que les activités de chaque professionnel se déclinent et s'articulent autour d'un même objet: le livre.

Cette entreprise est culturelle à plusieurs titres; au titre du livre, à l'évidence et en tout premier lieu. Pour sourire je dirai qu'elle est culturelle au titre du titre du livre.

Elle est culturelle aussi du fait qu'elle est, qu'on le veuille ou non, qu'on veuille l'ignorer ou le savoir, génératrice d'un comportement humain par excellence: la solidarité.

A l'évidence, ce que fait l'un ou l'autre des libraires pour ou contre la «Cité du Livre» bénéficie ou nuit à l'ensemble. Par exemple dénigrer la marque: «Bécherel, Cité du livre» déposée par nos soins à l'INPI ou vouloir vendre des produits en son nom, sans en référer au comité de la marque, sont deux choses incompatibles d'un point de vue éthique. La solidarité est donc un état de fait pré-existant à l'implantation de chacun.

D'une manière beaucoup plus générale, la solidarité est incontournable. Ultimement, c'est une question de vie et de mort. Personne ne peut y échapper. Personne ne peut vivre hors de l'éco-système qui nous régit. L'air que nous respirons dépend lui-même de l'activité humaine. Ceci est le socle symbolique articulé à une réalité que nous devons prendre en charge consciemment, par tout un chacun et tous ensemble, au plus près de soi comme au plus lointain.

L'Entreprise culturelle, à ce titre, va nous y aider sans pour autant rien imposer. La liberté individuelle passe par le choix que fait chacun d'orienter sa vie à partir des données incontournables de la condition humaine. La diversification et la déclinaison des multitudes foisonnantes de manières individuelles de faire et de vivre, ne doivent jamais noyer dans l'indistinction les questions de vie et de mort qu'il nous faut gérer aux moindres frais de nos fragilités biologiques. A cet égard nous devons tout à nos acquis culturels millénaires; il s'agit de les cultiver soigneusement. Les progrès à réaliser s'y enracineront.

La solidarité s'exprime également au titre de la notoriété de la «Cité du Livre» qui va dépendre essentiellement de la qualité des

librairies. Nous ne redirons jamais assez que c'est la clientèle qui nous fait vivre. C'est de la dynamique entre l'intérêt des uns, les visiteurs devenant clients, et le travail des autres, les libraires soucieux de qualité, que se joue le sort de la «Cité du Livre».

D'autre part, c'est du travail de réflexion mené en commun entre professionnels qu'on peut imaginer quelles manifestations, quelles animations, quelle qualité de communication, quels choix médiatiques conviennent à l'ensemble. Il faut savoir, par exemple, que l'esprit-kermesse, très sympathique en soi, n'est pas de nature à promouvoir les activités d'une «Cité du Livre», même s'il est porteur d'une approche conviviale agréable.

Les deux pôles de notre entreprise culturelle sont donc l'autonomie de chacun au cœur d'un ensemble solidaire. La solidarité permet l'entraide. L'autonomie favorise la responsabilité.

En dépit de nos bonnes dispositions, de notre travail acharné, nous n'avons pas encore surmonté tous les obstacles qu'il nous faudrait franchir.

Notre pari est-il vraiment gagné au jour où j'écris? Chaque librairie est autonome. L'ensemble fonctionne très bien du côté de la qualité des librairies.

La réussite des animations et des fêtes du livre, dont je parlerai en détail, sont mesurables au taux de fréquentation du public et des fluctuations du chiffre d'affaires que certains libraires acceptent de m'indiquer, au moins en ce qui concerne les progressions, stagnations ou les reculs. Je sais par exemple que la progression en ce qui concerne les chiffres d'affaires réalisés à l'occasion des fêtes du livre, chaque année, a été continue, à l'exception de 1994, 1995 et 1997. Le chiffre d'affaire annuel a malgré tout été en progression constante, de manière plus ou moins nette, et heureusement puisque nous partions de rien.

Pour ce qui concerne la solidarité, c'est une autre histoire. Il est utile d'y consacrer une réflexion, dans le but de nous aider tous à y comprendre quelque chose et à essayer d'être utile à ceux qui voudraient s'inspirer de notre expérience. L'installation de notre entreprise culturelle dans l'espace d'une très petite ville située dans un milieu rural, induit automatiquement la solidarité de ceux qui s'instal-

lent pour partager le développement du projet.

Les difficultés vont naître de la contradiction entre le côté individualiste de commerçants qui se concurrencent, auquel n'échappe pas les libraires, et la nécessité de devoir s'organiser ensemble. Ces difficultés se manifesteront dans les domaines très précis de l'estimation du nombre des librairies et bouquineries utiles à l'entreprise dans son ensemble, de la communication, de la notoriété à conquérir et des efforts à faire pour prévoir le développement du lieu dans une convivialité avec les habitants, installés sur place parfois depuis plusieurs générations.

Compte-tenu des pressions administratives, le partenariat avec la municipalité allait s'avérer encore plus incontournable que ce que nous avions prévu. La fonction municipale telle qu'elle est conçue en France, est le pivot des décisions, des autorisations, des subventions octroyées ou refusées. Elle est elle-même soumise au pouvoir d'Etat représenté par la préfecture. Nous n'y échapperons pas.

La solidarité devrait également pouvoir se manifester dans la démarche de préserver l'entreprise et sa singularité, contre l'implantation inconsidérée du même modèle dans des sites trop rapprochés les uns des autres. La concurrence aussi doit être organisée si on veut que tout le monde vive. Il ne faut pas implanter un village du livre à moins de cinq à sept cents kilomètres de distance d'un autre pour que chacun puisse se développer sans trop de difficultés.

Il serait, de plus, bien utile que chaque village du livre puisse se diversifier à partir de thèmes variés choisis pour leur originalité, qui vers la fabrication du papier, et pourquoi pas les papiers peints, qui vers l'imprimerie et ses évolutions avec ordinateur et PAO (publication assistée par ordinateur), et bien d'autres choses.

D'autre part, le modèle peut être utilisé en plusieurs domaines. Différents objets de culture sont commercialisables et peuvent servir de support à l'organisation de n'importe quelle entreprise culturelle.

Si l'ambition peut rester, pour tous, de vivre autrement, l'objet choisi qui devra servir de «tremplin» à ses entrepreneurs, à ses artistes et artisans d'art, à ses fabricants et ses vendeurs, devra porter la marque culturelle passée, présente et en devenir, pour satisfaire les

objectifs d'une «entreprise culturelle» au milieu des populations déjà implantées, précieuses pour leur connaissance du passé du lieu, et pour leurs manières de vivre, celles qui témoignent jusqu'à leur insu de la culture dont ils sont porteurs.

L'objet choisi sera le dénominateur commun de toutes les activités à mettre en place. Il devra devenir le support d'un état d'esprit capable d'instaurer un réseau de liens ténus et légers, autant que solides et durables, tant par rapport aux différents partenaires que par rapport au lieu d'implantation. Ces liens seront construits au fur et à mesure du développement de l'entreprise, indépendamment des arrivées ou des départs des professionnels qui restent libres de leurs mouvements; il suffit que les fondateurs assurent une permanence durant le temps nécessaire à l'enracinement de l'objet dans le lieu.

L'idée force est de renouer les fils de la créativité et de la culture avec la production et la rentabilité pour pouvoir en vivre.

Nous espérons pouvoir faire part de toutes ces idées à ceux de nos partenaires bécherellais qui s'y intéresseraient, ainsi qu'aux libraires nouveaux venus; nous souhaitons nous en expliquer, et les informer de nos intentions et de nos choix, voire de les aménager. Nous pouvons condenser dans un schéma simplifié les principes à partir desquels nous avons mis en place notre projet :

«BÉCHEREL, CITÉ DU LIVRE»®
ENTREPRISE CULTURELLE EN MILIEU RURAL

SOLIDARITÉ AUTONOMIE
= =
ENTRAIDE RESPONSABILITÉ

CRÉATIVITÉ
POUR VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS

MANIFESTATIONS CULTURELLES
POUR
MÉDIATISATION et COMMUNICATION

ANIMATIONS CULTURELLES
POUR RÉPONDRE AUX DEMANDES CULTURELLES

QUALITÉ DES LIBRAIRIES
=
FIDÉLISATION D'UNE CLIENTÈLE

Chapitre 14

*«Sur l'autre versant de la page
«La harpe a surgi de la mer
«Et la musique vient
«D'accoster. (Angèle Vannier)*

LES FETES DU LIVRE, A PÂQUES CHAQUE ANNEE

Elles ont été conçues et mises en place pour lancer, chaque année la saison touristique, culturelle et commerciale. Jusqu'en 1993, Savenn Douar a assuré l'organisation des fêtes du livre. Nous avons essayé d'en partager l'élaboration et la préparation avec les libraires intéressés, et ceux qui l'auraient souhaité sans qu'ils soient obligés d'adhérer à l'association fondatrice.

Les premières échauffourées avec certains libraires nous avaient rendues prudentes et nous étions inquiètes quand à la possibilité de nous expliquer. Nous désirions simplement partager le travail de mise en place du projet de «Bécherel, Cité du Livre», pour qu'il devienne l'affaire de tous ceux qui s'y impliqueraient, libraires et Bécherellais.

Quelques jeunes ont ponctuellement répondu à notre appel, par un travail bénévole ou en acceptant de nous seconder dans nos diverses activités; dès le départ quelques familles ont régulièrement soutenu le projet, dans la mesure de leur disponibilité.

En 1990 nous étions encore imprégnés du sentiment de fierté dû au succès de la fête de l'année précédente. Quatre librairies fonctionnaient à temps plein et d'autres étaient en voie d'installation. La seconde fête du Livre s'est déroulée sans grande difficulté, malgré l'importance du travail à assurer.

Nous avons invité des écrivains et les avons réunis en tables rondes pour débattre, entre eux et avec le public, de quatre thèmes différents: l'art de la communication, l'air du temps (santé et environnement), «Bretagne est Univers» (poésie et philosophie) et la convention des droits de l'enfant. Un conférencier introduisait chaque fois les

débats. Le public pouvait aller et venir au gré de son intérêt. Chaque table ronde devait durer une heure et demie au plus, et se dérouler alternativement, une par demi journée.

En 1990, les chaînes de télévision Antenne 2 et FR3, la station de radio Europe-1, avaient lancé une opération de sensibilisation à la sécurité routière. Ils avaient choisi la «Cité du Livre» comme un des lieux de reportage de leur émission. C'était l'occasion rêvée de nous faire connaître un peu plus.

Cette année-là, des stagiaires de l'IEA (l'Institut Européen des Affaires) ont activement participé à la préparation de la fête. Tout en répétant et appliquant leurs cours, ils nous transmettaient un peu de leur théorie, en échange d'une expérience pratique du terrain d'application que devenait pour eux notre «Cité du Livre».

La musique a toujours été présente à l'occasion de la «Fête du Livre». Durant ces trois jours en 1990, le Bagad de Dol-de-Bretagne s'est produit à plusieurs reprises dans les divers endroits de la Cité où il leur était possible de se regrouper.

Les «bagadoù» sont des groupes de musiciens qui rassemblent des biniou, des cornemuses, des bombardes et des tambours. Leur répertoire fait appel à ceux des sept pays celtiques: l'Irlande, l'Ecosse, le Pays de Galles, l'île de Man, la Cornouailles, les Asturies et bien sûr la Bretagne.

Nous avons installé une exposition sur le conte dont les panneaux avaient été loués à la BCP (Bibliothèque Centrale de Prêts) des Côtes-d'Armor et ainsi l'habitude, qui dure encore à ce jour, sera prise d'inviter des conteurs.

Le dimanche soir, le groupe «Leizig» a animé un fest-noz et un buffet campagnard nous a réuni avec les exposants.

Nous avons plusieurs bonnes raisons de nous adresser à des groupes de musique et de chants traditionnels pour qu'ils viennent se produire à Bécherel. L'une d'entre-elles est économique. En effet ils bénéficient d'une franchise qui nous permet d'éviter les frais de la SACEM, mutuelle des artistes qui effectue des prélèvements sur les animations, sauf s'il s'agit de musique traditionnelle. Financièrement cela nous soulage d'autant, en ces débuts impécunieux.

De la même manière nos invités sont, le plus souvent possible, des écrivains résidant à proximité pour éviter d'avoir à payer trop de frais de déplacements.

Cette économie forcée nous apprend que la Bretagne concentre des ressources insoupçonnées, à portée de nos moyens et de nos possibilités. Les maisons d'édition sont nombreuses et variées, tant en langue française que bretonne. Le nombre important des écrivains, poètes, chanteurs et musiciens, les cercles celtiques de danse et de chant, très dynamiques, nous mettent souvent dans l'embarras du choix. Pourquoi irions-nous chercher ailleurs?

D'autre part, Erwan, Catherine et Annaïg ont fréquenté assidûment les festoù noz et les milieux culturels bretons au temps de leur adolescence et bien au delà. Il y a donc, à notre disposition, tout un réseau que mes enfants connaissent bien. Leur oreille exercée, nous met à l'abri de choix intempestifs.

Notre penchant naturel est donc de nous adresser aux personnes et aux groupes qui nous sont les plus familiers. Je peux ajouter qu'il s'agit aussi de marquer une préférence à l'égard de notre culture spécifique, d'autant que son succès qui va s'accroissant, ne dessert pas les intérêts de la «Cité du Livre», bien au contraire.

Cela ne signifie d'ailleurs pas un repli sur nous-mêmes comme on voudrait parfois nous le faire croire. Mis à part la librairie de Catherine qui est spécialisée sur la Bretagne et les pays celtiques, toutes les autres librairies sont des librairies «généralistes» avec parfois, comme à Gwizienn, un rayon plus important sur la Bretagne; d'autres ont un rayon sur le «polar», sur la BD, sur la cuisine, sur le livre pour enfant ou tout autre choix en fonction de chacun. La littérature générale de langue française représente le plus grand nombre des livres mis à la disposition de la clientèle. Nous ne cultivons pas l'exclusivité bretonne... et il n'a jamais été dans notre intention de l'imposer à quiconque. L'aurions nous voulu que c'eût été impossible.

Je comprends cependant qu'à partir de nos choix, il était facile d'y voir du favoritisme à l'égard de nos compatriotes, ou tout au moins à l'égard de ceux de nos invités qui résident en Bretagne, même s'il y a aussi des Français parmi eux.

En 1991, nous élargissons nos animations avec l'aide d'une troupe de théâtre de rue qui fait des recherches historiques sur les us, coutumes et costumes du Moyen-Age. A l'occasion de notre troisième fête du livre, ils reproduisent le siège de Bécherel par Bertrand Duguesclin autour du donjon et obtiennent un vif succès. Bertrand Duguesclin y avait été vaincu par le sieur de Tournemine interprété par le directeur de la troupe «Mac'htiern», Eric Manini.

Les comédiens, en armure et costumes du Moyen Age se mettent à la disposition de nos visiteurs pour les informer des résultats de leurs recherches. Ils ont reconstitué sur le glacis en dessous des remparts un campement de l'époque, sorte de camping avant l'heure, à l'usage des guerriers en attente de la bataille.

Cette compagnie, «Mac'htiern», se produit à Dinan à l'occasion des célèbres fêtes médiévales qui s'y déroulaient chaque année, (tous les deux ans maintenant). Entre les deux, les troupes de théâtre vont à Québec pour les fêtes médiévales qui s'y déroulent. C'est ainsi qu'Olivier va traverser l'océan et revenir enchanté de son expérience, après avoir été admis dans la troupe «Mac'htiern» pour l'occasion.

Le nombre de libraires et de bouquinistes exposants qui était d'environ une dizaine en 1990, passe à 25 en 1991 durant les fêtes du livre. Nous sommes mieux connus et mieux appréciés de mois en mois, ce qui est réconfortant.

Le nombre des visiteurs atteint 4000 personnes environ. Avec 2000 visiteurs de moins qu'à la première fête, nous constatons que l'effet de surprise est passé. Il va falloir travailler davantage pour satisfaire l'intérêt et la curiosité de nouveaux visiteurs, et dans le but de fidéliser une clientèle. A cet égard tout va dépendre de la qualité des librairies et bouquinerie.

En 1992, nous allons choisir le thème retenu au niveau national pour la commémoration de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, sous l'intitulé «La rencontre des deux mondes».

Alain Verdier, reporter, globe-trotter infatigable et son épouse péruvienne sont installés à Piré-sur-Seiche, tout près d'ici. Alain Verdier a mis sac à terre au moment de notre fête du livre et accepte de faire quelques conférences sur «les Amériques» avec diaporama et

documents, pendant que son épouse expose quelques pièces de l'art péruvien, des photos, et fait une démonstration de fabrication de colliers et de bijoux.

Un animateur de Radio-Armorique présente l'exposition de Geneviève Hoffman «40 écrivains en Bretagne». Il interviewe ceux qui ont pu, parmi les quarante, répondre à notre invitation et qui sont venus avec leurs livres pour rencontrer le public de la «Cité du Livre».

Les conteurs invités en 1992, sont Alain le Nay et Albert Poulain. Le succès est garanti. Albert Poulain, très connu, chef de chantier, est du genre puits de science en architecture, avec une particularité qui vaut qu'on s'y arrête. Lorsqu'on parle avec lui, il passe subrepticement de la conversation à l'anecdote et au conte, l'une s'enchaînant dans l'autre. Je mets quiconque au défi de reconnaître le moment du passage de l'un à l'autre. Il a par ailleurs constitué une réserve fabuleuse de plusieurs milliers de diapos sur des détails architecturaux de nos monuments, maisons et chaumières, autant que manoirs et malouinières, que je n'ai encore pas eu l'occasion de voir. Bien entendu, il parle gallo. Installé à la crêperie, il commande un jour «eun galette d'ho eun coco». Le jeune et nouvel employé qui prend sa commande hésite; Albert, gentiment, précise «avec un coco». Le jeune croit avoir compris et en dépit de l'étrangeté de la commande apporte une galette à la noix de coco... Fou-rîre! Albert déguste sa galette sans sourciller! Par ici un coco est un oeuf. Quand à la noix de coco sur une galette de blé noir salée... Je déconseille vivement à quiconque d'essayer.

Cette année là, en 1992, le nombre de billets vendus est de 3 000 environ, pour les deux jours du dimanche et du lundi, ce qui suppose près de 4 000 visiteurs sur les trois jours, compte tenu des entrées gratuites du samedi, et des invitations. Le chiffre d'affaires continue à croître. L'affluence reste la même que les deux années précédentes.

Nous ne pouvons guère faire progresser nos animations en étant accaparées sur le plan du fonctionnement de chacun sa librairie, en ce qui concerne Yvonne et Catherine, la crêperie en plus pour Catherine et surtout, nous commençons à saturer en raison des conflits de pouvoir qui vont aller s'accroissant avec certains libraires, dont un seul réside à Bécherel. La réussite évidente et de plus en plus visible de

l'entreprise que nous avons mise en place suscite les convoitises. Les élus, eux, ne veulent pas que cette réussite leur reste étrangère.

Cette quatrième fête du livre est organisée par Savenn Douar comme d'habitude, dans la réalité, mais plus ou moins officiellement, sous couvert d'une autre structure que nous avons essayé de mettre en place sous la responsabilité d'Erwan qui vient enfin à notre secours. Pour la bonne santé de ses adhérents, Savenn Douar doit rester en dehors d'attaques qui sont surtout des successions de pressions, de médisances, de méchancetés diverses. Nous sommes obligées de nous écarter, non pas au niveau du travail, mais au niveau de la représentation, de notre présence symbolique visible. C'est assez ahurissant. Nous allons travailler dans une autre structure que la nôtre. Ce groupe de travail va durer le temps d'organiser la Fête du Livre.

Je reviens en arrière pour préciser que nos ressources financières sont restées très modestes. Il fallait tout faire à l'économie. Nos moyens de communication avec affiches et dépliants passaient eux aussi à la moulinette de nos calculs inquiets.

Notre seule vraie dépense significative a été l'affiche des Fêtes du Livre successives. Chaque fois, elle a été élaborée par des concepteurs professionnels: après avoir choisi entre plusieurs projets, et plusieurs devis, nous avons réussi à avoir d'excellentes affiches, au point que leur distribution chez les commerçants et en différents lieux ne posent aucun problème. Elles sont plus qu'acceptées, elles sont accueillies avec beaucoup d'intérêt et d'une année sur l'autre, nous sommes désormais attendus avec plaisir. Cette manière de faire a été reprise par un comité de concertation mis en place en 1993 qui lui aussi s'en trouve satisfait.

L'affiche pour communiquer une manifestation, c'est tout un art. La spécialiste, à Savenn Douar, c'est Yvonne. Elle a un jugement très sûr et inégalé quant à la qualité de la conception par rapport au thème, quant à sa lisibilité, son illustration, ses qualités artistiques et son pouvoir d'attirer l'attention. Tous les commentaires vont dans le même sens, ils sont toujours élogieux.

Par contre nos dépliants, nos programmes des animations de la Fête de Pâques étaient faits sur d'antiques machines à écrire, à partir des moyens du bord déjà évoqués.

Bon an, mal an, nous avons confectionné nos dépliants et nos programmes nous-même, jusqu'en 1993. Si les visiteurs et clients apprécient les documents plus élaborés, ils n'étaient pas critiques en ces premières années de la «Cité du Livre». Ils acceptaient bien, sans doute, les contraintes liées aux difficultés de démarrage. Ils témoignaient tous de beaucoup de sympathie pour notre entreprise, ils se montraient encourageants et élogieux à l'occasion.

Nous étions très soucieux de l'efficacité de la communication. Il fallait absolument que les exposants venus de l'extérieur pour participer à nos fêtes du livre soient à la fois bien accueillis durant ces trois jours et sûrs de rencontrer un nombre conséquent de visiteurs. Naturellement leur chiffre d'affaires par la suite ne dépendait plus que de la qualité et de la pertinence des livres qu'ils exposaient.

Il en a eu certains qui étaient ravis et d'autres qui l'étaient moins. En dépit des conditions difficiles rencontrées en raison de notre manque de moyens, à la fois financiers et logistiques jusqu'en 1993, nos fêtes du livre ont toutes été réussies.

En 1989, les journalistes ont parlé de six mille visiteurs répartis sur les trois jours. Toutes les librairies étaient envahies et ne désemplissaient pas. Les rues du centre ancien, heureusement interdites à la circulation automobile, revoyaient pour la première fois, depuis bien longtemps à Bécherel, une foule de visiteurs curieux et ravis.

En 1990, 1991, 1992, nous avons obtenu l'autorisation de fermer les accès du centre ancien de Bécherel et de faire payer les entrées pour rembourser nos frais de communication (affiches, dépliants, encarts publicitaires, envois postaux, programmes des animations) et dédommager de leurs frais nos invités : poètes, musiciens et écrivains.

Nous n'avions pas été autorisées par la municipalité à faire payer les entrées le samedi. Nous avons vendu 3000 billets en 1990, 2500 en 1991 et autant en 1992, ce qui suppose 4000 visiteurs en moyenne, compte tenu des entrées gratuites du samedi, celles des jeunes, de certains groupes et invités. Le billet reste valable pour toute la durée de la fête et il n'est pas interdit de le passer à des amis, pour l'un ou l'autre jour, ce qui a été une pratique courante dans les familles résidant dans notre périmètre local. Bien entendu des billets gratuits sont distribués aux Bécherellais.

Par contre le nombre des entrées, répertorié à partir des billets vendus, va baisser dangereusement. Nous dénombrerons entre 1200 et 1500 billets en 1994 et 1995, sur les trois jours, les samedi, dimanche et lundi de Pâques.

En 1993, un Comité de concertation, destiné à reprendre les activités de la cité du livre à la place de l'association fondatrice, compte trois élus membres de droit. Sa mise en place coïncide évidemment avec l'autorisation qu'on refusait à Savenn Douar de faire payer les entrées sur les trois jours. Le prix passe de vingt à vingt-cinq francs. Nous voyons là, l'intérêt de la participation des élus délégués par la municipalité.

Le fait de faire payer les entrées est un sujet récurrent de discord. Il est contraire à l'esprit d'un commerçant de faire payer l'entrée de son magasin. Il lui faut donc élaborer toute une réflexion pour comprendre les raisons que nous avons de le faire. Nous entendions bien l'argument. Nous aussi voudrions pouvoir proposer gracieusement des animations. Mais personne ne sait comment contourner la difficulté. L'argent, gagné avec le prix des entrées, sert à payer les frais de communication qui font connaître la fête, son programme et la «Cité du Livre» dans son ensemble. Les subventions sont octroyées dans le cadre strict des dédommagements et rémunérations des animations.

Quant aux libraires, il refusent de participer financièrement aux frais des animations et manifestations. Ils ont bien du mal à faire face aux charges de leurs commerces sans avoir à payer en plus des artistes, des chanteurs, des expositions, des conférenciers, etc...

Depuis 1993, le poste d'un secrétariat, à mi-temps mis en place par le Comité de concertation, sans lequel rien ne serait plus possible, émerge au budget général du comité, subventions comprises. Ce secrétariat était devenu indispensable, le bénévolat que nous avions assuré avait atteint ses limites.

Le thème choisi en 1993, pour la cinquième fête du livre, est «Le Cirque». La maquette d'un cirque miniaturisé, agrémentée une exposition installée à la salle polyvalente. Les mêmes animations habituelles sont reprises, plutôt à la baisse, par le comité, sans rien ajouter de nouveau. Il s'agit, dans les esprits de ne pas se laisser impressionner par la

quantité et la qualité du travail à faire. On compte sur le sympathique esprit-kermesse pour avoir moins peur de faire face à l'organisation de manifestations culturelles plus «professionnelles».

En 1994 et 1995 les thèmes choisis seront «Les moyens de transport» et «les Fables de La Fontaine». Le nombre de visiteurs subit une chute vertigineuse. Les thèmes choisis ne sont pas porteurs. L'organisation de la fête du livre ne repose plus sur l'exploitation des thèmes choisis par des personnes compétentes qui auraient su les mettre en valeur. A l'extérieur de Bécherel, on suggère l'arrêt des fêtes du livre, particulièrement dans certaine presse.

A Savenn Douar, l'inquiétude est tempérée par la constatation que les chiffres d'affaires restent en progression annuelle constante. Une clientèle est fidélisée, car la qualité des librairies ne cesse d'augmenter. Les bibliophiles connaissent désormais le chemin de la «Cité du Livre» et les amateurs, des petites familles aux intellectuels à la recherche de documents spécialisés pas trop chers, nous visitent régulièrement.

En toutes saisons, les périodes de vacances voient la «Cité du Livre» s'animer par tous les temps. Nous ne sommes pas trop tributaires des changements climatiques. Il nous semble qu'un tourisme culturel commence à bien se développer.

La lecture, dont il est souvent proclamé que plus personne ne s'y intéresse, reste, je crois, un passe-temps favori pour une proportion importante de la population. Je ne sais pas si c'est spécifique à la Bretagne, mais nous sommes parfois étonnés de rencontrer dans nos murs des curieux de tous les milieux.

Le livre permet à chacun «ses voyages», bien calé dans son fauteuil ou dans son lit. Le temps de la lecture est un moment très particulier entre tranquillité et sécurité, dépaysement et rêve, quand ce n'est pas réflexion tous azimuts. La télévision, c'est l'image et l'oreille. La lecture c'est l'image très personnalisée que chacun se fabrique, en fonction de ce qu'il lit mais aussi en fonction de ce qu'il élabore. Combien de fois n'avons nous pas été ou surpris ou déçus par la mise en scène au cinéma de tel ou tel roman. Je pense particulièrement à «Marianne de ma jeunesse» ou encore «Le grand Meaulnes», qui en

sont pour moi l'illustration la plus parlante. J'ai souvent refusé d'aller voir un film après avoir lu le livre dont il était tiré. L'image est trop concrète et limitée en face de celle surgie des mots lus.

En 1995, notre inquiétude après ce qu'il faut bien appeler les échecs des deux dernières fêtes du livre, reste donc tempérée. Nous craignons simplement qu'à la longue, la communication dont le point fort reste la Fête du Livre, ne dispose plus d'un support crédible. Les habituels encarts publicitaires, pour indispensables qu'ils sont, ne seront pas suffisants pour attirer de nouveaux visiteurs, parce que nous ne pourrons pas faire face à de trop importantes dépenses.

Le Comité de concertation ne tient pas compte non plus de la nécessité de programmer de nouvelles animations. On chuchote au Conseil général que la municipalité n'est pas très active. Après avoir pris la direction des opérations, elle ne sait pas quoi faire. Aucune occasion n'est saisie pour favoriser la mise en place d'activités ou de structures qui permettraient un meilleur développement de la «Cité du Livre». Bécherel est en stagnation. Chacun sait pourtant qu'il faut avancer de crainte de reculer.

De ce point de vue la Fête du Livre de 1996, sur le thème de l'Irlande va rétablir la tradition des cinq premières années, avec un succès éclatant et incontestable. Malheureusement, le contrecoup se fera sentir: comment penser à la nécessité de mettre en place des nouveautés, affiner le programme des manifestations et réfléchir à une meilleure communication, s'il suffit d'une bonne fête du livre pour reconquérir le terrain perdu?

Après la fête du livre de 1996, le nouveau président est un libraire arrivé en 1995. Il est co-fondateur d'une maison d'édition implantée à Rennes, elle aussi en 1989. Il était venu à plusieurs reprises suivre les péripéties de notre implantation à Bécherel. Il n'avait pas ménagé ses critiques sur nos dépliants à l'époque.

Sa maison d'édition nous plaisait et nous plaît toujours beaucoup (Catherine a vendu ses livres en sa librairie jusqu'en 1999). Il édite des ouvrages essentiellement sur les pays celtiques et sur la Bretagne. Ce sont des rééditions bien choisies, très bien présentées, dont les couvertures sont très attractives, un travail de professionnel incontestable.

Nous avons donc été très contentes, à Savenn Douar, lorsqu'il a décidé d'ouvrir une librairie de livres anciens et d'occasion de littérature générale, à Bécherel. Nous espérions même pouvoir sympathiser avec lui.

Il est élu président du comité après la réussite de la fête sur le thème de l'Irlande et personne ne devrait avoir aucune raison de s'inquiéter. Il va de soi qu'un aussi bon professionnel de l'édition soit aussi, par extension magique sans doute, un bon professionnel de la communication, des manifestations culturelles et des animations.

Sous sa présidence, rien de nouveau par rapport aux animations des fêtes du livre précédentes. Comme sa maison d'édition veut se lancer dans le roman policier, le thème en est retenu, projet clés en main, sans que personne puisse exprimer des avis sinon différents, au moins contingents. Le grand professionnel stérilise toutes les réunions par une attitude froide et une stricte organisation du style «pas de temps à perdre». Nous ressentons très vite une opposition à tout ce qui pourrait s'exprimer en provenance de Savenn Douar.

Catherine et Yvonne acceptent de jouer le jeu. Je reste extérieure aux réunions, comme depuis 1993, toujours pour désamorcer la rumeur qui nous reproche d'être une entreprise familiale, avec main mise sur les libraires. La méfiance continue d'être active dans le petit groupe d'irréductibles libraires qui luttent en sourdine contre nous, alors que nous voudrions tant réunir toutes les bonnes volontés pour aller de l'avant.

Avec quelqu'un de neuf et à la fois libraire, à la présidence du comité, alors même que les élus se désengagent sans bruit des postes de responsabilité, après l'échec des années passées, nous avons une occasion de rétablir la situation, même si nous restons en arrière plan. Avec un bon travail au sein du comité, la municipalité accepterait sans doute d'accompagner la mise en place de nouveaux projets.

Malheureusement, durant cette période de préparation de la fête du livre de 1997, beaucoup de choses nous semblent mal venues, mal évaluées et mal programmées, sous le couvert d'une organisation des réunions qui ne semblent efficace qu'à des regards inexpérimentés.

Le thème choisi du roman policier ne convient qu'à une fraction de lecteurs. Les animations prévues autour d'une enquête policière ne nous concernent pas du tout. Nous savons, par ailleurs, qu'une réelle dynamique de la réussite d'un projet repose sur l'intérêt et la mobilisation active des partenaires. Pour le roman policier, nous faisons le travail que le président nous distribue, c'est tout.

L'affiche est artistiquement très réussie. Mais elle n'est pas attractive et l'information n'y est pas vraiment lisible. Elle communique le roman policier et non pas «Bécherel, Cité du Livre»®. Nous prenons soin habituellement de bien faire valoir «Bécherel, Cité du Livre»® en premier lieu, au cas où des visiteurs ne seraient pas intéressés par le thème choisi mais resteraient intéressés par l'ensemble des librairies en bénéficiant de l'atmosphère de la fête. C'est le genre de détail qui peut faire basculer un événement. Et ce fut le cas, le roman policier n'a pas attiré les visiteurs en nombre significatif.

Le comité a par contre des moyens démultipliés après la réussite de la fête du livre de 1996, les subventions ont doublé. Dès qu'un événement médiatique est réussi, toutes les instances publiques le plébiscitent à la suite des publics intéressés. Il n'y a pas d'excuse possible par rapport à ce qui va se passer.

Pour la seconde fois, la première s'étant produite en 1994, Catherine va pouvoir délaissier sa librairie en la confiant à ses vendeurs occasionnels, pour aller se promener sur le lieu des animations en plein après-midi du dimanche, moment habituel de la plus grande affluence. Il n'y a pas plus de visiteurs qu'au marché du livre le premier dimanche de chaque mois.

Mais ce n'est pas le pire, car cette fois les chiffres d'affaires des librairies qui me servent de référence pour l'évaluer, sont en chute libre. C'est la toute première fois que cela se produit.

La communication aux médias, c'est à dire aux mensuels, aux hebdomadaires et aux quotidiens n'a été faite qu'in extremis et plutôt de manière insuffisante, quand Yvonne, sixième sens en alerte, s'aperçoit que personne ne s'en est chargé, puisque ce travail-là n'a pas été distribué par le président.

Il va d'ailleurs démissionner de son poste de président après cet échec cuisant. Mais, lors de la réunion d'évaluation de la fête du livre de 1997, il n'est pas question de reconnaître cet échec. Au nom de la bonne entente entre tous, il faut taire ce qui serait pris pour des agressions. Les méfaits du non-dit restent à l'œuvre

A Savenn Douar, nous voudrions tout simplement faire le point sans incriminer personne, faire la critique de ce qui marche, de ce qui ne va pas et prendre des mesures nouvelles pour pallier les défaillances du fonctionnement, sans attaquer les personnes.

Nous voudrions aussi avoir notre vraie place au sein du comité et ne pas être constamment tenues à l'écart, suspectées à tort et à travers d'être rigides et je ne sais quoi encore.

Tout le monde sait bien, sans vouloir le dire, que la seule issue pour redresser une situation qui pourrait devenir dramatique, est un retour aux fondateurs. C'est alors qu'Yvonne se présente après mûre réflexion entre nous. Elle est élue présidente à la majorité des voix. La sagesse l'emporte-t-elle? Tous les acteurs de la Cité du Livre sont engagés financièrement dans les murs de Bécherel. Il n'est plus question désormais d'agir de manière inconsidérée.

Les oppositions à Savenn Douar, via Yvonne, Présidente du Comité de concertation ne désarmeront pas pour autant. L'avenir de notre association reste dangereusement hypothéqué. Heureusement nous sommes propriétaires de la marque «Bécherel, Cité du Livre»®, sans quoi nous serions balayées comme fétus de paille.

«La culture, ça consiste à parler». (un syndicaliste - Mai 1968)

LE PARTENARIAT AVEC LA MUNICIPALITÉ DE BÉCHEREL

Dès l'aube de la «Cité du Livre», il est nécessaire, en regard de notre projet, d'établir avec l'équipe municipale en place, un partenariat capable de résoudre les difficultés quand elles se présenteront. Son accord pour obtenir des subventions est incontournable. De plus, si nous voulons participer à la vie bécherellaise, il est souhaitable d'entretenir des relations qui nous permettront de nous impliquer et de nous expliquer avec les élus en l'absence de structures de proposition ou d'échange qui n'existent pas ici. Tout passe par le bouche à oreille du maire, délégué par ses administrés pour maintenir une bonne gestion de la commune.

En 1989, nous sommes encore de nouvelles venues. Nous sentons le besoin de nous faire accepter des Bécherellais, en tout premier lieu du simple point de vue d'une bonne convivialité.

Cela va être plus difficile que prévu. En effet, le centre ancien de Bécherel est presque désert et il n'est pas aisé de faire connaissance avec la plupart des habitants qui sont installés à la périphérie. Ils ont, plus ou moins, délaissé les maisons vétustes pour occuper des maisons ou des propriétés neuves, bien aménagées, situées sur la route principale, dite route de la Libération, ou encore derrière la mairie. Nous n'avons pas occasion de les rencontrer. Nombre d'entre eux étaient partis vivre ailleurs, puisque de 1200 habitants à peu près, la population s'était effondrée à 500 habitants.

Les Bécherellais les plus «Bécherellais», dont les origines remontent à plusieurs générations, sont fiers d'un passé qui fut glorieux et prospère. Les élus municipaux sont souvent choisis parmi eux; ils gardent des années cinquante, et de celles d'avant guerre, un souvenir qu'ils veulent préserver. Ils nous tiennent à distance, convaincus

que notre entreprise culturelle ne marchera pas. Nous entendons parler de l'«âme de Bécherel». Et qui donc voudrait perdre son âme!...

Parfois la réalité psychique est plus forte que la réalité tout court. Dire que le centre ancien est devenu un désert, ou dire que c'est un village alors que son statut était celui d'une ville jusqu'à une date avancée de l'histoire, ou encore parler de Bécherel en milieu rural, alors que ses cinquante-cinq hectares la restreignaient à un statut de ville, tout cela blessait l'image que les Bécherellais de souche avaient dans leur souvenir et dans leur cœur.

Si nous étions pour notre part attentifs à ces détails, importants pour eux, quelques articles dans les journaux, quelques paroles malheureuses, ont été l'occasion de protestations au sein même du conseil municipal, selon des échos qui me sont parvenus.

L'idée d'implanter une «Cité du Livre», dans le très bel écrin du centre ancien, ne pouvait, de notre point de vue, que convenir parfaitement à tous et honorer la belle image de Bécherel. Nous avons montré notre respect à l'égard du passé et de l'héritage bécherellais qui me tenaient à cœur autant qu'à tous. Notre projet tenait compte de tout héritage patrimonial, pour le préserver, pour le mettre en valeur et pour s'en faire un tremplin vers l'avenir. Cela reste d'actualité.

D'ailleurs, comme nous l'indiquent les nouveaux panneaux routiers qui l'annoncent depuis deux ou trois ans à ses portes, Bécherel est une «Petite Cité de Caractère de Bretagne». Son identité ne prête pas à confusion. Ce n'est qu'un petit point sur la carte bretonne, encore plus petit sur la carte européenne et minuscule sur la terre. C'est bien sûr à partir de ce point infime de la planète que nous pouvons travailler et vivre à part entière en tant qu'êtres humains.

On peut toujours espérer, même modestement, qu'un «supplément d'âme», pourra naître de nos efforts à chacun, où que nous soyons. L'esprit n'a pas de frontière et je trouve toujours étonnant, qu'enfermé dans un corps aussi réduit, il puisse concevoir et apercevoir l'univers. Quand on y réfléchit, on voit bien qu'il n'y a pas de commune mesure entre les capacités imaginaires et symboliques de l'esprit et celles de la réalité matérielle, quotidienne, emprisonnée dans des impossibilités de s'en affranchir, du fait des limites corporelles de

chacun... Personne ne peut grandir ou rapetisser, à volonté, c'est bien connu!

C'est donc les pieds dans les pâquerettes et la tête dans les étoiles, que nous pouvons rencontrer les Bécherellais dans leur nostalgie d'un passé qui fut prospère et nous n'avions d'autre ambition que de reprendre avec eux le flambeau, en apportant notre contribution à son nouvel essor.

Les grandes idées sont très jolies. Plus difficile est de les réaliser. Nous guettions le moment et l'occasion de mettre en place un événement, dans lequel le partenariat avec la municipalité et avec les Bécherellais conviendrait à tous. Il n'y a rien de tel qu'une fête et un travail à partager pour faire connaissance et pour tisser des liens. C'est l'occasion, pour chacun, de montrer aux autres ce qu'il est et comment il est différent de ce qui peut être imaginé. Il fallait trouver «la bonne idée». C'est la gastronomie bretonne qui nous offre l'opportunité de parvenir à notre but.

J'avais rencontré Simone Morand à Liffré, à l'occasion de «rencontres littéraires», auxquelles assistaient aussi cette année-là, en 1987, Per Jakez Helias, le célèbre auteur du «Cheval d'orgueil», en compagnie de bien d'autres écrivains.

Je lui avais demandé si elle aimerait participer à la mise en place d'un restaurant: «Fine gueule bretonne», dont nous avions l'idée, bien avant de mettre en place la «Cité du Livre».

Simone Morand allait devenir une amie. C'était une personne infatigable qui suscitait l'admiration. Elle était l'auteur de plusieurs livres, sur la gastronomie, bretonne en particulier, une anthologie sur la chanson de Haute Bretagne, un ouvrage très bien illustré sur les coiffes et les costumes bretons. Fondatrice de l'association Paul Féval, elle en collectionnait les romans. Elle était membre de l'association des écrivains bretons, en haute compagnie de Yann Brekilien, de Christian Kerboul, à l'époque président, et de bien d'autres, fidèles de «Bécherel, Cité du Livre»®. Musicienne, pianiste, ses recherches sur les airs des chansons du Pays Gallo étaient appréciées. A Rennes, le groupe Gallo-Breton lui doit son existence et d'avoir pu organiser des cours de chants, de danse et des recherches sur le costume breton.

Les connaissances de Simone Morand s'étendaient aux arts de la table, aménagements traditionnels des salles, salles à manger et cuisines anciennes. C'est sous sa direction qu'a été monté «l'écomusée» du Pays de Montfort, près de Rennes.

Des travaux en ethnologie ont également fait partie de ses nombreuses activités, en relation avec R.Y. Creston et autres personnalités qui avaient constitué le groupe des «Seizh breur». Une de leurs tâches, de fameuse mémoire, fut de créer le pavillon de la Bretagne à l'exposition universelle de 1937, à Paris. Un beau livre de Jean Rotte fait mémoire de leur aventure et le «Centre Jeanne Malivel» à Loudéac s'attache à pérenniser leur oeuvre.

Simone Morand a participé à cette vie bretonne foisonnante. Sa vie personnelle, tant à Rennes qu'à Quimper, a été une vie riche de contacts et les anecdotes dont elle parsemait ses conversations faisaient qu'on pouvait l'écouter durant des heures, sans jamais entendre deux fois la même chose. En compagnie de ses amis et des familles de ses quatre enfants qu'elle a élevé seule après le décès de son mari, nous avons fêté ses quatre vingt cinq ans en février 1998. Sa vitalité ne lui faisait jamais défaut.

Cette première rencontre, à Liffré en 1987, a été suivie de bien d'autres. Simone est venue proposer ses ouvrages dès notre première fête du livre, à Pâques 1989.

C'est peu à peu qu'est venue l'idée de faire revivre les «foires et marchés d'antan», pour mettre en valeur les produits du terroir, au plus près des amateurs, et des Bécherellais nostalgiques de la prospérité d'autrefois. Nous tenions peut être notre «bonne idée».

Simone, dont un ancêtre lointain avait été sénéchal de Bécherel, connaissait les us et coutumes ancestrales du Pays de Bécherel. Nous allions remettre au goût du jour la foire de la Saint-Martin qui se déroulait traditionnellement chaque année le premier dimanche du mois de novembre.

Il n'y a eu aucune difficulté à réunir à la même table le directeur de la chambre d'agriculture de Rennes, le maire de Bécherel, un de ses adjoints immédiatement très intéressé par le projet, et quelques autres Bécherellais.

L'idée a été adoptée d'emblée. Tout le monde s'est mis au travail; les tâches ont été vite réparties et depuis, sans jamais aucune anicroche la foire de la Saint Martin réunit les producteurs de «volailles, foie gras et autres produits de la ferme» avec un succès qui ne se dément pas. Les Bécherellais s'y pressent nombreux et y font des emplettes gourmandes et revigorantes. Les habitants des environs la fréquentent assidûment. Les exposants viennent de toute la région. C'est vraiment une occasion de rencontre entre tous, dans une convivialité retrouvée.

Cette foire de la Saint Martin se déroulait sous la présidence d'honneur de Simone Morand, avec le concours du «Grand Ordre de la Frigousse» qui discernait des trophées aux meilleurs produits, durant les premières années, pour relancer l'intérêt des producteurs, des visiteurs et des consommateurs. Il n'y a désormais plus besoin de trophée. La qualité suffit à la bonne renommée de chaque producteur.

Le «Grand Ordre de la Frigousse» est une confrérie gourmande qui s'est mise en place sous l'impulsion de Michel Martinet, un avocat d'affaires que connaissait Simone Morand. L'occasion de baptiser le Grand Ordre, porté sur les «fonds baptismaux» par la Confrérie du marron de Redon et celle de la Coquille Saint-Jacques de Cancale, a été toute trouvée le jour du lancement de la foire de la Saint Martin, à Bécherel en novembre 1991. La «cérémonie» s'est déroulée dans le garage de la «grande maison» transformé en salle de spectacle.

Après la fête, qui relève de l'humeur joyeuse et pleine de l'humeur de ses gais compagnons, avec son serment de bien et beaucoup manger et boire les délicieux produits que nous offre notre mère la terre, par le truchement des travailleurs qui savent en tirer parti, après avoir bien ri et s'être bien divertis, les confréries ont défilé dans Bécherel au son du biniou et de la bombarde pour se rendre en grande pompe sur le lieu de la foire.

C'est toujours du meilleur effet. Les confréries ont chacune un costume adapté au produit qu'elles souhaitent promouvoir et qu'elles portent dans les nombreuses et diverses manifestations qu'elles encouragent. Le costume du «Grand Ordre de la Frigousse» est particulièrement seyant avec son long manteau de velours noir brodé d'hermines blanches, comme il se doit pour des Bretons. Son couvre-

chef est un délicieux petit tricorne du même velours, bordé des mêmes hermines.

Bien entendu les frères, confrères et épouses, les sœurs et consœurs, se retrouvent dans les restaurants ou à la crêperie, et tous dégustent la fameuse frigousse qui figure ce jour-là à tous les menus.

La frigousse est, évidemment, un plat dont Simone a remis la recette au goût du jour, en collaboration étroite avec Bertrand Denis, un chef de cuisine talentueux créateur d'une école, l'Eshor (espace hôtellerie et restauration) à Rennes. Il s'agit de «frigousser», c'est-à-dire de faire mijoter ensemble trois volailles différentes, en général du canard, du poulet et du pigeon. Le secret du chef est, je crois, de rajouter au bon moment, quelques graines de... pardonnez-moi, un secret est un secret!

La frigousse est un plat exhumé par Simone, à partir des écrits de Noël du Fail, notre Rabelais breton qui a écrit en son temps du XVII^{ème} siècle, les «Contes et Discours d'Eutrapel».

Chaque année, Yvonne, représentante de Savenn Douar, participe avec plaisir à tout le travail de préparation de la foire et elle est très satisfaite de la manière dont cela se passe. Par contre, c'est moi qui la remplace à l'ouverture de la foire, une petite fête qui réunit Simone, les élus, les associés du «Grand Ordre de la Frigousse», les producteurs, les exposants et les organisateurs. Yvonne est à ce moment-là à Quimper, pour une autre foire, celles des antiquaires où les livres anciens ont une place de choix.

En général, les différents élus de Bécherel, de la Communauté de communes, du Conseil Général, disent quelques mots, pour remercier en particulier les organisateurs qui se donnent «tant de mal» et qui ont, entre nous soit dit, bien du plaisir à préparer la manifestation.

Je crois que notre idée d'un partenariat, et d'une meilleure convivialité à faire valoir en cette occasion ont fait un flop. Jamais plus, il n'est question de Savenn Douar dans les discours d'ouverture. «On» nous y oublie! La foire vit sa vie. Tout se passe comme si nous n'en avions pas eu l'idée, et comme si la présence d'Yvonne, fondue dans l'équipe des «travailleurs de l'ombre» regroupés derrière les élus, comptait pour rien. Seuls les élus...

Les Bécherellais, les habitants de la communauté de communes, et ceux des environs plus lointains, apprécient cette foire délicieuse, très fréquentée désormais. Le succès se suffit à lui-même.

Je ne crois pas que nous recherchions les honneurs, mais l'équité voudrait que nos actions soient reconnues. Cet oubli me semble significatif; je le range dans le même panier qu'un refus de faire paraître un article dans le bulletin municipal, où nous présentions succinctement notre entreprise culturelle, et dans la division par deux de la subvention accordée par la municipalité en 1991 par rapport à 1990.

Ce petit vent coulis qui souffle à Bécherel donne à penser qu'il n'y faut pas trop de «Savenn Douar» de crainte que cela ne gêne, peut-être, quelques élus dont j'entends dire, par petites touches, qu'ils ont pour objectif de «calmer» nos ardeurs!

Décidément rien n'est simple. La convivialité fonctionne bien à l'intérieur du groupe des organisateurs de la Foire de la Saint Martin, mais pas entre certains conseillers parmi les plus influents et nous, de Savenn Douar. Les élus sont les seuls, dans le système français, à pouvoir soutenir, accompagner, reconnaître les projets et le travail des associations; ils félicitent d'ailleurs les bénévoles qui travaillent dans leur ombre, sans lesquels certaines activités et manifestations ne pourraient pas avoir lieu. Les associations comme la nôtre, désireuse de «vivre et travailler au pays», d'y créer des emplois, de faire revivre des zones désertifiées, doivent obtenir l'aval des «élus du peuple»; ce serait normal: ils représentent l'intérêt public. Malheureusement le dérapage consiste à prendre une position de rivalité pour aboutir à l'élimination des gêneurs en prenant leur place. C'est évidemment ce qui va se produire en ce qui nous concerne; à Bécherel, les élus n'ont pas de mauvaises intentions; ils se sentent dans leur juste droit en nous surveillant de près; c'est dans la suite des événements qu'eux aussi vont faire leur apprentissage, douloureusement pour certains, pour n'avoir pas su se situer dans un partenariat que, pour notre part, nous appelions de nos vœux. Quant à la population, si elle apprécie, nous ne le saurons que par déduction, au vu de la fréquentation de la foire.

Notre projet, en cette fin d'année 1991 et durant l'année 1992, sur l'établissement d'un partenariat tranquille avec les élus, reste donc

très hypothéqué. Ils sont dans une ligne de conduite que nous venons bousculer. Nous nous apercevons qu'une crainte empêche certains conseillers de soutenir ouvertement nos actions. Ils ont peur qu'on leur reproche de nous laisser agir à leur place. Ils confondent développement de la «Cité du Livre» avec la gestion de leur commune. Ils ne savent pas se servir de la Cité du Livre comme d'une locomotive pouvant entraîner derrière elle son développement et celui du canton.

Il me semble que Bécherel n'est pas, à cet égard, un cas particulier. Le manque de formation des élus les prédispose à vouloir tout maîtriser, de crainte de mal placer leur confiance ou de favoriser certains au détriment des autres.

Dans une structure très jacobine, bien française, qui fait penser au pouvoir absolu de l'ancienne royauté qu'elle a voulu combattre, le pouvoir dévolu aux maires, qui se fait sentir au plus près des administrés en raison de la centralisation et la concentration des décisions, a trop souvent pour résultat la stérilisation de toute initiative privée.

Les arrêtés municipaux et l'octroi des subventions municipales, conditionnent sans appel les activités de toute manifestation culturelle, tant pour l'obtention de subventions des instances plus lointaines (telles celles du département et de la région), que pour obtenir les autorisations nécessaires à l'organisation des animations sur la voie publique ou dans des locaux publics. Elles sont ainsi étroitement encadrées et surveillées. Ce ne serait pas un mal si les maires avaient le réflexe de s'enquérir de conseils avisés et compétents.

Il semble n'y avoir de place que pour les entreprises privées destinées à s'inscrire dans les structures traditionnelles, même si par ailleurs elles bénéficient, et parfois outrageusement, des fonds publics.

Ceci n'est pas le cas, par exemple, en Angleterre où les municipalités ne doivent pas s'occuper des initiatives privées comme c'est le cas chez nous. Nous en avons, pour notre part, ressenti très douloureusement les effets.

L'impression qui domine, c'est que tout en haut de la pyramide, les élus de droite centralisent, sous prétexte d'imposer un libéralisme économique qui garantirait aux entreprises une liberté de manœuvre pour un maximum de profit. Il est entendu que le recul du chômage

dépend d'abord et avant tout de la bonne santé des bénéficiaires. C'est en tout cas la thèse que défend, bec et ongles, le patronat, en dépit du fait avéré que le profit croît avec le nombre des chômeurs.

Les élus de gauche centralisent, au motif, entre autre, de redistribution des richesses et d'entraide généralisée par rapport au chômage et aux laissés pour compte de l'économie. De leur point de vue, l'emploi salarié est la seule issue au détriment de l'activité professionnelle individuelle dans les très petites entreprises, très défavorisées si on les compare aux grandes. Le prix de revient du travail y est exorbitant et disproportionné en regard des bénéficiaires.

A droite comme à gauche la république ne semble pouvoir être que jacobine, donc centralisatrice, hégémonique, nationaliste. Nous en sommes toujours à «la patrie en danger» des révolutionnaires de l'an II.

Le salariat, présenté comme unique recours, forme des esprits enfermés dans un système, et beaucoup parmi nous sont devenus incapables d'envisager de se débrouiller autrement. L'idéal général est de trouver un emploi salarié, c'est tout, et donc de dépendre d'un employeur, d'un patron. Pour faire bonne mesure, les particuliers que nous sommes sont pris dans un discours débilisant au nom de la sacrosainte unité. On ne nous parle jamais que des grosses et multinationales entreprises qui manipulent les emplois, avec licenciements et délocalisations, alors que 90% des petites entreprises font la richesse du pays qu'est la France, si j'en crois les informations.

Pour les deux clans, le prix de revient du travail est tel que les grandes entreprises fonctionnent comme des pièges en attirant le plus grand nombre des travailleurs et ne laisse plus à la petite entreprise privée que de rares aventuriers qui font figure de requins surtout s'il s'agit de commerçants, de forcenés qui travaillent trois fois plus que les salariés pour le même revenu ou de farfelus qui rêvent quand ils s'investissent dans les domaines de l'innovation ou de l'artisanat.

Dans cette histoire nos élus sont captifs d'un système qui les met en position d'avoir à consentir des subventions sans lesquelles les associations ne peuvent ni fonctionner ni innover. Elles sont mis en position d'échanger bulletin de vote contre prébende. Les élus tiennent

ainsi, sans le vouloir, la société civile sous un contrôle d'autant plus strict et arbitraire qu'ils sont désormais, de toutes parts accusés d'abus de toutes sortes et que les «affaires» leur donnent des vertiges. Ils se plaignent d'ailleurs de plus en plus souvent qu'on leur en demande trop et que les responsabilités qu'ils ne peuvent partager avec leurs administrés se retournent contre eux par le canal des plaintes en justice. La fracture entre l' élu, même de base, et son administré devient quotidienne et disproportionnée, sur fond d'incompréhension réciproque.

En bas de l'échelle, les règlements administratifs sur lesquels s'appuient les élus, stérilisent tout esprit d'initiative. Le résultat est que des jeunes, parmi les plus entreprenants ou encore des créateurs de tout poil, partent à l'étranger, pour trouver à la fois plus de liberté créative et plus de marge pour utiliser l'argent qu'ils gagnent.

Il n'est donc pas question de jeter la pierre à monsieur ou madame untel, élu par ses concitoyens, qui n'a que le tort d'avoir à faire avec des institutions et des règlements devenus trop encombrants.

Comment, dans ce cadre-là, faire avancer un nouvel état d'esprit à Bécherel? La tâche nous semble difficile à surmonter.

Nous n'avons pas le choix. Puisque nous n'avons pas voulu être chefs d'entreprise au sens traditionnel du terme, que nous n'en avons d'ailleurs pas les moyens financiers, que nous avons dès le départ créé une dynamique pour que des libraires, tous indépendants de nous et les uns des autres puissent prendre une place à nos côtés, il va falloir élaborer une stratégie pour passer le relais à la municipalité, s'en remettre à ses directives incontournables, tout en prenant en compte le risque de lâcher le destin de la «Cité du Livre» en des mains inexpertes.

Jusqu'en 1993 il n'y a pas de danger sur le plan de la réussite commerciale. Partis de rien, les chiffres d'affaire des uns et des autres suivent une courbe ascendante.

Une occasion en quelque sorte «pédagogique» se présente durant l'année 1991, d'organiser un groupe de travail sous l'égide du Conseil Culturel de Bretagne, avec des élus dans les locaux de la municipalité, pour élaborer un dossier de demandes de subventions qui sera adressé à la Commission européenne.

Il y a peu de chances d'être agréés, mais nous escomptons le bénéfice d'un travail partagé avec les élus, pour que le partenariat lui apparaisse comme possible. Un «moniteur» vient de Rennes pour aider notre groupe à utiliser, dans les termes et les formes qui conviennent, une demande dans le créneau défini par la commission européenne. Le dossier partira in extremis en chronopost et n'obtiendra aucun résultat. En attendant, notre désir de travailler ensemble est peut être devenu visible.

En tant que représentantes de Savenn Douar, nous nous sommes délibérément effacées, tout en restant très présentes, à l'occasion de l'accomplissement de ce travail partagé. J'ose espérer, à ce moment-là, que cette attitude a favorisé la réflexion des élus au sujet de la possibilité de mettre en place une autre association que la notre dans laquelle elle pourrait s'impliquer directement.

Nous n'avons pas pu faire avancer l'idée d'un partenariat entre Savenn Douar et la municipalité. Elle n'avait plus qu'une solution: prendre la direction des opérations même si à ce compte elle allait s'attribuer les résultats de notre travail; à moindre mal, nous devions rester conscientes de notre savoir-faire, seul susceptible de contribuer au développement de la «Cité du Livre». Il ne s'agissait pas de se laisser aller à une modestie mal placée. Nous pouvions désormais compter sur notre expérience pour savoir soutenir la progression de la «Cité du Livre». Nous avons donc prévu d'adhérer à cette future association qui serait dirigée plus que présidée par les élus en espérant pouvoir nous y rendre utiles. Pour eux, d'ailleurs, qui ne voyaient pas comment faire autrement, il s'agissait de faire croire que nous travaillerions en bonne intelligence tous ensemble.

La réussite croissante des librairies, soutenue par le succès des fêtes du livre, organisées par Savenn Douar, de 1989, 1990, 1991, 1992, 1993 nous montraient en effet que nous étions sur la bonne voie.

En principe, on ne devrait pas changer une équipe qui gagne. Nous avons, de ce point de vue, à lutter contre un sentiment d'injustice parfois difficilement supportable.

Pourtant, nous espérions qu'ayant fait nos preuves, contre vents et marées, depuis cinq années, notre compétence pouvait être

reconnue, tant de la part des libraires que des élus et qu'elle serait mise à contribution.

Durant les années 1990 et 1991, les critiques des libraires et bouquinistes, encouragés par l'attitude «réservée» de la municipalité à notre égard, s'étaient multipliées et personne n'était disposé à reconnaître ni nos qualités, ni notre travail.

L'organisation des manifestations et des animations reposaient pourtant sur notre seul savoir-faire. Nous avons constitué un véritable réservoir de contacts, de plus en plus consistant, dans les sphères culturelles et médiatiques utiles, à la fois dans les domaines de la communication et du développement, par le biais de l'organisation des manifestations culturelles, commerciales et professionnelles.

Plus d'une fois, nous avons eu l'impression que nos connaissances et notre expérience n'étaient que broutilles négligeables aux yeux des élus. Nous étions, sur le site de Bécherel, constamment disqualifiés. Certains voulaient faire croire que n'importe qui, et surtout eux, pouvaient prendre le relais sans risque, comme s'il ne s'agissait que d'organiser des kermesses ou de gentilles animations sans conséquence, tout juste bonnes à distraire. L'espace de compétence propre à la mise en place d'objets culturels tels le livre avec la communication particulière qu'il nécessite n'ont pas été pris en compte.

Beaucoup plus généralement l'objet économique, qui donne lieu à une activité professionnelle, comme le livre ou ailleurs le disque ou l'instrument de musique, est un produit détaché de son contexte et propriété de groupes commerciaux et industriels. On parle «d'industrie cinématographique» par exemple. L'objet culturel est mis au rang de n'importe quel produit commercial, entre les casseroles et n'importe quoi propre à la consommation.

Personne n'a l'air de comprendre qu'un intérêt, du point de vue de la culture, peut servir à solliciter un client à condition toutefois de faire valoir l'objet dans son contexte culturel approprié. Par exemple, pilonner les livres en surnombre est un acte qui frise le vandalisme de la part des maisons d'édition. Les amoureux des livres en sont choqués. Seul l'appât du gain justifie un tel acte. On détruit les invendus pour les retirer de la vente et pour préserver les prix élevés des autres.

Le clientélisme devient bien sûr un danger, quand il dérive du côté de l'attrape-nigaud et de la poudre aux yeux.

L'objet culturel, en soi, fait frontière entre le gadget, inutile sauf au tiroir-caisse de son fabriquant, et la valeur culturelle d'un produit. Nous sommes attentives, au sein de Savenn Douar à ne pas dévoyer notre projet. Mais nous sommes bien les seules à y penser et à essayer de l'expliquer. Il faut une fois encore, «laisser du temps au temps» pour démontrer la pertinence de nos choix.

En attendant que l'idée de mettre en place un Comité de concertation fasse son chemin dans les esprits, durant l'année 1992 nous mettons en place une structure appelée «ELV», en diminutif de «Enlivrez-vous». C'est un clin d'œil pour essayer (d'ELV) d'élever le débat au dessus des mesquineries qui font souffrir. C'était une tentative de réunir les bonnes volontés en dehors de notre association Savenn Douar, qui restait comme pestiférée aux yeux de nos détracteurs.

Naturellement, les libraires regroupés dans l'association qui s'était mise, elle aussi, en rivalité avec notre association fondatrice, la SLALB (société des libraires et artisans du livre de Bécherel) et son président, surtout son président, ne répondent même pas à notre invitation. Les élus non plus. Notre ELV ne verra pas le jour.

Vers la fin 1992, des élus, des libraires et deux ou trois personnes intéressées, et plus particulièrement Erwan qui trouve là une occasion d'intégrer l'entreprise, sans avoir à faire avec l'autorité symbolique de sa mère, mettent en place une structure qui verra le jour le 5 Février 1993, sous le nom de Comité de concertation pour le fonctionnement et le développement de «Bécherel, Cité du Livre»®. Compte tenu du contexte administratif, nous nous réjouissons finalement que l'initiative de cette mise en place soit très investie par la municipalité. Nous ne nous élevons pas contre l'utilisation de notre logo dans l'intitulé du comité, pour prouver une fois encore notre volonté de participation. Mais nous digérons mal qu'il ne soit pas question de signer la charte d'utilisation, gracieusement bien entendu. C'est un refus de plus de prendre notre existence en considération.

Le Comité de concertation est donc très investi par les élus qui vont en prendre les rênes. Deux élus y auront les premières places, de

président et de trésorier, deux libraires seront co-secrétaires: Yvonne par ailleurs présidente de Savenn Douar et le président de la SLALB. Un troisième élu est membre de droit du comité. Les libraires et bouquinistes en font partie s'ils le souhaitent. Sur les dix libraires installés en 1993 sur le site de Bécherel, cinq s'affilient au Comité dont Yvonne et Erwan pour la librairie Gwrizienn, Catherine pour la librairie Dazont.

Je fais partie du comité au titre des personnes intéressées par le développement de la «Cité du Livre», et non pas au titre de présidente de l'association fondatrice de la «Cité du Livre». Mais c'est à ce titre que je prendrai la décision de ne pas participer à ses réunions, pour montrer ma volonté de laisser la place aux libraires et aux élus. Je ne veux pas faire de l'ombre à quiconque.

Il faut aussi rassembler les bonnes volontés bécherellaises qui le souhaitent. C'est ainsi que le président de l'association sportive «l'Espérance» va commencer au sein du comité une longue carrière dans une volonté jamais démentie de faire en sorte que tout le monde s'entende au mieux à Bécherel.

Au cours de la séance de travail qui élabore les statuts du comité, j'obtiens gain de cause pour qu'il regroupe des personnes et non pas des associations. L'exemple, encore présent dans mon esprit, d'une première tentative de nous éliminer dès juillet 1989, nous avaient mises en garde. D'autre part je savais bien que la SLALB disparaîtrait définitivement d'elle-même puisque son adversaire, Savenn Douar, devenait inaccessible du fait de l'existence du comité qui prenait la relève. Je parlerai dans un prochain chapitre des affrontements qui ont agité la Cité du Livre.

Il s'agissait de ne pas importer les conflits au sein de la nouvelle structure. Erwan avait beaucoup insisté sur ce point et nous étions bien d'accord avec lui. Notre volonté était qu'elle puisse fonctionner le plus rapidement possible, étant donné l'approche de la fête de Pâques 1993.

Le Comité de concertation allait donc être le terrain sur lequel nous espérons travailler en bonne intelligence avec tous. Il ne sera pas possible d'y prendre position en tant que partenaires, mais nous pourrons y travailler individuellement sous la haute direction d'une

municipalité pourvoyeuse de subventions et d'autorisations diverses, largement contrôlées par les instances supérieures, administratives du côté de la préfecture, morales et organiques du côté des collectivités locales élues.

La responsabilité directe de la réussite de la Cité du Livre est désormais officiellement en d'autres mains que les nôtres; nous y prenons place pour continuer à travailler, et veiller au grain. Nous voyons mal, en effet, comment le comité pourrait se débrouiller sans notre savoir-faire et nos dossiers.

Les élus municipaux ont une place légitime et reconnue du fait de leur élection, dont le but est la gestion des communes. Cela ne leur donne pas pour autant la science infuse. S'ils pouvaient se libérer pour suivre les journées de formation conçues pour eux, ils pourraient plus aisément faciliter la mise en place de projets utiles à la communauté, sans en prendre les commandes, et sans s'embarasser des multiples casquettes impossibles à ajuster sur une seule tête, au grand dam des professionnels qui voient, eux, toutes les erreurs et les dysfonctionnements. En d'autres termes, ils ne devraient pas avoir à faire la pluie et le beau temps dans les associations, s'y mettre à la place des fondateurs et les diriger de l'intérieur. Par contre, ils ont à effectuer un travail de contrôle administratif par rapport au respect des lois et de contrôle financier relativement à l'utilisation des subventions octroyées.

L'idée d'un partenariat, intelligent et convivial, dans lequel chacun peut trouver sa juste place, à partir de ses compétences connues et reconnues, à partir de son statut, et des preuves qu'il a données de son efficacité, n'est toujours pas à l'ordre du jour, à Bécherel. Nous vivons sous le règne de la rivalité; cela n'empêche pas d'apprécier la gentillesse du maire et celle de son principal adjoint, à leur juste valeur, sans pour autant être dupes du système.

Chapitre 16

«L'homme se meurt de la peur de changer». (Glenmor)

GENESE DES CONFLITS

Les premières années vont être très difficiles, trop peut-être, en ce sens que tout aurait pu basculer, échouer. Les conflits vont aller en s'enchaînant, avant même que, prises dans la tourmente, nous ayons la capacité de comprendre ce qui était en train de se passer.

Peu à peu, cependant, nous commençons à repérer les registres dans lesquels ils prennent source et mon propos est ici d'en faire l'inventaire.

Dès l'été 1989 il y avait eu des conflits avec le premier bouquiniste venu s'installer dans le centre ancien. Il avait attiré sur le site des personnages peu recommandables avec lesquels il avait voulu créer une fédération des associations de Bécherel. En 1990, il avait sympathisé avec quelques professionnels venus grossir nos rangs à l'occasion des vacances et des manifestations que nous organisons.

Les difficultés surgissent alors entre les femmes que nous sommes à la tête de l'entreprise culturelle, et certains de ces libraires et bouquinistes, des hommes. Ces difficultés ont été renforcées par des incompréhensions et des méfiances du conseil municipal, composé alors de quatorze hommes et une seule femme.

Les libraires voulaient prendre les commandes de la Cité du Livre à la place de notre association, les élus voulaient rester les maîtres sur le terrain pour ne pas prendre de risques vis à vis de leur électorat. Les petits ruisseaux faisant les grandes rivières comme chacun sait, il y eut confluent des intérêts lorsque les hommes, libraires et élus, firent chorus contre nous. La connivence masculine, en dépit de luttes intestines pour le pouvoir, pour la gloire et les honneurs, s'actualise quand il s'agit d'écarter les femmes de ce qu'ils croient être leur pré carré ancestral. Du côté libraire la lutte a été ouverte, étalée au grand jour avec courriers et pétitions adressées aux instances publiques. En ce qui concerne les élus, nous avons découvert sous

beaucoup de gentillesse et de civilité, une patiente résistance à tout ce que nous pouvions proposer. A la limite, leur affabilité désarmait nos velléités de protestation.

Les professionnels qui venaient de l'extérieur, pour «faire nombre» avec nous à Bécherel, se trouvaient dans la situation ambiguë d'être à la fois séduits par l'idée d'une «Cité du Livre» dont les exemples existants à Hay-on-Wye et Redu promettaient une possible réussite, et envahis par plusieurs sortes de craintes. Dans leurs librairies respectives, de Brest, du Havre de Rouen ou de Paris, ils avaient une clientèle qui les confortait dans leurs compétences. Les débutants de Bécherel n'étaient pas pour eux des relais rassurants. La question du professionnalisme sera souvent mise en avant par rapport à la crédibilité de la «Cité du Livre».

Notre premier libraire résident trouvait près d'eux appui, écoute et sympathie. Ils avaient deux prétextes, l'un avouable: nous n'étions pas des professionnelles et nous voulions les «régenter», l'autre inavouable, nous n'étions que des femmes et nous ferions mieux de les laisser faire et de leur obéir, sans d'ailleurs qu'ils songent à proposer une quelconque stratégie de développement.

Nous n'avions pour notre part aucun argument à opposer à celui du professionnalisme. Nous affirmions simplement notre désir de réussir et, pour les librairies mises en place par des membres de notre association, les amener à un niveau satisfaisant et même plus.

Comme je l'ai déjà mentionné plus haut, nous avons mis en place, en 1990, une formation aux métiers du livre et de la librairie avec l'aide du CRFPA - Centre Régional de Formation Professionnelle pour Adultes - organisé par l'UFCV, association jusqu'alors spécialisée dans les centres de vacances. Le CRFPA trouve, avec la préparation aux métiers du livre, qui n'existe pas encore, un support idéal pour faire ses premières armes dans la formation professionnelle des adultes.

Yvonne suit, pour sa part, un stage à la bibliothèque municipale de Rennes, durant l'année sabbatique que lui permet de prendre l'Education nationale en 1990-1991, pour changer d'orientation et devenir libraire, après avoir été récemment directrice de l'école

publique à Bécherel. La bibliothèque municipale de Rennes possède un important fonds breton; Yvonne va ainsi bénéficier d'une solide formation.

Cependant, l'ambiguïté persiste dans les esprits, puisque personne ne sait, ni à Bécherel, ni ailleurs, quelle doit être la formation d'un libraire. Elle n'existe tout simplement pas encore en tant que telle. Le «professionnel» est celui qui acquiert sa compétence à partir de son expérience, en fonction de ses dispositions propres. Il existe des libraires qui ne sont, somme toute, que des vendeurs de marchandises et d'autres qui sont des passionnés, des érudits, peut-être même des poètes diront certains journalistes conquis par notre démarche.

Il nous apparaît donc que les critiques des «professionnels» à notre égard ne sont pas fondées. En dépit de cela, elles feront des dégâts sournois dans les esprits. Comment les bibliophiles avertis pourraient-ils faire confiance à des débutants? Tout juste peuvent-ils espérer faire de bonnes affaires en tablant sur l'ignorance des vendeurs. C'est ce qu'il faut éviter.

Mais nous sommes poussées en avant et pensons sérieusement à la manière de nous y prendre, pour acquérir cette aisance, et cette érudition, que nous avons eu l'occasion de voir à l'œuvre dans certaines librairies restées chères à nos cœurs. Je me souviens très précisément des célèbres «Nourritures Terrestres» il y a quelques années, à Rennes, bien connues de ma génération. Je viens d'apprendre que cette librairie a été reprise par un des jeunes qui a fait partie de notre association dans les années 1982-1983. J'aime à penser qu'il y a là une coïncidence sympathique... Nous connaissons bien aussi la librairie de Serge Davy, installée place Saint Sauveur à Dinan, qui présente à ses clients et visiteurs de très beaux livres anciens, précieux et rares, et bien d'autres, intéressants toujours. Je pense à tous ces libraires qui tirent en avant les esprits et sur les traces desquels nous avons l'espoir de marcher.

Nous ne retenons donc pas la critique selon laquelle, seuls des «vrais» professionnels pourraient réussir la «Cité du Livre». Nous ne nous trompons pas, car en 1991, la municipalité facilite l'implantation de la librairie-galerie Saphir, en lui donnant en location-vente une des

maisons du faubourg Berthault qu'elle acquiert à cet effet. Ce sera le seul acte municipal d'un engagement dans l'immobilier en faveur des libraires jusqu'en 1998. La librairie-galerie Saphir, spécialisée en livres anciens, «beaux livres» et documents d'archives, est installée à Paris, en deux endroits, rive gauche et rive droite. Elle possède aussi une galerie d'art à Dinard. Son choix de venir s'installer à Bécherel nous donne un poids supplémentaire que nous accueillons, pour notre part, avec plaisir. C'est un signe de reconnaissance que nous adresse un professionnel confirmé.

Le fait qu'avant de devenir libraire, Monsieur Szapiro était médecin, nous conforte dans le bien fondé de notre démarche. Là encore, nous constatons que c'est à partir d'une expérience enracinée dans un désir, que l'on peut commencer à parler de professionnalisme, indépendamment de sa formation première. Comme à chaque étape de notre progression, nous constaterons que c'est à partir d'un désir inextinguible que la volonté peut conduire au succès. Il donne comme un sixième sens à ceux qui prennent position de fondateurs puis d'acteurs.

Pour mettre en place un projet comme celui-là, l'essentiel est donc de s'en remettre à des personnes motivées dont le moral tiendra bon face aux difficultés et qui sauront puiser dans leur détermination, les ressources nécessaires à la réussite. De plus, les changements de cap professionnel, lorsqu'un lien avec les expériences accumulées peut servir de tremplin à une nouvelle activité, sont le plus souvent un gage de réussite. C'est une constatation que nous aurons l'occasion de faire ici à diverses reprises. L'immobilisme dans une trajectoire sans grande surprise provoque l'ankylose. Les nouvelles orientations professionnelles sont de bon augure.

Tout repose sur les personnes et non pas sur les institutions. Ces dernières ne peuvent avoir d'autre vocation que d'accompagner les concepteurs et de faciliter leur implantation. Ceci est dit à l'intention de nos futurs partenaires éventuels. C'est aussi pourquoi, les instances municipales devraient encourager les bonnes volontés et les accompagner dans un partenariat, indispensable dans le modèle français, et non pas les régenter ni les supplanter dans leurs associations.

Si l'argument du professionnalisme n'est qu'un prétexte plus ou

moins sérieux, force nous est, à l'époque, de nous interroger au sujet des contestations véhémentes qui vont s'exprimer de plus en plus rudement à notre égard, nous, femmes engagées au sein de l'association fondatrice.

Le premier libraire déjà cité, celui par lequel toutes nos difficultés ont pris racines, achète à Bécherel, dès octobre 1989, une maison pour s'y installer lui et sa librairie, craint sans doute un échec de la «Cité du Livre». Cette inquiétude s'explique, pour lui qui choisit de vivre sur place l'aventure. Il débute également dans le métier, ce qui ne nous gêne pas, mais c'est probablement ce qui le fragilise. Nous avions espéré pouvoir faire équipe, l'inviter à prendre part à notre démarche, et travailler avec lui. Il était le quatrième libraire à oser s'installer, après nous. Après avoir adhéré à notre association, et acquis la conviction qu'il n'aurait pas pu en prendre la présidence ni le commandement, il avait démissionné. Il n'avait rien voulu savoir de notre Entreprise culturelle et sa position par rapport à nos idées étaient de les ignorer. Il avait refusé toute discussion à ce sujet. Il n'avait d'oreille que pour des arguments commerciaux.

Il a donné sa démission à l'issue d'une réunion de l'association à laquelle participait ce jour-là Yves Castel, le guide-conférencier dinannais. Yves, bien connu dans la région, s'est acquis une popularité, en écho de sa passion pour tout ce qui concerne l'histoire et l'archéologie locales. Il est célèbre dans tout le pays de Dinan-Bécherel. Chacun connaît sa silhouette particulière, entraînant touristes et curieux, la canne levée pour désigner tel détail architectural remarquable, le tout entre deux salves d'un franc parler savoureux où l'accent gallo signe son origine. Nous avons été, lui et moi, des écoliers de l'école publique de Lanvallay, aux temps largement révolus de notre jeunesse.

Yves est un adhérent quasi organique de notre association. C'est lui qui a poussé ce libraire devenu inamical à la démission, argumentant ses propos de quelques commentaires empreints d'une certaine verdeur, dont nous aurions été bien incapables.

Notre adversaire voulait dénoncer la main mise supposée de Savenn Douar sur les libraires. Il évoquait sans élégance un «maquereutage» organisé. Yves lui a demandé de quel rackets nous nous étions rendues coupables à son égard.

La bienséance que suppose cet écrit ne me permet pas de relater les détails de l'altercation. Yves a une manière bien à lui de rendre à la raison les esprits qui s'égarrent, intraduisible en langage convenu. La leçon a fait que nous avons renforcé nos positions, en soumettant les adhésions à des règles plus strictes.

Il était devenu évident que certains libraires, celui-ci en tête, ne voudraient jamais prendre connaissance de l'éthique et de la philosophie de notre projet, ni par conséquent signer les statuts de l'association; l'idée d'une entreprise culturelle leur resterait à jamais étrangère. Pour eux il suffisait que des librairies s'installent côte à côte pour constituer un village du livre. Et il suffisait de se faire connaître par de la «bonne publicité». Quant à savoir qui la paierait, il n'en était même pas question, aucun projet n'était élaboré à cet effet.

Nous étions tous des débutants, absolument incapables de prendre en charge un onéreux budget de communication. J'ai déjà parlé du choix que nous avons fait d'organiser des manifestations culturelles, intéressantes du point de vue de visiteurs potentiels avertis par des médias soucieux de «communiquer les événements».

Nous n'imaginions pas alors l'ampleur de ce qui se préparait, même si la théorie sur le fonctionnement des groupes, que nous connaissions après avoir lu les travaux du sociologue Peters à ce sujet, nous laissait prévoir des difficultés. Nous savions bien en effet, qu'il ne serait pas facile d'intégrer de nouveaux venus, eux qui ne faisaient pas partie de notre groupe dès l'origine, qui ne savaient rien des démarches de préparation et d'élaboration, ni de l'esprit qui nous avait animé. Ils allaient forcément penser que cette entreprise était toute simple, qu'il suffisait de s'installer sans se poser de question: un libraire est un libraire où qu'il aille et dans n'importe quel lieu.

La paresse d'esprit empêche généralement l'œuvre de la pensée et le travail de réflexion, quand il est nécessaire d'orienter différemment un éclairage sur des habitudes avérées.

Si l'inquiétude de ce premier libraire qui choisit de vivre sur place l'aventure, peut s'expliquer au départ, au moins en partie, elle est plus difficile à cerner pour ceux qui vont se joindre à lui. Pourtant, ils se rassemblent sous sa bannière, alors même qu'ils ne s'installent pas à demeure sur le site.

Leur objectif est d'éliminer Savenn Douar, et de prendre la place des fondateurs. Nous ne sommes pas, selon eux, des professionnelles capables de gérer la «Cité du Livre». Nous sommes remises au rang d'une association culturelle, peu crédible du côté sérieux des affaires à réaliser. Personne ne mesure encore à ce jour, les dégâts qui vont être ainsi provoqués, ni le temps perdu en vaines luttes intestines.

Les attaques, forcenées, vont être systématiquement menées par notre «Iznogoud» de service. Iznogoud est le célèbre héros d'une BD pour enfants qui veut être calife à la place du calife. C'est ainsi que nous l'avons d'emblée désigné entre nous.

Iznogoud, donc, voulait nous évincer, prendre notre place, ou mieux encore, nous réduire à un rôle subalterne, sans doute celui qui convient aux femmes, dans l'esprit de beaucoup d'hommes, encore maintenant. Du groupe au sein duquel nous avions mûri notre projet, il ne restait en effet, à demeure sur Bécherel, que des femmes.

Ces messieurs, les libraires du début, professionnels mais intermittents sur le site, pouvaient sans doute espérer faire de nous de parfaites exécutantes à leur service, s'appropriant nos compétences et notre savoir faire, pour leur plus grande gloire, sous le prétexte tout trouvé de ce à quoi nous tenions le plus, à savoir la réussite de la «Cité du Livre».

Nous avons été très agressivement conseillées d'aller dans ce sens là, et non par de moindres personnages de notre connaissance, feignant d'ignorer qu'en pareil cas un projet va à sa ruine s'il n'est pas mené à maturité par ses concepteurs. Nous étions exhortées à nous retirer derrière «nos petites animations culturelles» et à laisser faire les gens sérieux: les élus d'une part, et les «vrais» libraires d'autre part. Le prétexte évoqué était celui de la bonne entente entre tous. Il était bien clair pour tous ces messieurs, que si nous refusions de laisser la place, nous serions les responsables du mauvais esprit qui allait régner; ils étaient tous très convaincus qu'eux seuls, chacun pour sa part, et sans nous le plus souvent possible, seraient capables de mener l'aventure à bien. Le fait que trois librairies fonctionnaient grâce à des adhérentes de l'association fondatrice, qui prenaient plus de risques qu'aucun d'entre eux, ne leur venait pas à l'esprit, semble-t-il.

Conscientes d'un phénomène qui nous dépasse tous, quand il s'agit de défendre sa place, ses intérêts, ses idées, son prestige, nous avons passé beaucoup de temps à mettre en place des stratégies rassurantes. En particulier, nous avons avancé, une fois encore, l'idée d'un partenariat à mettre en place d'un commun accord, ceci par rapport aux élus, et nous avons tenté d'expliquer, d'invoquer la notion de solidarité nécessaire entre les libraires.

Notre manière de faire, au féminin, est de refuser l'idée même d'un chef, qui commanderait, dirigerait, imposerait. Nous voulions que l'aventure de la «Cité du Livre» soit une aventure collective dont la réussite dépendrait d'une concertation entre tous ses acteurs à partir de chaque groupe dans sa place spécifique: les libraires, les élus, les fondatrices et les Bécherellais intéressés.

Nous tenions beaucoup à garder notre place; d'une part pour assurer la réussite du projet ainsi élaboré, et d'autre part pour mener à bien une entreprise conduite par les femmes que nous sommes, à notre manière, dans un esprit de concertation dont nous étions sûres de pouvoir être les garantes.

Nous ne voulions pas céder sur l'esprit du projet. Nous souhaitions mettre en œuvre une dynamique avec en point de mire, un exercice de démocratie, une démocratie de proximité en quelque sorte, qui reste à théoriser à ce niveau-là d'une pratique quotidienne. Compte-tenu des ratés entre théorie générale et pratique quotidienne de la démocratie, il nous semblait et il nous semble toujours intéressant de vivre cette expérience. Au masculin, il est difficile de concevoir les relations homme-femme ailleurs que dans un contexte de domination: l'homme est le chef, le maître et la femme lui est soumise. Des millénaires ont entériné cet ordre de choses. Il était donc quasi impossible de prendre acte, à Bécherel, que des femmes puisse revendiquer une place de responsabilité, en dépit du fait que le projet était d'abord mis en place par leurs soins.

Les relations d'amour entre hommes et femmes ont été largement décrites. Les relations de partenariat restent dans l'ombre. Peut-être est-il possible d'en dire quelque chose, brièvement et en avant-projet d'une étude plus approfondie qui reste à faire.

Les femmes n'ont de recours, contre les attaques, que d'en référer à la loi. Les hommes règlent plus facilement leurs conflits en affrontements directs, plus ou moins musclés suivant les cas.

Je crois pouvoir dire qu'entre hommes et femmes les questions de vie et de mort prennent un tour plus dramatique qu'en ce qui concerne les hommes entre eux.

Tout se passe comme si le seul «masculin» pouvait garantir la vie, avec pour corollaire, l'obligation faite aux femmes de s'y soumettre. Quand l'homme tue, élimine les autres, fait la guerre, c'est bien évidemment pour permettre une vie meilleure aux siens et à lui-même. Il est convaincu de sa suprématie indiscutable à cet égard. Les femmes doivent acquiescer.

L'existence du «féminin» n'est pas reconnue comme force politique capable d'autorité naturelle de droit. Seule la parole au masculin est légitimée à faire «bonne autorité», pour ne pas dire «toute puissance». Tout le monde s'y réfère donc d'un commun accord sous forme du respect de la Loi, laquelle est, soit dit en passant, beaucoup plus respectée par les femmes que par les hommes. Il y a en effet beaucoup plus d'hommes en prison que de femmes, si je peux me permettre cet exemple très insuffisant du point de vue d'une étude plus argumentée.

Il n'en reste pas moins que la femme qui édicte la loi à partir d'une position d'autorité, comme celle d'une ministre par exemple, déchaîne contre elle la ridicule protestation virile à court d'arguments, ce qui nous offre le spectacle désastreux de certains mâles en mal d'intelligence.

Après le coup de poing ou le coup de gueule entre hommes, les comptes une fois réglés, ils se remettent à travailler de concert, méfiants peut être, mais pouvant «faire corps» avec leur hiérarchie, leur organisation syndicale, patronale, politique, religieuse ou militaire et leurs collègues, leurs adversaires d'hier, ou de demain.

Dans la civilisation latine le problème se pose d'une manière particulière pour les femmes. Les corps constitués n'existent pas pour elles, telles l'armée, la religion. Elles ne s'y incluent qu'une par une, et non pas ensemble, par tranches d'âge comme par exemple les jeunes hommes devant faire leur service militaire. Dans les couvents, qui

pourraient être le lieu d'un «corps constitué», elles sont toujours dans une obligation de renoncer à une existence féminine spécifique. La révolte féminine et sa souffrance sont justement liées au désir de ne pouvoir «exister», ou plutôt de ne pouvoir faire reconnaître leur existence en face du masculin qui n'en veut, ou n'en peut, rien savoir.

Dans les conflits entre deux femmes, chacune est renvoyée à cette impossibilité d'exister dans une position féminine, où la connotation agressive les menace l'une comme l'autre sans recours, comme si elles étaient interchangeables à terme, dans des histoires dites de «bonnes femmes» qui les annulent, sans qu'aucun argument puisse avoir valeur symbolique d'individuation. Dans ce registre, une femme en vaut une autre pour ce qui est de faire l'amour, ce dont témoigne la polygamie avouée, institutionnalisée, ou cachée, ou encore le commerce du sexe animalisé avec ses anciennes maisons closes et son choix de cheptel féminin.

Au delà, elle ne doit exister qu'à la maison, à partir d'un statut de mère, retirée dans un lieu où elle se retrouve seule, servante du masculin enclin à s'octroyer les privautés du maître, et gardienne, parfois vénérée, du bon ordre du foyer où chacun peut alors grâce à elle, connaître et accepter sa bonne place à sa juste mesure. Sa place de femme y est inscrite du fait qu'elle seule pouvait dire à un homme s'il était bien le père de ses enfants, dans le cas où elle voulait y engager son honneur et sa fierté.

Cela fonctionnera comme acquis civilisateur dans le registre symbolique, à cause de la contraception qu'une femme peut enfin maîtriser (se rendre maître). Sa parole peut désormais s'appuyer sur des découvertes qui viennent la confirmer ou l'infirmier. Cette vérification scientifique lui donne enfin accès au registre d'une possible existence, méconnue à ce jour.

En cas de rencontres conflictuelles avec d'autres femmes, chacune se retire et souvent définitivement en des frontières où elle est seule, mais à l'abri. Ce repli stratégique reste opérationnel pour toutes les femmes, y compris celles qui travaillent ou qui ont choisi de faire de la politique. Par ailleurs il n'est pas rare qu'elles s'y conduisent sur le mode masculin, faute de pouvoir exister en toute différence en même temps qu'en toute égalité avec un homme.

Le coup de gueule, ou le coup de poing, entre femmes, reste trop mortifère pour qu'elles s'y risquent souvent. Il intervient dans le cas d'avoir à défendre sa place, au bout d'une angoisse devenue insupportable. En effet deux femmes qui s'affrontent sont en dehors de la loi phallique, seule existante. Elles n'ont rien à défendre, sinon leur place.

L'angoisse surgit, pour les femmes qui s'affrontent, dans ce moment où elles ne peuvent pas en référer aux règles du combat masculin qui s'évanouissent entre elles, puisqu'elles sont chacune isolées et sans maîtrise sur le fait d'être interchangeables ou éliminables. «Une de perdue, dix de retrouvées» disent bêtement les hommes qui dans ce domaine n'y entendent rien...

L'existence de la femme reste donc à conquérir dans le registre des représentations sur lesquelles l'humanité fonctionne. La vie concerne toutes les espèces et jusqu'à la moindre particule de matière. L'existence relève des représentations qui sont installées dans l'esprit humain. Et ces dernières sont des conquêtes culturelles, élaborées durant les millénaires de notre histoire.

Les femmes entre elles n'ont de recours que dans la solidarité, par rapport à un but choisi d'un commun accord. Elles peuvent être des championnes de la solidarité et du triomphe de la vie. La conquête de leur existence en dépend. Car, pour tout être humain, il ne suffit pas de vivre à l'instar de n'importe quel animal ou végétal. Il ne suffit pas non plus de vivre pour ses enfants, et par eux, pour se faire représenter et ainsi leur devoir une existence par procuration.

Il ne suffit pas non plus d'exister, à l'instar des extra-terrestres imaginés par notre époque et dont personne n'a encore eu preuve de leur réalité tangible. La représentation d'un extra-terrestre existe comme Dieu existe dans l'inconscient. Pas «La» femme dans la culture latine et romaine.

Le conflit entre deux femmes se joue sur le principe: elle ou moi; le conflit entre les hommes se joue sur le principe: le plus fort est le chef; le conflit entre un homme et une femme sépare l'homme de son appartenance au corps constitué par l'ensemble des hommes, car la femme ne s'adresse qu'à un seul homme et non pas à un régiment; elle le met en grand danger d'y perdre son existence symbolique tandis

qu'elle est en danger, ultimement, de perdre la vie, comme dans le crime passionnel, avant même d'avoir pu inscrire la trace symbolique de son existence dans les représentations élaborées par l'humanité.

Tous les conflits font surgir une angoisse, dont la moins forte est sans doute celle qui naît du combat entre deux hommes. Je me demande de s'il n'y a pas là une des explications aux déclarations de guerre trop faciles. Du point de vue du symbolique perdre la vie semble moins violent que perdre l'existence. La mort semble moins redoutable aux humains, que l'effacement dans le néant, l'inexistant.

Ce n'est qu'au terme de multiples mises en place laborieuses et tâtées, peut-être de mises au monde sur cette manière là d'être côte à côte, solidaires, et non pas alignées au garde à vous, que les femmes pourront sortir de l'enchaînement dramatique des injustices qui les défavorisent dès avant d'être nées.

Pour ce qui nous concerne, banalement, en attendant d'exister si cela arrive, c'est seulement après une réussite avérée que nous pourrions laisser le soin à d'autres de présider aux destinées de la «Cité du Livre». Nous y avons, en tant que fondatrices, notre place légitime. D'ailleurs, chaque fois que nous nous sommes désengagées de la marche de la «Cité du Livre», les résultats ont été édifiants, dans le sens d'une régression repérée essentiellement sur les résultats de la fête du livre, organisée à Pâques, dont l'objectif est de lancer la saison.

A l'issue de ces dix années de fonctionnement, nous pouvons nous permettre de passer le relais à d'autres mains. Il est par ailleurs devenu nécessaire de professionnaliser un poste d'animateur et d'agent de développement, pour lequel des formations viennent d'être mises en place à un niveau universitaire de bac +4 et bac +5.

En Juillet 1989, après les premiers conflits, en attendant des jours meilleurs, l'idée nous avait été donnée de déposer notre marque commerciale à l'INPI, l'Institut National de la Propriété Industrielle et Commerciale. «Bécherel, Cité du Livre»® devient donc notre propriété et le signe légal de notre existence, en tant que fondatrices.

A l'abri désormais d'une éventuelle dépossession, nous sommes en droit de protéger notre concept, nos idées et nos réalisations. Le fait d'être propriétaires du logo «Bécherel, Cité du Livre»® est pour nous

la garantie de notre sécurité minimale, compte tenu de toutes les attaques menées contre notre association et parfois contre nos personnes; la «Cité du Livre» aurait disparu depuis longtemps sans la précaution qui la met à l'abri des convoitises et des luttes intestines.

De surcroît il sera possible d'éviter qu'une autre «Cité du Livre» ne s'installe sous la même dénomination.

Nous avons eu immédiatement l'occasion de mesurer l'utilité du dépôt légal de la marque en empêchant un aigrefin d'utiliser notre appellation pour s'installer dans nos murs après quelques discrètes faillites. Il faisait évidemment partie du groupe douteux encouragé par l'innénarrable Iznogoud.

Nous espérons aussi protéger notre «Cité du Livre», d'une main mise de la part d'un système commercial, type hypermarché destructeur potentiel de nos petites librairies individuelles. Ce serait la fin d'une manière de vivre choisie en dehors de circuits commerciaux mondialisés, échappant aux notions de responsabilités individuelles. La proximité permet de repérer plus facilement les dérives comme les difficultés. Nous n'en apportons pas moins notre pierre à l'édifice.

Sans doute, avons-nous déjoué bien d'autres tentatives dont les acteurs ont été dissuadés par avance de se glisser parmi nous. La propriété commerciale est défendue de manière très efficace et il en coûte cher à ceux qui s'y risquent. A cet égard, notre «Iznogoud» a été rappelé à l'ordre par notre avocat d'affaires, après les quelques tentatives qu'il a faites d'utiliser notre logo sans notre accord.

Il y a toujours une contrepartie à une prise de position comme celle-là. Les attaques vont continuer en sourdine, jusqu'à développer à l'intérieur d'un petit cercle de deux à quatre libraires, une sorte de rumeur qui consiste à maintenir une méfiance basée sur l'idée que Savenn Douar veut faire «main basse» sur les libraires et même sur Bécherel. Nous allons être écartées et même diabolisées par leur petit groupe auquel se joindront, suivant les circonstances, quelques élus bécherellais.

La rumeur est une arme contre laquelle on ne peut pas grand chose puisqu'elle est basée sur la médisance et le flou des accusations. J'aimerais bien savoir comment on peut faire «main basse» sur

Bécherel quand on n'est pas Al Capone et qu'on n'a pas les «outils» nécessaires...

Le proverbe se vérifie ici, qui dit que lorsqu'on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage.

A l'époque, nous aurions eu besoin du secours, sur place, de quelques hommes déterminés à prendre fait et cause pour notre projet. Erwan, quant à lui, ne voulait pas faire partie de Savenn Douar. Il n'avait pas encore terminé son évolution vers l'indépendance vis-à-vis de moi, sa mère. Sa femme, ses sœurs travaillaient et décidaient de concert; lui choisissait, pour un temps de déménager sa brocante à Gévezé, situé à quelques encablures de Bécherel. De là, il regardait les événements du plus loin possible, pas très éloigné de dire que toutes ces histoires étaient plutôt «des histoires de bonnes femmes». Notre moral féminin n'était pas alors au beau fixe et l'avenir paraissait plein de dangers.

Par contre nous n'avons jamais douté de la réussite de la «Cité du Livre». Notre détermination semblait pouvoir se renforcer à chaque nouvelle attaque.

Le partenariat, s'il avait été accepté par la Municipalité, aurait permis des marges de manœuvre et la pratique d'une vie démocratique attractive pour toutes les personnes concernées.

Durant l'année 1991, nous avons sollicité et obtenu plusieurs entrevues avec le maire de l'époque, pour lui faire part de nos projets et de nos idées sur le développement de la «Cité du Livre».

Il lui a été fait part de nos arguments pour que vingt cinq libraires au moins puissent s'établir à Bécherel, avec une aide municipale, en cas de besoin, à partir de l'exercice du droit de préemption et autres moyens à sa disposition, à l'instar des soutiens que la municipalité avait accordés à une autre entreprise: «Les charcuteries de Brocéliande». Il était tout à fait possible de se servir de «Bécherel, Cité du Livre» comme locomotive du développement de la commune et du canton; nous pouvions pour notre part nous situer comme partenaires pour prendre en charge les activités relevant de notre compétence. Son soutien a été sollicité pour mettre en place une maison des écrivains. Nous souhaitions également ouvrir une librairie/jeunesse pour et avec les jeunes de Bécherel et du canton.

Tous les points à partir desquels un développement était possible ont été évoqués. Tous ces projets ne pouvaient pas être mis en place sans que la municipalité accepte de les soutenir et de les accompagner. Seuls, me semble-t-il, les gens disposant d'une fortune personnelle importante peuvent s'installer où ils veulent, sans avoir besoin d'en référer à une municipalité. Ils obtiennent les autorisations légales beaucoup plus facilement que les autres, débutants peu crédibles.

Nous arrivions à un moment où les vieilles habitudes et les vieux schémas ne laissent pas encore place dans les esprits aux nouvelles dispositions légales. La période nécessite une aide à la mise en place des nouvelles entreprises pour favoriser la création d'emplois. C'est ainsi qu'une municipalité soucieuse de son développement peut offrir des conditions avantageuses à celles qui cherchent un lieu pour s'implanter. Parmi les élus bécherellais, certains restaient sur l'idée de combattre les privilèges ainsi accordés. Que dire alors de leur position quant à nos demandes de subventions qu'ils ont allègrement accusées de servir nos intérêts privés. Encore maintenant ils restent convaincus que la cité du livre fonctionne sur les subventions, y compris les librairies. Leur expliquer qu'il s'agit de subventions accordées pour organiser des manifestations et des animations (qu'ils souhaitent par ailleurs gratuites et libres d'accès) en vue du développement nécessaire à la création des emplois dont on a tant besoin, est chose impossible. Aucune réflexion sur les liens entre culture et économie n'existe dans notre société et la culture est, en fait, interdite de séjour par ceux qui préconisent sa gratuité en lui refusant les moyens de son développement et de son expression.

Avions nous trop d'idées? Le maire semblait intéressé, disait oui-oui-oui; cependant rien ne bougeait, apparemment. Notre proposition d'un partenariat désintéressé n'était, au bout du compte, ni acceptée, ni refusée. Nous savons que la gestion d'une commune nécessite, ou en tout cas semble devoir nécessiter, de la prudence et de la diplomatie, sans oublier l'exercice d'un art qui consiste à ne jamais dire non à un électeur.

Un incident est venu éclairer notre lanterne. La commission culturelle (titre bien pompeux en regard de sa furtive et courte apparition

dans le paysage municipal de ces années-là) nous a demandé de modifier le premier article que nous avions écrit pour le faire paraître dans le bulletin municipal. Les vingt postes de travail générés par la mise en place de l'ensemble de notre entreprise culturelle y étaient évoqués. Il ne fallait sans doute pas laisser penser aux Bécherellais que Savenn Douar avait créé vingt emplois, puisque nous n'étions pas des employeurs au sens traditionnel du terme, et qu'il aurait mieux valu que le mérite en revienne au Conseil municipal. La commission se mettait donc en position de rivalité avec notre association. Notre article, suffisamment explicite, ne prêtait à aucune mauvaise interprétation, sauf à vouloir croire que les Bécherellais n'y comprendraient rien. Plus important était l'abus de la commission qui feignait d'ignorer que les articles, parus dans les bulletins municipaux, relèvent de la responsabilité de leurs auteurs. D'autre part il est déconseillé à une municipalité de contrôler ou rectifier autoritairement les articles qu'on lui donne. Le notre a été refusé par la commission.

Le lendemain nous le faisons distribuer dans toutes les boîtes à lettres, ce dont plusieurs Bécherellais nous ont félicité tandis que d'autres ont bien ri, satisfaits de notre insoumission.

Je n'ai plus, personnellement, jamais entendu parler de la mission culturelle, ni moi, ni personne de ma connaissance. N'aurait-elle eu pour seul objectif que de s'opposer à nous?

La municipalité pouvait sans doute croire que nous avions l'intention de présenter une liste d'opposition aux prochaines élections municipales, sur fond de réussite de la «Cité du Livre». Sa première stratégie serait-elle donc d'empêcher notre développement? Il allait falloir s'armer de patience, faire savoir que nous n'avions pas l'intention de nous présenter aux élections, et attendre le temps nécessaire pour que les élus en place veuillent bien nous entendre et surtout nous croire sur parole.

Nous ne connaissons pas les dessous de la vie bécherellaise et avons appris peu à peu que les élections municipales y sont toujours plus ou moins problématiques. Les Bécherellais usent beaucoup de leur droit à rayer des noms sur la liste proposée à leurs suffrages. Parfois, quelques personnes isolées se présentent «en papillon». Elles

ne se recommandent d'aucun parti politique et ne représentent ni une véritable opposition ni une instance de proposition.

La liste est baptisée «d'intérêt communal». Son principal rôle consiste à contourner les désaccords, éviter les disputes et l'exercice d'une opposition. Les conditions de la démocratie sont remises derrière un consensus entre électeurs et élus, pour que tout le monde puisse vivre en faisant le moins possible de vagues chez le voisin, ce qui n'est pas si mal; malheureusement le prix à payer est celui d'un grand silence; un grand non-dit plane entre les conseillers et le maire qui ne leur fournit pas toujours les informations que nous lui adressons; nous nous mettons à penser que si nous voulons que tous les conseillers prennent connaissance de nos dossiers, il est nécessaire de les leur envoyer individuellement.

Nos documents ne sont pourtant pas subversifs. Ils peuvent évidemment prêter à discussion. Pourquoi faut-il à ce point éviter les échanges entre les conseillers? Tout serait-il prétexte à disputes?

Quelques années plus tard, mon petit fils Olivier a été pris de la fantaisie d'assister à quelques réunions du conseil. Il a été très gentiment accueilli. Félicitations et encouragements lui ont été prodigués pour son civisme naissant. Son exemple sera ensuite suivi par un de ses camarades, puis plus tard, par quelque autre personne de ma connaissance. Olivier m'a fait part de son initiative bien après coup. Je me demande encore s'il y a eu relation de cause à effet, toujours est-il que les séances du conseil municipal, réputées houleuses depuis des décennies, se sont déroulées plus calmement.

Nous apprenons que la plupart du temps, l'équipe municipale a beaucoup de mal à rassembler les quinze candidats nécessaires à la constitution d'une liste. Le nombre total des habitants de la commune, cinq cents en 1989, si on excepte en plus quelques unes des quatre vingt personnes de la maison de retraite, et les enfants, ne favorise pas de nombreuses candidatures. Chaque nouveau Bécherellais est donc immédiatement sollicité pour se présenter dès le prochain scrutin.

J'ai personnellement été sollicitée, dès mon arrivée à Bécherel, et j'ai refusé cet honneur en arguant de mon ignorance en la matière, ignorance irréfutable, et en précisant que j'aie toujours

trop à faire pour consacrer le temps et l'énergie nécessaire à cette responsabilité.

En fait, je voulais absolument me situer comme partenaire identifiable à partir de Savenn Douar et non comme personne engagée dans les activités communales. La gestion de la commune ne convenait pas, dans mon esprit, à mes activités. Je n'ai toujours pas changé d'avis. De cette manière, j'espérais rendre plus claire ma position.

Je n'ai pas été comprise dans le registre où j'espérais l'être, à savoir situer Savenn Douar comme partenaire de la municipalité et non pas en rivale. Si j'avais accepté de faire partie du conseil municipal, j'aurais probablement été suspectée d'y travailler pour le bénéfice de notre projet et de ma famille. Une association, une entreprise, sont des structures ouvertes à plusieurs membres d'une même famille. Les entreprises familiales ne sont pas interdites et souvent, d'ailleurs, elles réussissent plutôt bien, à ma connaissance. Les critiques qu'on peut leur faire sont d'ordre psychologique; elles concernent une pression redoublée sur chaque personne, du fait du poids de la famille, superposé aux hiérarchies professionnelles. En cette période de chômage, l'heure est plus à l'entraide familiale qu'à la crainte de perdre sa liberté individuelle.

Il était donc facile de comprendre que je ne pouvais pas tout mélanger, par mesure de prudence vis à vis des miens, vis à vis de la municipalité et vis à vis du projet. Ma participation à une activité électorale ferait penser inévitablement à une tentative de népotisme, et l'accusation de faire main basse sur Bécherel, sur les librairies, sur la municipalité auraient trouvé là matière à alimenter les méfiances.

Je n'étais pas assez naïve pour penser que chacun accepterait de comprendre ma position et m'en saurait gré. Malgré tout, j'espérais rendre ainsi ma conduite plus lisible.

Je n'avais pas prévu les effets d'une rumeur entretenue par certains libraires et qui allait persister au fil des années, encouragée qu'elle a été par l'attitude de la municipalité à l'occasion de ce malheureux et stupide incident du refus de faire paraître notre article dans le bulletin municipal. D'aucuns s'étaient alors sentis soutenus officiellement, plus que de raison, pour nous attaquer avec une vigueur accrue.

Le conseil municipal se divisait, paraît-il, souvent à notre sujet. Nos demandes de subventions étaient examinées avec méfiance. Les rares explications que nous étions autorisées à fournir étaient peu ou pas écoutées et mal interprétées. Nous étions suspectées de vouloir faire valoir nos intérêts personnels et, loin derrière sans doute, ceux de la commune. Les conseillers se refusaient à « enrichir » notre famille. On ne peut leur faire qu'un reproche, c'est d'avoir été méfiants sans s'être ni informés, ni vouloir demander d'explications. Nous étions rejetées sans qu'on nous demande de nous expliquer. Sur ce point, certains libraires étaient bien d'accord avec ceux qui parmi les conseillers municipaux cultivaient la suspiscion, et plus, à notre égard.

On peut alors comprendre que le maire avait souci de « calmer les esprits » et que, faute d'avoir su prendre une position claire en faveur des fondateurs, nous lui apportions plus de problèmes à résoudre que de satisfactions. Plus tard il récoltera les honneurs et les encouragements, parfois même à notre place. A ce jour, d'ailleurs, « Bécherel, Cité du Livre »[®] laisse à penser qu'elle est l'œuvre de la seule équipe municipale.

Il est clair en tout cas que l'appartenance à un parti politique quelconque reste très secondaire pour ce qui concerne les élus de Bécherel. Personne ne parle de ses convictions, et les nouveaux Bécherellais votent en aveugles. Cela permet bien des avantages du côté des marges de manœuvre et bien des inconvénients du côté de la lisibilité des intentions.

En résumé, le fait que nous soyions des femmes à l'origine du projet implanté à Bécherel, le fait que certains libraires aient contesté notre professionnalisme, l'ambiguïté de la position de la municipalité qui s'est méfiée de nous comme d'un rival éventuel, ont été à l'origine de la rumeur et des attaques dont nous avons été l'objet.

Ces attaques sont d'ailleurs reprises, presque systématiquement par quelques uns des nouveaux libraires, dûment chapitrés par deux ou trois anciens disciples de notre Iznogoud d'antan, lui-même disparu de la scène des conflits et du site de Bécherel. Il a déménagé et revendu ses deux boutiques après cinq ou six ans de présence hargneuse.

Le déroulement de toutes ces péripéties est riche d'enseignements sur les difficultés de toute entreprise humaine. On veut compter pour rien les conflits que suscitent toujours, hélas toujours, la démarche novatrice d'une personne ou d'un groupe qui bouscule forcément les idées reçues et le confort des habitudes, même lorsqu'il y a promesse d'un progrès.

Personne n'a conscience, clairement, des résistances qui se mettent en œuvre et qui risquent de broyer ceux dont le désir les porte en avant. L'ordre établi est le pire ennemi des novateurs. Mais il est aussi, paradoxalement, gardien d'un état de fait sécurisant que tout le monde s'accorde à préserver de crainte d'une catastrophe.

Personne ne semble capable de mesurer les risques encourus. La subjectivité donne ici libre cours à ses débordements. La mise en place de la « Cité du Livre », dans le centre ancien désertifié de Bécherel, ne pouvait être que bénéfique, sauf à déposséder les anciens notables d'un rêve nostalgique d'une cité prospère, dont ils refusaient de savoir qu'elle était endormie depuis trente ans et que ce passé-là était révolu. C'est ce rêve que nous sommes venus bousculer, ce dont je ne puis me repentir mais que je comprends fort bien. Certains Bécherellais craignaient de voir Bécherel « perdre son âme ». Nous étions accusées de vouloir installer un « Etat dans l'Etat ».

Vivre est souvent une aventure cruelle. Je suis très solidaire de toutes les souffrances, les angoisses, les inquiétudes. Je ne veux pas jeter l'anathème sur quiconque. J'essaie simplement de parler clair dans le but d'être utile à ceux qui cherchent à se situer au cœur de ces imbroglios personnels constituant la toile de fond des relations humaines. Nous avons vraiment souffert, et particulièrement en raison de la rumeur entretenue contre nous par quelques personnes, heureusement peu nombreuses. Elles ont néanmoins réussi à pourrir certains contacts que nous avions établi avec les instances susceptibles de soutenir notre action et notre effort pour développer l'espace de vie qui devenait le nôtre à tous, anciens et nouveaux habitants du centre ancien, de Bécherel dans son entier, et aussi de l'ensemble des dix communes constitutives de son environnement.

Sur ces prémices d'autres conflits surgiront plus tard. Ils se grèferont d'une part sur les dérobades municipales qui n'ont pas utilisé leur «autorité légale» pour nous reconnaître dans un rôle de fondateurs ni dans un rôle de partenaires; d'autre part sur les appétits masculins de certains libraires désireux de s'emparer d'un pouvoir (hypothétique) sur la «Cité du Livre»; et enfin sur le refus déterminé des uns et des autres, toujours à l'œuvre aujourd'hui, de partager avec nous une réflexion sur les projets de développement de la «Cité du Livre» qui nous intéressent tous. Nous combattre et nous éliminer semblent être l'objectif le plus communément partagé. Nous n'avons dû notre survie qu'à notre détermination et à notre existence légale de propriétaires de la marque «Bécherel, Cité du livre»®.

Chapitre 17

*«Il se fait dans le berceau des écluses
«Une lente érosion des certitudes
«Le passage d'une rivière à l'autre
«N'exclut pas le risque. (Yves Prié)*

INSTALLATION DE NOUVELLES LIBRAIRIES ET PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT

Le travail nous dévore littéralement. Peut être est-ce mieux ainsi. De cette manière il n'est pas question de se laisser aller ni à notre anxiété ni à nos inquiétudes.

Nous avons aussi, en contrepartie de nos difficultés, plusieurs satisfactions importantes du côté de la réussite. En 1990, à Pâques, une autre librairie s'installe à demeure dans le centre ancien. Quatre autres suivront pour la fête du livre 1991, puis deux autres durant l'été.

Onze librairies, dont les trois nôtres, sont installées en l'espace de deux années. Parmi ces onze libraires, neuf se sont rendus acquéreurs de leurs locaux, deux sont locataires. Deux personnes parmi celles qui ouvrent leur librairie ont fait leurs premières armes à la librairie mise à leur disposition par notre association, qui pourra fermer ses portes après avoir rempli son office. Dix librairies proposent des livres anciens et d'occasion, des «beaux livres», des documents rares ou précieux, des cartes postales anciennes, des BD, des livres d'art, des affiches... Seule la librairie de Catherine, «Dazont», continue à proposer des livres neufs sur la Bretagne et les pays celtiques.

Dans toutes les librairies, la qualité va s'améliorant au fur et à mesure d'une expérience que le travail et le temps affinent. Quand nous prenons suffisamment de recul pour faire des constatations sur la démarche générale de la «Cité du Livre», nous pouvons nous réjouir d'une réussite qui va aller s'affirmant au long de l'année 1992. Les visiteurs sont de plus en plus nombreux et de plus en plus intéressés.

Les bibliophiles eux-mêmes commencent à connaître le chemin de Bécherel, ce qui prouve que nous sommes sur la bonne voie.

A partir de l'année 1991, certains libraires et bouquinistes bécherellais n'hésitent pas à participer à divers salons du livre ou salons d'antiquaires, ou encore à se rendre dans diverses foires et marchés réservés au livre, réputés pour attirer de nombreux visiteurs. Les villes de Quimper, Redon, les célèbres salons de l'espace Champerret aux portes de Paris, les «Vingt quatre heures du livre» au Mans, le Salon du livre à Paris, le salon des «Etonnants Voyageurs» à Saint Malo et bien d'autres témoignent de l'intérêt grandissant des lecteurs de tous âges et de tous bords.

L'initiative de «Bécherel, Cité du Livre»® étonne par son originalité et bénéficie toujours d'une sympathie immédiate. Ceux de nos libraires qui participent à ces différentes manifestations, hors de nos murs, en reçoivent les échos rassurants. Pour la plupart d'entre eux, ils participent à la promotion de la «Cité du Livre» en distribuant abondamment des dépliants et des informations sur notre réalisation.

«La plupart d'entre eux» est une manière de dire que tous les libraires installés à Bécherel ne participent pas à cette effort collectif de promotion. Rien ne les y oblige. Notre principal ennemi, déjà évoqué ici sous le sobriquet d'«Iznogoud», va entraîner quelques autres dans son sillage. L'esprit de guerre qui les anime, les empêche de promouvoir la «Cité du Livre». Ils refusent de distribuer nos documents d'appel sur lesquels sont pourtant toujours mentionnées toutes les librairies, sans exclusive. Nous sommes souvent ulcérées par une telle attitude qui marque une incompréhension totale à l'égard de l'intérêt commun. Il semble pourtant évident qu'une seule et unique librairie implantée à Bécherel ou même seulement deux ou trois, n'auraient aucune chance d'attirer des visiteurs. La communication doit être collective. Dans ce domaine, la solidarité est incontournable et nous avons la sensation très pénible de travailler pour nos détracteurs. Nous faisons, à notre détriment, l'expérience d'une solidarité de fait dont notre réussite à tous dépend.

Gwrizienn et Dazont participent de plus en plus fréquemment à toutes ces manifestations; elles y font heureusement un travail de com-

munication incessant et efficace qui bénéficie à l'ensemble des libraires de la «Cité du Livre» sans favoriser les uns plus que les autres. Dès le départ, Savenn Douar diffuse à tous les demandes que lui adressent parfois des clients à la recherche d'un ouvrage précis.

Personne d'ailleurs ne nous accusera jamais de favoriser nos associés au détriment des autres. Même s'ils ne veulent rien en savoir, chacun sait que nous préconisons une solidarité de fait pour tous.

La notoriété de Bécherel repose sur le nombre de ses librairies et les manifestations culturelles attirent toujours plus de nouveaux visiteurs. Le chiffre d'affaires de chacun ne dépend que de sa compétence professionnelle et de la pertinence de ses choix.

Bernard Le Nail, avec lequel nous restons en contact, nous propose une place, au salon du livre à Paris, sur le stand de l'Institut Culturel de Bretagne, en attendant que nous puissions prendre notre propre stand; ce sera le cas en 1997 seulement. En attendant, nous lui confions des dépliants et des informations pour les diffuser.

Erwan va commencer à s'intéresser de plus en plus aux livres et à la librairie de sa femme. Il s'occupera de la participation des libraires de la «Cité du Livre» aux journées organisées à Saint-Malo par Michel Le Bris, sur le thème des «Etonnants Voyageurs». Nous y serons représentés chaque année, et bientôt le stand se signalera à l'attention du public par une toile de Jo Picajo, un artiste-peintre installé dans nos murs; Jo y a représenté Bécherel sur son pic rocheux, en haut d'un chemin de livres qu'accompagne une harpe celtique. C'est un tableau fait pour attirer l'œil et il est très évocateur. Compte-tenu du nombre important de visiteurs, ces opérations de communication s'avèrent très efficaces.

Plusieurs libraires se retrouvent régulièrement au salon du livre de Redon et en bien d'autres lieux semblables. Nous constatons parfois que ceux de la «Cité du Livre» ont bien du mal à se défaire des réflexes de concurrence que leur ont inculqué les «professionnels», qui fréquentent ponctuellement le site de Bécherel, lors de nos propres manifestations. Ils n'ont pas encore compris que dans la «Cité du Livre», l'émulation remplace la concurrence. Seule la qualité des librairies assure à chacun une fréquentation importante de clients intéressés. Et

pour qu'il y ait des clients il faut qu'il y ait de plus en plus de visiteurs, et donc de manifestations culturelles bien organisées et médiatisées.

Nous essayons également que ne soit pas détourné, au profit d'un intérêt individuel, le travail de communication accompli sur les salons.

Plus tard, en 1995, un nouveau libraire, venu s'installer parmi nous, refusera de diffuser nos documents publicitaires à l'occasion de ses différents déplacements dans des salons sous prétexte qu'«il ne faut pas tout mélanger» (?). Ce nouveau venu à Bécherel ne veut pas faire la promotion de la «Cité du Livre» mais il utilise de fait, sans état d'âme et à son profit, le travail de promotion que nous avons déjà accompli avant son arrivée.

Il n'est venu à Bécherel qu'à cause de notre réussite, et après plusieurs années de réflexion. A contrario il y vient dans le but de redresser une situation, qu'il lui plaît d'imaginer défailante, faute d'avoir tous les éléments pour en bien juger, et non pas de participer à l'égalité avec tous au développement de la «Cité du Livre». Il va pontifier de telle manière que nous aurions dû nous méfier. Au demeurant sa bouquinerie de livres anciens n'est ni plus mal, ni mieux fournie que la moyenne.

L'essor de la «Cité du Livre» ne se dément pas malgré les difficultés relationnelles persistantes avec deux ou trois libraires. Le nombre de clients et le chiffre d'affaires vont croissant. C'est une indication précieuse qui permet de mesurer l'opportunité du choix des manifestations culturelles que nous proposons.

Peu à peu, les libraires qui venaient ponctuellement nous rejoindre à Bécherel, vont cesser de venir. A partir de 1993, ils ne seront plus que deux. Est-ce un effet de la mise en place du Comité de concertation, quand il s'avèrera que la municipalité de Bécherel va cautionner la réussite de la «Cité du Livre» et que désormais il ne pourra plus être question d'une lutte contre l'association fondatrice? Les prémices de ce que nous avons appelé «une solidarité de fait» par rapport à un intérêt commun incontournable sont-ils à l'œuvre?

Les fêtes du livre se déroulent chaque année à Pâques; elles sont un rendez-vous important qui attire des professionnels intéressés par le concept des manifestations culturelles, à l'appui de leur intérêt

commercial. Ce n'est pas du mercantilisme pour autant. Il est nécessaire de tenir compte d'une cohérence économique qui permet à chacun de vivre de son travail. Nier que la diffusion des supports culturels comme le livre donne lieu à des activités commerciales et professionnelles relève de l'hypocrisie.

Dès 1990, Savenn Douar met en place un marché du livre où se retrouvent des exposants d'horizons divers. L'organisation de ce marché, le premier dimanche de chaque mois, a fait l'objet, au début, de la contestation de quelques libraires, toujours les mêmes. Il semblerait là encore que la crainte de la concurrence reste à l'œuvre dans leurs esprits. Ils ne s'interrogent pas sur le nombre de libraires nécessaires pour que marche l'entreprise, mais ils résistent à toute nouvelle implantation.

Nous qui avons en tête l'exemple de Hay-on-Wye au Pays de Galles et de ses trente-cinq librairies, ou de Redu dans les Ardennes Belges avec vingt-cinq à trente librairies pour le même chiffre de population qu'à Bécherel, avons du mal à comprendre cette manière de voir qui les enferme. Nous essayons de rassembler des arguments, en particulier au sujet du nombre de visiteurs que la Bretagne accueille chaque année, plus de six millions, de Pâques à la Toussaint. Nous avons beaucoup de mal à nous faire entendre. Leurs vieilles idées sont les plus fortes.

Leur lutte, pour prendre les commandes de la «Cité du Livre» à notre place, se superpose à cette inquiétude qui les travaille de l'intérieur. Quelques indices nous donnent à penser que, derrière leur revendication d'un professionnalisme dont ils doutent, se cache une ignorance quant aux moyens à mettre en œuvre pour intéresser un public reconnaissable sous le vocable de «tourisme culturel».

Bécherel possède des atouts pourtant incontestables. Nous sommes situés dans un bassin de population entre: Rennes, le Mont-Saint-Michel, Dinan, Saint Malo et les divers points de la côte du Mont-Saint-Michel au Cap Fréhel ce qui nous assure un potentiel de fréquentation qui va du tourisme aux habitants de toute la région.

Nous faisons également partie du Pays de Brocéliande, très ancien et haut lieu de la légende bretonne. Le cycle arthurien, avec Comper comme centre culturel incomparable, en est le plus éclatant

fleuron, dans un site protégé de forêts, de chemins, de mégalithes, de vallons et de lacs. Brocéliande est un lieu de poésie et de mystère que Bécherel magnifie juste sur sa frontière.

Avec ses ouvrages disponibles sur la culture du monde entier, la «Cité du Livre» ouvre les routes vers la mer et vers le continent, dans la plus pure tradition celtique, celle des explorations, des voyages et de la quête. L'imaginaire celtique reste encore à l'œuvre et peut être n'est-ce pas tout à fait un hasard, si le premier village du livre a été mis en place dans un autre pays celtique, au Pays de Galles. L'utopie est fille celtique, me semble-t-il, à partir de la tradition qui est la nôtre, liée à l'appel du grand large, des horizons inaccessibles et des rêves qui continuent de nous animer.

Entre les deux, nous sommes capables de réalisations concrètes qui n'épuisent en rien nos attentes, mais qui les alimentent sur les chemins de nos conquêtes. Je précise que je sais fort bien que nous n'avons pas le monopole de l'utopie, heureusement.

Nous sommes, ainsi qu'on le dit communément, très bien placés sur tous les plans. Il faudra que le temps apporte ses preuves pour que les libraires bécherellais soient rassurés, au moins sur la pertinence du choix du lieu et de son contexte culturel.

La crainte de la concurrence est un thème récurrent, dans ce registre où la situation du marché de ces années-là est en butte perpétuelle aux difficultés grandissantes des trésoreries individuelles. Ceux qui se sentent moins armés que d'autres sur le plan intellectuel, par rapport au choix des ouvrages qu'ils achètent pour les revendre, sont forcément repliés sur la défense de la rentabilité et sur l'inquiétude de ne pas y arriver. L'inquiétude, quand elle devient de la peur, sous les inévitables élucubrations jouissives de ceux qui brandissent les spectres épouvantables de la faillite et de l'échec, transforment les protagonistes en ennemis.

Nous avons cru être mises dans l'obligation de défendre et faire valoir nos points de vue. Ce fut sans doute en pure perte puisque les plus acharnés ne voulaient rien écouter. «Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre». Hélas, que de temps perdu, au lieu de travailler à la mise en place de tous nos projets.

Nous avons également souci du développement du canton tout entier et défendions l'idée que le livre pouvait servir de base à des stages organisés pour des jeunes de toutes les régions de la francophonie, en priorité, en relation avec les métiers du livre. Nos jeunes auraient eu ainsi des occasions d'en rencontrer d'autres et ouvrir d'autant leurs esprits. Plusieurs projets étaient à l'étude: une maison d'édition, une maison des écrivains, une usine de papier recyclé, des stages linguistiques de breton, de gallo, d'anglais et d'autres langues européennes, de toute autre langue suivant les demandes, et surtout des stages d'expression écrite et parlée, avec une extension dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme.

Nous pensions à bien d'autres activités culturelles destinées à être financièrement autonomes le plus rapidement possible. Il faudrait pouvoir y travailler et trouver les moyens de les réaliser. Les infrastructures que ces projets supposent, comme par exemple l'hébergement, sont onéreuses à mettre en place.

Je peux, en ce qui me concerne, survoler le déroulement des événements sans l'inquiétude d'avoir les yeux fixés en permanence au tiroir-caisse. Je m'en soucie pour mes enfants, bien sûr, et j'ai la réussite économique à cœur, du fait de ma position de présidente-fondatrice. J'essaie régulièrement d'en prendre la mesure avec les petits moyens à ma disposition.

Je prends en compte les progrès de la «Cité du Livre» du point de vue de la fréquentation par les visiteurs, et du point de vue du chiffre d'affaires des librairies accessibles à mes investigations. Pour ce faire je ne pose de questions que pour savoir s'il y a progression, stagnation ou régression. Ce qui est décelable de l'extérieur, comme les progrès des aménagements et le nombre grandissant de livres présentés sont des critères supplémentaires d'appréciation.

C'est une méthode très empirique et on peut m'objecter un manque de précision. Comme je ne cherche pas autre chose qu'une vue d'ensemble qui me permette de relativiser les inquiétudes et d'apprécier l'évolution générale, cela me suffit. De cette manière, je vois bien qu'il n'y a pas de concurrence préjudiciable. Il faudrait au moins vingt-cinq librairies pour organiser un roulement commode d'ouverture et de

fermeture des magasins. Il faudrait que chacun puisse fermer boutique, deux jours et demi par semaine hors saison touristique, pour se reposer et pour aller se réapprovisionner en nouveaux stocks de livres. Le commerce du livre ancien est très actif et relève de tout un circuit organisé entre professionnels, vendeurs, particuliers et salles des ventes.

Dans un autre secteur du développement, le centre ancien de Bécherel se repeuple peu à peu. Grâce aux onze librairies installées au cours de seulement deux années de fonctionnement, plusieurs propriétaires des maisons vides ont pu les vendre de manière inespérée, compte tenu de leur état, parfois de leur vétusté.

J'ai guetté le marché, espérant que les prix resteraient accessibles à ceux qui voudraient s'installer avec de maigres moyens, compte-tenu des frais d'aménagement et des réparations nécessaires.

A Redu les prix, nous a-t-on dit, ont fait des bonds désordonnés après les installations réussies des premières librairies. J'ai tenu un compte aussi exact que possible des prix demandés à Bécherel. Je n'avais aucun moyen d'intervenir évidemment, mais j'informais tous les acquéreurs potentiels de ma connaissance des prix pratiqués et du montant approximatif des réparations à prévoir.

J'ose espérer qu'ainsi, les sommes engagées sont restées dans des limites raisonnables. A l'exception d'une seule maison du centre ancien, personne n'a eu à payer un surpris, dû à la notoriété de Bécherel, au moins jusqu'en 1995-1996, date à laquelle la loi de l'offre et de la demande pouvait reprendre ses droits. L'économie fragile des premières librairies installées n'aurait pas résisté à un endettement hors de proportion avec les bénéfices des années de démarrage.

Je me suis peut-être fait des ennemis en agissant ainsi. J'aurais préféré que la municipalité utilise son autorité au bénéfice de l'installation des librairies et se montre plus déterminée pour soutenir et aider les nouveaux arrivants. Cela n'a même pas pu être évoqué.

La municipalité défendait plus ou moins l'idée d'une diversification des activités professionnelles à Bécherel. Elle verrait d'un bon œil des commerces divers s'établir au milieu des librairies, oubliant au passage qu'en règle générale tous les petits commerces continuent à disparaître au bénéfice des grandes surfaces, à Bécherel

comme ailleurs avec notre magasin «utile» qui a récupéré tous les autres.

Durant ces toutes premières années, le temps n'était pas encore venu, pour la municipalité, de prendre la bonne mesure de ce qui se passait dans le centre ancien. La tendance était plutôt à la dénégation, contre l'évidence même, du développement et du repeuplement de Bécherel grâce à la «Cité du Livre».

Car le centre ancien, de désert qu'il était, allait se repeupler peu à peu. Des travaux de réparation et de rénovation seront entrepris et ils se poursuivent encore maintenant.

En 1997, la municipalité va, enfin, à son tour, acquérir deux grosses maisons, et installer dans les rez-de-chaussée, trois magasins (qu'elle donne en location ou en location-vente, au gré des requérants, dont elle ne demande pas qu'ils soient des professionnels des métiers du livre...). Un antiquaire très intermittent, une extension de la librairie-galerie Saphir et une galerie-librairie vont s'installer dans les nouveaux locaux. Le montant de la location étant relativement important, les libraires débutants hésitent à se porter candidats.

Par contre trois nouveaux libraires s'installent rue Saint Nicolas et rue de la Libération, en dehors du centre ancien, durant l'année 1998.

Avec la librairie de la rue du Faubourg Berthault (1997) et celle de la place des Anciennes Halles (1995), il y a désormais seize librairies ouvertes à Bécherel. Deux autres viendront grossir leur nombre en 1999.

Entre temps, le premier libraire installé dès le premier été à Bécherel, celui qui nous a tant combattu et fait tant de mal dans le style du harcèlement moral, a vendu sa librairie, devenue contre toute logique, un magasin d'art floral. Il conserve une autre boutique, rue de la libération qu'il vendra en 1999. A l'évidence son départ ne soulage pas que nous. Je ne désespère pas qu'un jour, le magasin d'art floral s'étoffera de livres spécialisés sur le jardin, l'horticulture, l'agriculture biologique, toutes ces activités aujourd'hui très prisées du public.

Nous constatons, au printemps 1998, un mouvement de relance dans l'installation de nouveaux libraires. Nous avons connu une pause

de 1992 à 1996. Il est intéressant de souligner que de quatre librairies en 1989, nous étions passés à onze en 1992, puis à douze en 1993, treize en 1995 et enfin seize en 1998. Si nous rapprochons ces dates de celle qui marque le début de la prise en charge des destinées de la cité du livre par les élus au sein du Comité de concertation en 1993, nous voyons clairement que leur engagement n'a pas produit un bond en avant spectaculaire.

Entre temps nous avons assisté à quelques allées et venues et à des tentatives d'installations qui n'ont pas abouti.

Dès 1989, une relieuse d'art a implanté une annexe de son magasin bretois à Bécherel. Elle y séjourne à l'occasion du marché du livre, le premier dimanche de chaque mois et durant certaines périodes des vacances. Elle s'y installera définitivement et complètement en l'an 2000, comme elle l'avait d'ailleurs prévu. Un autre relieur s'est installé en 1998, à temps plein. Un atelier de création graphique a également ouvert ses portes et propose des stages de sensibilisation.

Peut-on dire que la diversification vers les métiers d'art, en petit nombre, et l'installation de quelques deux à trois artistes est une démarche qui convient à un certain nombre de conseillers municipaux, désireux de limiter le nombre de libraires, dans la crainte d'avoir à faire à un corps constitué trop influent? Ce n'est pas impossible. La crainte d'avoir à faire à un Etat dans l'Etat est plus forte que de jeter les bases d'un partenariat qui ne fait pas encore partie du paysage mental villageois de notre époque.

Peut-être ont-ils pensé que les libraires étaient des intellectuels qui auraient forcément les moyens de prendre le pouvoir et qui les élimineraient à la première occasion. Ils s'imaginent probablement qu'il est difficile d'avoir le dernier mot face à ces gens-là, dont il convient par prudence de limiter le nombre.

Je vois cependant, peu à peu, que les choses, ici, ne sont pas du tout programmées par la municipalité de manière lisible et délibérée. Le processus semble se mettre en place un peu par hasard, au fil des échanges, des contacts et des opportunités.

S'il y a des incitations qui vont dans le sens de nouvelles installations de libraires, elles sont insensibles et ne dépendent que d'une

demande des candidats qui prennent ou ne prennent pas contact avec la mairie. Rien n'est fait pour, rien n'est fait ouvertement contre, qui soit réellement significatif. La seule chose qui reste saisissable, concerne la volonté politique de freiner les actions et projets que nous proposons. Personne ne nous encourage. Pourquoi?

Du point de vue des visiteurs qui viennent pour le livre, les autres activités des Bécherellais sont accessoires. Seuls les métiers du livre, la reliure, les arts graphiques et de décoration, les livres et les gravures d'art, ont une chance d'intéresser la clientèle.

Les artistes ont leur activité propre et d'aucuns proclament que la «Cité du Livre» ne leur apporte rien. La plupart ne font que transiter par Bécherel. Ils ne sont que trois à s'y être installés à demeure.

Les spécialistes savent que la communication à l'égard du public ne se fait bien que sur un seul «produit» une seule idée, un seul titre à la fois. Nous sommes contraints de ne communiquer que «Bécherel, Cité du Livre»®, en espérant cependant que les artistes installés puissent bénéficier des retombées de notre notoriété et qu'ils ne nous en voudront pas de paraître les laisser dans l'ombre en ce qui concerne les opérations de communication.

Nous devrions pouvoir parler de tout cela dans une structure de partenariat entre les intéressés, l'association fondatrice, le Comité de concertation et la municipalité. Il faudra bien que cela arrive, c'est inévitable à terme. Nous nous armons de patience et nous laissons du temps au temps ...

«Bécherel, Cité du Livre»® est une réussite du point de vue de ses résultats, une réussite enviée, très sollicitée par certaines instances publiques soucieuses du développement local et régional. Sur le site il n'en est jamais question. Certains libraires, quelques élus et quelques Bécherellais minimisent les retombées dues à notre installation, et refusent le dialogue de crainte de ne pas savoir y faire avec nous. Le silence à notre égard est la règle. La question se pose de savoir comment la position des élus pourraient basculer pour soutenir nos efforts et accompagner le projet de manière acceptable par tous.

Pourquoi personne ne pense-t-il faire appel à notre savoir-faire? Nous l'avons acquis contre vents et marées, en dépit de tous les

écueils, de toutes les contestations, de toutes les tentatives de nous réduire au silence ou à l'immobilité. Nous avons en contrepartie acquis une sérieuse expérience qui pourrait être utile pour favoriser le développement de la «Cité du Livre». La chance qui se présente, pour la nouvelle communauté de communes, sera de l'utiliser comme locomotive du développement local. Voudront-ils comprendre?

Je vais évoquer le déroulement des conflits pour permettre de mesurer ce qui arrive quand il s'agit de mettre en place un projet novateur, et pour essayer de montrer quels pourraient être les remèdes. Il ne s'agit pas pour moi de dénoncer des personnes. Chacun a son caractère, ses qualités et ses défauts. La faiblesse et la bêtise humaines sont notre lot commun. La souffrance qui en découle, par le biais de l'incompréhension, est également chose courante.

Il s'agit pour moi, de savoir quels processus et quelles structures doivent être mis en place, qui permettent de contenir les défaillances des uns et des autres, sans peser trop lourdement sur la progression des projets. D'autre part nous avons nous-mêmes trop souffert pour que je puisse faire l'impasse dans mon récit de ce qui a si lourdement pesé sur nous. Je sais aussi que notre association n'est pas la seule dans ce cas-là. Des témoignages ont été recueillis pour étudier les conditions dont dépend la réussite d'un projet novateur.

Ma contribution pourra, je l'espère, enrichir cette réflexion. J'y fait état de la dimension humaine et émotionnelle qu'on passe habituellement sous silence. Le stress et les souffrances qui en découlent devront être pris en considération dans l'avenir si nous voulons faire avancer plus commodément le bien être général.

Chapitre 18

*«Il y a tant à dire
«Que ma salive s'en va
«Il y a tant à redire
«Que mon courage s'en va.
(Thérèse Louet)*

DEROULEMENT DES CONFLITS

J'ai déjà indiqué que les premières difficultés étaient apparues, en fait, dès juin 1989. Le libraire, que j'ai évoqué sous le sobriquet «d'Iznogoud», celui qui s'installe à Bécherel juste après que nous ayons lancé la première fête du livre à laquelle il a participé en tant qu'exposant, se présente comme le pionnier en titre à la place des fondateurs et il va mener les hostilités tambour battant.

En octobre 1989, il achète la maison qu'il occupait épisodiquement depuis la fête du livre de Pâques. Il bénéficie d'un prix tout à fait avantageux en ce début du renouveau dans le centre ancien. De plus, il a la chance de n'avoir pas à faire des réparations trop importantes dans l'immédiat.

Après avoir fait partie de Savenn Douar et en avoir démissionné comme je l'ai écrit plus haut, lui et deux de ses amis décident de créer une fédération des associations de Bécherel. L'objectif serait d'intéresser les Bécherellais aux activités de la «Cité du Livre».

A part lui, aucun des trois protagonistes ne réside à Bécherel, ce qui les disqualifie d'emblée aux yeux des Bécherellais. De notre point de vue, nous savions que cette démarche était prématurée. La plus grande partie de la population bécherellaise vit dans la périphérie du centre ancien et ne se sent plus concernée directement par son développement. Certains auraient d'ailleurs voulu le conserver en l'état, comme on fait d'une belle vieille boîte à souvenirs.

Mais, comme nous le ferons trop souvent par la suite, nous décidons de montrer notre bonne volonté en jouant leur jeu, après avoir essayé vainement de les informer. Nous savons que les faits parleront

d'eux-mêmes, sans que nous ayons besoin de nous opposer ouvertement, ce que nous choisissons d'éviter tant nous sentons la situation tendue. Nous sommes sur le qui-vive et espérons quand même pouvoir faire évoluer les choses.

Bécherel, cinq cents habitants, compte dix huit associations qui vont du football à la gymnastique volontaire, la danse, les archers... Et nous, Savenn Douar. Seule de ces dix huit associations, Savenn Douar accepte d'adhérer à cette fédération. Aucune de nous n'est élue au conseil d'administration. C'est dire assez la volonté qu'ils ont de prendre notre place de fondateurs.

A l'issue du vote, les démonstrations de la satisfaction des trois amis s'étalent sans vergogne et sans retenue, sous nos yeux. Ils se sentent déjà à la direction de la «Cité du Livre» et vont nous éliminer en faisant comme si nous comptions pour rien.

Nous sommes très inquiètes. Le projet de la «Cité du Livre», qui n'en est encore qu'à ses balbutiements en ce mois de juin 1989, semble déjà compromis, en raison de conflits stupides qui programment, dès le départ, l'élimination du groupe des fondateurs, au bénéfice d'un autre, dont les membres sont complètement extérieurs à Bécherel. La solidarité qu'exige la réussite est balayée au bénéfice d'une lutte aveugle pour conquérir la place et prendre la direction des opérations.

Lors d'une séance mémorable, je suis directement prise à partie en tant que présidente de Savenn Douar. J'ai été littéralement convoquée par le président et le trésorier de la fédération.

Désormais il faudrait que Savenn Douar renonce à toute action qui ne serait pas décidée et dictée par la fédération. Ces messieurs nous reprochaient d'avoir écrit je ne sais plus quel courrier concernant notre association en notre nom propre.

Je me suis évertuée à exposer des arguments sur le bien-fondé de l'existence de l'association fondatrice qui ne veut pas être confondue avec la fédération, mais s'y situer en tant que partenaire. J'ai l'impression que la discussion dure beaucoup trop longtemps. Je suis partagée entre vouloir tourner les talons et essayer de les convaincre, tant il me semble être dans mon bon droit. Je voudrais surtout faire valoir l'idée d'un travail partagé et solidaire.

Rien n'y fait. Je me sens bien seule; en ce samedi après-midi, mes associées habituelles sont dans leurs librairies respectives, à la disposition de leurs visiteurs et clients. Eux veulent que nous nous mettions aux ordres de la fédération, pour la plus grande gloire de la «Cité du Livre» que nous ne pourrions pas faire tourner sans eux... L'argument fort est bien entendu celui de la bonne entente entre tous, pour travailler au bénéfice de la réussite du projet. Et cette bonne entente repose évidemment sur l'obéissance et la dilution de Savenn Douar au sein de la fédération.

J'ai eu vraiment très peur, beaucoup moins de céder la place mais surtout de la céder à des personnes qui, par ailleurs, n'offraient pas vraiment les garanties et le profil nécessaires pour prendre le relais.

Tout le monde sait bien quels conflits peuvent naître au sein des associations, quand il s'agit d'y prendre le pouvoir, particulièrement lorsque l'enjeu est alléchant. Il y en a toujours un qui sait mieux que tout le monde ce qu'il faut faire, et qui veut imposer son point de vue envers et contre tous.

A Savenn Douar, nous savions, nous, en fonction d'une dure expérience et d'une réflexion aidée par nos études respectives, qui en sociologie, qui en psychologie, qui en dynamique de groupe, qui d'expériences antérieures, que suivant ce schéma, le concepteur et l'initiateur d'un projet et dans notre cas, le groupe concepteur, et lui seul, est capable de le réaliser, à l'image un peu osée de la parturiente seule capable de mettre son enfant au monde.

Notre projet attirait la convoitise. Sa réussite prévisible en raison de la sympathie immédiate qu'il suscitait, promettait sans doute la gloire et les honneurs à ceux qui en prendraient la direction.

Les conditions étaient réunies pour que cette convoitise s'organise selon le schéma précis étudié par Peters, sociologue anglais: un chef de file prend la direction des opérations, pour combattre, non pas le projet, mais son concepteur. Les arguments ne manquent jamais, qui vont de l'accusation d'incompétence (= vous n'êtes pas des professionnels) à celle de volonté d'hégémonie (=Savenn Douar veut faire main basse sur Bécherel), en passant par diverses mesquineries et par un travail patient de médisance qui vise à l'isolement du fondateur (ou

du groupe fondateur). Ces derniers ne vont même plus pouvoir saluer leurs détracteurs, sans être brutalement suspectés des plus mauvaises intentions. Leur civilité est interprétée comme une tentative de manipulation. Notons au passage que les accusations sont formulées sur un phénomène de projection: on reproche aux autres ce dont on se rend soi-même coupable.

Autour du conflit, quand il va éclater au grand jour, après avoir plus ou moins déchiré les protagonistes, des clans vont se constituer.

Il va y avoir ceux qui veulent ne se mêler de rien et qui prennent des dispositions pour se tenir à l'écart. En se coupant ainsi des autres, ils n'ont plus aucun élément pour pouvoir juger de la situation et restent désormais dans une lointaine (et parfois hautaine) réserve.

D'autres vont fluctuer au gré des arguments, des attirances personnelles. Ils vont aller d'un groupe à l'autre et, au bout du compte, entretenir par leur nombre, l'état conflictuel des relations. Parmi eux, se comptent ceux qui veulent rester en bons termes avec tout le monde sans distinction.

Et il y a bien sûr, le chef de file entouré de ses lieutenants. Ce groupe a généralement la particularité d'être conduit par une sorte d'éminence grise, une tête pensante, qui réussit à s'imposer à partir d'un élément susceptible de rassurer les autres; élément de pure fiction, tel le blason du professionnalisme par exemple, comme dans notre cas. Cette éminence va envoyer au charbon celui de ses lieutenants qui est le moins réticent à donner des coups, qui réfléchit le moins aux conséquences de ses actes, trop aveuglé par son objectif personnel. En général celui-là est président, lorsque le vrai chef de file est simple associé. Ces deux-là suffisent à réunir quelques comparses plus ou moins proches qui font corps avec eux pour les aider à prendre le pouvoir; ils seront plus ou moins mis au courant des desseins qui se trament, alors que les associés plus lointains sont soigneusement tenus à l'écart des motivations réelles des meneurs. La réussite du projet est le prétexte toujours évoqué sur lequel tout le monde peut s'accorder.

Nous avons pu, hélas, vérifier l'exactitude de cette théorie. Nous aurons eu au moins le bon réflexe de prendre les précautions élémentaires en pareil cas.

Comme je l'ai évoqué plus haut, c'est après l'épisode de nos mésaventures au sein de la fédération que nous avons déposé notre marque et notre logo à l'INPI: «Bécherel, Cité du Livre»® en Juillet 1989. L'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle et Commerciale) garantit la propriété des marques déposées. Nous l'avons depuis fait valoir sous différentes formes, entre autres par la vente de menus objets, de cartes postales, tout en autorisant son emploi, bien sûr à titre gracieux, dans le domaine de la communication et de la publicité pour l'ensemble de Bécherel.

Une charte d'utilisation nous permet de rester vigilants sur les utilisations abusives, ou non appropriées, qui pourraient en être faites. Cela nous a été bien utile, à plusieurs reprises, lorsque nous avons été sollicités par divers personnages désireux de se servir de la «Cité du Livre» comme d'un faire valoir à leur avantage très personnel.

A la suite de mon refus d'inféoder Savenn Douar à la fédération, décision ratifiée ensuite par notre association, nous en avons démissionné. La fédération ne fédérait plus qu'elle-même, ce n'était donc plus une fédération et nous n'en avons jamais plus entendu parler.

Peu de mois plus tard, nous apprenions par la presse que l'un des acteurs principaux de cette délicate entreprise de démolition, le trésorier, était emprisonné pour inceste sur la personne de la fillette de sa femme, fillette alors âgée d'une dizaine d'années.

L'autre, l'ex-président, avait, lui, été l'objet de poursuites judiciaires pour des faillites à répétition qui laissaient des dettes à tous ses autres partenaires, alors que lui-même n'était jamais impliqué. L'éminence grise ne manque pas à l'affaire. Mais je ne peux rien en dire ici. Les éminences grises ont ceci de particulier qu'elles sont irréprochables, publiquement du moins. S'il lit ces lignes, il saura que nous n'avons pas été dupes.

Seul rescapé de cette lamentable histoire, le premier libraire installé à Bécherel après nous, ne s'avoue pas vaincu. Après l'échec de ses amis de la fédération, en 1991, pour n'avoir pas à «se faire maquer» par les femmes de Savenn Douar, notre «Iznogoud» a créé une association rivale avec quelques libraires, la SLALB (Société des libraires et artisans du livre de Bécherel) dont il a été élu président.

Fort des réticences municipales, à l'abri du silence dans lequel nous étions contraintes pour avoir une chance de promouvoir «une bonne entente» entre tous, il a écrit aux autorités susceptibles de ralentir notre effort. A l'instar du président de la fédération qui l'avait déjà fait sans vergogne ni retenue, il a envoyé des lettres de dénonciation au Conseil général, au Conseil régional, à la préfecture, à la Direction des affaires culturelles, et à la municipalité de Bécherel. Nous étions accusées de vouloir «faire main basse» sur Bécherel et il mettait les pouvoirs publics en garde contre nos agissements, essentiellement à partir du fait qu'il contestait le dépôt de notre marque à l'INPI. Il espérait nous en faire interdire la maîtrise. Il ne voulait pas comprendre notre position: si nous regrettions son désaccord nous ne pouvions l'empêcher de fonctionner à Bécherel, il était libre de ses mouvements, il était même libre de monter dans le train sans payer sa place... Sans nous il n'aurait jamais eu l'idée d'ouvrir une librairie à Bécherel, ni lui, ni aucun de ses semblables.

Renseignements pris, les membres de son association n'ont pas été consultés dans le cadre d'une assemblée générale; la décision d'envoyer ces courriers a été prise par quelques personnes seulement, en cachette des autres.

A la municipalité, la réaction a été de n'en pas avoir; ils voulaient sans doute être prudents et ménager tous leurs électeurs en remplissant un rôle de gardien de la paix entre ces nouveaux bécherellais trop turbulents. Le courrier du président de la SLALB n'a peut être pas été transmis aux conseillers municipaux. Nous avons choisi, pour notre part, le mépris et le silence en réponse, compte tenu de la fragilité des soutiens de la municipalité qui nous demandait implicitement de ne pas faire d'histoires et de laisser le temps calmer les esprits.

L'épisode de la fédération n'avait donc rien réglé sur le fond. Nous avions seulement conquis du terrain, et notre logo, «Bécherel, Cité du Livre»® nous mettait à l'abri de convoitises trop dangereuses, sinon d'une guérilla qui dure encore. Nous n'avions pas désarmé les acharnements déchaînés à notre endroit. Je me disais qu'ils étaient alimentés par des inquiétudes, voire l'anxiété que suppose la mise en place d'un projet à composante économique, qui engage les ressources dont les professionnels ont besoin pour vivre.

Nous étions constamment mises en demeure de faire face à des attaques devant lesquelles, tels les rats de Laborit dans leur cage électrifiée, nous essayions suivant les cas de fuir ou de riposter. Le fait de pouvoir identifier nos adversaires, facilitait notre tâche.

Notre mérite a été de pouvoir rester solidaires, aidées en cela par notre association, et nos ripostes ont pu échapper à des mouvements réflexes incontrôlés. Nous avons pu tenir nos positions et n'avons jamais cédé sur nos objectifs, même lorsqu'il a fallu temporiser, renoncer à des projets de développement, faute de temps et de disponibilité.

Le sommet du conflit a été organisé par la SLALB. Son président a mené les hostilités avec l'aide d'un comparse très excité qui prenait un visible plaisir à cette opération et qui a lui aussi disparu depuis du site de Bécherel. Ils ont tous les deux fait signer aux commerçants et aux libraires une pétition, qui était naturellement un chef d'œuvre de mauvaise foi. Nous y étions dénoncées comme danger public, voulant faire «main basse» sur Bécherel. Nous y étions accusées d'avoir subtilisé le nom de Bécherel pour le faire apparaître dans notre logo. Selon eux, les Bécherellais ne pourraient plus utiliser le nom de leur ville sans notre autorisation.

Ils ont réussi à recueillir trente signatures, largement illisibles pour la plupart. Certains commerçants de Bécherel qui s'étaient naïvement laissés circonvenir, s'en sont par la suite excusés. Ceux qui ne l'ont pas fait ne nous ont d'ailleurs plus jamais compté comme clients. Parmi les libraires signataires de la pétition, deux, installés depuis à Bécherel, persistent à propager une rumeur qui dure encore aujourd'hui et continue d'être utilisée au moindre prétexte.

Si l'INPI nous avait interdit de faire figurer Bécherel dans notre logo, il aurait également dû interdire tous les «Paris-fleurs», «Rennes-Editions», «Armor Lux» et autres noms de villes de France et de Navarre utilisés dans les logos. Ou bien, les commerçants bécherellais et les libraires signataires ignorent ce genre de pratique pourtant universelle, ou bien ils ont été de mauvaise foi, ou bien encore ils se sont laissés entraîner par les meneurs de l'opération. Dans tous les cas, cela démontre la fragilité de l'esprit humain, sa paresse à réfléchir autant qu'à s'opposer à la malveillance et à la volonté de nuire.

Nous avons bien entendu diffusé un rectificatif, précisant que notre logo pouvait être utilisé gracieusement à des fins de communication, à condition de signer une charte d'utilisation et qu'en aucun cas rien ne changeait pour la vie bécherellaise habituelle, Bécherel restant Bécherel comme toujours, distinct de notre marque «Bécherel, Cité du Livre»®.

Fort de ces trente signatures, la SLALB dont l'objectif de nous éliminer devenait public, a utilisé notre logo pour faire des courriers, y compris ceux, insultants, qu'elle nous adressait. Selon eux, tous les libraires et tout Bécherel devrait avoir le droit d'utiliser la dénomination «Bécherel, Cité du Livre».

Lorsque nous avons appris que son président avait envoyé des lettres, accompagnées de leur pétition, aux instances publiques où nous adressions des demandes de subventions en vue d'organiser des manifestations culturelles destinées à intéresser nos visiteurs, nous nous sommes demandés si les signataires étaient au courant de l'usage qui allait être fait de leur pétition?

J'ai été surprise de l'incohérence très destructrice des premiers concernés, les libraires. Personne n'était capable, à Bécherel, de financer nos manifestations et la communication qui, seules, pouvaient assurer la promotion et la réussite du projet. L'unique source possible est l'attribution de subventions, soumises à des exigences très réglementées et sur présentation de dossiers qu'une commission étudie dans chaque cas.

Quand on est une association, sans moyens propres, désireuse de mettre en place un projet à incidence économique, il faut savoir que l'absence de subventions entraîne la mort du projet.

Nous pouvions en obtenir dans le cadre précis d'organisation de manifestations culturelles, lesquelles, largement communiquées par les médias, télévision y compris, nous servaient de support publicitaire pour nous faire connaître. Encore fallait-il que ces manifestations culturelles soient dignes d'intérêt.

La solidarité de fait sur laquelle nous avons élaboré notre projet consistait à fédérer les bonnes volontés, par rapport à cet objectif de la réussite. Nous constatons pour l'heure que nos partenaires libraires,

particulièrement ceux qui n'étaient pas totalement impliqués dans Bécherel, puisqu'ils avaient gardé ailleurs leurs magasins, préféraient lutter pour prendre le pouvoir, plutôt que de travailler de concert avec notre association fondatrice en vue de la réussite du projet.

Il n'y a pas de meilleur moyen pour scier la branche sur laquelle on est assis, que de porter des conflits internes devant les instances sollicitées pour l'octroi de subventions. Les «affaires» en France, ont rendu frileux les élus et la moindre anicroche peut être prétexte à refus.

Les courriers du président à en-tête de la SLALB et de notre logo ont été expédiés au Conseil régional, au Conseil général, à la municipalité de Bécherel et, pour faire bonne mesure, à la préfecture d'Ille et Vilaine et à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Les termes en étaient si outranciers et si méprisants à notre égard que nous avons du mal à en supporter la lecture. Comment se fait-il que personne, parmi les destinataires, ne se soit élevé contre de telles accusations?

Comment se fait-il que la municipalité n'ait pas pris parti pour l'association fondatrice, ce qui semble tout de même évident afin de calmer le jeu et permettre un meilleur développement de Bécherel? Comment se fait-il qu'à l'inverse, elle ait partagé en deux la subvention accordée en 1990 à Savenn Douar, pour en donner l'autre moitié à la SLALB en 1991, à égalité désormais avec l'association fondatrice, comme si elle travaillait autant que nous savions le faire.

Est-ce l'inévitable «votex pour moi» qui pousse les élus à des semblants d'équité tels que celui-là? La démagogie est-elle inévitable en politique?

Nous avons écrit à la municipalité une lettre d'explication où nous disions notre gêne d'être ainsi prises à parti et surtout d'être mises en cause auprès d'eux et des autres instances publiques. Nous n'avons jamais reçu de réponse. Personne ne nous a demandé de fournir des explications. Le courrier était bien parvenu à destination, avait-il bien été transmis à chaque conseiller municipal selon notre souhait?

Que faire pour se défendre? Nous avons consulté un conseiller juridique qui a réglé le problème du logo, en menaçant la SLALB et son président de poursuites judiciaires. A la suite de deux ou trois

rappels à l'ordre, le problème a été réglé une fois pour toutes; il n'a plus jamais été question pour lui d'enfreindre la loi à ce sujet.

Par contre, nous avons été l'objet de remontrances par des donateurs de leçons dans le style: «Il faut vous entendre entre vous avant de demander d'autres subventions». Dans certains journaux, quelques articles faisaient état d'une zizanie très dommageable à l'œuvre à Bécherel, et ternissaient notre image de marque. L'association fondatrice était implicitement accusée de n'avoir pas su ouvrir son espace aux libraires pour travailler avec eux, en bonne intelligence.

J'ai été étonnée de constater le peu de compréhension dont nous avons été l'objet. Nous avons reçu des leçons, mais, à l'instar de la municipalité bécherellaise, personne au sein des instances concernées, n'a voulu entendre des raisons que nous avions de réagir et de nous défendre. Si j'ai bien compris, l'association fondatrice aurait dû disparaître pour éviter les conflits.

Il existe un sadisme de la société qui refuse de prendre en charge les conséquences d'actes agressifs, de la volonté de nuire de certains à l'égard d'autres, obligeant au silence ceux qui sont victimes; ces dernières devraient avoir le bon goût de disparaître sans laisser de trace pour ne gêner personne. Il est interdit de montrer ses blessures, cela fait désordre dans un paysage policé.

Il y a dans ce domaine une réflexion civilisatrice à mener. Les américains disent qu'il ne faut jamais être «emotional». Le «self-control» est anglais, les japonais prônent la nécessité de ne pas perdre la face. En France la douleur commence tout juste à être prise en charge dans les hôpitaux, en ce qui concerne la douleur physique, par des psychologues pour les traumatismes provoqués par des attentats ou des catastrophes. Jusqu'alors les souffrances psychiques étaient sensées être assumées par chacun dans son intimité la plus secrète.

C'est sans doute pourquoi nous avons caché notre désarroi, nous, à savoir: Yvonne, Catherine, Annaïg, Brigitte et moi, les femmes de Savenn Douar installées à Bécherel. Ce désarroi n'a pas empêché l'aboutissement de notre projet. Parfois je me demande quel prix a été payé, nerveusement, et plus subtilement dans nos esprits, sur l'idée que nous nous faisons de la nature humaine.

Notre siècle exclut l'angélisme. Mais c'est tout de même une drôle d'expérience, que de se retrouver la cible d'une volonté de nuire qui perdure encore aujourd'hui du fait d'une rumeur persistante que rien ne décourage. Ce n'est pas complètement dramatique, puisque nous savons bien que la circulation de cette rumeur: «Savenn Douar veut faire main basse sur Bécherel» n'est le fait que de trois à quatre personnes qui ne désarment pas. Cela a toutefois presque réussi, tout au moins de façon épisodique, à nous écarter de certains rassemblements conviviaux de Bécherel. Cet état de fait était surtout un excellent prétexte à saisir pour brider nos efforts. Elle a été l'arme la plus efficace pour empêcher le développement de la Cité du Livre.

In fine, sans doute, la culpabilité de n'avoir pas su faire en sorte d'être comprises était à l'œuvre dans nos esprits. La tentation guettait, de penser que nous aurions dû savoir faire régner une bonne entente entre tous les acteurs de la «Cité du Livre» puisque nous en étions les fondatrices. Nous avons par contre bien mesuré notre incapacité à y parvenir. Les forces contraires, parmi lesquelles la rumeur lancée à notre endroit, ont été, comme toujours en pareil cas, plus fortes que notre volonté.

Il est très éprouvant d'avoir à faire face à ces déploiements aveugles d'une hostilité que rien ne semble pouvoir arrêter. Avec quelles obscures pulsions destructrices ont-elles à voir? Les sentiments éprouvés relèvent, ultimement de l'angoisse de mort. Nous avons pensé un moment à plier bagage, à tout laisser tomber, pour fuir.

Tout à fait démesurément, les tourments infligés à tort et à travers faisaient de nous des victimes sommées de se taire. La souffrance psychique est une réalité douloureuse. Je me demande s'il n'y a pas lieu de faire un rapprochement avec les rites initiatiques qui consistent à mettre à l'épreuve des impétrants mis en demeure de prouver leur courage, leur résistance, et leurs connaissances avant d'être admis dans la société ou le groupe qu'ils veulent ou doivent intégrer.

Ceux qui «passent» devant un jury de thèse à l'université ne me contrediront pas; ni les initiés des populations africaines qui affrontent des épreuves désormais bien connues, avant de pouvoir être admis dans le groupe social des responsables. Le bizutage des grandes écoles fait également partie de cet ensemble de rituels.

Ainsi, de quelque côté qu'on se tourne, on a à faire à ces rites de passage qu'imposent les sociétés humaines de tout poil. L'interprétation me semble pouvoir être toujours la même: «Tu dois vaincre ta souffrance, n'en rien dire, et faire preuve de ton courage, face à la mort qui nous menace tous à terme, si tu veux faire partie du corps constitué que nous représentons; tu seras des nôtres après l'épreuve que tu subis».

Les rituels de passage, qu'ils soient du niveau de l'université, ou qu'ils soient en vigueur dans les tribus africaines sont toujours des épreuves dures, mais institutionnalisées, réglementées et connues comme telles. Elles ont pour objectif l'intronisation d'un candidat dans un groupe constitué, dont l'objectif conscient est d'utilité publique, santé, enseignement, gouvernement ...

Les épreuves auxquelles nous avons été soumises, si elles ressemblent à un rite initiatique de passage, ont été sauvages, imprévues. Elles ont été organisées par des forces qui n'avaient pas lieu de se manifester de cette façon, suivant le bon adage qu'on ne peut être correctement intronisé que par des «anciens» ayant eux-mêmes franchi les étapes du même parcours.

Il n'en reste pas moins que transparait, à travers cette sauvagerie dont nous avons été la cible, un mécanisme de l'esprit humain. Il s'agit toujours de mettre au défi toute personne qui se distingue par une originalité pour qu'il résiste victorieusement aux forces de destruction, de souffrance et de mort. En cas de victoire, il bénéficie d'un crédit plus ou moins important suivant les cas; néanmoins le défi n'est jamais épuisé, puisque chacun de nous est en route vers sa mort, ce qui rend toute victoire relative.

Je me demande si ce n'est pas ce mécanisme qui s'affole à tort et à travers, à notre époque, quand il s'agit de la violence de ceux qui veulent prendre un pouvoir illicite pour organiser l'exploitation de populations soumises. Le moteur en serait l'espoir imbécile, et jamais éteint de provoquer la mort de l'autre pour voir jusqu'où il résiste et le mettre au défi d'y échapper? Que faire de la mort, sinon savoir qu'on n'y peut rien?

L'apprentissage de la démocratie, en dépit de la force d'inertie

qui renâcle devant la tâche, passe par la compréhension puis par la maîtrise de ce mécanisme, c'est à dire par le respect de cette loi humanisante qui consiste à ne pas faire du mal aux autres: «Tu ne tueras point» et «ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit».

Je dis mécanisme, parce que, même si le rituel de passage est une invention humaine, il est désormais intégré et universel sans qu'on ait à y penser. Il nous reste à veiller à sa bonne application, suivant des règles qui relèvent d'une éthique plus que d'une morale. La lutte de factions adverses pour prendre le pouvoir ne fait pas partie des rituels de passage qui sont des épreuves connues, répertoriées et librement consenties, choisies par les impétrants.

Souvent j'ai pensé que la mise en place de la «Cité du Livre» donnerait une occasion d'apprentissage de la démocratie de proximité à tous les protagonistes, au plus près d'une expérience vécue au quotidien.

Le fait d'être des femmes n'a pas été étranger au sort qui nous a été réservé. Parfois, rarement, il en a été question en réunion avec les uns ou les autres. Les protestations ont été à chaque fois d'une véhémence telle qu'on pouvait savoir que nous avions vu juste. Par contre il fallait surtout ne pas le dire, c'est tout.

Les hommes, je préfère dire l'être humain au masculin, comme je dirais l'être humain au féminin, étant entendu que chacun peut accéder aux deux composantes dans des proportions variables, les hommes quand ils sont constitués en «corps», d'armée par exemple, ou d'Église, ou d'équipe sportive, excluent les femmes. C'est une donnée dont chacun a conscience.

Ces hommes-là devraient se méfier de leur volonté hégémonique à l'égard des femmes. C'est tellement évident, en ce moment, dans les sphères de la politique, que nous avons pris, nous les femmes de Savenn Douar, la précaution de prendre position en partenaires de la municipalité pour contourner les problèmes de rivalité. Nous avons dit, dès le départ que nous ne voulions pas faire de politique, ni locale, ni générale. Je suis certaine qu'«ils» n'ont pas pu croire à notre bonne foi. La moyenne d'âge des élus de Bécherel était, à l'époque, un peu moins maintenant, tout à fait représentative de l'état d'esprit habituel des années 60.

C'est sur cet état des lieux que la fédération, puis la SLALB, ont pu croire que la municipalité les soutiendrait à notre détriment.

Bien malin qui dirait comment tout cela travaille les esprits, quand des femmes d'une association fondatrice osent donner un nom au projet qu'elles ont en quelque sorte mis au monde. C'est une chose qui, sans doute, échappe à la claire compréhension des personnes concernées. C'est pourtant ce positionnement du masculin à l'égard du féminin, qu'il soit le fait d'hommes ou de femmes, qui provoque des souffrances chez les femmes désireuses de participer à l'œuvre commune de développement des sociétés.

Deux enjeux vont découler du positionnement du masculin: l'un concerne l'amour, l'autre concerne la justice. Comment aimer le masculin qui exclut, rejette, méprise, (dans notre cas fait signer des pétitions de dénonciation et les envoie aux pouvoirs publics), et comment obtenir justice d'un masculin hors la loi (quand il utilise notre marque commerciale pour nous en déposséder)

Est-il utile de préciser que je ne parle pas seulement des lois et règlements qui nous régissent quotidiennement, mais des lois humaines universelles, qui concernent l'existence (le droit d'entreprendre), la mort (le droit de vivre), la parentalité (la créativité), et la succession des générations (la place de chacun entre autonomie et solidarité).

Les femmes sont à cet égard sans défense; elles mettent au monde aussi bien des filles que des garçons; elles ne se posent pas la question de mieux ou moins aimer l'un plus que l'autre. Lorsque le masculin vient à les rejeter, elles souffrent, à l'évidence. Cette grande souffrance s'inscrit exactement à cet endroit de leur affectivité, où l'homme et le fils lui montrent qu'ils osent se permettre de l'éliminer, radicalement puisque du point de vue de la loi du masculin, il ne faut pas que la femme existe. Merci à l'héritage romain qui a fait de la femme une mineure, et à la religion catholique apostolique et romaine, une vierge soumise à la loi de l'homme au nom de Dieu.

Les attaques contre nos femmes ministres sont à cet égard très instructives. Elles ne sont pas attaquées sur les idées qu'elles exposent, elles sont attaquées personnellement, physiquement, et renvoyées à une chienne sexuelle qui en dit long sur leurs attaquants.

Est-ce une réflexion personnelle, ou bien un savoir plus ou moins inconscient qui a travaillé dans l'esprit de mon fils Erwan? Il s'était de plus en plus intéressé aux livres anciens à partir de son activité de brocanteur. Quoiqu'il en soit, c'est à cette époque, qu'il décide de venir participer aux activités de la librairie de sa femme et, du même mouvement, nous venir en aide, face à notre adversaire déclaré.

Sa présence à nos côtés, quelques interventions appropriées, une prise de responsabilité sur le terrain, font tomber une part de l'agressivité et de la méchanceté qui nous étaient adressées. Désormais entre «Iznogoud», ses complices et nous, il y a un homme avec lequel parler, d'homme à homme, bien sûr... La démarche d'Erwan est spontanée et elle nous soulage.

Entre temps, Catherine et Yvonne avaient adhéré à la SLALB, pour montrer leur volonté de libraires de participer à la réussite de la «Cité du Livre», et dans toute structure mise en place à cet effet, y compris en dehors de Savenn Douar.

C'est ainsi qu'elles ont eu accès aux démarches et aux dysfonctionnements de la SLALB. Nous n'avions rien prémédité de cet ordre, mais c'est grâce à leur adhésion qu'elles ont pu exiger d'avoir le texte de la pétition et le double des courriers expédiés aux institutions officielles. Bien entendu leur démission, très circonstanciée, a suivi.

D'autres démissions ont d'ailleurs succédé à la leur, parce que, d'après quelques courriers dont nous avons eu connaissance, le président refusait d'informer les adhérents sur la trésorerie de la SLALB. Personne n'a jamais été mis au courant de l'utilisation des subventions qui lui ont été accordées par la municipalité bécherellaise.

Après les épisodes concernant le logo, la disparition de la SLALB était inéluctable. Son seul objectif, utiliser notre logo, étant illégal, il devenait évident que sa raison d'être disparaissait. Ce sera chose faite, sans bruit et comme en cachette, sans assemblée générale extraordinaire de dissolution, courant 1993, après qu'un Comité de concertation se mettra en place pour essayer de rassembler les forces vives de la «Cité du Livre». Erwan va cette fois s'impliquer très fortement dans la mise en place de cette nouvelle association.

La municipalité va y prendre une part très active et nous avons pu espérer, que nos problèmes se résoudre plus tranquillement. Nous pensions que cette instance là pourrait rassembler tout le monde à égalité, fondateurs ou non, dans une reconnaissance mutuelle, chacun à sa bonne place. C'était compter sans la rumeur.

Chapitre 19

*«Comme l'armoise acerbe
«Hypothéquée différemment depuis des siècles
«Par les Arlequins rois du désir
«Je saigne trop souvent
«Des racines.
(Angèle Vannier)*

LA CITE DU LIVRE EN DANGER

La fête du livre de Pâques 1993, largement organisée par Savenn Douar plus que par le récent comité va bénéficier du même succès que les précédentes.

Mais durant les fêtes du livre que le Comité de concertation organise à son tour en 1994 et 1995, le nombre de visiteurs diminue de plus de la moitié. Il était de quatre mille environ, pour les deux journées du dimanche et du lundi. Il va baisser autour de 1200 visiteurs pour les trois jours, samedi, dimanche et lundi de Pâques.

Cette fois l'alerte est sérieuse. Les journaux parlent de fiasco. Certains libraires pensent que cette fête devient superflue, comme s'il n'y avait pas besoin d'une manifestation culturelle pour lancer chaque année la saison d'été et pour nous faire connaître davantage. Ils ne voient les choses que par rapport à un chiffre d'affaires annuel qui va en augmentant et ne prévoient pas que la tendance pourrait s'inverser, si rien n'est fait pour soutenir l'intérêt d'un tourisme culturel de proximité ou plus éloigné.

A aucun moment, personne au sein du comité ne veut examiner les raisons d'une pareille déconfiture. Le temps, trop beau, ou trop mauvais, les dates de vacances de printemps qui ne coïncident pas avec les fêtes de Pâques, servent d'«explications-refuges».

Pourtant, dès son entrée en fonction, le Comité de concertation marque son autorité nouvelle en faisant en sorte que le Conseil municipal accepte le principe des entrées payantes sur le site des animations de la Fête du Livre, le samedi en plus du dimanche et du lundi.

A partir de 1990, l'autorisation avait été accordée, à Savenn Douar, de fermer le périmètre du centre ancien dans lequel se déroulaient les animations et de faire payer les entrées. Il y avait eu beaucoup de réticences et de discussions au sein du Conseil municipal selon ce qui nous en a été rapporté. Des précautions infinies avaient été prises pour ménager les rares Bécherellais du centre ancien qui ont bénéficié de laisser-passer et d'invitations gratuites. Les quatre entrées du centre ancien sont très faciles à contrôler. En dehors des librairies, il n'y subsiste qu'un seul commerce, une bijouterie, fermée les jours fériés, qui n'avait pas à souffrir de la fermeture du périmètre.

Bref ce qui était accordé avec mille réserves à Savenn Douar, se met en place facilement avec le comité. Il en sera de même pour les subventions qui vont augmenter dans des proportions significatives, autant celles de la municipalité que celles du Conseil général et du Conseil régional. Nous voyons là les effets bénéfiques de la mise en place du Comité de concertation, dont la direction est prise par les élus. Les élus donnent aux élus. Ceux du Département et de la Région consentent des subventions à ceux de la municipalité installés dans une association loi 1901; Savenn Douar est définitivement mise sur la touche. On nous fait savoir qu'aucune subvention ne nous sera désormais accordée puisque notre objectif recouvre celui du comité. Ainsi les élus investissent le modèle associatif pour le contrôler en direct. Partout en France, il semble bien que l'association devient ainsi la vitrine des élus. Ceci est sans doute un effet pervers du souci de tout contrôler pour éviter des abus et des malversations, ceux reprochés au plus haut niveau. Force nous est de constater que les facilités octroyées n'améliorent pas pour autant le résultat en nombre de visiteurs de la Fête du livre, même si le comité est moins gêné que ne l'était Savenn Douar, pour faire face à des dépenses incontournables. Un emploi de secrétaire à mi-temps, qui dure encore aujourd'hui, peut enfin être mis en place. Du matériel de bureautique peut être acheté. Le comité pourra également acquérir un grand chapiteau de toile, pour accueillir plus confortablement les exposants, à l'occasion des marchés du livre mis en place par Savenn Douar, le premier dimanche de chaque mois.

Nous espérons, au moins, que le travail fourni servira le développement de la cité du livre. Yvonne, au secrétariat du comité assure en 1993 l'essentiel du travail, obligatoirement puisque c'est dans la suite logique d'une compétence acquise durant les cinq années précédentes, sans compter les années de préparation. Pour elle et pour nous qui l'aidons, selon nos vieilles habitudes, cela devient de plus en plus pesant. Le Président, un élu, et l'autre secrétaire du Comité, dont je rappelle qu'il est président de la SLALB, se déchargent sur elle de tout le travail.

C'était sans doute inévitable puisque le président est trop pris par son travail professionnel et par ses obligations municipales. Quant à l'autre secrétaire, il s'occupe avant tout des affaires de sa librairie et se contente d'assister à quelques réunions pour contrer toutes les propositions qui viennent d'Yvonne, donc dans son esprit, de Savenn Douar.

Le trésorier, un autre élu, quant à lui, fait tenir les comptes par la secrétaire du comité. Il est lui aussi trop pris par ses obligations municipales pour assurer sa part de travail et se contente de participer plus ou moins régulièrement aux réunions.

Tout le monde semble trouver normal qu'Yvonne exécute les décisions du comité. Le mi-temps de la secrétaire sert de voile noir pour cacher aux yeux de tous que l'organisation des manifestations, de la communication reposent sur le travail d'Yvonne.

L'expérience de Savenn Douar, que nous mettons généreusement à la disposition du comité par la fonction d'Yvonne, est méconnue, mal évaluée. Tout est fait pour minimiser l'importance des tâches à accomplir comme s'il ne s'agissait que d'organiser une fête de village, genre kermesse. Personne ne veut se rendre compte de l'indispensable savoir-faire nécessaire à des opérations de communication et d'organisation des manifestations culturelles, à partir de fichiers d'adresses, de documents répertoriés par nos soins, et du réseau dans lequel nous évoluons. Il devient également difficile d'assurer les prestations des intervenants qui ne trouvent plus sur place d'interlocuteurs compétents.

Tout va dans le sens de minimiser l'importance et le savoir-faire de Savenn Douar. Puisque nous participons aux travaux du comité, il va désormais être clair que nous devons nous y dissoudre et n'avoir

plus d'opinions propres. Il va être clair, également que l'énorme «travail de l'ombre» sera effectué par Yvonne et la secrétaire.

Entre temps, évidemment, comme il n'est plus question pour Savenn Douar de se voir octroyer des subventions nos activités culturelles propres se réduisent à une peau de chagrin et sont moins prises en considération que le football, pour ne citer qu'un exemple. La reconnaissance à notre égard n'est pas de mise.

Je parle de reconnaissance au sens strict du mot, c'est à dire au sens où notre action aurait dû être reconnue pour ce qu'elle est par le Conseil municipal, ce qui aurait évité bien des déboires à tout le monde. Malheureusement, même s'il n'est pas question d'incriminer la municipalité dont on a vu que ses marges de manœuvre sont tributaires d'un contexte beaucoup plus général, nous déplorons l'attitude injuste de certains à notre égard qui, jointe à l'ambiguïté des autres, mettent en place les conditions d'une rumeur dévastatrice dont nous souffrons encore. C'est la vie, sans doute, alors il faut l'améliorer!

Un autre événement va alimenter les raisons de nos rancœurs. Une grande banque, soucieuse de son image de marque, prend contact avec Savenn Douar pour étudier les termes d'un possible mécennat. Il y a, à la clé, un budget intéressant pour la «Cité du Livre». La banque pourrait faire état, de son côté, d'un acte promotionnel en regard de la culture, ce qui changerait, par rapport aux habitudes des entreprises de s'intéresser presque uniquement au sport.

Il se trouve que le père d'Yvonne avait été directeur régional de cette banque et que son frère l'était devenu à son tour. Il aurait été normal que Savenn Douar, association fondatrice de la «Cité du Livre» et Yvonne son actuelle présidente, de surcroît secrétaire du Comité de concertation, fassent partie du petit groupe de personnes chargées des négociations.

Que s'est-il exactement passé? Yvonne a été évincée des discussions. Quand nous avons réussi à faire entendre nos questions à ce sujet, ce qui a été laborieux, parce qu'en ce cas l'évitement est une stratégie très efficace, nous avons appris que la banque ne voulait avoir à faire qu'à la municipalité, et non pas à l'association fondatrice, ni au Comité de concertation. Le sous-entendu susurré, était que la zizanie

entre «certains libraires» ferait de l'ombre aux négociateurs. C'était le meilleur moyen, évidemment, pour entretenir cette zizanie et cette fois la mesure était comble.

La participation de la municipalité à la réussite de la «Cité du Livre» était et reste incontournable, comme je l'ai déjà montré, en raison de la nécessité de passer par elle pour disposer d'une logistique et de subventions indispensables.

L'échec des négociations avec la banque, dont nous n'avons jamais su les causes, pas plus que nous n'avons eu d'informations sur le déroulement des pourparlers, n'a fait que confirmer notre inquiétude en ce qui concerne la possibilité pour la municipalité de prendre en charge ce genre de démarches afin de les mener à bien, faute de temps sans doute, mais aussi faute d'une pertinence et d'un savoir-faire dont nous étions, sur le terrain, les seuls détenteurs.

Le président du comité, en tant que conseiller municipal, a lui-même beaucoup souffert. Il cumulait, le pauvre, les attaques venues de tous les côtés. Il s'est trouvé au centre des conflits entre certains de ses collègues de la municipalité, six ou sept, nous disait-on, hostiles à la «Cité du Livre», ceux des libraires qui boudaient le Comité de Concertation, nous de Savenn Douar qui ne cédions pas notre place, et certains administrés rigolards ou d'autres soucieux de l'image de Bécherel. Ceux-là accusaient les libraires en bloc et sans nuance de ces vulgaires zizanies alimentées par des luttes pour le pouvoir et le prestige; ils reprochaient au président de se mêler, en tant qu'élu, des affaires de la Cité du livre.

Sa position était intenable. Sa stratégie consistait à bouger le moins possible, à taire tout ce qui pouvait de près ou de loin provoquer des polémiques et à exhorter tout le monde à la sagesse. Ne rien dire, ne rien voir et ne rien entendre, devenait une condition sine qua non du bonheur municipal. Le refrain de la nécessaire bonne entente, pour soigner notre image devenait une sorte de leitmotiv pathétique. Les subventions elles-mêmes en dépendraient. Le Maire organisait les séances du conseil en se débrouillant pour ne pas transmettre aux élus toutes les informations qui auraient pu nous être favorables.

Nous en avons eu la preuve en 1997; à cette époque et depuis

1996, le maire et son adjoint, délégués au comité de concertation, avaient sagement décidé de n'être plus ni président ni trésorier; simples délégués, ils n'ont pas tenu les conseillers au courant des protestations que le comité avait adressées au journal «Le Monde», sous forme de courriers consécutifs à un article dans lequel le président du comité de l'époque accusait les libraires de manque de professionnalisme et Savenn Douar de dirigisme forcené et d'intégrisme culturel.... Ils sont restés avec l'idée, qu'une fois encore, toutes ces mauvaises histoires étaient imputables à Savenn Douar. Nous étions venus déranger la quiétude bécherellaise et quoiqu'il arrive nous étions la pomme de discorde installée dans la place. Nous étions désignées pour être responsables de tous les dysfonctionnements.

C'est au cours d'une réunion du Comité de concertation qu'un autre représentant de la municipalité nous a dit tout ignorer de ces échanges de courriers avec le «Monde». C'est donc ainsi que nous avons pu une fois encore constater comment la rétention des informations, sous prétexte de quiétude, reste la règle et tant pis pour ceux qui en pâtissent. De cette manière nous servons de bouc émissaire à ceux des élus municipaux que nous dérangeons et à ceux des libraires qui voudraient nous éliminer. Le terreau de la rumeur contre Savenn Douar reste bien en place.

Comment éteindre le feu quand on a soufflé sur les braises? Les élus qui multiplient les casquettes ne savent donc pas qu'ils s'exposent à des difficultés démultipliées d'autant? Ils ne devraient pas avoir à se substituer à des présidents d'associations, à devenir les maîtres d'œuvre de projets qu'ils ont à accompagner s'ils les jugent bénéfiques pour le développement de leur ville ou commune. La mise en place d'un partenariat équilibré, avec contrôle de l'utilisation des subventions qu'ils octroient et la juste reconnaissance du travail accompli sont des positions de base pour éviter les conflits et les zizanies. Nous déplorons le manque de formation des élus à cet égard.

Nous devons donc fonctionner dans le plus complet brouillard, puisqu'il était rigoureusement interdit de «jeter le trouble dans les esprits» en évoquant les ratés ou les faiblesses des manières de faire. Pour que tout se passe bien, il était obligatoire de penser que tout le

monde est susceptible de bien faire et de bien dire. Il fallait admettre que les décisions prises en Comité, à la mesure du plus petit dénominateur commun, étaient les bonnes. La moindre suggestion, soupçonnée provenir de notre association, y était considérée comme une déclaration de guerre.

A cette époque, Catherine et Yvonne participent douloureusement aux réunions du Comité, remarquant toutes les erreurs d'appréciation et de jugement des uns et des autres, par rapport aux décisions à prendre, sans pouvoir proposer d'alternatives et dans l'obligation de se taire absolument sur les raisons du dysfonctionnement.

C'est ainsi que les thèmes des fêtes du livre qui sont retenus, ces trois années-là, sur les transports, sur le cirque, sur les fables de la Fontaine, sont choisis pour faire plaisir à tout le monde, en raison d'une sorte de neutralité, sans doute, dans l'imaginaire des membres influents du comité. A Savenn Douar, nous savons bien que les thèmes choisis n'attireront pas les foules, et surtout pas les amateurs de littérature. Par contre, ils auraient pu être heureusement exploités dans un ensemble plus attractif, tel celui de l'espace au sujet des transports, les prémices du siècle des lumières pour La Fontaine, et l'histoire du cirque par exemple. Mais ce niveau-là était trop inaccessible aux organisateurs; un élu n'est pas forcément un amateur de lecture, ni un libraire, ni un bon stratège en matière de communication. Un libraire peut être compétent à l'intérieur de sa librairie et dieu sait qu'il s'y agit de tout un monde, mais pas forcément en matière de communication ou de manifestation culturelle.

Le choix de ces trois thèmes successifs avait été téléguidé par le président de la SLALB qui avait réussi à faire courir le bruit que nous étions hostiles à toute manifestation qui ne serait pas bretonne.

Le fait que nous avions choisi des noms bretons pour nos librairies, pour la crêperie et pour notre association, le fait que Savenn Douar organisait et organise toujours des cours de langue bretonne, de danse, et de chants traditionnels, et sans doute mille autres détails, induisaient la méfiance de certains. Les accusations de passéisme et de repli sur soi, se voulaient être des arguments modernes, soulignant un empêchement pour l'évolution de la cité du livre.

Ce sont les deux choses dont il est difficile de nous accuser sérieusement! Les Bretons sont en général très novateurs et très tournés vers les autres. Les lignées de nos ancêtres ont produit d'âge en âge un peuple de marins et de paysans, de voyageurs, d'explorateurs et de travailleurs courageux, d'aucuns disent «têtus». Nous descendons d'un peuple celte qui s'est posé en Bretagne après les grandes migrations européennes. Au fond de nos esprits persiste une aspiration faite de quête et de rêve, inspiratrice d'élaborations utopiques qui vont jusqu'à la réalisation concrète et courageuse de nos projets. Le MOB (Mouvement d'Organisation de la Bretagne) et avant lui le CELIB (Comité d'Études et de Liaison des Intérêts Bretons) sont des exemples de nos capacités à entreprendre et à innover, de même que l'existence de l'Institut Culturel de Bretagne, une de nos spécialités. Et je ne cite pas tout.

Être Breton, c'est aussi être accueillant. J'ai suivi plusieurs «crash course» pour apprendre le breton en compagnie de stagiaires de tous âges et de tous horizons. Durant ces stages intensifs qui durent huit jours, nous nous retrouvons régulièrement en compagnie d'étrangers. C'est ainsi que j'y ai personnellement fait connaissance d'une Américaine, de plusieurs Belges, de plusieurs Japonais, d'un Luxembourgeois, d'un Allemand, et de plusieurs Françaises et Français. «On ne naît pas Breton, on le devient», a écrit Morvan Lebesque dans son étude intitulée «Comment peut-on être Breton», de célèbre mémoire. Le poète Saint Pol Roux qui n'était pas Breton d'origine mais qui l'était de cœur a pour sa part écrit, «Bretagne est Univers». Xavier Grall, écrivain et journaliste, disait: «Je demande au passé des valeurs pour féconder l'avenir». Je ne peux pas citer toutes les manifestations et les écrits de cette nature. La Bretagne se vit au quotidien et se conjugue à tous les temps. Nous avons parfois conscience de ce qui nous anime, parfois nous sommes Bretons à notre insu. Il nous faut souvent l'exil, parfois en France, le plus souvent à Paris, pour avoir une révélation ou une petite idée de ces riches différences qui nous constituent. Combien de fois, durant mes études, à Paris, ne m'a-t-on pas dit «Vous, vous êtes bretonne». Souvent, ensuite, j'ai entendu la même remarque. Il faut croire que c'est un fait

qui se remarque et qui comme tel, est à prendre en considération. De mon côté, et sans pouvoir préciser pourquoi, il m'arrive de pouvoir deviner l'origine de tel ou tel interlocuteur à sa manière de se comporter, indépendamment de son accent et autres signes visibles. J'espère que dans l'avenir, nous ne serons pas tous uniformément réduits à un seul modèle unitaire sur fond de clonage culturel, pour pouvoir rester curieux les uns des autres.

A Bécherel, le président de la SLALB et quelques personnes de sa suite nous reprochaient d'être trop bretons, en quelque sorte. Parmi elles, il y avait bien évidemment des Bretons de souche, cette fois avec des patronymes reconnaissables pour être d'origine bretonne, et qui ne manquaient pas de faire chorus.

A-t-on vraiment le droit de reprocher à quelqu'un d'être ce qu'il est? A-t-on vraiment le droit de se renier au point de se fondre dans l'idéologie du tout-un, et du tout-pareil? Ne se démolit-on pas soi-même en voulant neutraliser les différences et les particularités qui enrichissent par chacun de nous le patrimoine de l'humanité entière?

Durant cette période, le président de la SLALB va disparaître comme s'il s'était de lui-même exclu, en contrecoup d'avoir tout fait pour nous éliminer. Il n'a rien dit des raisons, non pas personnelles s'il en avait, mais officielles, qui le poussaient. A partir de quelques incidents, sa mauvaise foi était devenue évidente aux yeux de tous. En effet, à la fête du livre 1993, Catherine avait été obligée d'appeler le maire à la rescousse contre lui, pour empêcher que suite à des ordres qu'il avait donnés, l'entrée de sa librairie ne soit cachée par une grande tente devant abriter les exposants de la «Fête du Livre», ce qui était une manière très méchante de lui nuire.

Après la fête, il avait refusé de participer aux rangements et retour des matériels loués. Les yeux s'entrouvraient enfin. Mais ce petit jeu organisé contre Savenn Douar, contre nos personnes et nos intérêts, que personne n'a jamais voulu ni voir ni dénoncer, dure depuis le début.

Si ces petites choses s'arrangent en surface au bénéfice relatif d'un calme apparent, les rancœurs et la méfiance s'accumulent. Notre intérêt à tous se trouve être la réussite de la «Cité du Livre».

En dépit de notre courage et de nos convictions, le ressort va pourtant casser.

Après la fête du livre de 1993, Yvonne va refuser de poursuivre l'expérience au secrétariat du comité. Nous en restons adhérents, sans responsabilité particulière, la peur au ventre dans la mesure où nous craignons d'aller vers une sorte de catastrophe de la cité du livre. Deux échecs successifs de la fête de Pâques, en 1994 et 1995 vont découler de notre retrait; c'est beaucoup. A l'extérieur, du côté de l'Institut Culturel de Bretagne, du côté des instances départementale et régionale, les critiques commencent à se préciser. On y dit qu'à Bécherel rien ne bouge, que la municipalité traîne les pieds, que le village du livre qui a été mis en place à Montolieu dans le Sud-Ouest, en 1991, donc après nous, est déjà plus développé que notre «Cité du Livre».

Les amateurs d'opinions toutes faites diront qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Il est exact qu'aucun projet ne vient soutenir la mise en place de la «Cité du Livre». Savenn Douar, seule comme d'habitude, a répertorié plusieurs possibles réalisations comme, entre autres, une maison des écrivains, une route des écrivains, un conservatoire de la chronique et du journal intime, un musée de l'imprimerie, un complexe pour des rencontres transnationales de la francophonie et quelques autres, sans oublier une fabrique de papier recyclé. J'ai déjà évoqué le document qui fait le compte de tous ces projets dès 1990. Sa distribution n'a malheureusement reçu aucun écho.

Après la «fête du livre de Pâques» 1995, l' élu municipal qui est président du comité de concertation démissionne, sous prétexte qu'il ne peut pas assurer tout le travail nécessaire. C'est une raison justifiée que chacun comprendra. Aucun autre élu du conseil municipal ne veut prendre la présidence du comité. La place est trop exposée. Néanmoins personne ne tire les leçons utiles de cet état de fait. Trois élus restent membres de droit, au sein du comité.

Nous aurions pu profiter de la situation, mais la pression sur Savenn Douar est telle qu'il ne faut pas non plus que l'une de nous se présente. Nous décidons de laisser les choses se décanter en espérant un sursaut des libraires qui prendraient en charge les destinées de la «Cité du Livre».

Il n'est pas venu à l'idée du président démissionnaire de dire que les qualités requises, en matière d'organisation de la «Cité du Livre» et de son développement, relèvent de personnes compétentes pour l'assurer. Il aurait pu évaluer pour en faire état les difficultés qu'il a rencontrées même s'il ne voulait pas reconnaître aux personnes de Savenn Douar, leur expérience et leur savoir-faire.

Le bénéfice de cette ignorance délibérée va échoir à un, puis à deux nouveaux venus à Bécherel. Le premier s'est installé dans le centre ancien attiré par la renommée de la «Cité du Livre»; il va être parachuté au poste de président du Comité de Concertation. Il n'est pas libraire et il n'est élu qu'à partir de l'intérêt, d'ailleurs mesuré, qu'il a montré aux activités de la «Cité du Livre». Sa femme espérait pouvoir bénéficier de la notoriété de Bécherel pour ouvrir un salon de thé, et aménager quelques chambres d'hôtes dans une très belle vieille maison du centre ancien.

Il nous apparaît donc que n'importe qui peut accéder à cette responsabilité, à la condition qu'il ne fasse pas partie de Savenn Douar. Nous mesurons combien l'hostilité à notre égard reste à l'œuvre, non pas de manière directement agressive mais résolument déterminée tant de la part de certains élus municipaux, que de la part de deux ou trois libraires.

Nous décidons, malgré nos doutes, d'investir ce qui aurait pu se transformer en atout au sein du comité. Après tout, un inconnu qui ne serait pas impliqué dans les conflits, pourrait faire évoluer les événements et les stratégies dans le sens d'un meilleur développement de la «Cité du Livre».

Le nouveau président est dépassé, en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. Il va très vite s'effacer derrière un libraire nouvellement installé, qui va prendre les choses en main pour organiser la fête du livre de Pâques 1996.

L'Irlande est à la mode. Son développement est salué par la France. Au niveau culturel, l'année 1996 est dite «Année de l'Irlande».

Le thème de la Fête du Livre est tout trouvé. Nous ne pouvions pas manquer une telle occasion. L'accord se fait très vite au sein du Comité de concertation, pour emboîter le pas et faire de l'Irlande le

thème de notre huitième «Fête du Livre». C'est la première fois depuis l'installation du Comité de Concertation que tout le monde se met au travail de bon cœur, en dépit des arrières-pensées.

L'Irlande fait rêver, particulièrement en Bretagne où nous rencontrons, depuis plus d'un quart de siècle, nos cousins celtes d'Irlande au Festival Interceltique de Lorient, chaque année durant la première semaine du mois d'août.

Les inévitables difficultés sont sans peine surmontées pour préparer cette manifestation. Nous nous mettons, sans réserve à la disposition du comité et nous participons très activement à toutes les démarches. La répartition du travail, bien soutenue par des comptes-rendus qui se veulent «très professionnels» s'effectue au mieux.

Guidés par le thème, tout le monde participe aux choix de l'affiche, des animations, des intervenants, des musiciens; tout s'organise de manière très cohérente. La culture, la littérature, la musique, le théâtre, les films nous offrent un vaste choix, presque sans surprise.

Par mesure de prudence et pour ne pas prendre le risque de gâcher notre toute nouvelle «bonne entente» nous ne disons rien au sujet de la décision de présenter des films sur l'Irlande. Pourtant notre équipement n'est pas à la hauteur. Les films passeront à partir de cassettes vidéo. Les spectateurs seront déçus. Ils n'avaient pas été prévenus des conditions dans lesquelles se déroulerait la projection.

Par contre la pièce de théâtre a connu un bon succès. C'est une des libraires, Michèle, qui participait pour la première fois aux travaux du comité, qui en avait assuré la mise en œuvre et qui avait choisi la troupe. Nous avons renoué avec le succès des fêtes de Pâques de 1989 et des suivantes. Plus de six mille visiteurs se sont pressés dans nos murs, d'après diverses estimations.

Les chiffres d'affaires qui me servent de point de repère pour évaluer l'impact économique des animations de Pâques et autres manifestations, sont en nette progression, beaucoup plus que les précédents.

Cette réussite prouve à tous qu'il suffit de réunir, d'assembler tous les moyens et les compétences disponibles pour mettre en place les conditions d'un succès.

Le poids du thème choisi paraît évident. Plusieurs critères

doivent y être réunis. Nous commençons à bien les connaître, au moins pour notre part, ce qui ne peut pas être le cas de tout le monde.

Ce moment de bonheur et de réussite ne va pas donner à nos détracteurs plus de bon sens pour autant.

On ne peut pas choisir de rêver sur l'Irlande chaque année; mais on aurait pu se servir de cette expérience heureuse pour organiser la bonne répartition du travail et la participation de tous à égalité les uns avec les autres. C'était trop beau sans doute.

Mais le résultat est là. L'utilité des «fêtes du livre» de Pâques est évidente pour la bonne marche de la «Cité du Livre». Leur remise en cause, conséquence de leur peu de succès des deux années précédentes, n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Nous sommes cependant encore loin de notre objectif. Savenn Douar avait conçu le projet d'un deuxième volet des manifestations de la «Cité du Livre», et non des moindres. Nous voulions organiser des rencontres qui seraient l'occasion d'une ouverture plus grande sur des approfondissements et des élargissements culturels et intellectuels.

Selon nous, les fêtes du livre de Pâques pouvaient être, chaque année, l'occasion de proposer des animations pouvant répondre à un public très diversifié, pourquoi pas exigeant. Nous devions, autrement dit, répondre à une curiosité et à des attentes démultipliées qui seraient le tremplin d'une fidélisation de la clientèle, celle des amateurs de lecture.

La réussite de la fête sur le thème de l'Irlande démontrait que nous avions réussi à mobiliser l'attention du public à partir du rêve. Notre ambition restait de pouvoir mobiliser leur intérêt à partir de leur curiosité, la nôtre nous servant de point de repère à cet égard. Il faudra attendre les années 1998, 1999 et 2000 pour faire la démonstration de la pertinence de cet élargissement.

En effet, quelques fables de La Fontaine, quelques animaux d'un cirque ou quelques voitures anciennes et sûrement vénérables, n'intéressent qu'un petit nombre de curieux. Il fallait savoir repérer les critères à partir desquels nous pouvions servir l'intérêt du public. Les résultats ont été examinés au fur et à mesure de notre expérimentation, et nous nous réservons les conclusions jusqu'à de plus amples réflexions, dont ce récit fait partie.

A l'issue de cette fête du Livre de Pâques 1996, le président démissionne. Il reconnaît son incompetence et il attribue le succès de la fête au libraire qui a pris le relais pour tout organiser à sa place. C'est ce dernier qui va être élu président du Comité de concertation, et surtout pas, une fois de plus, un adhérent de l'association fondatrice.

Le thème de l'Irlande a sauvé la «Cité du Livre» d'un fiasco et nous sommes un peu rassurées. Il reste que les positions des uns par rapport aux autres, la municipalité, le Comité de concertation, l'association fondatrice Savenn Douar, les libraires restent floues, ambiguës. Un état permanent de tension plus ou moins larvée nous font craindre d'autres conflits.

Un nouvel échec à la fête du livre de Pâques 1997, plus ou moins reconnu, en dépit d'un nombre de visiteurs moitié moindre que l'année précédente va être en quelque sorte nécessaire pour qu'enfin une des fondatrices soit élue à la tête du comité. Le thème du roman policier avait été imposé par le nouveau président; sa maison d'édition l'ajoutait à sa production cette année-là. Nous n'avions rien contre le choix qu'il faisait et nous étions même d'accord pour qu'il bénéficie de la communication qui serait faite.

Cela n'empêchera pas les conflits de continuer à se développer et à s'accroître durant les années 1997, 1998 et 1999.

«La seule chose qui rende la vie possible est l'incertitude permanente, intolérable, de ce que nous réserve demain.» (Ursula K. Le Guin)

YVONNE, PRÉSIDENTE
DU COMITÉ DE CONCERTATION
«BÉCHEREL, CITE DU LIVRE»®

L'assemblée générale, après la fête du livre de 1997, porte Yvonne à la présidence du Comité de concertation; nous sommes profondément satisfaites. C'est comme si justice nous était enfin rendue.

Son élection est pour nous le signe que sa compétence, et par elle la compétence de Savenn Douar, sont enfin reconnues comme seules capables de remettre la «Cité du Livre» sur ses rails, après l'échec de la fête de Pâques 1997, et la baisse spectaculaire des chiffres d'affaires des librairies qui me servent de référence. Je veux penser qu'un reste de bon sens œuvre dans les esprits et qu'un réflexe de bonne santé anime tous ceux qui élisent Yvonne. Lors de l'assemblée générale, il y a douze personnes présentes, deux autres personnes, dont moi-même ont donné leur bon pour pouvoir.

Hormis les trois représentants de la municipalité, qui ne vont plus être qu'un seul en position d'«observateur», il n'y a guère qu'une douzaine d'adhérents au Comité de Concertation; depuis le départ une petite moitié des libraires a toujours boudé ses travaux. Pourquoi?

L'élection d'Yvonne est entérinée à partir de douze bulletins favorables et deux abstentions. Le but du comité est, selon ses statuts, «le développement et la promotion de la Cité du Livre». C'est un objectif qui suppose la collaboration entre la municipalité et les différents acteurs de la «Cité du Livre». Les libraires peuvent y adhérer, mais ils peuvent aussi ne s'occuper que de leur affaire propre. Les Bécherellais qui investissent l'idée du développement du centre ancien et de la Cité du Livre seraient également les bienvenus s'ils y venaient. La présidente-fondatrice de l'association «Tourne-Page», Karine

Michel, participe activement aux travaux du Comité. Son association s'adresse aux enfants et organise des animations durant la Fête du Livre, et aussi de temps à autre durant l'année. Elle propose des jeux de découverte et de réflexion, des textes écrits par les enfants, des contes et des lectures à haute voix, des ateliers de calligraphie, et toute une activité annuelle avec la participation de la bibliothèque de Bécherel. Karine, maman de trois très jolies petites jeunes filles (presque des jeunes filles) anime l'association «Tourne-pages» avec pertinence et tranquillité. Les ateliers, organisés durant les fêtes du livre rencontrent toujours un vif succès. Il n'y a jamais assez de place pour tout le monde.

Karine est élue vice-présidente aux côtés d'Yvonne. Le bureau, après Pâques 1997, est composé d'une libraire pour le poste de trésorier, d'un représentant de la municipalité au poste de trésorier-adjoint, deux libraires sont secrétaires, dont Erwan.

Sur le site, sept libraires restent en dehors des activités du Comité en cette fin d'année 1997. Parmi eux, trois librairies font partie de la mouvance de Savenn Douar. Les quatre autres librairies représentent six personnes hostiles à tout ce qui, de près ou de loin, est marqué du sceau de Savenn Douar.

Au Comité de Concertation, les rapports de force s'équilibrent, entre les libraires hostiles à Savenn Douar dont le président de l'année précédente et les autres, si on compte sur l'objectivité des élus. Est-ce l'indice d'un début de confrontation démocratique? C'est en tout cas ce que nous espérons.

Depuis quatre années, nous souffrions de voir les atouts de la «Cité du Livre» confiés à des mains inexpertes, de ne pouvoir rien dire et de résister à la tentation, souvent présente, de tout lâcher.

Au Comité de Concertation, et sans doute en dehors, jamais il n'est venu à l'idée des uns ou des autres de faire des constatations, tout simplement des constatations. Celle qui est à faire, en tout premier lieu, concerne la bonne tenue des librairies, confirmée au fil des années et qui continue à progresser. La notoriété de la «Cité du Livre» est due à la variété des titres, à la qualité et au sérieux du travail de chacun. Ce sont les clients qui rendent légitime la progression de cette notoriété.

C'est le travail de chacun, la pertinence de ses choix et la maîtrise autonome de ses décisions qui permet cet essor.

La deuxième constatation concerne la maîtrise de l'organisation de l'ensemble de l'entreprise culturelle, avec les animations, les manifestations culturelles et le très important et le très subtil travail de la promotion et de la communication. Il conviendrait de constater que ce domaine relève d'une autre forme de compétence et d'expérience que celles requises pour faire un «bon libraire».

Le fonctionnement de chaque librairie, tout en relevant de l'autonomie de chaque propriétaire, reste tributaire de l'organisation de l'ensemble de l'entreprise culturelle dans laquelle il est venu s'installer, de son plein gré, sans aucune contrepartie d'allégeance ni de contribution.

A Savenn Douar, nous espérons que chaque libraire pourrait immédiatement lire, lire bien entendu, dans le contexte comme dans un livre, la nécessité de s'organiser tous ensemble au sujet de la promotion de la «Cité du Livre». On espérait également qu'ils comprendraient la pertinence d'une solidarité au bénéfice de tous, sans pour autant s'obliger à des sentiments d'amitié qui, eux, relèvent d'un autre registre. Il s'agit donc de mettre en œuvre une autre compétence et une autre expérience que celles de libraire.

Savenn Douar possède un savoir-faire que certains élus et six libraires opposants ne veulent pas reconnaître. Comme ce sont eux qui font le plus de bruit, ce sont eux qui sont les plus entendus.

Notre expérience s'est constituée au fil du temps. Nous sommes bien introduits désormais dans les circuits culturels. Mille petites choses invisibles dont nous n'avons pas toujours conscience, sont comme autant de fils d'Ariane qui nous guident dans les dédales de la communication, de la culture, des institutions régionales, départementales et locales ou dans les circuits médiatiques de la presse, télévisée écrite et parlée.

Nous savons y faire, pour toujours trouver les interlocuteurs qui nous soutiendront, nous aideront, diffuseront nos informations, et participeront à notre démarche.

Nos libraires bécherellais semblent ignorer que notre existence

dépend, ici plus qu'ailleurs, des possibilités de se faire connaître. En ville, il n'y a pas besoin d'une publicité particulière. A Bécherel, j'ai déjà évoqué cet aspect des choses, nous serions largement restés inconnus et méconnus sans tout un travail de communication soutenu par des activités et des manifestations culturelles, destinées à attirer l'intérêt du public par la médiation de la presse. Sans visiteurs, pas de clientèle et sans clientèle, pas de possibilité de gagner sa vie.

La compétence de Savenn Douar acquise contre vents et marées, l'expérience, donnent un regard et des facilités difficiles à transmettre, faute d'en avoir toujours conscience d'une part, d'autre part en conséquence de la suspicion et de l'hostilité de nos détracteurs, dans le cercle restreint où nous travaillons. De cette manière, ils ne peuvent rien comprendre, en dépit de notre espoir de pouvoir partager notre réflexion, et la faire évoluer avec la leur. Cette expérience niée, nous a fait souffrir au vu des erreurs qui s'accumulaient. De plus, parfois la gentillesse, la générosité et la bonne foi, jointes à la conviction de faire au mieux de certains, qui nous prêchent la bonne entente contre vents et marées, empêchent notre révolte, pour ne blesser personne. Par ailleurs, mais confidentiellement, nous criions à l'injustice.

En 1996, nous avons travaillé sans exprimer nos états d'âmes avec l'équipe du précédent président. A Pâques 1997, l'échec visible de la fête du livre, articulé par des manifestations culturelles sur le roman policier, restait comme un signal d'alarme dans notre réflexion. Il fallait absolument renouer avec le succès. Tous devraient travailler dans le même sens, comme en 1996. Nous étions en droit d'attendre une réciprocité du président de l'année passée et de ses adeptes.

L'année 1997-1998 va être fertile en événements internes. Nous allons bien entendu, soutenir le travail d'Yvonne, nouvelle présidente du comité. Savenn Douar, impliquée moralement, lui assure un appui indispensable par le biais d'une réflexion partagée et d'une sympathie réciproque, dont le besoin se fait sentir dans les moments difficiles. Nous mettons bien entendu tous nos documents à sa disposition.

Yvonne va organiser une «Nuit du Livre» en août 1997. Les librairies seront ouvertes jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne à accueillir. Il y aura des animations avec des musiciens et des poètes,

des conteurs et des lecteurs de textes, une buvette sur la place éclairée par des guirlandes électriques. Il y aura une visite commentée de Bécherel par Sylvie Dobbé, auteur d'un mémoire sur l'architecture des maisons du centre ancien, dans le cadre de ses études universitaires. Les librairies accueilleront des comédiens qui liront des textes, moyennant une participation financière de cent cinquante francs. Le comédien Michel Jayat accepte de se produire dans les librairies qui en font la demande. La compagnie «La Filoïs», pour sa part, propose des contes. Par la suite, le comité fera souvent appel à leurs services. Ils sont tous passionnés et intéressants. Des musiciens, du groupe «Jelly Roll Swing» vont faire swinger les visiteurs, place des anciennes halles, jusque tard dans la nuit.

Le succès couronne la nuit du livre. Une marque de reconnaissance de ce succès, pour ne pas dire une récompense selon un terme un peu simplet de classe maternelle, va être décernée au Comité de Concertation, par l'Association du Pays Touristique de Brocéliande. Cette association regroupe des élus et des partenaires locaux qui se sont donnés pour objectif d'encourager les activités associatives ou privées allant dans le sens du développement culturel, économique et touristique du Pays de Brocéliande sur la frontière duquel se trouve situé Bécherel.

Bécherel fait aussi partie des pays de la baie du Mont Saint-Michel, et plus anciennement du Pays de Dinan. C'est ainsi que nous sommes situés à la frontière de deux départements et de trois «Pays» différents.

L'Association du Pays de Brocéliande décerne un prix au Comité de Concertation, représenté par une statuette, qui va être remise, non pas à la présidente mais au maire de Bécherel. Yvonne va faire une mise au point, à la fois ferme et gentille. Le maire n'a pas à se substituer au Comité de Concertation pour recevoir à sa place non pas les honneurs, mais les signes de reconnaissance mérités par son travail.

Personne n'a pensé à mal; ni le maire qui reçoit la statuette, ni les adhérents de l'association du Pays de Brocéliande qui la décerne; mais une fois encore il y a court-circuit entre les élus et les acteurs de terrain. «Les travailleurs de l'ombre», ainsi qu'ils sont souvent désignés

dans les discours officiels, comme s'ils étaient de simples exécutants sans importance, ne doivent pas, sous prétexte de modestie, se laisser déposséder des fruits de leur travail. Se laisser faire équivaut à encourager cette partition qui permet de rendre les honneurs aux uns, alors que le travail et la conception des projets sont réalisés par les autres. Il y a des confusions à l'œuvre dans les esprits, faute de savoir se situer dans un partenariat efficace et juste.

La statuette, très jolie, qui est décernée au Comité de Concertation a été commandée à François Chaming's, un sculpteur qui s'est installé durant quelques années à Bécherel. Personnellement j'aime beaucoup ce qu'il fait, particulièrement ce «Brocéliant d'or» qui représente une sorte de korrigan installé sur un tronc d'arbre à la manière espiègle qui caractérise ceux de son espèce. On peut l'admirer dans le local du syndicat d'initiative où il trône désormais après avoir été remis à la présidente du comité, comme il se doit, à l'issue d'une petite fête avec les élus et les participants actifs qui ont travaillé à la mise en place de la «Nuit du Livre».

Quoi que nous fassions, une hostilité sourde continue à régner au sein du Comité. Elle s'exprime par des sautes d'humeur vite réprimées. Quelques explosions se produisent malgré tout. La plus spectaculaire va être la démission de la trésorière. Elle se sent «insultée» parce qu'Yvonne lui demande le carnet de chèques du Comité, pour régler une facture dont elle ne connaît pas encore le montant exact, mais qu'elle peut régler à l'occasion d'un déplacement.

La trésorière faisait partie de la SLALB. Hostile à Savenn Douar depuis le début, elle n'a jamais daigné s'adresser à nous qu'à contre cœur, et de la plus mauvaise grâce qui soit. Nous supportons depuis le début son humeur maussade et ses regards méfiants. A la longue cela devient fatigant. Lors de l'arrivée du précédent président (1997) elle s'était tout naturellement retrouvée avec lui, dans la continuité de son attitude à notre égard. Il y a des gens comme cela; on ne sait pas ce qu'on leur a fait mais sûrement eux le savent.

La difficulté persistante à nous faire accepter reste inquiétante. Nos essais de convivialité, d'échanges d'idées, d'arguments échouent toujours. Il est impossible de parler tranquillement et au

fond, de nos divergences éventuelles, de tout ce qui s'oppose à un travail partagé.

La rumeur est bien ancrée dans certains esprits, peu nombreux sans doute, mais elle reste efficace à l'égard de la plupart de ceux des libraires qui préférèrent nous éviter. Il nous traitent comme des pestiférés, tout au moins c'est ce que laisse penser leur attitude.

Yvonne guette toutes les occasions de renverser la situation. C'est ainsi qu'elle et Erwan, avaient accueilli personnellement deux nouveaux libraires, au début de son installation pour l'un, en préparation de son installation pour l'autre. De cette manière, la rumeur ne les atteindrait pas avant qu'ils se soient fait une opinion par eux-mêmes, quant au travail accompli. Après avoir bien pompé toutes les informations utiles, ils ont rejoint le clan opposé, l'un comme l'autre.

On se demanderait à moins quelle part de responsabilité était la nôtre dans ce déploiement destructeur, et si nous étions bien armées pour faire face à tant d'hostilité, ou encore si tant de méchanceté à l'œuvre n'était pas le fruit de notre imagination.

Malheureusement, par la suite, les événements se sont enchaînés de telle sorte que les réponses à cette question ont été vite balayées. Les attaques vont être systématiques et nos raisons d'être inquiètes vont devenir encore plus évidentes. Ce n'est pas être paranoïaque que d'avoir à se protéger d'une hostilité publiquement exprimée.

Au sein du Comité, le travail n'est pas équitablement réparti. Yvonne en assure la plus grosse partie, au détriment de la marche de sa propre librairie. Elle est aidée par la secrétaire, Soizig Stéphan, qui donne elle aussi plus que son temps imparti.

Un mois et demi avant la fête du livre, alors qu'Yvonne s'y emploie plus qu'à mi-temps, un incident éclate. Le bureau du Comité de Concertation décide, au cours d'une réunion de travail, de participer au Salon du Livre à Paris, et invite les libraires désireux d'y être représentés à se faire connaître.

Savenn Douar avait été plusieurs fois sollicitée pour participer à cette manifestation, y compris par le directeur de de l'Institut Culturel de Bretagne qui nous avait même proposé une place sur son stand, en attendant que nous soyions assez fortunés pour nous en offrir une bien à nous.

Le Salon du livre accueille 200 000 visiteurs et s'y montrer est une opération promotionnelle, sans contestation possible, sinon fallacieuse, auprès d'un public acquis au livre et à la lecture. En terme de métier et de communication on ne peut pas rêver ni plus ni mieux. D'ailleurs l'ex-président du comité y fait participer sa maison d'édition sans état d'âme; on le comprend. D'autre part, y participer nous introduit dans les réseaux utiles qui quadrillent de plus en plus nos sociétés. Pour preuve: nous apprenons qu'Antenne 2 va venir faire un reportage à Bécherel, qui passera dès le premier jour du Salon du livre à diverses reprises, en circuit fermé, pendant la durée de cette manifestation. C'est également en contrepartie de notre présence à ce salon, que la DRAC (Direction Régionale des affaires Culturelle) et le CNL (Centre National des Lettres) octroieront un supplément de subvention, dès 1998, pour cette participation promotionnelle qu'ils souhaitent encourager, et qu'ils renouvelleront en 1999 pour la même raison. C'est à partir de cette fréquentation des réseaux utiles qui nous est connue et que nous pratiquons avec succès, qu'Yvonne avait su convaincre le bureau de participer au Salon du livre en ce début d'année 1998.

Ce n'était pourtant pas l'avis du précédent président. Il s'est permis une colère, paraît-il homérique selon les propos du représentant de la municipalité au sein du comité qui a reçu le coup de téléphone. Il voulait signifier que la décision avait été prise contre son avis, sans un vote de l'assemblée générale, donc par les seuls membres du bureau. Il avait, disait-il, manifesté son opposition à l'occasion d'une rencontre informelle avec la présidente et quelques autres qui s'étaient rangés à son côté pour faire chorus. Pourquoi n'est-il pas venu à la réunion avec ses partisans? Pourquoi ne sont-ils pas venus voter contre le projet? Pourquoi voulait-il télécommander, de l'extérieur, les décisions du Comité? Croyait-il vraisemblable de pouvoir donner ses ordres et être obéi par le bureau du Comité? Le même nous accuse violemment de dirigisme forcené... si nous ne lui obéissons pas.

De plus ses arguments ne sont pas exposés. Pourquoi ne fallait-il pas se rendre au salon du livre? Par oui-dire j'ai su que le vieil argument du professionnalisme lui servait de prétexte; à ses yeux nous

n'étions pas d'un assez bon niveau pour nous exposer au salon du livre, forcément sans doute, puisque le salon se déroule à Paris...

Nous connaissions depuis longtemps ce refrain à chaque fois qu'une position était prise par une personne de Savenn Douar. Nos arguments n'étaient même pas écoutés parce que taxés a priori de mauvaises intentions, tels le népotisme ou l'hégémonie.

Cet éclat, ce coup de colère, ont fait long feu. «Bécherel, Cité du Livre»® a bien été au Salon du livre. Les retombées bénéfiques se sont fait très vite sentir et nous ont donné raison. Mais en attendant, il fallait vivre au jour le jour, toute la préparation de la Fête du livre de Pâques 1998, en butte à la mauvaise humeur du camp hostile, à ses accusations sourdes, éclatantes ou soupçonneuses.

Nous avions bien sûr la conviction d'avoir fait ce qu'il fallait pour la promotion de la «Cité du Livre» mais les réunions au sein du comité, qui se multiplient toujours à la veille de la fête de Pâques, restaient tendues, et beaucoup plus difficilement supportables qu'avant.

Le pire n'étant jamais sûr, nous avions du mal à reconnaître leur volonté de faire échouer la Fête du Livre de Pâques 1998, à l'image de la précédente. A l'évidence nos détracteurs souhaitaient un échec, a contrario il fallait une réussite pour nous.

Nous expérimentons, une fois de plus, que les enjeux de pouvoir, et la lutte qui en découle, passent avant l'intérêt commun de travailler pour réussir ensemble, dans un partenariat consenti. Je crois d'ailleurs que plus nos opposants avaient tort, plus ils rajoutaient de hargne et de mauvaise foi à leur démarche. Plus nous voulions arranger les choses, et plus ils s'acharnaient à multiplier les obstacles.

Le thème retenu par le Comité de Concertation pour animer la Fête du Livre 1998 n'a cependant pas donné lieu à discussion. Nous nous sommes sagement rangés au choix national du Ministère de la Culture qui désignait la commémoration du cent cinquantième de la mort de Chateaubriand comme thème des manifestations culturelles de l'année.

C'était parfait, nous pouvions ainsi éviter d'être prises à parti sur des choix dont on nous aurait, une fois encore, accusés d'être trop personnels, parce que «bretons» ou «trop intellectuels». Nous pratiquions

l'esquive avec une certaine malice, bien entendu. Mais Yvonne et Catherine, trop profondément impliquées aux premières lignes dans ce combat, se fatiguent visiblement.

Le président d'honneur de la fête sera le spécialiste de l'œuvre de Chateaubriand, Jean-Paul Clément. Yannick Pelletier et Madame Delon-Asnard feront eux aussi des conférences très suivies sur Chateaubriand, son œuvre et son caractère à partir d'une étude graphologique. Michel Le Bris, le célèbre organisateur du festival «Les Étonnants Voyageurs» qui se déroule chaque année à Saint Malo et auquel participe toujours «Bécherel, Cité du Livre»®, vient évoquer «Le romantisme aujourd'hui en littérature».

Une table ronde réunit nos conférenciers et spécialistes sur le thème «Les auteurs romantiques». La compagnie «La Filois» et Monsieur Boulet responsable de l'association «Livre-Vivant» de Liffré, lisent des textes et évoquent les contes à l'honneur au temps de Chateaubriand.

Karine s'assure les services de l'association «Écoutez-voir» qui va donner aux enfants un spectacle: «La fabuleuse histoire du château brillant et de ses princes charmants». Ils bénéficieront également d'une démonstration-animation de calligraphie et d'illustration.

La musique sera à pied d'œuvre avec le trio Roland Becker qui va parcourir rues, librairies et lieux d'animation. Ils vont recueillir un succès sans partage et étonner tout le monde par leurs costumes du XVII^{ème} siècle, savamment retrouvés et reproduits.

Le vin d'honneur est marqué par les discours de rigueur des élus, du président d'honneur et de la présidente du Comité de concertation. C'est le tout premier discours officiel d'Yvonne. Elle va fort bien s'en tirer et ça va être pour moi l'occasion de constater l'aguerrissement sensible de mes associées! Catherine, un peu tendue, elle aussi pour l'occasion va se sentir soulagée.

Et il va y avoir un scoop très amusant et bien agréable. Tanguy de Kernier, par ailleurs devenu président de la Communauté de Communes après trois précédents mandats comme maire de Bécherel, a exhumé une anecdote concernant François-René de Chateaubriand alors âgé de dix sept ans: Il était venu avec ses parents pour servir de

témoin de mariage à l'une de ses cousines. Le mariage avait eu lieu à l'église de Bécherel. Les signatures ont été retrouvées. Le détail piquant, relaté par Chateaubriand lui-même, mentionne son tout premier émoi sentimental (dit-il), lorsque pressé dans l'embrasement d'une fenêtre par une jeune parente, elle aussi invitée au mariage, il s'est senti transporté d'un ravissement violent, à sa manière bien entendu romantique... De là à supposer que le romantisme a pris naissance à Bécherel, est le pas vite franchi par Tanguy de Kernier au milieu des sourires de notre docte assemblée. Reconnaissons que le trait convient bien au paysage de la «Cité du Livre»!

La Fête du Livre est une réussite incontestable. Plus de trois mille billets sont vendus et réellement dénombrés. Cela suppose quatre mille entrées, compte tenu des enfants et des jeunes en dessous de seize ans qui ne paient pas et des invités. Le chiffre d'affaires des librairies augmente en proportion. Notre satisfaction l'emporte sur nos inquiétudes.

Nous savons bien que nos détracteurs irréductibles n'ont pas renoncé à nous en vouloir et qu'ils guettent d'autres occasions plus favorables de nous nuire. Toutefois, pour l'instant, l'heure est au soulagement. La réussite nous redonne du courage. La prochaine nuit du livre sera un succès.

Le marché du livre, le premier dimanche de chaque mois amène de plus en plus de visiteurs. La clientèle, vraiment fidélisée, se répare désormais tout au long de l'année et certains même évitent de venir à la Fête du Livre de Pâques, se réservant pour de longues séances de recherches tranquilles durant les moments moins chargés. Le renouvellement des visiteurs continue, pour sa part, d'être assuré par les très médiatiques Fêtes du Livre, en début de chaque année.

Compte-tenu de ce premier succès, Yvonne décide de se présenter une seconde fois à la présidence du Comité de Concertation. Elle est réélue à l'unanimité.

Deux des élus donnent leur bon pour pouvoir à un troisième et n'assistent pas à l'assemblée générale, mais un quatrième élu siège au Comité de concertation en plus des trois prévus. Cette fois, comme mon attitude de retrait n'a pas été mise à profit par les libraires pour investir la place, je participe à l'assemblée générale et je prendrai part

à toutes les réunions. Le Comité de concertation compte seize personnes dont quatre élus, sept libraires représentant cinq librairies (sur seize), Karine de l'association «Tourne-page», un relieur qui vient de s'installer à Bécherel, le président de l'association sportive l'«Espérance», qui soutient la «Cité du Livre» depuis le début et qui veut sympathiser avec tous ses acteurs quels qu'ils soient, et enfin moi-même, présidente-fondatrice.

Les rapports financier, moral et d'activité sont votés à l'unanimité. Les finances du comité sont bonnes et l'avenir devrait nous sourire à tous. Yvonne termine son rapport moral par une «lettre de la présidente» qui évoque pour la première fois les attaques dont le comité a été la cible et qui en démonte le mécanisme, pour le déplorer et appeler à une plus grande cohérence dans les relations, une meilleure participation de tous au travail de développement de la «Cité du Livre».

Elle évoque les accusations, portées contre sa librairie qui bénéficie, selon certaines attaques, de sa présence dans les salons pour son bénéfice propre. Il y a toujours à l'œuvre cette jalousie qui plombe les relations commerciales. Le chiffre d'affaires de l'un reste une menace de mévente pour l'autre. Il y a toujours ceux qui voient les choses par le petit bout de la lorgnette.

Il semble impossible à certains de concevoir que n'importe quelle librairie de Bécherel peut représenter la «Cité du Livre» en son entier dans toute manifestation et salon à Paris, Saint-Malo ou ailleurs et faire la promotion de tous. C'est ce que font Yvonne et Erwan, en même temps qu'ils vendent leurs propres livres et qui mieux est, ceux des libraires qui les leur confient, habitude courante entre certains libraires de la «Cité du Livre». Serait-il interdit de vendre des livres sur des salons conçus pour le faire? Et pourquoi ne pas se réjouir quand cela marche? C'est une pratique que nous avons instaurée depuis longtemps et que ses adeptes apprécient.

Personne ne relève les propos de la présidente qui appellent à la solidarité et à la justice; la mentalité commerçante ne tient toujours pas compte de la manière nouvelle de penser la solidarité au sein d'une entreprise comme celle-là; ils sont reçus dans un lourd silence qui ne présage, à nouveau, rien de bon. L'hostilité reste donc à l'œuvre et la

question est de savoir comment elle va se manifester à l'avenir. La fatigue d'Yvonne et Catherine m'apparaît de plus en plus clairement. Elles n'arrivent pas à se réjouir d'être élues au Comité de Concertation, de réussir brillamment sur tous les fronts; elles restent mobilisées par les menaces sourdes qui pèsent toujours sur nous dans les attitudes des libraires opposants et de quelques élus. Il y a un écart énorme entre la réussite évidente de la Cité du Livre, de leurs activités à chacune et le poids qui pèsent sur leurs épaules. Nous sommes à la merci, c'est vrai, de maladresses éventuelles d'élus et des attaques de cinq à six libraires résolument hostiles au Comité, mais qui ne représentent désormais plus que trois librairies. Cela suffit pour que d'autres conflits s'épanouissent à nouveau. Est-il juste de penser que les menaces, et le stress qui en découle, prennent toujours le pas sur ce qui est réussi? La majorité serait-elle, le plus souvent, celle d'une minorité méchante?

Chapitre 21

*«Je dirai que j'ai fait ce que j'avais à faire
«Que celui qui s'en va peut s'en aller content
«C'est bien de tous les sorts celui que je préfère.
(E. Guillevic)*

DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA CITE DU LIVRE

Yvonne, toujours présidente du Comité de concertation, et nous également, de Savenn Douar, souhaitions réussir au mieux cette onzième Fête du Livre qui allait marquer les dix ans de la «Cité du Livre».

Ceci d'autant plus que l'échéance était arrivée à son terme, avant de passer la destinée de la «Cité du Livre» à d'autres mains. Dans notre théorie, cette période de dix années devait être suffisante pour la mettre sur ses rails.

Nous ne voulions transmettre le flambeau qu'au terme d'un succès aussi évident que possible aux yeux de tous et après avoir été rassurées sur la bonne santé de l'entreprise culturelle constituée par l'ensemble des librairies.

Les temps changent, et nous avons d'autres projets à mettre en place. Durant cette année 1998-1999, il fallait essayer de faire passer l'idée de la nécessité de professionnaliser le poste spécifique chargé d'assurer le développement, de l'étendre au pays de Bécherel qui comprend 10 Communes, d'organiser les animations, les manifestations culturelles et la communication dévolus jusqu'alors au président du Comité de concertation. Une formation d'agent de développement était justement mise en place par le collège coopératif et par l'Université de Rennes 2. Cette formation d'agent de développement conviendrait parfaitement pour assurer un travail, devenu nécessaire, sur l'ensemble de l'entreprise culturelle et ses prolongements sur tout le pays.

Des erreurs et des difficultés pourraient ainsi être évitées. Par exemple, les détracteurs de la «Cité du Livre» voudraient diversifier

les activités avec des artistes, et faire de Bécherel une cité du livre et des artistes. Or, comme je l'ai évoqué plus haut, tous les professionnels de la communication disent qu'on ne peut communiquer qu'un seul concept à la fois, pour avoir plus de chances d'attirer l'attention des populations. Il faut que le concept choisi puisse surnager et se faire valoir au dessus de l'abondance des informations qui envahissent la vie quotidienne de tout un chacun. C'est le cas du concept «Cité du Livre», à l'évidence.

Les artistes qui sont installés à Bécherel savent bien que s'ils sont mentionnés sur nos dépliants, ils ne peuvent être en tête du point de vue de la communication, des affiches, des encarts publicitaires et autres médias.

D'autre part, le développement de la «Cité du Livre», avec le livre pour plaque tournante de son activité, ne pourrait pas être suffisamment soutenu s'il fallait morceler les efforts des différents partenaires en direction d'autres supports publicitaires, si intéressants soient-ils.

Nous avons réussi à mettre en place et à rendre viable un outil de travail qui pouvait désormais servir de locomotive au développement de tout le pays. Les activités économiques, professionnelles, commerciales, artisanales et culturelles, liées au livre peuvent être développées et diversifiées, tranquillement, au fur et à mesure des besoins induits et des vocations naissantes. La locomotive est sur ses rails, il est possible de lui raccrocher les wagons qu'elle peut entraîner.

Vers la fin de l'année 1998, la Communauté de communes suit le mouvement plus général du développement local et régional en faisant appel à un bureau de consulting; il n'y a que l'embarras du choix car il s'en crée des quantités. Tout le monde, nous compris, mettons beaucoup d'espoir dans l'étude qu'ils vont faire pour déterminer quels sont les atouts du pays, et quelles structures il faut mettre en place pour un meilleur développement. La «Cité du Livre» va servir de plate-forme incontournable pour élaborer les projets. De ce point de vue l'organisme chargé de l'étude n'a pas à se poser de question.

Personnellement je fournis les documents que nous avons élaborés dès 1990, en espérant que cette fois, les prévisions que nous avons

faites seront prises en charge, même si elles doivent être réactualisées, modifiées, enrichies.

Les élus ont recours, désormais, à ces cabinets de consulting pour sécuriser leurs arrières quand ils veulent soutenir de nouvelles formes d'activités économiques et culturelles. La nouveauté fait craindre l'échec et on comprend leur souci de gérer au mieux les deniers publics ou, plus platement désireux de ne pas donner prise à des accusations de malversations. Trop de procès, en ce moment, donnent à tous des raisons de se méfier les uns des autres, élus et associations.

Dans le système français la mise en place de tout projet ne peut se faire qu'à partir d'une autorisation politique pouvant fournir la logistique indispensable. Il est normal pour les élus, de savoir à quoi ils s'engagent. Mais le coût du travail du cabinet, justifié sans doute, s'avère très important, et nous nous demandons, à Savenn Douar, si l'argent des contribuables ne serait pas mieux employé à rémunérer les auteurs d'un projet pour qu'ils en étudient eux-mêmes la faisabilité, quitte ensuite à faire vérifier leurs comptes par un expert comptable, commissaire aux comptes. Nous avons, en effet, expérimenté au cours des années que la réalisation d'un projet dépend, à la base, de son ou ses concepteurs, donc des personnes qui se sentent concernées.

Un cabinet conseil ne fournit pas, bien sûr, les personnes compétentes avec son étude. Sans ce que les américains appellent «the right man in the right place», à savoir le bon profil dans la juste place, il n'y a pas de succès possible. Les cabinets de consulting ne peuvent guère établir autre chose qu'un état des lieux et donner des indications sur l'exploitation et l'extension de ce qui existe.

D'autre part, j'ai déjà vu un cabinet conseil dénaturer un projet, de telle sorte que son concepteur ne pouvait le reconnaître. Il ne lui restait plus qu'à l'abandonner, bien soulagé s'il avait eu la présence d'esprit de déposer sa propriété commerciale à l'INPI et avoir ainsi évité de se faire voler son idée.

Les cabinets de consulting, rémunérés par les élus, sont forcément dépendants de leurs employeurs et ne prennent pas le risque de les contrarier. Ils ont trop souvent tendance à dire ce qui peut être entendu, au détriment de l'exploration d'un potentiel de créativité, lui-

même organiquement lié à la conception d'un projet. De ce fait, ils ne prennent pas souvent en compte «l'existant». En ce qui nous concerne, nous ne serions pas étonnés qu'il ne soit pas tenu compte de Savenn Douar, au niveau des prévisions.

Les derniers compte-rendus nous donneront raison. L'existant y est devenu gênant, Savenn Douar, possesseur du logo, serait un handicap, et le comité devrait disparaître. Le projet préconisé sera développé à partir d'une infrastructure immobilière, les libraires seront renvoyés à un groupement commercial, et aucune personne, pas même sous forme d'un profil professionnel n'est prévue pour diriger un établissement qui serait l'émanation des seuls élus transformés en employeurs. Une seule embauche est préconisée dans le cadre «emploi-jeune». L'expérience et le savoir faire, le professionnalisme ne sont pas pris en compte.

Le métier de consultant est bien jeune et il essuie les premiers plâtres, avant de savoir comment évoluer. La principale qualité, bien agréable, qu'on peut reconnaître aux intervenants de ces cabinets, est la manière très affable qu'ils ont de se présenter et de mener leurs entretiens d'investigation. Il n'est pas interdit de savoir que cette amabilité est toute professionnelle, un peu surfaite, côté modèle américain: elle n'en est pas moins préférable à d'autres, plus rébarbatives.

Pour l'heure, en ce dixième anniversaire de la «Cité du Livre», nous assistons à un foisonnement, tous azimuts, de réunions et de tentatives nouvelles pour développer de nouveaux métiers, de nouvelles activités. Les élus et les associations, les individus parfois, prospectent, échangent, se bousculent, travaillent. L'impression est celle d'une joyeuse pagaie dont on sent qu'elle constitue le soubassement de nouvelles structures à mettre en place. Il s'agit bien de cette même effervescence que notre association a déjà vécue au moment où nous réfléchissions et travaillions à notre projet, il y a quinze ans. Etions-nous les avant-coureurs de ce qui se passe maintenant?

A Bécherel, deux nouveaux libraires s'installent dans les locaux neufs que la Municipalité a aménagés et porte ainsi à quatre le nombre de ses libraires locataires. Il y a désormais dix-huit librairies dont une librairie-galerie et deux relieurs d'art.

Le succès de la «Cité du Livre» se confirme. Les clients sont fidélisés et de nouveaux visiteurs en augmentent le nombre. Certains disent qu'ils viennent enfin, après avoir eu vent de notre existence depuis des années. Ils ont mis du temps à se décider, guettant une opportunité ou un moment favorable. Cela me fait dire que nous faisons désormais partie du paysage et qu'un jour ou l'autre toute personne intéressée visitera «Bécherel, Cité du Livre»®.

La qualité des librairies ne se dément pas et continue à progresser; même si personne ne fait vraiment fortune, tout le monde trouve matière à gagner sa vie. Les librairies améliorent leur présentation, ce qui est bon signe. Les enseignes se multiplient et rivalisent d'originalité. Le coup d'œil sur les façades devient de plus en plus plaisant. Le granit bécherellais abandonne ses grands airs d'austérité bourgeoise pour s'égayer, parfois savamment, de couleurs harmonieuses.

A «Gwrizienn», Erwan et Yvonne développent leur rayon «Bretagne», en plus de leur importante réserve de livres sur tous sujets, de la littérature aux documents, monographies et autres études.

A «Dazont», Catherine conserve, pieusement intact, le magasin de l'ancienne saboterie et fait aménager un espace en mezzanine que notre menuisier attiré, Jean-Paul, accepte de consolider et agrandir pour le rendre praticable. Outre la librairie, on peut désormais trouver des objets d'artisanat et des bijoux celtiques et bretons, choisis pour l'évocation culturelle de la «matière de Bretagne».

Claire et Olivier, sont devenus des jeunes gens en quête d'une activité professionnelle; après un stage en Angleterre, une formation à la PAO (Publication Assistée par Ordinateur) et une autre aux métiers de bouche pour Olivier, ils décident de monter aussi une librairie. Le 15 Juillet, ils s'installent provisoirement à côté de Dazont, dans la grande maison où j'ai gardé un espace disponible, en attendant d'y aménager le bureau de notre association.

Laurent, un jeune homme originaire du pays, guette depuis deux ou trois ans une occasion d'entrer dans la vie professionnelle, après des études d'histoire de l'art. Il aide souvent Erwan à la librairie et y acquiert ainsi l'expérience nécessaire; il décide finalement d'acheter une ancienne pharmacie, qui se trouve en face de la grande maison, de

l'autre côté de la place, juste en face de «Dazont». Il a l'intention de se spécialiser dans le livre d'art, sans exclure pour autant des titres plus diversifiés. La librairie «Artefact» est née.

La «Cité du Livre» s'étoffe. Il y a dix ans, j'avais comme objectif l'installation d'au moins vingt-cinq librairies. Je reste sur cette idée puisqu'il y a encore des possibilités d'en aménager quelques autres. Parallèlement, il faut bien sûr une clientèle élargie. Les animations, les manifestations culturelles, la communication et la qualité des librairies sont en constante interaction. Il ne faut rien lâcher des tenants de cette synergie. Yvonne va, pour sa part, s'employer à réussir la Fête du Livre qui marque le dixième anniversaire.

Auparavant, nous allons encore devoir faire face à un éclat avec, toujours les mêmes, le président de l'année 1996-1997 qui est resté membre du Comité de concertation après sa démission du poste de président. En ce début d'année 1999, nous nous apercevons que depuis trois ans, en 1997, 1998, 1999, un à deux mois avant chaque fête du livre à Pâques, en pleine effervescence et au moment où le travail est le plus important, il provoque des incidents déstabilisateurs qui nous font perdre un temps précieux; nous ne pouvons ignorer qu'une volonté de nuire l'anime, lui et son groupe.

Effectivement, en avril 1997, nous avons découvert avec un sentiment de catastrophe, un article dans le «Monde de l'Éducation» réalisé par Macha Séry, que j'ai déjà évoqué. Elle y relate des interviews que lui ont accordé le président du Comité de concertation, le Maire et un ou deux libraires. Le président du comité y accuse Savenn Douar de «dirigisme forcené» et d'«intégrisme culturel». Il accuse les libraires de «manque de professionnalisme», ce qui pourrait expliquer qu'il a utilisé cet argument pour essayer de nous empêcher de participer au salon du livre en 1998. Je ne lirai l'article, qu'après m'être étonnée de la froideur sèche de quelques élus, rassemblés en conciliabule au milieu de l'espace réservé, cette année-là, aux animations pour les enfants. Je n'avais pas très bien compris leur attitude, jusqu'au moment où Yvonne m'a donné à lire une photocopie de l'article du «Monde» qui commençait à circuler parmi nous.

Dès le lendemain, Yvonne a demandé au président de s'expliquer.

Il a refusé les termes de l'article de Macha Séry. Il a affirmé n'avoir pas prononcé de tels propos. Nous avons provoqué une réunion avec le maire. J'avais préparé un brouillon de lettre pour envoyer une demande de droit de réponse au journal «le Monde». Après s'être mis d'accord sur le texte, un courrier signé du maire de Bécherel, du président du Comité de Concertation, et d'Yvonne, présidente de Savenn Douar à l'époque et membre du Comité, a été envoyé à Macha Séry sous couvert du directeur du Monde, M. Colombani.

Macha Séry a répondu qu'elle avait plutôt minimisé les propos recueillis auprès du président et que, pour preuve, elle avait conservé les enregistrements des interviews réalisés à Bécherel. Réponse édifiante! Ainsi le président du comité lui-même soufflait sur les braises de la discorde. Impensable! Nous savions ainsi que les hostilités n'étaient pas près de cesser. Pourtant, durant la réunion avec le maire où le courrier a été fait pour demander un droit de réponse au Monde, il avait nié ... Si nous avions jusque là espéré pouvoir dialoguer avec lui, nos illusions sont tombées, d'autant plus qu'il se déjouait sans fierté. Nous verrons les deux années suivantes, toujours durant la préparation de la fête du livre, qu'il n'avait pas désarmé pour autant.

Mais comment se fait-il que la pigiste Macha Séry se soit contentée de retranscrire ces accusations sans faire l'effort de les vérifier? Nous pouvions penser qu'elle aussi, apparemment, aimait attiser les dissensions.

J'ai envoyé personnellement un courrier au directeur du Monde, pour lui signaler que Macha Séry n'avait pas jugé utile de s'adresser à la présidente-fondatrice que je suis, pour vérifier les critiques acerbes du président du comité contre Savenn Douar et contre les libraires; je lui demandais d'accorder un droit de réponse à notre association.

Au même moment le Président de la République dissolvait l'Assemblée Nationale et Monsieur Colombani avait certainement bien d'autres chats à fouetter que de donner suite à ma requête.

Les retombées de cet article du Monde nous ont attiré des déboires du côté des élus de la municipalité, au prétexte que depuis la mise en place de la «Cité du Livre», Bécherel avait perdu son âme et sa tranquillité. Nous leur cautions vraiment trop de désagréments, plus qu'ils ne pouvaient en supporter ...

Nous nous interrogeons sur ce qui a poussé le président du Comité à proférer de telles attaques contre notre association fondatrice, sans laquelle il n'y aurait pas de Cité du Livre à Bécherel. Lui qui choisit de s'y installer, qui fait vivre une maison d'édition installée à Rennes à partir d'ouvrages ayant tous trait à la littérature, à l'histoire bretonnes et à la «matière de Bretagne», nous accuse publiquement d'intégrisme culturel et de dirigisme forcené, sans que personne nous donne une possibilité de répondre. Peut-être aurions-nous dû porter plainte. Son accusation contre le manque de professionnalisme des libraires installés à Bécherel, sauf lui sans doute, reste pour moi une énigme. Quel intérêt avait-il à vouloir ternir ainsi la Cité du Livre? Il voulait en être le chef incontesté et hégémonique? Il était suicidaire? Comprenez qui pourra.

En 1998, il provoquait un autre éclat, toujours au moment bien choisi de la préparation de la fête du livre, quand tout le monde vit «sur les nerfs» dans la bousculade des derniers moments. Comme je l'ai déjà évoqué, il avait donné quelques coups de téléphone intempestifs à l'un des élus du conseil municipal membre du comité, au sujet de notre participation au Salon du livre à Paris dont il ne voulait pas entendre parler, on se demande encore bien pourquoi.

Il a démissionné du Comité de Concertation après la réussite de la fête du livre de 1998. Il prétextait alors, après avoir bien soufflé sur toutes les braises et fait vivre le comité dans une savante atmosphère de tensions, de mécontentement, de contestations sourdes et suspicieuses, qu'il ne voulait plus travailler avec une association dans laquelle il ne prenait aucun plaisir. !!! La meilleure défense c'est l'attaque, et la meilleure attaque c'est d'accuser les autres de ses propres méfaits. Je le lui ai dit clairement, au grand dam des autres membres du comité qui auraient bien voulu que je me taise. La loi du silence est toujours, selon eux, la meilleure tactique. L'idéal reste «la bonne entente» et tant pis pour la justice. En parlant ainsi, je faisais sans doute l'unanimité contre moi.

J'avais décidé, après en avoir débattu avec Yvonne, Catherine et Erwan, de participer aux réunions de travail du Comité, à partir de la constatation que personne n'accordait d'importance à la signification

de mon absence depuis 1994. Mon intervention envers l'ex-président ne changera d'ailleurs rien à ce qui va suivre. Fort d'une impunité due à la volonté générale d'éviter à tout prix les explications houleuses qui indisposent tout le monde, mais desquelles les uns ou les autres peuvent tirer profit quand il s'agit d'évacuer l'influence de Savenn Douar, les problèmes vont perdurer.

Pour la troisième année consécutive, quelques semaines avant la Fête du Livre de Pâques 1999, qui marque donc les dix ans de la «Cité du Livre», l'ex-président va provoquer un nouvel incident, de plus forte ampleur que ceux des deux années précédentes. Cette fois, il s'agit de dénoncer les entrées payantes. Il va convaincre le nouveau relieur, la fleuriste nouvellement installée, les trois librairies de son groupe, et deux libraires rescapés de la SLALB, d'afficher dans leurs magasins des placards d'information sur leur volonté de protester contre les entrées payantes. Les affichettes sont placardées dans leurs magasins ou ateliers trois semaines avant la date de la Fête du Livre. Les visiteurs de la «Cité du Livre» vont être ainsi au courant des désaccords qui nous agitent. C'est du plus bel effet!

Yvonne et Catherine rédigent une réponse circonstanciée, précisant que tout le monde est opposé au principe des entrées payantes, au Comité comme dans les librairies. Elles sont maintenues parce que personne ne sait comment faire pour boucler le budget des animations et des manifestations culturelles. La participation financière des librairies restent trop modeste pour assurer les frais. Elles permettent également de payer le demi salaire de la secrétaire. C'est une source de revenu dont personne ne sait comment faire pour s'en passer.

In extrémis, juste avant la Fête du livre, nous apprenons qu'une nouvelle association, «La Nef des Fous» a été mise en place par ceux qui se sont déclarés nos adversaires.

Après nous avoir adressé un courrier au sujet des entrées payantes, le président de la Nef des Fous et sa compagne rendent visite à la secrétaire du comité pour l'avertir qu'elle va perdre son emploi, sûrs qu'ils sont d'obtenir satisfaction au sujet de la gratuité des entrées. Il n'y aura plus d'argent pour la rémunérer. Elle est toute retournée et vient nous faire part de son inquiétude. Ils ont accusé le comité d'être

responsable, on se demande bien comment et pourquoi. Histoires de fous, sans doute ...

La réponse de la présidente, Yvonne, élaborée avec la participation de Catherine comportait un appel, un de plus, au bon sens, et une invitation maintes fois réitérée de venir travailler au sein du comité, quitte à y prendre légalement le pouvoir et la présidence s'ils disposaient de la majorité par ailleurs très accessible.

Leur courrier en réponse, point par point, essaie de contre argumenter et nous fait part de leur intention de travailler avec tout le monde en bonne intelligence... Sauf avec ceux du Comité de Concertation... Il ne leur est, bien sûr, pas possible de s'entendre avec les personnes qui le composent. Naturellement, leur déclaration de ne pas vouloir semer la zizanie au coeur de la «Cité du Livre» est réitérée... Contrairement à ce qu'ils affirment, ils ne veulent s'entendre qu'entre eux. Après tout, refuser de coopérer et nier cette position reste une tactique courante. Ils ne seraient pas les inventeurs d'une telle manière de s'y prendre. La mauvaise foi ...

Toujours dans la même lettre en réponse, point par point, ils dénoncent la moindre qualité des animations prévues, et affirment que le prix demandé, 25 Francs pour les trois jours, est surévalué par rapport à leur importance .

Leur contestation attaque aussi le budget du comité, en mélangeant allégrement ce qui ne doit pas l'être, à savoir l'attribution des subventions octroyées pour les animations culturelles, à différencier de celles qui ne peuvent être octroyées pour la communication, qui elles sont assurées par le prix que paie les divers exposants. Ils dénoncent par ailleurs le demi-salaire de la secrétaire, comme étant bien entendu, trop «modeste». Comment pensent-ils qu'il pourrait être financé?

Nous restons démunis devant l'incohérence de leurs arguments. Il me semble que le dialogue est impossible dans un cas comme celui là. On ne peut que prendre acte du refus, ainsi manifesté, de coopérer.

Rien ne les arrête. A l'exemple du président de la SLALB dix ans plus tôt, ils ont fait signer une pétition contre les entrées payantes et l'ont envoyée aux services de la préfecture, à la municipalité, aux Conseils général et régional et à la Communauté des communes.

Auparavant, ils s'étaient adressés au maire pour lui enjoindre de les supprimer et ils dénonçaient le comité qui les pratique. Selon eux, leur position ne prête pas à discussion et, dans leur esprit, il leur suffit de donner leurs ordres pour être obéis. Ensuite ils proclament que personne ne peut discuter avec nous au sein du comité. Notre inquiétude vient de ce que seul l'arbitrage de la municipalité peut faire basculer la situation. Si l'attitude de cette dernière reste la même que dix ans plus tôt quand elle avait choisi de favoriser autant la SLALB que Savenn Douar, association fondatrice, le comité va couler et dans cette hypothèse nous ne voyons plus que notre démission comme issue. Nous sommes à trois semaines de la Fête du livre, en pleine période d'organisation, avec en tête notre décision de passer la main ...

Heureusement, à cette occasion le maire répond cette fois net et clair qu'il n'a d'ordre à recevoir de personne et qu'en cas de désaccord ils peuvent toujours aller travailler au sein du Comité, y défendre leurs points de vue et respecter la règle démocratique du vote à partir duquel les décisions sont prises. Pourquoi n'y viennent-ils pas ?

Une grande fatigue s'abat sur nous, d'autant plus que leur nouvelle association met en place un festival «Off de Pâques», en marge des manifestations que nous préparons pour cette fête du livre 1999, et dont l'entrée, à l'extérieur du périmètre habituel du centre ancien de Bécherel, sera gratuite, évidemment. Mon ami Christian, pince-sans-rire, me parle du syndrome du cocotier; il s'agit de le secouer pour faire tomber ceux qui ont réussi à grimper jusqu'à son sommet. Il paraît que c'est un sport très drôle. Je lui parle, moi, du syndrome du coucou; cela consiste pour le coucou, qui chante si bien, à jeter hors du nid l'œuf qui s'y trouve pour pondre le sien à la place et faire élever son petit par un autre. Plaisanter sur une inquiétude est un signe de bonne santé. Mais cela ne résout pas les problèmes. «La Nef des Fous» fait peser une menace sur la Fête du Livre.

Quand on organise quelque chose, on est jamais très sûr d'une réussite satisfaisante. Peut-être, à la «Nef des Fous», pense-t-on qu'on peut impunément nous cogner dessus sans que cela nous atteigne. Mon hypothèse personnelle est qu'il s'agit pour eux de plagier le festival Off de Cannes (sic), sans tenir compte de la différence énorme entre les

deux manifestations tant du point de vue des moyens que des enjeux et de la notoriété.

Le président et sa compagne, le secrétaire et les dix sept signataires de la pétition (cinq libraires seulement sont concernés par le périmètre des entrées payantes, les autres signataires sont extérieurs au centre ancien) pensent peut-être que nous sommes indestructibles? Peut-être, a-contrario, veulent-ils nous éliminer?

Nous réfléchissons à la meilleure réponse à leur apporter et Yvonne décide d'encourager leur initiative, puisqu'ils manifestent l'intention de mettre en place des activités autrement plus intéressantes, selon eux, que celles que préparent le comité.

Leur festival «Off de Pâques» décidé à la va-vite et en contre-attaque de la Fête du Livre va être pour une bonne part ridicule. Certaines animations sont supprimées au dernier moment, d'autres consistent à faire une démonstration aux fins de vendre je ne sais plus quel jouet pour enfant. Les livres de la maison d'édition de l'ex-président vont être apportés à Bécherel, pour y être «exposés» et sont libres à la vente dans l'atelier d'un artiste pendant qu'un autre va «exposer», pour les vendre également, des peintures et objets d'artisanat d'art «Festival Off» gratuit sans doute mais avec ventes et commercialisation tous azimuts. L'incohérence continue. Pour être honnêtes, signalons la présence de quelques deux ou trois comédiens bénévoles, qui vont parcourir, timidement et en catimini les rues de Bécherel après dix huit heures et jeter çà et là quelques pétales de fleurs en papier sur des visiteurs pris au dépourvu. C'est un programme chétif qui ne méritait pas autant de bruit.

Il y a un écart considérable entre les faits et les discours, c'est bien connu. A vrai dire, nous aurions préféré qu'ils fassent un bon «festival Off». Nous aurions évité les remarques aigres-douces de plusieurs visiteurs se gaussant de sa pauvreté et nous plaignant, plus ou moins sincèrement, d'avoir à faire à une telle opposition argumentée par une bande d'échappés d'une rive gauche ringarde avec cette appellation néo-intellectuelle que se veut, sans doute être «La Nef des Fous», plagiant sans discernement la mode «off».

Après leur coup de Trafalgar, voilà d'ailleurs qu'en cette année

2000, ils nous fichent la paix attendant sans doute, la prochaine Fête du livre, pour essayer à nouveau de s'y faire les griffes. Nous déplorons un tel gâchis mais nous n'y pouvons décidément rien.

Le fin mot de l'histoire du «festival Off» est sans doute le besoin de ravir la vedette au dixième anniversaire de la «Cité du Livre». Son ouverture est organisée au même moment que l'ouverture de la Fête du livre. Ce sont les journalistes qui se prennent les pieds dans le tapis. Il leur faut se démultiplier pour pouvoir rendre compte des deux inaugurations, programmées au même moment. Deux photos jumelles au-dessus de deux articles jumeaux relatant les deux inaugurations paraîtront dans notre quotidien régional. Ce serait plutôt drôle s'il n'y avait derrière tant de malveillance à l'œuvre.

Pour le dixième anniversaire de la «Cité du Livre» à l'occasion de cette onzième Fête du Livre, dès le mois de Septembre 1998, Yvonne avait lancé un appel à tous les libraires pour qu'ils donnent leur avis sur les animations. Elle avait suggéré que chacun personnalise une animation qu'il choisirait et elle proposait d'inviter un grand nombre d'écrivains; ceux-ci pourraient lire ou, éventuellement, commenter quelques passages de leurs textes, ou bien encore répondre à un souhait de chaque libraire concerné. Ce n'était qu'une idée parmi d'autres et la porte restait ouverte à toutes les suggestions. Après un ou deux rappels, il n'y avait toujours aucune réponse, au mois de novembre, de la part des professionnels hostiles au Comité de Concertation. Il était temps de prendre une décision, nous avons donc choisi d'inviter le plus grand nombre possible d'écrivains, en hommage à une activité qui constitue l'essence de la «Cité du Livre». Le thème retenu est «Bretagne Terre(s) d'écrivains».

Le jour venu, ils sont rassemblés à la salle polyvalente et reçoivent les visiteurs. Un café littéraire les réunit autour d'un animateur, Bernard Colin, par ailleurs concepteur et organisateur du «Marché aux paroles», une animation culturelle de qualité due à sa compagnie «Tuchenn» à laquelle nous avons déjà eu recours et qui rencontre toujours un vif succès.

Yannig Pelletier fait une conférence très appréciée et très suivie

sur l'écrivain célèbre Louis Guilloux, originaire de Saint-Brieuc, dont la France commémore cette année la date anniversaire de sa mort. C'est l'occasion de redécouvrir une œuvre très injustement mal connue, comme Yannig Pelletier sait nous le dire.

Nous suivons des «promenades littéraires». Un parcours balisé par des comédiens et des lecteurs de textes du «Marché aux paroles» se répartissent les sites du jardin public pour lire, déclamer, des textes bien choisis. A chaque fois, trente à cinquante visiteurs les suivent.

Pendant ce temps, des groupes de musique traditionnelle donnent des aubades. L'atelier pour enfants fait salle comble, comme d'habitude, et les expositions, dont une que nous avons déjà mise en place en 1991, sur les portraits par Geneviève Hoffman de «Quarante écrivains en Bretagne», sert de toile de fond à nos cinquante écrivains invités, installés à la salle polyvalente.

Notre président d'honneur, Roger Gicquel, nous a accompagné durant ces trois journées, avec une gentillesse et une pertinence que nous avons appréciées à leur juste valeur.

Les discours d'inauguration de la fête ont été, pour la toute première fois, détendus, chaleureux, plein d'humour, avec des relances de l'un à l'autre; et pour la première fois également, personne ne s'est ennuyé, à aucun moment. Peut-être le doit-on pour une bonne part à Roger Gicquel, président chaleureux comme on le connaît bien ici, en raison de ses émissions de télévision du samedi lorsqu'il visitait pour nous les sites que nous affectionnons tous en Bretagne. Peut-être aussi, mais je n'ose pas trop en faire l'hypothèse, parce que j'ai décidé de reprendre la parole, en tant que présidente-fondatrice, pour évoquer, quoique très brièvement, la mise en place, dix ans plus tôt, de la «Cité du Livre»; peut-être était-ce comme un accord tacitement reconnu que chacun, moi y compris, pouvait avoir sa bonne et juste place, sans faire de l'ombre aux autres.

Le succès a été au rendez-vous, cette fois encore, et de manière éclatante. Nous avons enregistré 3900 entrées payantes, tickets à l'appui. Evidemment il y a eu des incidents aux entrées avec des visiteurs qui les ont parfois forcées, en écho des affichettes apposées dans certains magasins et certaines librairies.

Comme d'habitude, compte-tenu des entrées gratuites et des invitations beaucoup plus nombreuses cette année, on peut dire qu'il y a eu au moins six mille visiteurs. Le beau temps était lui aussi au rendez-vous et nous sommes sorties de ce dixième anniversaire soulagées et preuve faite de la compétence d'Yvonne et de toute son équipe. La réussite était au rendez-vous en dépit du «festival off», des manœuvres malveillantes de la «Nef des Fous» et de leur hostilité toujours à l'oeuvre à notre endroit. Nous respirons.

Pourtant nous n'avons pas pu fêter dignement le dixième anniversaire de la «Cité du Livre». La «Nef des Fous» nous a gâché notre plaisir. Si c'était leur but, qu'ils se rassurent, ils l'ont atteint. Les éditions de l'ex-président fêtaient aussi leur dixième anniversaire et il en a profité pour le fêter à Bécherel, en rivalité ouverte avec le nôtre. Ce n'est pas de bonne guerre; il s'agit toujours du syndrome du coucou ...

Au cours d'une réunion du syndicat d'initiative, dont Catherine fait partie, et peu avant la Fête du Livre, elle a fait une mise au point en interpellant le président de la «Nef des Fous», pour dire son désaccord sur ses agissements et sur les risques du «festival Off». Je ne sais pas quel a été l'effet produit par son intervention sur les élus présents et sur les autres personnes, mais Catherine nous a soulagé d'un grand poids du seul fait de pouvoir s'exprimer et dénoncer hautement les nuisances organisées contre notre travail au sein du Comité. Qu'il soit bien clair que nous avons très mal vécu cet épisode, un de trop.

Quand on ne peut pas, ou ne veut pas, s'expliquer entre personnes concernées alors qu'il y a tant à dire, toute situation quelle qu'elle soit reste bloquée et rien n'est possible.

Malgré tout, le bilan de la fête du livre est positif. Comme pour marquer ses encouragements, le Conseil Régional nous fait savoir que la subvention qu'il consentait jusqu'alors va être triplée ou presque. Il s'agit de soutenir les activités telles que la nôtre, reconnues comme bénéfiques pour le développement du pays. Enfin!

L'assemblée générale qui réunit les associés du Comité de Concertation entérine cette réussite. La satisfaction générale qui devrait être au rendez-vous est très hypothéquée par la volonté de nuire des quatre librairies représentées par six personnes actives au sein de

la «Nef des Fous». Ils vont remporter sur nous la victoire qu'ils attendaient sans doute. Yvonne, Catherine et moi démissionnons complètement du Comité de Concertation. Nos détracteurs ont désormais le champ libre pour aller y exercer leurs talents. Il est en excellente santé financière. Nous lui souhaitons d'en faire bon usage.

Nous sommes sur le point de céder à nos souhaits de régler des comptes avec le président et l'initiateur de la «Nef des Fous». Notre démission est une invitation à ce qu'ils nous y remplacent, et qu'enfin leurs incohérences éclatent au grand jour. La Cité du livre nous semble désormais assez solide pour supporter quelques avatars.

Nous allons être dépossédées de notre soif de revanche; en effet mon fils Erwan décide de se présenter à la présidence du Comité. Il va être accompagné par sa fille Claire dont la détermination nous étonne, par Laurent Dalibot, jeune libraire nouvellement installé à Bécherel, qui va être secrétaire, par Sylvain Langlois, de la librairie Langlois, qui est élu trésorier, par une autre libraire de la librairie «Le Livre Enchanté» et par la propriétaire du magasin d'art floral «La Souris des Champs». Ils sont donc quatre libraires à pied d'oeuvre, qui se joignent à l'équipe précédente, Karine, présidente de l'association «Tourne Page» et le président de l'association «l'Espérance». Le nouveau maire de Bécherel, un ancien conseiller municipal, et le président de la Communauté de Communes qui est l'ancien maire de Bécherel, sont toujours membres de droit mais délèguent à un autre élu, qui est une élue, à la fois la relation entre comité et municipalité et la tâche de rapporteur de ce qui s'y passe. Elle transmettra toutes les informations utiles et les appellera en cas de vote ou de réflexion plus importante à conduire.

Les élus souhaiteraient une plus grande participation des libraires. On ne peut que louer une pareille attitude, si on fait abstraction de leur attitude passée qui a consisté à s'approprier très légalement la réalisation d'un projet en écartant ses fondateurs. Compte-tenu du contexte, nous nous demandons si leur souhait est réalisable. Pour notre part et depuis longtemps, nous avons eu le sentiment que plus nous sollicitons les libraires opposants, plus ils refusaient de nous rejoindre. Ils ne se rendent absolument pas compte qu'ils laissent vide

une place qu'ils sont seuls à pouvoir prendre. Tous les compte-rendus de toutes les réunions du comité leur ont été remis, le budget est à leur disposition au syndicat d'initiative ainsi que toutes les informations utiles. Personne parmi eux ne veut s'y intéresser. Par contre, je suppose qu'ils ont des satisfactions de tiroir-caisse dont il leur est sans doute difficile d'ignorer à quoi et à qui ils les doivent, sauf évidente mauvaise foi. Il ne suffit pas de s'installer à Bécherel, même si on est un bon libraire, et de compter sur le travail bénévole des plus impliqués pour avoir droit de tout détruire.

Il ne suffit pas non plus de fuir une structure sous prétexte qu'il y règne un climat de discorde et de contestation, surtout quand on y a plus que largement contribué. S'ils étaient de bonne foi, ils pourraient s'y impliquer pour participer à une meilleure coopération entre tous.

C'est désormais à tous ceux là, qui ont laissé faire la rumeur et le mauvais esprit, de s'y mettre enfin et ce ne sera plus par les femmes fondatrices de la «Cité du Livre», qu'ils seront désormais gênés.

Il va d'ailleurs falloir penser, très sérieusement, à mettre en place les éléments d'une cohérence commerciale entre les professionnels désireux d'aller de l'avant, en parallèle avec les manifestations et activités culturelles destinées à promouvoir et à faire connaître la «Cité du Livre». Dans ce domaine, Internet est un outil qu'il va falloir investir. Nous allons pour notre part y songer sérieusement, à partir de notre association.

Notre contrat moral de dix ans de responsabilité à la réalisation de «Bécherel, Cité du Livre» étant arrivé à échéance, nous allons revenir à nos projets restés en attente et qui n'ont pas avancé d'un pouce. Le temps est venu de les remettre à notre ordre du jour.

La loi 1901 qui encadre le fonctionnement associatif est la structure dans laquelle nous allons continuer à évoluer.

Chapitre 22

«Levez-vous vite, orages désirés qui devez emporter René (re-né ?) dans les espaces d'une autre vie.» (Chateaubriant)

ASSOCIATION LOI 1901 SAVENN DOUAR

La loi 1901 a permis la mise en place de structures qui sont de véritables bénédictions dans les domaines de la créativité, de l'épanouissement, de la convivialité, et de manière plus inattendue, d'un apprentissage de la démocratie de proximité.

La société civile s'exprime au sein des associations et il y en a de toutes sortes. On dit que trois personnes sur quatre en font partie d'une ou de plusieurs. Elles favorisent la rencontre entre les personnes, et le partage d'un projet à réaliser en commun, pour mettre en place une activité précise à partir d'un même centre d'intérêt, qu'il soit ou non d'«intérêt public» et va du club de tricot à la protection de la nature, en passant par tout ce que l'on peut imaginer d'activités humanitaires, charitables, conviviales et récréatives.

La vie associative permet les initiatives privées qui échappent encore et espérons-le pour longtemps à un encadrement trop contraignant ou trop programmé. Les associations ne sont pas des émanations de l'Etat. Elles sont en marge des contraintes de la vie publique officielle en même temps qu'elles offrent des alternatives intéressantes aux corps constitués organisés et contrôlés par l'Etat tels: l'Education Nationale, l'Armée, ceux qui donnent lieu à l'emploi de fonctionnaires, ou «faisant fonction de fonctionnaires» et au monde du travail.

C'est également très souvent un lieu où l'apprentissage de la démocratie est à l'œuvre. On y rencontre autant le génie que la bêtise, la bonté que la méchanceté, toutes les qualités humaines et tous les défauts. La régulation entre tous ces contraires s'organise en fonction du but commun à atteindre. Chacun peut s'y frotter aux autres, s'y aider des autres, et tout à la fois mesurer ses défauts, ses faiblesses, ses qualités et ses savoir-faire.

Telle quelle, comme dans toute entreprise humaine, des dérives et des effets pervers ne manquent pas au programme et la vigilance reste indispensable, tant du côté financier que du côté d'une possible récupération par des intérêts politiques pouvant aller jusqu'à s'exporter sur des terrains économiques sensibles.

Il est relativement simple de se rendre compte de tout cela en regardant ce qui s'est passé au sein des grandes associations célèbres comme «l'ARC», avec ses détournements de fonds, ou le vol de l'aide humanitaire par les soldats vainqueurs sur les terres d'Afghanistan ou du Soudan.

A l'inverse, pour ce qui concerne une gestion honnête, au moins pour le moment, le «Secours Populaire», la «Croix Rouge», «Jeunesse et sports», «ATD quart-monde» et quelques autres, nous donnent des exemples d'activités réussies et utiles, d'initiative privée, en dépit des récupérations politiciennes possibles.

A l'intérieur de l'hexagone, les associations de toutes sortes fonctionnent avec des fonds publics sous forme de subventions obtenues après demandes justifiées et longuement, laborieusement pour la plupart, exposées dans des dossiers que des commissions composées d'élus étudient. Elles prennent leurs décisions sur les conclusions élaborées par des fonctionnaires, auxquels il vaut mieux plaire, employés par les élus au sein des conseils régionaux, départementaux et autres instances concernées, telles les préfetures. Les instances publiques et les employés à leur service octroient les prébendes sur des critères élaborés par les ministères et leurs fonctionnaires. En d'autres termes il convient de présenter les dossiers en fonction de l'instance concernée, de ses critères, et à partir de tout un jeu relationnel où la subjectivité reprend alors tout son poids.

Le système est tel qu'aucune association ne peut fonctionner à partir des seules cotisations de ses adhérents. Chacune doit donc faire preuve de la part d'«intérêt public» qui peut justifier sa demande pour obtenir de l'«argent public».

Côté profit, elle est régie par la loi de 1901, qui, très clairement, impose le bénévolat. Aucun bénéfice n'est possible dans ce cadre-là. Comme toute activité est soumise à la contrainte d'avoir de l'argent,

particulièrement à notre époque, les bénéfiques, quand ils existent, doivent être réinvestis dans l'activité définie par ses statuts. Il suffit de surveiller, de près s'il le faut, ses budgets pour s'assurer du respect de cette règle simple.

De mon point de vue il n'y pas besoin de légiférer davantage si on veut préserver la liberté des associations quant à la vocation propre de chacune. Le cadre à l'intérieur duquel elles fonctionnent, avec déclaration en préfecture, avec statuts précis et règle financière claire, est suffisant. Les profits illicites étant facilement décelables, même en cas de complicités frauduleuses, il suffit d'une intervention judiciaire pour remettre les choses en place.

L'Etat qui veut fiscaliser toujours plus, semble ces temps-ci vouloir s'attaquer aux bénéfiques faits par les associations. S'il le fait, il va ajouter son carcan sur leur fonctionnement et retirer d'un côté ce qu'il donne de l'autre, sous forme de subvention. Il va également pénaliser les associés d'un impôt de plus. Un associé qui donne 100 Francs pour adhérer par exemple au club de gymnastique volontaire, au cours de langue bretonne du soir ou de toute autre forme de vie associative risque de voir son adhésion imposée alors qu'il paie ses impôts et que l'Etat ne les utilise pas à mettre en place, et on comprend pourquoi, l'activité qu'il pratique grâce à une association.

L'Etat sait se faire grippe-sous dans tous les domaines. Trop c'est trop, si la fiscalité de l'Etat s'en mêle, compte tenu du déficit endémique des associations, ou encore de l'étroitesse de leurs budgets contraints à des prouesses, à des kermesses et autres manifestations festives destinées à permettre de joindre les deux bouts, les petites associations vont s'écrouler de proche en proche.

Les associations à gros budget, comme celle qui organise le FIL (Festival Interceltique de Lorient) chaque année, celle des «Vieilles charrues» à Carhaix, l'association Diwan qui met en place les écoles, collèges et lycées en langue bretonne, peuvent s'écrouler à grand fracas et dommages énormes pour tous les bénéficiaires, employés, vacataires, utilisateurs. Les dégâts seront matériels avec un manque à gagner pour les commerçants, les prestataires de services tels les transports, l'hôtellerie, la restauration et toutes les activités induites, sans

compter le prestige et la notoriété qu'ont acquis les villes dans lesquelles certaines festivités et activités sont organisées. Certaines sont les moteurs d'une économie pour toute une localité.

Plus mystérieusement le déficit en contacts, échanges culturels, convivialité, plaisir partagé de retrouvailles amicales, celles entre les cousins celtes par exemple, sera impossible à mesurer et produira ses dégâts à bas bruit pour alimenter une fois de plus les raisons d'en vouloir à un Etat qui confisque trop souvent la démocratie et les élans d'une société constructive. Les énarques peuvent-ils entendre ce genre de chose?

Je ne suis pas la seule à penser que le jacobinisme et sa fiscalité exponentielle trouvent actuellement leurs limites. L'argent au service de la centralisation ne bénéficie pas au plus près, à chaque contribuable, à chaque citoyen, ni dans son périmètre vital, ni dans ses aspirations créatrices.

Oui à la fiscalité pour ce qu'elle assure et garantit l'exercice des libertés individuelles avec les commodités qu'elles supposent pour l'éducation, la formation, la santé, la circulation des biens et des personnes, l'enrichissement des pays, oui avec les contraintes que cela suppose pour chacun.

Non à la fiscalité, quand «trop d'impôt tue l'impôt» selon la formule désormais consacrée et que la centralisation rend aveugle le citoyen qui ne peut rien y comprendre. «Que font-ils en haut lieu avec notre argent?» reste une question sans réponse, même quand il y a des réponses, mais non sans indignation quand on mesure la gabegie et l'incohérence, par exemple, de travaux publics abandonnés en cours de réalisation, tel ce tronçon d'autoroute inachevé, ou cette rallonge financière indéfiniment reconduite pour restaurer une grande banque par-ci, un club prestigieux de football par-là et pis encore toute une agriculture polluante.

Les comptes tels que faits par l'Etat, ne sont plus crédibles et si nous savons quelque chose c'est que nous savons bien que nous ne savons pas tout au sujet de l'usage qui est fait de notre argent.

Notre sens civique devient un non-sens. Il est grand temps de ramener les décisions au plus près des citoyens, là où nous aurons une

chance d'y comprendre quelque chose, de voir plus clair et d'exercer notre droit de savoir ce qui est fait de notre argent, sans délégation de délégation et de délégation en délégation, jusqu'à noyer toutes les investigations. La décentralisation actuelle est un leurre.

A continuer sur ces chemins-là de la centralisation, l'Etat tiraillé entre la région et la mise en place de l'Europe, va à sa perte en semant continûment les germes d'un mécontentement qui va croissant, sans être pris en charge par les élus.

J'écris ceci, dans l'espoir de faire entendre quelque chose à ceux que nous élisons, pour qu'ils puissent faire en sorte d'éviter une révolte dont nous savons tous qu'elle serait plus préjudiciable qu'utile.

De plus, nous les contribuables des classes moyennes, ne valons plus que par notre possible imposabilité, nous sommes devenus des consommateurs à hauteur de 40% de nos revenus, puisque 60% de ceux-ci reviennent en moyenne générale à l'Etat, si j'en crois certaines statistiques. Même si on me retorque que ces chiffres sont plus ou moins exacts, je vois bien comment ce que je gagne disparaît en charges de toutes sortes, obligations diverses et TVA pour couronner l'ensemble.

D'ailleurs nous avons tous de plus en plus peur que cela finisse mal. Que faut-il dire et redire pour que nos sénateurs endormis, nos députés emparisianisés et énarquisés entendent ce ras-le-bol qui fait d'abord ses dégâts à bas bruit mais qui pourraient bien finir par éclater au grand jour.

Bien entendu, si cela arrive, on feindra l'étonnement général! Car ces choses-là n'éclatent qu'au moment où on s'y attend le moins. Les ingrédients sont déjà mis en place, de la vache folle au sang contaminé, de la pollution généralisée aux déchets nucléaires, du taux d'imposition des classes moyennes aux privilèges des plus nantis, des pauvres qui s'appauvrissent, des riches qui s'enrichissent, on ne parle que de cela.

La vie associative a permis de trouver des alternatives au dirigisme et au centralisme jacobins. Je souhaite qu'un reste de bon sens la préserve, car à force de repousser toute forme de créativité dans des retranchements qui promettent l'asphyxie, il ne restera plus à l'être

humain français, enfermé dans la boîte à fabriquer du stress public, qu'à souhaiter sa propre éradication pour ne pas dire sa propre mort. Je rappelle qu'en France, le suicide est plus répandu qu'ailleurs. Pourquoi? Il s'agit d'en tenir compte et de diligenter des études capables de cerner cette question de manière honnête.

Je me demande si le nombre de suicides a été répertorié dans les années qui ont précédé la révolution de 1789? A partir de quoi se déclenchent les révolutions? Je ne parle pas des causes générales connues de tous et rabâchées à la manière des perroquets, mais des raisons profondes qui font qu'un sujet humain n'arrive plus à manifester les signes de son existence et préfère en finir et tout détruire avec lui. Le terrorisme montant pourrait bien faire des ravages, se mondialiser à notre plus grand étonnement et déclencher une panique incontrôlable.

Prenons acte du fait qu'une association est la seule structure qui peut exister en dehors de tout corps constitué, mise à la disposition de tout un chacun et qui permet ainsi une respiration salutaire aux personnes en quête d'un moyen d'entraide, d'expression, de loisir et de créativité.

Face à une municipalité, l'association, comme par exemple le syndicat d'initiative, ou le comité des fêtes, est le lieu où se retrouvent ceux qui vont offrir des alternatives, des lieux d'épanouissement aux populations locales. Ce sont des partenaires indispensables avec lesquels les élus doivent compter, en leur reconnaissant des vocations de proposition, stimulation, innovation, de savoir-faire et de réalisation. Les associations sont des partenaires privilégiés des municipalités et autres instances, à condition qu'elles restent autonomes et que les élus, en dehors d'un droit de contrôle sur les finances qui dépendent des subventions accordées, ne viennent pas y prendre le pouvoir pour encadrer l'esprit de créativité et d'innovation susceptible de s'y épanouir. La gestion d'une commune ne peut se superposer à la gestion des associations. L'apprentissage du partenariat est une des chances offertes à l'exercice de la démocratie pour que chacun puisse se situer en toute autonomie et solidarité avec l'autre, administrés et élus. Face à une région, l'association est le lieu à partir duquel les besoins peuvent s'exprimer, être compris et prendre forme de proposition à une

échelle plus opérationnelle que si elle reste communale. Ses idées peuvent enrichir la collectivité, en fonction d'une disponibilité logistique et politique de la région et lui offrir une caisse de résonance nécessaire à son utilisation pleine et entière. Les associations de parents d'élèves sont à cet égard un bon exemple.

Face à un département, une association est le lieu où on peut le mieux lire l'incidence néfaste des frontières gênantes sur les divers plans de la communication, de l'information, de la circulation des personnes (cf les transferts de dossiers en cas de déménagement à l'intérieur des périmètres régionaux), des idées et donc des échanges créatifs. Le département parcellise une population régionale qui a besoin de plus d'espace et d'interlocuteurs pour créer des liens et s'enrichir d'une diversité à sa portée.

Le département a été une structure imaginée pour diviser et donc pour mieux régner sur une population maintenue dans des limites trop étroites et trop aliénantes. Il a participé de la mauvaise réputation d'un esprit dit provincial étrié, réfractaire au progrès et à toute ouverture. C'est une structure désuète imaginée par des esprits jacobins de l'âge du voyage à pied ou à cheval. Ses frontières privent d'informations, d'échanges et de relations tous les riverains concernés, ce qui est très dommageable pour le commerce, la culture et l'économie. Personne ne peut nier qu'il faille des frontières quelque part; évitons de les multiplier et veillons à ce qu'elles soient adaptées aux divers besoins et souhaits des populations.

Face à l'Etat, l'association est un lieu inexistant qui n'arrive pas à s'imposer à une administration dépassée qui ne l'appréhende qu'à travers des dossiers qu'elle ne sait pas lire dans la plupart des cas, faute d'une expérience de terrain et d'un langage partagé. Des fédérations d'associations essaient de se regrouper pour mieux se faire comprendre, mais risquent de perdre en chemin la trace de leur origine, voire de l'esprit de leur objectif. Elles surnagent dans la pulsion des idées concernant les grandes causes humanitaires et autres téléthons, à raison d'une fois l'an, qui évitent à l'Etat de se servir du produit de nos impôts pour accomplir des tâches d'utilité publique.

Je cotise comme tout le monde à des associations caritatives, ou

humanitaires comme on dit maintenant. Je sais que mon action ne consiste qu'en don d'argent d'une part, et de la culpabilité de ne savoir, ni pouvoir faire plus et mieux d'autre part. Encore ne suis-je pas rassurée tout à fait sur l'utilisation de mes dons. Quant à nos associations plus courantes, l'Etat s'en désintéresse. Aucune subvention ne nous vient directement de lui. Ses pouvoirs en ce domaine sont pris en charge par les services préfectoraux dont les attributions restent largement illisibles aux yeux de nos concitoyens. Dans le sens de la redistribution des fonds d'Etat, donc de nos impôts, la décentralisation marche très bien à contre courant, par le biais de l'ignorance dans laquelle nous sommes tenus.

Cette énorme «société civile» comme on commence à l'appeler, ne trouve pas à se regrouper. Aucune structure n'est prévue pour les accueillir, les entendre, faire progresser leurs projets, leurs idées, leur créativité, leur offrir un lieu de participation à la réflexion collective sur le sort qui leur est fait. L'information au grand public, accessible quotidiennement, ne fait pas assez état des activités associatives, sinon pour dénoncer les scandales de celles qui se rendent coupables de malversations ou d'utilisation frauduleuse d'argent ou de notoriété. La presse prend-elle assez le temps de s'occuper de la vie courante et des associations?

Un observatoire national, prolongé par une instance de proposition, serait utile pour recueillir les projets novateurs et les démarches créatives des associations et de la société civile. Nous aurions tous beaucoup de plaisir à en suivre les travaux. Cela nous changerait des élucubrations de certains journaux qui ne nous entretiennent que des chamailleries politiciennes parisiennes. Le microcosme parisien de la politique et ses metteurs en scène médiatiques finissent par nous faire croire que rien d'autre ne mérite d'exister.

A l'intérieur d'une association d'intérêt ponctuel ou local, l'écueil le plus visible, du côté des défauts humains, est la lutte pour le pouvoir. Il y en a souvent un plus malin que les autres pour essayer de faire croire qu'il est le meilleur, surtout s'il n'est pas à l'origine du projet. En d'autres termes, on peut dire que la vie associative demande à être prise en considération comme un lieu où la société civile prend en

charge les domaines de sa vie en dehors des contraintes habituelles du travail, de l'enseignement, de la santé, de la justice et de la politique. Les difficultés qui s'y manifestent ressortissent de problèmes relationnels humains. Ils sont à résoudre par les protagonistes qui s'affrontent. C'est un lieu irremplaçable parcequ'il permet la confrontation et le partage des uns avec les autres dans une proximité non contraignante. Elle favorise l'apprentissage et l'exercice de la convivialité avec des avancées et des reculs, des essais et des maladresses. Le stress, les souffrances qui en découlent peuvent y être dépassés ou évités par la fuite comme par l'affrontement, en utilisant chacun ses ressources et en tenant compte de ses faiblesses propres. Dans une association, personne n'oblige personne à venir ou à rester. C'est un lieu de liberté.

Puisque c'est aussi un endroit où existe une lutte parfois féroce pour prendre le pouvoir, chacun peut y mesurer ce qui se passe dans les relations humaines et l'évaluer à partir de son éthique personnelle. C'est en ce domaine qu'elle offre l'occasion de mesurer les difficultés de la démocratie.

Telle quelle, l'association est une structure irremplaçable dans notre société pour l'énorme champ d'activités qu'elle permet. C'est un poumon indispensable à notre respiration à tous. C'est un lieu qui favorise autant l'élaboration que la mise en place de projets. Elle permet de répondre, d'une certaine manière, aux impératifs du «struggle for life» et est en soi une alternative à la boîte électriifiée imaginée par Henri Laborit pour étudier les effets du stress.

C'est grâce à notre association «Savenn Douar» que «Bécherel, Cité du Livre»® existe, c'est tout dire ...

De fait, l'association, en général, est le partenaire indispensable de la puissance publique, qu'on le veuille ou non, qu'on le sache ou qu'on l'ignore. Ce partenaire encore largement méconnu, est capable de redynamiser «le politique», et non pas la politique en ce qu'elle est souvent politicienne. Le mouvement associatif, qui est forcément un lieu naturel pour toute entreprise culturelle, pouvant générer des activités professionnelles et économiques, contribue ainsi à éradiquer le chômage, à lutter contre la violence, et à ouvrir de nouvelles voies à la prospérité du pays.

Je me demande même s'il ne serait pas un contrepois significatif quand le lobbying, qui n'est qu'un groupe de pression par rapport aux intérêts qu'il défend, devient trop lourd ou trop destructeur vis à vis d'autres. Je pense par exemple au lobby du pétrole qui ne laisse aucune place aux entreprises intéressées par la mise en exploitation des énergies renouvelables.

Le mouvement associatif est, de toute façon, l'émanation d'une société ayant besoin d'une alternative aux contraintes subies durant une longue histoire qui a produit toutes les horreurs du XXème siècle, de la guerre des tranchées à Hitler, de massacres en génocides, en continuant par le chômage et la pauvreté d'un cinquième de la population hexagonale, pour en revenir à notre environnement immédiat, et à tous les dangers qui nous guettent.

Très modestement, l'expérience de Savenn Douar prouve pour sa part l'utilité d'une telle structure. Nous ne sommes pas les seuls désormais, puisque les expériences d'économies différentes se multiplient souvent à partir du travail d'associations comme la nôtre.

C'est d'ailleurs la seule structure à pouvoir créer l'alternative, face au pouvoir de l'argent qui s'étale sans pudeur et sans scrupule. Pendant que les milliards font le tour des bourses du monde entier chaque jour, le défi d'une association sans argent, sans autre ressource que le montant de l'adhésion de ses membres et quelques subventions, force la réflexion et pose la question du pouvoir de créer.

Son statut est pour l'instant, celui de la «culture» qui «doit» être gratuite et accessible à tous, au même titre que l'école et la santé. Par contre elle n'est subventionnée qu'au coup par coup et reste très dépendante des diverses options politiques et parfois idéologiques qui l'assujettissent jusqu'à l'asservir. L'octroi de subventions dont dépend son existence reste tributaire du bon vouloir politique à tous les niveaux et peut basculer d'une législature à l'autre en même temps que des règlements de comptes peuvent se produire à l'insu du public. Telle association pourra disparaître si elle devient la cible d'un élu hostile, en dépit de ses adhérents. Seules les grosses associations à-demi fonctionnalisées comme la jeunesse et les sports peuvent échapper à cette menace toujours latente.

L'indépendance des associations est difficile à conquérir. Les activités économiques rentables sont d'apanage professionnel. La rupture entre économie et culture impose une partition de l'humain avec d'un côté ses besoins végétatifs à satisfaire par des biens de consommation et de l'autre ses aspirations, sa créativité, sa pensée ne relèvent soit-disant, que de son esprit et de sa liberté. Le flou de la frontière entre les deux, frontière sur laquelle sont installés l'enseignement et la formation professionnelle, permet toutes les dérives particulièrement dans les registres de l'exploitation des uns par les autres et de la répartition des richesses. Tout se passe comme si les domaines de la culture devaient être d'accès gratuit pour satisfaire tout le monde, même si, de manière très hypocrite, on sait bien qu'en ces domaines l'argent y circule inévitablement comme partout.

Les associations culturelles doivent, pour leur part, fournir des manifestations gratuites, selon une loi récemment exhumée par je ne sais quel esprit jacobin, quand elles les organisent sur des lieux publics; comme elles sont obligées de rémunérer ou dédommager leurs prestataires, musiciens, écrivains, animateurs et vacataires, elles sont contraintes à demander des subventions dont elles pourraient se passer en partie si elles étaient autorisées à faire payer les entrées, ce qui était le cas jusqu'en 2000. Elles deviennent ainsi encore plus dépendantes des subventions que leur accordent ou refusent les élus. Il faut en tenir compte. C'est d'ailleurs la porte ouverte à une censure qui privilégierait une manifestation plus qu'une autre, selon le bon vouloir des détenteurs de l'autorité en place.

«Quand on veut, on peut» dit l'adage. L'incrédulité ambiante ne favorise bien sûr pas l'investissement de pareille position et surtout pas le soutien des banques. Les politiques, eux, mettent du temps à se rendre à l'évidence d'une réussite et ils ne prennent position qu'à coup sûr, lorsque les résultats sont déjà visibles.

En ce qui concerne Savenn Douar le jeu sincère du partenariat a été impossible à mettre en œuvre; nous ne voulions pourtant pas être en rivalité avec la municipalité. Il a fallu qu'elle prenne les commandes de la Cité du Livre pour se prouver que nous n'étions pas dangereuses pour l'exercice de son autorité, de son pouvoir.

Dans une petite commune comme la nôtre, il est indispensable de montrer aux élus qu'il ne s'agit pas de vouloir faire les choses à leur place, ni d'entrer en conflit avec eux. C'est pourquoi nous avons toujours refusé de figurer sur les listes électorales. Néanmoins, il est très difficile de faire croire aux personnes détentrices du pouvoir, fut-il petitement glorieux, que le partenariat relève d'une autre ambition, démocratique celle-là.

Dans un autre ordre d'idées, il convient aussi de poser les limites du mouvement associatif. L'association reçoit ses adhérents sur un pré-supposé d'égalité entre ses membres qui vont automatiquement penser qu'ils sont interchangeable; tout ceux que cela intéresse pourront devenir président, et de préférence «grand-chef-président». Il y a confusion quasi immédiate entre égalité et particularité. Dans une association le savoir-faire ne fait pas toujours force de loi. N'importe quel nouveau venu peut se croire compétent.

De plus on peut se gargariser d'être un grand professionnel et, dans la Cité du Livre, un grand professionnel libraire, ou éditeur ou les deux, et croire que c'est une qualité suffisante pour savoir y faire dans les domaines de l'animation, des manifestations culturelles, des relations avec l'ensemble des partenaires et dans le domaine très important de la communication.

La confusion des rôles se met au service de la lutte pour le pouvoir et c'est ainsi que nous avons été plusieurs fois mises en danger d'être éliminées, par ceux pensant chacun à son tour, qu'ils pourraient faire mieux que nous. C'est sur cette supposition que notre association fondatrice a été éliminée au bénéfice d'un Comité de Concertation, à la direction duquel nombre de présidents se sont succédés sans jamais reconnaître le déficit de leurs compétences.

Il faut un sens certain de l'éthique pour ne pas disputer leur création à ceux qui la mettent en œuvre. La structure d'une association ne met pas une équipe fondatrice à l'abri de toutes les convoitises, voire des prédateurs. Dans le cas de Savenn Douar, notre projet avait été visiblement et rapidement reconnu comme étant un excellent projet. Il a suscité immédiatement des luttes effrénées. Il s'agissait de récolter facilement des lauriers, au cas où on aurait pu nous éliminer.

L'autre difficulté, après l'écueil des luttes pour le pouvoir, c'est de transmettre le flambeau. Personne n'est ni éternel ni irremplaçable. Il est donc utile de laisser circuler les énergies et la créativité et de ne pas occuper un poste trop longtemps. Il est utile de savoir évaluer la situation pour permettre le passage d'une personne ou d'une équipe à une autre.

Très souvent on s'aperçoit qu'une association ne repose que sur l'activité de ses fondateurs, parfois d'un seul fondateur. Celui-là rassemble des adhérents intéressés par une activité et il est le seul à pouvoir mener à bien le projet. Les associés bénéficient de son travail mais ne pourraient pas, à l'évidence, le remplacer, dans le cas par exemple d'une recherche spécialisée pour sauvegarder la mémoire de personnes, d'événements, de modes de vie, de savoir-faire et de langage qui ont fait le lit culturel d'une localité. C'est le domaine de l'«histoire locale» avec publications réservées aux adhérents de ces associations. La dynamique relève du «tous pour un, un pour tous».

Il arrive que la confusion des rôles induise la confusion entre le pouvoir communal ou départemental et l'activité d'une association. Dans le cas de la mise en place du Conservatoire des Arts Culinaires de Bretagne, nous avons vu, à plusieurs reprises dans diverses communes intéressées a priori, des élus s'engouffrer et se perdre dans notre projet au point parfois de le défigurer complètement. Heureusement nous avions, là encore, déposé notre logo à l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) avec la définition de son contenu. Les payeurs, c'est à dire ceux qui octroient les subventions, lesquelles proviennent de l'argent public, prennent une position de patrons qu'ils sont incapables de rendre opérationnelle puisqu'ils utilisent des compétences autres que les leurs. Ils veulent téléguider un projet sans en connaître les rudiments et encore moins le fonctionnement.

Les élus sont coincés entre l'obligation de bien gérer les fonds publics, leur désir de satisfaire leurs électeurs et pour ce faire, de tirer gloire de réalisations les plus prestigieuses possibles. C'est ainsi qu'ils vont être amenés à jouer les coucous, à savoir pondre un oeuf dans un nid construit par une association qu'ils délogent. Et pour déloger une association il y a depuis quelques mois un outil remarquable bien qu'il

coûte souvent très cher. Il s'agit de s'adresser à un cabinet capable de réaliser l'étude de la viabilité d'un projet.

Quand ce cabinet est consulté pour apprécier un état des lieux, les investigations sont franches, claires. Il récolte toutes les données, toutes les idées, tous les projets. C'est ce qui s'est passé dans le pays de Bécherel dans la période de consultation qui avait pour but d'étudier un projet de développement sur l'ensemble de la communauté des communes, à partir de la locomotive: «Bécherel, Cité du Livre». Ensuite le cabinet est en charge de définir les orientations à prendre après une analyse rigoureuse des facteurs en présence. C'est là qu'il réagit en fonction de ses employeurs, les élus, pour aller dans leur sens, trier ce qui convient à leur plus grande satisfaction et éliminer ce qui ne l'est pas.

Le projet d'un Conservatoire des arts culinaires de Bretagne a fait l'objet d'une étude commandée par des élus qui se sont adressés à un cabinet. On lui suggérant d'autres voies à explorer que celles proposées. Le projet a été défiguré au bénéfice de ce qui paraissait être plus prestigieux pour eux. L'association n'avait plus alors qu'à se retirer sur la pointe des pieds. Le cabinet, rémunéré par les élus, ne va pas à contre-courant des orientations de son client, celui qui lui assure son gain, et il perd ainsi son objectivité.

Il y a quelques exemples plus célèbres de cas de faillite d'un audit, comme le projet de l'exploitation des alignements de Carnac qui mobilise contre lui les populations locales. Les pouvoirs publics, par le biais des instances nationales du conservatoire du littoral, ont dépêché sur place des «spécialistes» venus imposer aux riverains des directives dont l'argument colonisateur consiste à leur prouver leur ignorance, leur incompetence et leur défaut d'esprit novateur. Ils doivent se soumettre et se démettre. Au Pays de Galles, en pareille situation pour mettre en valeur un site préhistorique dont j'ai oublié le nom, tout a été mis en œuvre à partir du respect des personnes sur le terrain, consultées régulièrement, en respectant leur connaissance du lieu et en cherchant avec elles la meilleure solution qui a satisfait tout le monde. Dans l'hexagone, le colonialisme par rapport aux provinces donne la main au jacobinisme pour parfaire ses conquêtes.

Nos «menhir» à nous, au «Conservatoire des Arts Culinaires de Bretagne», ont été menacés d'être «frigoussés» à la mode de la cuisine moderne, dans un cadre rendu étranger au public local. L'esprit qui a présidé à cette démonstration est teinté de la conviction qu'il faut se montrer un chef qui sait commander pour remplir son mandat électoral, et non pas un responsable capable de se situer comme partenaire. Inversement, notre idée est celle de l'enracinement en même temps que celle de l'innovation, pour lutter contre la déculturation, rendre aux gens leur savoir-faire avec ce qu'ils produisent eux-mêmes, tout cela avec le goût de la fête partagée.

Dans plusieurs localités de Bretagne, les élus pensent obtenir l'adhésion de leurs électeurs en mettant en place des activités et des structures qui ne les dérangent pas et qui évitent de les impliquer personnellement. Ils les satisfont avec les terrains de football, la construction de salles «polyvalentes» l'aménagement des rues, places et monuments. Les municipalités sont généralement grandes utilisatrices d'entreprises du bâtiment. Par contre, les bibliothèques sont pour leur part, très souvent, parentes pauvres. La vie culturelle est laissée à l'abandon. La déculturation n'est pas un souci.

L'électorat prête main forte à ceux des élus qui ne le bousculent pas par des innovations. Il craint d'y être floué et il fait de la résistance pour ne pas être à nouveau et encore pris dans des systèmes qu'il ne maîtrisera pas, comme toujours, dans le contexte actuel en vigueur depuis des décennies.

En vue de récolter la taxe professionnelle, on fait venir quelques entreprises dont le fonctionnement traditionnel ne gêne personne et qui de surcroît fournit des emplois.

Naturellement le serpent se mord la queue; rien ne bouge, rien n'avance, l'innovation n'est pas au rendez-vous. Quand apparaît une crise, après l'avoir niée, ou subie, on fait avec, ou on se fait à l'idée de voir partir les «actifs» mais personne n'a possibilité de bouger. La désertification s'accroît, le système est fermé. Les effets se font sentir du plus proche au plus lointain puisque ce blocage du système fait que les «cerveaux» et les «actifs» partent ailleurs, principalement aux Etats-Unis qui offrent des salaires confortables aux étrangers, formés

aux frais des contribuables de leurs pays d'origine européenne, et française en particulier. Certains parmi nos jeunes professionnels préfèrent désormais s'installer en Angleterre, et actuellement en Irlande, par exemple, pour échapper à des impositions et des contraintes administratives et bancaires trop lourdes à supporter. Les banques y sont plus faciles d'accès et prêtent des fonds en faisant confiance sur des projets de développement en prenant le risque d'un éventuel échec. La créativité trouve à s'y déployer.

L'effort du contribuable français utilisé à la formation des «cerveaux» bénéficie à d'autres pays qu'au sien. Au delà des questions financières, à l'étranger il y a donc la liberté de pouvoir entreprendre facilement. Ceux qui restent quand même, il y en a, trouvent dans la vie associative une compensation et un lieu qui, bien que trop colonisé, reste encore un espace possible de créativité.

Plus profondément, plus viscéralement, ces différentes structures politiques et associatives françaises manquent de ce qui fait défaut aux êtres humains d'une manière générale. Nous ne savons pas assez que nos imperfections humaines, nos fragilités font le lit de tous les échecs, de toutes les souffrances. Ou plutôt nous ne voulons rien en savoir.

Dans les associations, il n'est pas rare de penser qu'il existe des miraculés de la meilleure solution, qui n'auraient pas besoin d'acquiescer des compétences pour réussir. Un vieil esprit colonial et colonisateur supplée au savoir-faire. Cette illusion trouve son accomplissement institutionnel dans les grandes écoles comme l'ENA, qui donne à croire à ses diplômés qu'ils possèdent toutes les clés et qui, en fin de compte, se retrouvent en queue de classe derrière tous les candidats aux prix Nobels de la science ou de la paix, d'après ce qu'en dit le professeur Albert Jacquart.

L'importance du mouvement associatif n'est pas reconnue à sa bonne hauteur par les instances publiques. Cependant, ses activités font de l'ensemble de la société civile un formidable levier pour élaborer et construire une manière de vivre qui nous convienne le mieux possible dans le contexte actuel. Elles sont un contre-pouvoir intelligent, créatif, industrieux, finalement indispensable en même temps qu'une école de la démocratie à hauteur du quotidien.

La réalisation de «Bécherel, Cité du Livre»® a pour ambition de réconcilier les domaines culturels et économiques. Les casiers des administrations dont nous dépendons, les chambres de commerce et d'industrie avec leur ministère, les PME-PMI, la Direction départementale et régionale de l'action culturelle avec le ministère correspondant, n'ont aucun lien entre eux, au niveau où cela nous aurait été utile. C'est ce qui leur a permis de nous renvoyer des uns aux autres, sans jamais nous aider et en nous faisant perdre un temps précieux. Les blocages organisés par l'administration sont d'une efficacité redoutable. Sans possibilité d'obtenir des banques les emprunts nécessaires pour mettre en place nos projets au titre d'une entreprise culturelle non encore identifiée puisque novatrice, il a fallu se rabattre sur des demandes subventions pour mettre en place les manifestations et animations culturelles en guise de produits d'appel et de communication. Les élus, dispensateurs de ces subventions, soucieux de faire revivre le centre ancien désertifié de leur commune, ont fini par investir le projet quand sa réussite n'a plus fait de doute. Ils ont été dans le même sens, avec la mise en place d'une autre association à la place de la nôtre: le Comité de Concertation qui a repris sans rien changer la manière de fonctionner déjà mise en place. Dans quelle mesure cette confiscation légale, sécuritaire pour prévenir les abus, est-elle décourageante? La stérilisation de la créativité gagne du terrain.

Les petits casiers administrativement figés ne permettent pas l'existence de passerelles fonctionnelles entre la culture et son expression économique, par le biais des Chambres de commerce, des métiers, et autres instances professionnelles qui restent, chacune, dans ses frontières.

Dans ce contexte, nous retournons aux activités de notre association en reprenant notre travail dans une nouvelle perspective. Après avoir accompli un premier pas dans notre programme en créant une dynamique à partir de laquelle des activités économiques, professionnelles, commerciales et culturelles ont été mises en place, nous allons élargir notre éventail sur le même principe, en essayant de répondre aux demandes induites par l'existence de l'entreprise culturelle qui fonctionne désormais avec quelques unes de nos associées fondées

dans l'ensemble de la Cité du Livre en tant que libraires, mais sans nous, les femmes de l'association fondatrice, désormais retirées des commandes.

Nous restons tributaires des subventions pour faire fonctionner nos activités et manifestations liées à cet espace de notre entreprise culturelle dont la «Cité du Livre»® est la composante la plus importante et la plus visible. Mais nous allons essayer de saisir l'opportunité qui se présente dans le cadre des «emplois-jeunes» pour investir une dynamique qui permettra à moyen terme de rendre financièrement autonomes des activités qui se détacheront du souci de la communication en investissant davantage celui du développement, tant économique que culturel.

Chapitre 23

*«Votre petit livre n'est pas perdu
«Il est dans la mer par dix-huit brasses de fond,
«Dans la bouche d'un poisson qui le garde.
«Seulement trois pages sont abîmées,
«L'une par l'eau, l'autre par le sang,
«Et l'une encore par les pleurs de mes yeux.
(Ballade bretonne)*

LE ROLE DES MEDIAS

Dès le départ en 1989, choisir de «créer un événement» nous permettrait d'intéresser les médias susceptibles d'informer le public et faire de cette manière, la promotion de la «Cité du livre». Les médias rendent généralement compte de ce qui se passe de particulier, chacun selon sa vocation, et ils étaient seuls capables de nous faire connaître du public.

Le problème est assez complexe. Nous n'avions pas d'argent et aucun moyen de lancer notre «Entreprise Culturelle» par les voies commerciales de la communication beaucoup trop onéreuses. Les spots publicitaires, les encarts dans les journaux, les annonces à la radio, sans parler de la télévision coûtent un tel prix que nous n'avons pas même pensé à les utiliser. Il fallait donc créer un «Événement» pour attirer l'attention, et il fallait que cet événement soit suffisamment original et attractif pour intéresser les journalistes.

Une fête du livre était à l'époque une manifestation confidentielle adressée à quelques amateurs de littérature et différents spécialistes.

Pourtant l'idée d'un «Village du Livre» plaisait d'emblée à tout le monde. Mais, comment faire marcher l'aventure? Nous mettions nos espoirs sur l'attractivité qu'exerce notre Bretagne, avec son tourisme culturel florissant, dans ce pays dont la réputation de créativité n'est pas surfaite et qui offre un cadre particulièrement favorable dans plusieurs domaines tels: la situation géographique, les sites touristiques, les associations culturelles, les manifestations festives, l'expression

d'une culture toujours vivante avec notre volonté de défendre nos deux langues le breton et le gallo, la musique, les maisons d'éditions, les cercles celtiques, mais aussi diverses entreprises à la technologie avancée, comme les télécommunications ou les sciences de la mer, les chantiers navals, la pêche et l'agro-alimentaire très diversifié.

D'autre part, pour convaincre nos partenaires, nous pouvions citer les exemples réussis de «Redu, Village du livre» dans les belges mis en place en 1984 par Noël Anselot et de Hay-on-Wye au Pays de Galles lancé en 1961 par Richard Booth.

Pourquoi pas Bécherel, en Bretagne ?

C'est bien évidemment, et bien naturellement, le mensuel «Armor Magazine» qui a rendu compte de nos activités dès la mise en place de la crêperie «An Duchenn Hud» en Novembre 1986. Le qualificatif de «Haut lieu de la culture bretonne» qu'il nous a décerné, nous a grandement honorées et peut-être un peu intimidées à l'époque.

Armor-Magazine, tout au long de ces années, a toujours mentionné les animations et manifestations que nous avons organisées.

Nous avons sympathisé peu à peu avec Monsieur et Madame Poilvé, lui rédacteur en chef, qui ont eu le mérite d'avoir lancé ce magazine consacré à la Bretagne, il y a quelques trente années, et dont le succès ne s'est jamais démenti. C'est un exploit, en regard du sort fait à la presse de nos temps modernes, quand elle veut être totalement indépendante et qu'elle n'est pas parisienne. Cela suppose qu'elle ne demande aucune subvention ni aucune aide, et ne fonctionne que grâce aux abonnements de ses lecteurs, ainsi que sur la vente de placards publicitaires dont les annonceurs ne cherchent pas à infléchir la publication sur une couleur politique de leur choix.

Nous avons ensuite réussi, parfois, à faire paraître des encarts publicitaires dans ses pages, juste retour des choses, en remerciement de toutes les informations qu'il a bien voulu diffuser.

Le quotidien régional «Ouest-France», dont la notoriété n'est plus à faire, s'est également intéressé à nous et a toujours accepté d'annoncer nos diverses manifestations. Grâce à cette information nous avons pu attirer l'attention d'un large public sur notre démarche.

Au sujet de Bécherel, nous n'avons jamais eu aucune difficulté à

faire paraître nos communiqués par le truchement du correspondant local de «Ouest-France», Georges Bouillet. Par contre, le saucissonnage départemental et local nous pénalise dans la mesure où Bécherel se trouve à la frontière de l'Ille et Vilaine et des Côtes-d'Armor. Nous sommes plus proches de Dinan en Côtes-d'Armor que de Rennes, notre métropole. Il est de surcroît assez compliqué de faire paraître nos informations dans les deux départements et dans les «pays» dont nous faisons partie.

Notre département breton de Loire-Atlantique n'est pas informé quant à lui de ce qui se passe à Bécherel, alors que nous sommes à une heure de Nantes par la route. Les Nantais qui nous découvrent, au hasard de leurs investigations personnelles, en sont très heureux et déplorent évidemment d'être mal informés. La volonté politique qui maintient la partition de la Bretagne ne nous est pas favorable sur le plan économique et reste très destructrice sur le plan culturel. Tous les journaux et les autres médias sont eux aussi tributaires de cet état de fait, dénoncé par tous les Bretons sans que les hommes politiques au pouvoir aient l'air de s'en soucier, tout en proclamant haut et fort les bienfaits de la démocratie, au nom de laquelle ils nous font toujours des promesses à chaque élection, sans jamais les tenir sur ce point particulier de la partition de la Bretagne et du découpage départemental aberrant.

Par contre, la page «Bretagne» de Ouest-France, ou la page régionale consacrée au «Grand Ouest» nous accueille en cas de manifestation plus importante et d'intérêt élargi, une fois ou deux par an, à l'occasion de la Fête du Livre à Pâques ou de la Nuit du Livre au mois d'août.

Le «Télégramme» prend de temps en temps le relais pour les informations à paraître en Finistère, Morbihan et Côtes-d'Armor. Il nous a parfois consacré des reportages intéressants.

Nous constatons que le Morbihan est le département le moins bien informé en ce qui nous concerne sans qu'il soit possible de savoir pourquoi, alors que nous en sommes à moins d'une demi heure de route.

Je ne sais pas si on trouve partout en France le même problème

mais la parcellisation des informations dans les quotidiens régionaux nous oblige à passer par les quotidiens parisiens pour tenir au courant nos compatriotes de toute la Bretagne de notre existence et de nos activités. Encore faut-il qu'ils acceptent de prendre en considération les initiatives locales à l'échelle de notre région qui, pour eux, ne présentent pas le même intérêt que pour nous.

C'est ainsi que la parcellisation étouffe la communication dans l'œuf et nous maintient dans la dépendance des organismes parisiens, à l'insu, ou presque, de la plus grande majorité de la population.

Les responsables politiques, quand ils sont jacobins, ont sans doute intérêt à nous isoler les uns des autres pour mieux régner. Ceci n'est qu'une protestation de plus, noyée dans la masse de toutes les autres qui ne parviennent jamais à bonne destination, et ceci depuis des décennies. Tout le monde se plie aux structures administratives mises en place, bien obligé d'y consentir. Face à la tâche quasi insurmontable de contourner les pièges et les difficultés qui jalonnent les chemins à contre courant, nous nous habituons peut-être trop facilement à plier l'échine.

Nos radios locales sont elles aussi réduites à un périmètre très restreint, puisque la Bretagne-Ouest ne capte pas la Bretagne-Est et inversement. Elles ne diffusent nos informations qu'en fonction de leur périmètre géographique immédiat. Les radios locales ont un impact dans un rayon inférieur à cent kilomètres, parfois cinquante kilomètres ou moins. Force nous est d'avoir un répertoire d'adresses impressionnant pour communiquer nos informations. La partie n'est pas gagnée pour autant en raison sans doute des frontières intégrées plus ou moins consciemment dans des habitudes de pensées qui nous réduisent à notre voisinage. La parcellisation en ce qui concerne les radios est peut-être pire que celle pratiquée par les journaux.

Il nous a fallu passer par France-Inter et par France-Culture, qui parlent de nous gentiment, l'espace d'une ou deux minutes par an et nous oublient non moins gentiment pour quelques décennies.

Tout cet espace de la communication est à repenser si on veut intéresser les personnes à ce qui se passe dans leur périmètre de proximité, par-dessus des frontières politiciennes qui nous empêchent de

vivre ensemble, tant sur le plan économique que culturel. A ma connaissance, aucune étude sérieuse n'a fait le décompte des paramètres à prendre en charge, pour évaluer les nuisances de ces partitions démultipliées qui illustrent, à qui mieux mieux, le vieil adage «diviser pour régner». A cet égard notre époque moderne n'invente rien.

Nous avons mis en place une «Entreprise Culturelle pour vivre et travailler au pays». Les découpages administratifs, ont pour conséquence de nous priver d'un potentiel de clients qui habite à nos portes.

D'autre part, au titre de la culture, nous avons du mal à informer un public intéressé par nos animations et manifestations. Ce n'est pas qu'elles soient toujours celtiques et bretonnes mais elles prennent couleur de notre manière de les programmer. Chacun a sa manière de porter ses vêtements ou de parler sa langue. Chacun a sa manière de se présenter et par là intéresse, voire séduit ses interlocuteurs. Il peut aussi les insupporter... mais d'une manière qui lui est propre.

La culture bretonne et celtique qui nous vient d'il y a si longtemps, de beaucoup plus loin que la culture française surajoutée chez nous de force, nous donne une manière d'être dans laquelle la sympathie, la fraternisation trouvent à enraciner des relations, et même des relations économiques, nous le savons bien. Elle intéresse aussi ceux qui sont d'une autre origine, chez lesquels germe une curiosité pour ce qui est différent. C'est tout l'intérêt des particularismes qu'il faudra bien apprendre à gérer, particulièrement dans le domaine de l'information et de la communication.

Il y a longtemps, j'ai fait le pari que la mondialisation trop loin de nos espaces humains accessibles, nous renverra tous, tôt ou tard, à nos repères proches et reconnaissables. Il faut absolument penser à la manière non violente de mettre en place des structures économiques et culturelles cohérentes accordées avec nos enracinements, nos repères, nos manières d'être.

La presse pourrait à cet égard jouer un rôle important d'information, voire d'investigation auprès de ceux qui, plus ou moins consciemment, s'organisent en ce sens et cherchent des solutions. Il est évident, en ce qui concerne la partition de la Bretagne par l'Etat français, que c'est un acte délibéré d'atteinte à notre intégrité physique en

tant que peuple breton, et qui vise à toujours plus d'éradication de notre culture, de notre histoire et de nos langues. Nous voudrions bien ne plus avoir à en souffrir. De plus, quel serait l'intérêt pour le public de rencontrer partout dans le monde entier les mêmes danses, les mêmes coutumes, les mêmes musiques, la même nourriture, la même langue, sans oublier jusqu'à chacun ses bêtises?

La fraternisation vraie s'enracine dans la reconnaissance des différences, dans le respect de ce qui appartient en propre à chacun, de qualités, de défauts aussi, de bonnes ou mauvaises dispositions. Le tout-un, tout-pareil, est d'une part impraticable et d'autre part mortifère. La violence s'y origine du fait des contraintes générées par son programme. En attendant mieux, et au quotidien, nous sommes obligés de nous débrouiller dans les méandres de cette parcellisation.

Les mensuels nous consacrent souvent un article consistant. Celui qui nous a convenu au plus près de notre réalité, est un reportage paru dans le magazine «Pays de Bretagne» de Janvier 1997. Il résume notre histoire et parle de la spécificité de notre entreprise sous la plume intelligente de Sylvie Segulier, illustré de très belles photos originales, pleines de sensibilité de Bertrand Demée, un photographe de talent, par ailleurs enfant du pays de Bécherel.

Ar Men, un périodique très prisé en Bretagne, avait consacré un long reportage, en forme d'état des lieux, à notre «Cité du Livre», sans vraiment parler du rôle des fondateurs que nous sommes. Je ne sais pas si nous devons leur en vouloir, en dépit de la qualité de leurs prestations, pour avoir fait semblant de croire que les fondateurs d'un projet doivent s'effacer pour laisser place aux acteurs qui tentent de s'y substituer. Que penser de cette attitude bizarre qui ne reconnaît pas la rivière à sa source? Leur reportage étant de qualité, nous n'avons pas demandé d'explications. C'était en 1991, à une époque où fleurissaient contre Savenn Douar, des attaques violentes à l'intérieur du petit cercle fermé des libraires de la SLALB. Nous avons sans doute manqué de courage.

En 1997, le «Monde de l'Education» a envoyé à Bécherel une de ses pigistes, une toute jeune femme. Je l'ai rencontrée par hasard, alors qu'elle finissait d'interviewer le président en charge, cette année-là, du

Comité de concertation. Ils étaient installés à la crêperie «An Duchenn Hud» en compagnie du Maire. Je venais là par hasard, saluer ma fille Catherine comme je le fais parfois. J'ai été un peu étonnée de constater, une fois de plus, que je n'avais pas été avertie de cet interview, ni conviée à y participer, comme il peut sembler normal de le faire. Pourquoi interviewer plus les autorités en place que les fondateurs toujours à l'œuvre sur le site?

J'ai été spontanément les saluer; ils m'ont tous les trois parus un peu gênés. Le maire m'a présenté Macha Séry, mais j'ai dû, seule, préciser à Macha Séry que j'étais la présidente fondatrice de la «Cité du Livre». J'ai senti immédiatement un froid polaire s'abattre sur la table. Macha Séry m'a regardée de manière furtive et s'est éclipsée vers les toilettes. Elle avait bouclé son interview et devait tout à coup repartir très vite. J'ai quand même eu le temps de lui dire ma satisfaction de voir que le «Monde», journal prestigieux, daigne s'intéresser à nous.

Chacun a repris son chemin. J'ai oublié Macha Séry et son journal. Peut-être m'étais-je monté la tête sur des impressions sans fondement.

J'ai déjà évoqué cet article paru dans le Monde de l'Education du mois de Mars 1997. Je veux simplement ajouter une réflexion sur le parti pris qu'ont certains journalistes, de vouloir piquer la curiosité de leurs lecteurs par un ton acide qui saisit les occasions à leur portée pour épicer leurs propos. Quand par chance ils trouvent un interlocuteur prêt à jouer le jeu, rien ne résiste à leur verve. J'ai beau savoir que les trois quarts du temps les propos dépassent les intentions de ceux qui les expriment, dans certaines circonstances, je suis envahie par un sentiment de catastrophe bien encombrant.

Ces échanges avec le «Monde de l'Education» ont été les seuls dans leur genre, à ma connaissance. Il est rare que nous ayons été maltraités par la presse.

Plusieurs mensuels et périodiques ont réalisé des articles, certains des articles de fond sur notre Entreprise culturelle. «L'Express», «L'Evènement», «Ailleurs», «Le Pèlerin», «Viva», «Veillées» et sans doute plusieurs autres que je ne connais pas tous, ont repris et diffusé nos informations. Le Reader's Digest a lui aussi réalisé un reportage

sur notre activité et nous a envoyé une bonne douzaine d'exemplaires de ses parutions, en diverses langues du globe, y compris le japonais, l'arabe... Reader's Digest est publié dans la plupart des pays du monde entier.

Les journalistes qui nous rencontrent s'intéressent à la nature et à l'originalité de notre Entreprise culturelle, plus qu'aux éventuelles et sans doute inévitables difficultés relationnelles que nous rencontrons sur place. J'ai été étonnée que ce soit le «Monde» qui verse dans cette manière de faire du journalisme; c'est peut être dû à la dérive parisienne d'une position qui prône une distance dédaigneuse et détachée en regard de tout événement, toute personne et toute activité provinciales. La vie n'est facile pour personne, le fait de mettre de l'huile sur le feu empêche toujours une compréhension de ce qui se passe en réalité. Une oreille détournée d'une écoute attentive et critique, rôdée aux faux-semblants, ne fait pas progresser l'information au sujet de l'objectivité, de la justice, de la rigueur. La presse écrite a d'importantes responsabilités du côté de l'investigation, si elle ne veut pas se contenter de relater des faits sans les commenter.

Du point de vue de la communication, la télévision pour sa part nous a beaucoup aidées. FR3 est venu sur place dès la première Fête du livre. Nous avons été souvent interviewées dans ses studios et avons ainsi bénéficié d'une audience qui portait ses fruits directement sur l'événement en train de se dérouler.

En 1991, TF1 est venu faire un reportage à l'occasion de la première «Fureur de lire» lancée au niveau national par Jack Lang. La télévision produit des effets d'impacts spectaculaires et étonnants. Ce reportage, diffusé à une heure de grande écoute par Patrick Poivre d'Arvor, nous a valu une grande affluence dès le lendemain. Le «vu à la télé» est en ce qui nous concerne parfaitement bénéfique. Antenne2, la Cinq pour un reportage inscrit dans une émission sur le chômage, la Six, toutes les chaînes publiques nous ont fait le plaisir de venir deux à trois fois par an les premières années, et ont ainsi présenté la «Cité du Livre» au public.

C'est grâce à tous les médias, malgré les quelques difficultés mentionnées plus haut, que nous avons très rapidement réussi à faire connaître et à promouvoir l'image de «Bécherel, Cité du Livre»®.

Je me demande si, durant cette période où le chômage est le problème majeur de nos sociétés, les journalistes d'investigation n'auraient pas un rôle à jouer, dans le soutien, le développement et la connaissance en profondeur de toutes les démarches qui sont faites partout en Europe, pour inventer d'autres manières d'être, d'entreprendre et de faire qui nous préparent l'avenir.

Mais il faut chausser les bonnes lunettes, celles qui permettent de voir ce qui se passe, pour comprendre vraiment les tenants et aboutissants d'un projet, d'une entreprise, d'une démarche originale. Chacun a sa genèse et ses motivations qu'il convient de connaître avant d'en rendre compte. Il ne suffit pas de «surfer» sur le haut des vagues, si on veut mesurer les courants profonds qui les génèrent. Il faut aussi savoir qu'à chaque nouveauté, la nature humaine renâcle et prend peur, s'agite et s'époumone à tort et à travers. Il faut résolument aller s'informer derrière ces réactions épidermiques, pour se renseigner plus honnêtement. Souvenons nous du sort fait à Galilée, ceci dit pour faire image et non pas pour mesurer son génie avec notre petite démonstration.

Il est facile de jeter de l'huile sur le feu plutôt que de chercher à comprendre. Il ne faut pas croire que les populations préfèrent toujours le détail croustillant à l'information sérieuse, particulièrement quand il y a des enjeux aussi importants que de réduire le chômage et de répondre, au plus près, aux problèmes d'une époque que la violence guette.

L'éthique du journaliste d'aujourd'hui est particulièrement en cause. Ces problèmes apparaissent quand on lit un journal. La pertinence de l'information, la diversité des commentaires, le respect des personnes, le sens de la justice et de l'équité, sont autant de points qui font réfléchir.

Dans mon entourage, beaucoup ne regardent plus et n'écoutent plus les informations télévisées ni la radio. Le ton en est trop agressif, parfois paraît être de mauvaise foi, ou trop secrètement orienté. Le fait divers, souvent meurtrier ou sordide y occupe trop souvent la première place. Dans tous les cas, l'information, tronquée, détachée de son contexte ne paraît plus très crédible.

Le même reproche est adressé aux hommes politiques, toutes ten-

dances confondues. Il y a une crise profonde du côté de la crédibilité. La moitié seulement de la population vote, ce qui met à mal la démocratie. Nous sommes gouvernés par les représentants de vingt à vingt-cinq pour cent d'une population qui exprime son opinion plutôt contre qu'en faveur de l'un ou l'autre des partis nationaux, en ignorant les programmes des uns et des autres. La presse fait en quelque sorte le symptôme, ou l'écho si l'on préfère, de cet état de fait. Presse et élus sont ensemble enfermés dans un microcosme parisianisé formant un état dans l'état, déconnecté du quotidien des populations qui croient ne rien pouvoir faire, sauf grogner.

Donc, les élus et la presse travaillent pour vingt-cinq pour cent et moins d'une population, celle qui a voté contre le parti vaincu. Les autres ne sont pas représentés. C'est sans doute pourquoi la cohabitation entre la droite et la gauche, au plus haut niveau du pouvoir, donne un semblant d'espoir de rééquilibrer le système.

Il reste à prouver que «les représentants du peuple» pourront travailler utilement en dépit du poids de l'administration qui bloque les tentatives de faire bouger les institutions.

La presse nous informe et par elle nous savons que la Cour des comptes dénonce désormais chaque année les gaspillages de l'argent public, pendant que d'autres sont condamnés pour des abus, des utilisations frauduleuses des mêmes fonds. Nous, les contribuables pressurés à 60% de nos revenus, nous nous croyons revenus aux temps des rois de France de l'Ancien Régime toujours prêts à lever des impôts et autres gabelles dans les escarcelles non protégées des classes moyennes, accessibles aux contrôles des fonctionnaires de l'Etat qu'on dit «de droit»

Rappelons que «gouverner» est une chose impossible, informer aussi sans doute, d'autant plus que l'un est articulé à l'autre. Le doute ravage les esprits quant aux intentions publiques.

Il n'est pas question pourtant de désigner des coupables, mais de comprendre un système auquel 80% de la population refuse de croire sans pour autant vouloir le détruire. On sait très bien, au bout du compte, qu'aucun homme-miracle, qu'aucun grand homme, qu'aucune mesure magique n'existe pour redresser la situation. Alors comment construire, réformer, en évitant la destruction?

Nous savons tous, même lorsque par paresse nous en refusons l'évidence, que notre seule solution réside dans l'effort d'une réflexion en alerte, de l'insoumission à l'autocritique, de la modestie à la rigueur. La presse d'investigation, avec des commentaires éclairés peut à cet égard être extrêmement utile, à condition d'annoncer la couleur de ses opinions et de préciser l'origine de ses sources.

Nous, les gens, les humains, sommes curieux les uns des autres; le quotidien «Ouest-France» l'a bien compris, qui parle de nous au plus banal et au plus quotidien, naissances, obsèques, rubriques à l'image de celle qui me reste en mémoire comme métaphore significative et qui s'intitulait «Où sont nos navires ?». Ce qui était bien le moins à quoi on était en droit de s'attendre sur nos côtes bretonnes. Où sommes-nous, qui sommes nous, qui est mort, qui est né, qui est dans la peine, quelles sont les fêtes, les réjouissances, les événements? Pourquoi, sinon pour prendre des mesures conscientes et inconscientes, en face de tout ce qui se passe et de tout ce qui peut arriver.

Au-delà de ces modestes nouvelles, terre à terre et quotidiennes, chacun sème ses petits cailloux blancs comme le Petit Poucet en perdition au fond des forêts profondes de l'existence. Peut-être y aurait-il moyen de fournir de lui d'autres images dans d'autres miroirs: ceux de ses aspirations, de ses rêves secrets, de ses utopies, et en évitant de lui montrer des leurres, de l'emmener en bateau, ou encore de flatter ce qui en lui fait honte. Il ne veut pas avouer sa fascination pour la violence que par ailleurs il condamne. La presse à scandales nous déshonore tous, que nous la lisions ou non, que nous l'achetions ou pas. Paradoxalement, il ne faut pas l'interdire, elle est le symptôme visible d'un dysfonctionnement qui sans elle resterait méconnu, ce qui est la pire des choses.

Nous avons tous, je pense, un travail important à accomplir dans le sens d'un progrès de l'humanité, en nous attaquant aux problèmes éthiques de notre temps, tout en nous méfiant comme d'une peste fascisante, de la morale toute faite et bien (mal) pensante. Rendons hommage aux médias du fait qu'ils existent, considérons les comme un bon miroir de nos fonctionnements dans un regard mis à distance de ce qui est montré et raconté. Hélas, et ils le reconnaissent volontiers, les

journalistes ne sont guère plus intelligents que les autres, même quand ils ont du «métier». Si leur «professionnalisme» est souvent remarquable, nous ne devons pas pour autant les croire sur photo (image télévisée), si j'ose m'exprimer ainsi, pas plus que sur écrit (parole). D'ailleurs les pièges sont aussi valables pour eux que pour nous, puisqu'ils sont eux aussi des citoyens du monde.

En ce qui nous concerne ils ont été d'un grand secours et notre gratitude leur est acquise.

Chapitre 24

«Les trois fonctions du langage : réciter, discuter et raconter». (adage bardique)

LES RELATIONS AVEC LES INSTANCES PUBLIQUES LES SUBVENTIONS

Dès la première Fête du livre à Pâques 1989, nantis de la bonne parole du maire: «Faites ce que vous voulez, mais ne me demandez pas d'argent», nous exposons nos projets à la DRAC (Direction Régionale des affaires culturelles).

Notre dossier est soigneusement élaboré; nous sommes d'emblée comprises sans avoir à faire antichambre et montrer patte blanche. Comme nous sommes novices en la matière, nous ne savons pas apprécier, sur le moment, la qualité de l'accueil qui nous est fait. Ce n'est que par comparaison avec ce qui se passera après, en d'autres instances, que nous mesurerons les différences.

Nous avons monté un bon et solide dossier, l'avions présenté, expliqué, et avons obtenu une subvention de dix mille francs. C'est sans doute une très petite somme, étant donnée l'étendue de nos besoins, mais c'était un soutien moral qui nous avait bien rassurées, en même temps que nous pouvions ainsi paraître plus crédibles aux yeux de la municipalité bécherellaise; chaque année par la suite la DRAC a reconduit sa subvention dans le cadre du créneau qui est le sien, d'abord à Savenn Douar et à partir de 1993 au Comité de concertation.

Les deux premières années nous avons reçu dix mille francs, puis douze mille cinq cents francs. La subvention a été de deux mille cinq cent francs quand le Comité de concertation a pris le relais de Savenn Douar, pour remonter à cinq mille francs et revenir à dix mille francs chaque année depuis 1998.

Nous avons le sentiment que la DRAC fait bien son travail à notre égard, à partir de sa vocation et des moyens dont elle dispose.

Nous regrettons même n'avoir pas assez de temps pour explorer, avec son aide, les pistes et les idées que nos échanges pourraient faire naître.

En 1989, nos dossiers de demandes de subventions aux Conseils régional et général restent sans autre réponse qu'une fin de non recevoir, sous le prétexte que la municipalité de Bécherel n'en donne pas.

Nous apprenons, à cette occasion, que les subventions octroyées par les élus s'enchaînent à partir de l'accord des plus proches interlocuteurs institutionnels. Les municipalités ont de ce point de vue tout pouvoir de faire la pluie et le beau temps, sous réserve bien sûr de la tutelle des services préfectoraux de l'Etat qui eux, n'imposent pas aux municipalités de prendre telle demande particulière en considération.

Nous sommes donc, comme je l'ai déjà remarqué, sous surveillance rapprochée. Les différents échelons qui rassemblent des élus, municipaux à l'échelon des communes puis des conseillers généraux à la tête des départements et enfin des conseillers régionaux, fonctionnent par le biais de l'emploi de fonctionnaires chargés de traiter les dossiers. Comme on ne peut pas tout savoir, j'ignorais à l'époque, que la DRAC dépendait de la préfecture. Je les croyais une émanation directe du Ministère de la Culture.

Il m'avait fallu faire un effort pour me souvenir que les fonctionnaires de toutes ces instances sont les employés des élus, à chaque échelon considéré, et que tous sont rémunérés à partir de nos impôts et contributions diverses. Le sentiment de responsabilité ne peut naître que d'un souci éthique en ce qui concerne les élus. Il faut donc, aux électeurs que nous sommes, une bonne dose de confiance pour mettre un bulletin de vote dans l'urne lors des élections, sans autre garantie qu'une croyance en la vertu humaine de notre «élu».

Réflexion faite, je trouvais ce système plutôt bien organisé. On a vu tant d'affaires étranges depuis quelques années, qu'en bonne contribuable je me dis qu'il y a quelques verrous de sécurité rassurants et que chaque électeur doit prendre ses informations sur l'honnêteté et la compétence des candidats. Si une municipalité proche du solliciteur donne le feu vert, les instances plus lointaines doivent probablement être un peu rassurées sur le bien-fondé des demandes qui lui sont adressées, au moins dans les petits pays où tout le monde se connaît.

C'est à échelle humaine visible.

La question reste celle des moyens que se donne une municipalité pour juger du bien fondé des sollicitations qu'elle reçoit. Dans notre cas, elle aurait pu s'adresser à la DRAC, sur le contenu de nos dossiers, pour motiver clairement son refus et nous entendre en bonne justice. En effet, rien n'est plus dangereux que l'exercice d'un pouvoir assis sur la subjectivité humaine, sans référence à des compétences et à des avis autorisés. Ce ne sera pas suffisant pour régler tous les problèmes, mais ce sera toujours mieux que de prendre des décisions sur des impressions telle que: «Cela ne marchera pas chez nous» ou d'autres plus politiciennes telle le «Cela déplaira à ma majorité ou à mon parti, ou à mon électorat».

Lorsque nos toutes premières demandes de subventions ont été refusées par la municipalité, nous n'avons pas tout de suite vu que nous étions ainsi vouées à l'asphyxie. Plus tard, nous avons pensé que c'était une manière de nous dire non sans le faire ouvertement. Nous sommes restées dans l'expectative. La mode n'est pas, dans la vie politique à la française, à l'innovation et au soutien de projets trop personnels, ou jugés tels, parce qu'il s'agit d'associations indépendantes sans qu'y siègent des élus. Nous avons été assimilés à du commerce privé qu'il ne faut pas subventionner, selon la courte vue de certains élus.

Nous allons apprendre la difficulté d'avoir à convaincre les personnalités des collectivités locales, des élus, et de leurs employés, dans les administrations qui dépendent d'eux. Comme saint Thomas de lointaine mémoire, on ne croit que ce que l'on voit. Il faudra faire la démonstration de la viabilité du projet pour que le doute soit levé sur le bien fondé de nos demandes.

En attendant, les conseillers municipaux étaient partagés en deux camps, durant les premières années de la «Cité du livre». Selon nos informations, sur quinze conseillers, sept nous étaient hostiles de manière virulente et huit nous étaient modérément favorables, plus ou moins circonspects du fait de l'hostilité déterminée des opposants.

Au fil du temps, la notoriété acquise par le biais des médias et surtout de la télévision, réveille la fierté bécherellaise et l'opposition

se manifeste plus par une attitude d'attente que par une volonté de nous nuire.

Nous suivons, comme nous pouvons, les progrès de notre entreprise dans les esprits, et particulièrement, à partir des subventions qui vont nous être accordées. Si en 1989, la mairie nous refuse toute subvention, en 1990, elle nous attribuera cinq mille francs.

De plus, le maire qui siège au Syndicat des communes du Pays de Montfort, auquel est affilié Bécherel, obtient que nous soit octroyée, de haute lutte nous dira-t-il, une aide ponctuelle de vingt mille francs. Nous espérons qu'ils s'en féliciteront, dès que le développement de l'Entreprise culturelle produira des retombées sur le Pays, comme nous avons dès le début, l'intention de nous y employer. En fait, il faudra attendre dix ans pour qu'une étude soit lancée par les collectivités locales dans la perspective de développer tout le Pays de Bécherel à partir de la notoriété acquise grâce à la «Cité du livre».

A la suite de la municipalité, le feu étant passé au vert, le Conseil Général nous alloue dix mille francs. Nous sommes à la fois satisfaits et un peu découragés par la modestie des sommes allouées qui ne correspondent pas à l'ampleur que nous souhaitons donner aux manifestations culturelles de notre entreprise. Il va falloir du temps pour se faire comprendre.

Les subventions seront accordées régulièrement à partir de la fête de Pâques 1990. Cependant, ce n'est qu'à partir de 1993 que le Conseil Régional nous en accordera une, en raison d'une légère augmentation de ses attributions au titre de la très timide décentralisation qui commence à se mettre en place dans les faits, en retard d'ailleurs avec ce qu'on pourrait en croire à partir des discours officiels.

Bien sûr il y aura des fluctuations, surtout au moment du passage de la gestion des animations de Savenn Douar au Comité de Concertation. Les subventions accordées seront plus conséquentes et plus faciles à obtenir, surtout à partir de 1995, et parfois en dépit de dossiers nettement plus lapidaires que les nôtres. Les élus (des Conseils Régional et Départemental) donnent aux élus (de la Municipalité puis de la Communauté de Communes) pourrait être le raccourci saisissant de cette dynamique. L'association reste de cette

manière sous la haute surveillance des élus municipaux qui siègent au Comité de concertation. Il faut faire un effort pour ne pas se montrer vexé, en espérant que cette surveillance s'inscrit dans un cadre général et profite aux contribuables... à condition d'avoir à faire à des élus honnêtes. A Bécherel nous n'avons pas ce souci, l'honnêteté est la règle, de plus, les sommes en question sont incomparablement moins importantes que celles dont nous entendons parler au niveau national. Il n'y a pas lieu d'en faire toute une histoire.

Dans le même temps où le Comité de concertation prend le relais à la tête de l'organisation des animations et de la communication de la «Cité du livre», l'unique demande de subventions faite par et pour Savenn Douar sera refusée (pour l'organisation de journées culturelles concernant la gastronomie et les arts de la table, en collaboration avec notre amie Simone Morand), en dépit d'un dossier argumenté et soigneusement présenté. Du point de vue de la municipalité Savenn Douar vaut désormais moins que le club de foot et ses animations culturelles ne sont pas prises en considération. Le comité a pris les commandes de la «Cité du Livre» et la municipalité éjecte purement et simplement les autres demandes. Face à une ingratitude aussi flagrante, l'amertume gagne du terrain. Savenn Douar est asphyxiée. Il reste à essayer de faire avancer les choses au sein du Comité de concertation à titre individuel. C'est ce que nous continuerons à faire contre vents et marées.

Le travail accompli a permis le développement du centre ancien de Bécherel, avec le développement du marché immobilier. L'accroissement de la population a été de dix pour cent, en passant de cinq cent quarante habitants en 1989 à plus de six cent vingt personnes au dernier recensement en 1999. Une classe supplémentaire fonctionne à l'école. La taxe professionnelle a été démultipliée au fur et à mesure de l'installation de nouveaux libraires.

Il arrive d'entendre, intra-muros, que la «Cité du livre» n'a rien apporté à Bécherel. C'est tellement énorme que l'argument retombe de lui-même. Qu'y a-t-il derrière? Le centre ancien était bel et bien abandonné de ses habitants avant notre arrivée, en raison de la désertification bien connue des zones rurales.

Pourquoi nous en vouloir? Nous avons, pour notre part su faire valoir les atouts de Bécherel qui convenaient bien à notre projet.

Dans un élan de sincérité, un conseiller s'est laissé aller à me dire qu'au début peu de personnes croyaient à notre réussite et qu'ils nous ont laissé faire, au bénéfice d'un échec, pour eux, inévitable. Le désert bécherellais leur semblait impossible à repeupler. Se défendaient-ils d'un espoir trop inaccessible, par rapport à la lente agonie de leur riche passé? Une espérance déçue est peut-être plus difficile à supporter qu'un quotidien auquel on peut s'habituer, même en le déplorant.

Nous avons, jusqu'en 1993, transpiré sur l'élaboration de dossiers très argumentés, très construits, en vue de faire valoir nos droits à obtenir des subventions et une aide significative pour la création d'emplois et de postes de travail, consécutifs à la mise en place de notre entreprise culturelle.

Nous essayions de faire passer l'idée que la culture est inhérente à l'économie. C'était encore une idée pionnière et les administrations n'étaient pas outillées pour pouvoir entendre nos arguments. L'évidence et la pertinence de la notion d'entreprise culturelle fait son chemin dans les esprits, pas encore du côté des administrations. A partir de multiples essais infructueux, nous avons compris que nous ne rentrions dans aucune des cases prévues par une loi-cadre très restrictive, trop pour que nous puissions être aidés de manière efficace.

Les subventions que nous avons obtenues, et après nous le Comité de Concertation l'ont été au titre de la culture. Il a toujours été impossible de trouver un interlocuteur capable de trouver le moyen d'inscrire notre démarche, encore une fois trop novatrice, dans les formulaires préétablis des administrations. Nous avons essayé au plus haut niveau, sans succès. Culture, oui; entreprise culturelle, non, car inconnue dans les registres administratifs.

Notre Entreprise culturelle, sans patron et sans argent, n'est pas classable, enregistrable, répertoriable. Du point de vue des schémas établis, ou bien il s'agit d'une entreprise et cela relève des Chambres de commerce ou d'industrie et du Ministère des PME-PMI, ou bien c'est culturel et cela relève du Ministère de la Culture. Entre les deux il n'y a rien, pas de passerelle possible.

C'est ainsi que nous n'aurons pas d'aide significative, au titre de la création d'emplois ou de la lutte contre le chômage. Nous avons à faire à la rigidité de l'administration et à son incapacité absolue de concevoir un espace nécessaire à l'innovation et à la créativité. A cet égard il n'y a aucune bonne porte à laquelle on pourrait frapper.

On se plaint beaucoup du conservatisme hexagonal, des pesanteurs administratives et du manque d'imagination des populations, conséquences d'un encadrement rigide de l'initiative privée. Durant toutes ces années, il nous a semblé que se multipliaient à plaisir, sous nos pas, les écueils, les chausse-trapes et les impossibilités. A l'intérieur du système, les pauvres humains que nous sommes jouent des partitions à hauteur de chacun ses limites, ses intérêts, sa bêtise autant que son génie propre. Nous avons rencontré l' élu frileux qui pose indéfiniment la même question: «Qui vous a donné l'idée de faire ce que vous faites» ou, sous une autre forme «Est-ce que cela se fait ailleurs? Avez-vous des exemples?». Le sous-entendu étant qu'à l'évidence, ça ne marcherait pas.

Nous avons rencontré le technicien de l'administration qui épluche, ou fait semblant d'éplucher nos dossiers et dont on découvre trois décennies plus tard que sa mission consistait à ne pas dire non à l'électeur que vous êtes, mais à vous décourager suffisamment pour que, de guerre lasse, vous abandonniez vos démarches, mais si possible convaincu que personne n'y peut rien, et surtout que les élus sont remplis de bonne volonté.

Nous avons entraîné, pendant dix ans, le projet de mettre en place un Conservatoire des Arts Culinaires de Bretagne qui réclame effectivement un engagement financier de cinq à six millions. Jamais personne ne nous a dit non. Je suis même certaine qu'une élue, en particulier, y a cru. Nous avons fini par comprendre que ce ne serait jamais oui, pour d'obscures raisons qui ne nous concernent pas, dans le genre rivalités d'influence électorale et autres joyeusetés.

Pendant ce temps-là, nous apprenons incidemment que les fonds européens prévus à Bruxelles pour le développement des régions, comme certaines zones de Bretagne, restent sous-utilisés par la France. L'information reste à vérifier, mais elle n'est pas surprenante dans le contexte.

Incompétence? Pusillanimité? En tout cas, beaucoup de colère de la part de nombreuses personnes qui, comme nous, se donnent du mal pour faire avancer des dossiers et se retrouvent face à des pertes incalculables de temps et d'énergie. Après, on nous dira que nous avons, nous Bretons, acquis l'esprit franchouillard et revendicatif.

Nous avons vraiment perdu beaucoup de temps et d'énergie à élaborer et défendre nos dossiers. Nous avons mille fois sollicité entrevues et entretiens, dépensé temps et argent personnel en pure perte, particulièrement en ce qui concerne le Conservatoire des Arts Culinaires de Bretagne. Le Conseil Régional aurait vocation pour prendre ce dossier en charge puisqu'il s'agit d'un créneau du patrimoine breton dans son ensemble. Nous avions une équipe et des bénévoles tout prêts à fonctionner. Le nombre d'emplois créés, calculé sur dix années aurait pu passer de cinq personnes à une quinzaine et l'ensemble était prévu pour être autonome financièrement en cinq ans. Les retombées et les bénéfices induits n'ont pas été évalués. Mais chaque emploi créé serait revenu à beaucoup moins cher que de payer des indemnités à des chômeurs, nous avons fait les calculs. Il faut croire que nous n'avons pas été compris. Ou encore que le point de vue des employés de l'administration régionale n'est pas le nôtre et que leur manière de présenter notre dossier ne favorise pas l'accord des élus. Il aurait peut-être suffi de l'avis circonstancié d'un expert-comptable, indépendant des services administratifs, pour évaluer les chances de réussite à partir de tous les détails du projet.

De temps à autre, la machine se débloque. le Comité de Concertation de «Bécherel, Cité du Livre»® a vu doubler et tripler les subventions accordées par le Conseil Régional, particulièrement en 1996, 1997 et 1999.

Il s'agit sans doute d'une nouvelle volonté politique jointe à de nouveaux moyens ou, plus simplement, la notoriété et la réussite deviennent lisibles, non pas de manière synchrone par rapport à un événement, mais par rapport à une évidence qui s'est imposée peu à peu. Les risques sont devenus négligeables.

Au lieu de nous avoir aidé au démarrage pour vite favoriser notre succès, on a attendu la preuve de la réussite Puis quand celle-ci est deve-

nue visible, les élus municipaux se sont alors impliqués dans le fonctionnement de l'entreprise. On ne nous lâche pas la main. Que de temps et d'énergie perdus! C'est cela, je suppose, l'esprit hexagonal, on pense d'abord à ce qui ne marchera pas. Ce n'est pas commode pour aller de l'avant. Ensuite la méfiance règne contre les quémandeurs de subventions et si elles leur sont accordées, ce sera sous haute surveillance.

Un sourire me vient au souvenir des pancartes signalétiques que la municipalité avait accepté de mettre en place aux entrées de Bécherel, après bien des palabres et plusieurs années. Il avait fallu prévoir de pouvoir les enlever en cas d'échec!!! Le panneau : «Cité du livre» était donc vissé en dessous et séparément de l'autre indiquant les entrées et sorties de Bécherel.

La prudence est la règle; la Bretagne, réputée pour sa créativité, pour le foisonnement de ses animations, pour sa richesse culturelle encore visible (pour combien de temps?), pour son esprit d'entreprise, ne dépasse pas en l'occurrence, le seuil politique de la prudence-d'abord, avant d'avoir acquis des convictions indéracinables dont les novateurs font les frais.

Les journalistes, les élus, l'administration avec ses fonctionnaires départementaux, régionaux, nous donnent l'impression qu'ils marchent la main dans la main, inféodés à ce qui est du registre d'un téléguidage de l'Etat, dont le regard est avant tout parisien. Quelles communes mesurons-nous partager?

Il est arrivé que des élus bretons soient appelés au gouvernement, soit comme ministres, soit comme secrétaires d'Etat. Il se trouve que nous pouvions faire appel à l'un d'entre eux, tout à fait directement. Sans vouloir l'importuner personnellement nous lui avons fait parvenir le dossier d'un projet concernant la mise en place d'un réseau d'entreprises culturelles, créées selon le modèle de «Bécherel, Cité du Livre»®, comme «Bazouges-la-Pérouse, village des artistes», et bien avant nous les villages à thème de Pont Aven, La Gacilly, le port-musée de Douarnenez etc...

Notre attente d'une réponse a duré quelques semaines, alors que précédemment nous devions attendre plusieurs mois, et des années en ce qui a concerné le Conservatoire des arts culinaires de Bretagne.

Le bénéficiaire s'est arrêté là. Le ministre en question a simplement indiqué où il fallait s'adresser, sans nous recevoir mais en assurant que notre dossier avait été très bien fait et qu'il présentait un grand intérêt. Nous n'ignorions d'ailleurs pas qu'il était possible d'adresser nos dossiers à la Chambre régionale du commerce et de l'industrie comme indiqué dans la réponse. Ce n'était pas notre propos, car nous voulions être pris en considération au titre de la culture en même temps que de l'économie, par le biais de la lutte contre le chômage, par exemple.

Comme on n'est jamais sûr de rien, et surtout pas d'une fin de non recevoir, nous avons été à l'adresse indiquée. En ressortant de là nous avons cinq dossiers de plus à faire, chacun argumenté par rapport à un objectif différent selon qu'il s'agissait de la culture, du tourisme, du commerce, de l'emploi, et de l'agriculture (produits du terroir) nos espoirs d'y parvenir s'en allaient à vau l'eau. Il nous aurait fallu un spécialiste à temps plein durant un an pour venir à bout des exigences des ministères concernés. C'est à peine croyable.

L'affabilité et la courtoisie du directeur qui nous a reçu a atténué notre déconfiture. En raison du temps perdu avec le projet du «Conservatoire des arts culinaires de Bretagne», et avec bien d'autres projets, nous avons jeté l'éponge. D'autres, un jour, reprendront l'idée, de cela, je suis sûre. Mais il faudra que les esprits et les structures aient évolué. Nous savons désormais que nos élus, les plus hauts placés, sont eux aussi tributaires de l'administration, qu'ils ne peuvent rien pour nous, sauf peut-être pour extraire un dossier de la pile et éviter une longue attente. Nous savons que notre projet a intéressé notre ministre haut placé. Mais il n'a rien fait. Son secrétariat, mis en place sur le lieu de son élection a d'ailleurs été obligé de s'assurer les services d'une responsable, nommée par l'administration parisienne, et complètement étrangère à la région, ceci contre l'avis même du ministre concerné.

Je ne dis pas son nom parce qu'il me semble qu'il s'agit clairement d'un fonctionnement administratif stérilisateur et non pas d'une question de personne.

En ce qui concerne la «Cité du livre», si Savenn Douar avait lâché la barre avant d'avoir participé à la mise en place du Comité de Concertation, sans pour autant relâcher sa vigilance par le biais de

l'engagement individuel de trois de ses membres, nous aurions tous sombré corps et biens, au milieu des incompréhensions, de la zizanie, des «Je vous l'avais bien dit» tout prêts à sortir de bouches prophétiques, parfois malveillantes.

A Bécherel, personne n'est ni plus démuni ni plus méchant qu'ailleurs. C'est la structure dans laquelle s'inscrit obligatoirement le fonctionnement municipal qui est en cause. Un ministre n'y peut rien, un maire non plus, a fortiori. Le système ne favorise pas le partenariat ni la gestion démocratique de la vie d'une commune. Il est régi d'en haut et inaccessible.

Tous les essais que nous avons fait pour infléchir la manière de prendre en charge nos projets, tous marqués du label d'«entreprise culturelle» ont échoué. La coupure est radicale et organisée comme telle par l'administration, entre le monde économique et les univers culturels. Tout se passe comme s'il fallait ignorer les implications financières du culturel, avec ses dépenses, ses recettes, ses activités professionnelles. On parle de l'industrie du disque ou du livre et on les oppose aux activités culturelles. De l'autre côté, on oppose la notion de patronat financeur et employeur à la notion de chef d'entreprise promoteur et initiateur, soucieux de «vivre autrement» en se donnant les moyens quotidiens d'accéder à la culture sans trop saucissonner sa vie, et perdre trop de son temps.

Deux idées s'affrontent. Il y a les patrons qui paient des employés sur la rentabilité du travail qu'ils accomplissent (que feront-ils demain quand les machines les remplaceront?) et il y a les initiateurs, sans argent, qui proposent la mise en place d'entreprises d'un nouveau style, où chacun récolte les fruits de son travail, en partageant les tâches qui peuvent être mises en commun au niveau de l'ensemble.

Le lancement de cette nouvelle manière de faire nécessite une aide modeste au départ, proportionnellement moindre que les aides accordées aux entreprises en difficulté qui avalent notre argent de contribuables par milliards, et une aide logistique du point de vue des dispositions indispensables relévant des pouvoirs locaux tels les utilisations des aménagements publics existants, les arrêtés municipaux, les diverses autorisations.

Notre rêve serait de pouvoir nous passer de l'aide publique, trop réglementée. Est-ce l'énorme poids des impôts qui plombe les ailes des initiatives privées? Dans notre société où tout doit être subventionné, de l'agriculture à la pêche, aux banques et aux industries, sous peine de récession et de faillite du système, je ne vois pas trop comment une association pourrait faire autrement que de demander des subventions. La nôtre s'est donné pour mission de «développer des activités culturelles, professionnelles, économiques et commerciales», ce qui figure dans nos statuts déposés en préfecture.

Les aides que nous avons pu décrocher au titre de la culture sont restées modestes et parcimonieuses, ridicules, au regard du résultat obtenu en dix ans. Comment faire prendre en compte nos initiatives par une administration qui n'a d'yeux que pour les moutons à cinq pattes produisant souvent des scandales financiers pour tous résultats.

Peut-on intéresser un Etat à de si petits moyens que les nôtres qui produisent des effets locaux circonscrits à un périmètre ne contenant qu'un nombre réduit d'électeurs? Nos résultats, qui sont cependant démultipliables, ne sont pas pris en considération. Comment des astronautes pourraient-ils apercevoir de là-haut six cents habitants autour de leur clocher pourtant si joli? Nos ministres sont des astronautes lointains et inaccessibles à la compréhension de ce qui pourrait se passer au plus près de leurs administrés.

Dans ce contexte, la démocratie n'est pas très à l'aise. Elle aurait besoin d'un toilettage au niveau de ses principes d'application et de sa prise en charge par les gens eux-mêmes. Il serait de bonne pédagogie, de revisiter ses fonctionnements au ras du quotidien des personnes intéressées, contribuables et électeurs. Il ne faudrait plus décourager les bonnes volontés et les compétences qui veulent s'exprimer. A trop les encadrer, les surveiller, les anéantir sous les exigences, ils deviennent impuissants, aigris, rageurs, ou abêtis à force de n'avoir aucun moyen de relever la tête.

Au terme de cette rapide exploration de nos aventures et mésaventures avec les élus, je voudrais au bout du compte remercier ceux qui, au delà de leur étiquette politique et de leur souci de se faire élire ou réélire, ont travaillé avec nous, sincèrement et avec grand intérêt.

Nous avons rencontrées, près de certains, une sympathie qui nous a souvent réconfortées. La déontologie électorale fait que je ne veux pas les nommer mais qu'ils sachent, et ils se reconnaîtront, que nous les avons sincèrement appréciés.

La dynamique entre la société civile, avec ses associations dont nous faisons partie, et les pouvoirs publics avec leurs administrations, est telle que nous sommes obligés de travailler ensemble dans un partenariat dont les règles du jeu ne sont pas claires, en même temps qu'elles sont rigides et difficiles à utiliser. J'aimerais bien participer à une étude sur le sujet, s'il venait à l'idée de je ne sais qui, au Conseil Régional, par exemple, de mettre en place une commission de travail qui ne serait ni un prétexte, ni un jouet, mais qui aurait pour but d'élaborer ensemble les règles d'un partenariat vivable pour tout le monde.

Dans l'état actuel des choses, nous sommes confrontées à une situation telle que nous ne pouvons envisager notre réussite qu'en fonction de nos seuls efforts. C'est hélas bien connu: «on ne peut compter que sur soi» sauf, parfois, quand on a la chance de rencontrer quelqu'un qui, au delà de sa fonction, de son rôle, de son pouvoir, de son statut, devient un véritable partenaire sur lequel on peut enfin compter.

Chapitre 25

«L'amour ne suffit pas. Il doit être la fondation, la pierre angulaire - mais en aucun cas la structure entière. Il est trop malléable, trop complaisant.» (Bette Davis)

ET MAINTENANT, L'AVENIR

Savenn Douar a participé à la mise en place de la Fédération bretonne des Maisons Pays: «Tiez hor Bro» en langue bretonne, et de la Fédération européenne des Maisons de pays créée à l'initiative de Marcel Meauffront, occitan du pays niçois. Catherine a fait le travail au nom de Savenn Douar.

Les Maisons de pays ont pour objectif de faire valoir, protéger et promouvoir les cultures régionales. Un congrès annuel réunit les représentants de toutes les régions d'Europe qui ne veulent pas disparaître, sous couvert de mondialisation. Le mouvement n'en est encore qu'à ses prémices. Il est particulièrement actif en Bretagne, où les Maisons de pays telles: Ty Kendalc'h à Saint-Vincent sur Oust, Amzer nevez à Lorient, An Oaled à Treglonou et bien d'autres, contribuent largement à la vie culturelle bretonne. «Bécherel, Cité du Livre»® y ajoute la dimension économique et se retrouve ainsi à mi-chemin entre des organisations tout-culturel et d'autres tout-économique; ces dernières sont référées à la culture dans les labels «Produit en Bretagne», «Création-Bretagne», ou encore dans le «Groupe des Trente» qui s'active autour du développement des entreprises bretonnes.

Nous espérons que notre particularité pourra être prise en considération, en raison du choix des «objets culturels» capables d'être le support des activités commerciales, professionnelles, économiques, industrielles et bien entendu culturelles. Nous en connaissons un certain nombre, susceptibles de répondre à cette exigence. Bécherel a choisi le livre, Bazouges-la-Pérouse a choisi les arts plastiques. Qui choisira les arts culinaires? La musique? L'hagiographie? Le blé, l'épeautre, les fours à pain et les moulins? La pêche en mer et en eau

douce? Les costumes et la mode? L'ébénisterie et le travail du bois? Qui aura d'autres idées à mettre en place avec des acteurs passionnément intéressés par la culture passée, présente et à venir, par la créativité et l'enracinement, la solidarité, l'autonomie? Les nouvelles façons de faire avec les économies alternatives et les innovations de la «nouvelle économie» nous offrent un substrat de développement, une entraide pour des projets novateurs et le plaisir de participer à l'effort qui se déploie pour prendre en charge les difficultés de notre temps, à portée de nos compétences et de notre compréhension des choses sur le terrain.

Notre réussite actuelle tient à notre travail qui a abouti à la mise en place d'une dynamique. Les éléments en sont faciles à répertorier dans l'après coup. Ils ne tiennent pas à l'argent, tel que l'utiliserait un patron. Nous avons réussi, tout simplement, à faire fonctionner, dans un même lieu, une dynamique dans laquelle seuls le partenariat et la solidarité entre tous les acteurs peuvent faire réussir ou échouer un projet. Il y va de la responsabilité de chacun. Nous sommes partis:

- o «D'une nécessaire créativité tous azimuts
- o «D'un enracinement culturel.
- o «D'une implantation dans un lieu choisi : Bécherel.
- o «D'une réflexion qui a permis l'élaboration d'un projet.
- o «D'une volonté d'imaginer des activités économiques.
- o «D'une nécessité de créer des postes de travail.
- o «D'une nécessité de faire connaître notre entreprise.
- o «D'une installation basée sur la solidarité de fait.
- o «D'une installation basée sur l'autonomie de chacun.
- o «D'une constatation que sans moyens et sans argent notre seul recours serait la notoriété.
- o «D'une idée que la notoriété viendrait par le biais de manifestations culturelles «intéressantes» médiatisées.
- o «D'une idée que la fidélisation d'une clientèle relèverait de la qualité des librairies, très au-delà des bénéfices-tiroir-caisse.

Il suffit de prendre en compte chaque mot de ce petit schéma, dans son sens plein, pour avoir une idée du projet.

Toute cette mise en place, qui n'est pas terminée, qui n'a pas encore atteint son apogée, ne trouvera sa plénitude que dans la multiplication d'initiatives semblables. Sur place elle peut se déployer dans le périmètre élargi aux communes alentours. Plus loin, chaque espace, village ou hameau soucieux de revivre ou de revitaliser son potentiel, pourra compter sur notre secrétariat capable d'aider, de proposer et d'organiser la mise en place d'une entreprise culturelle en fonction de sa demande, et de ses possibilités.

Ce travail, réalisé à Bécherel, aura été très enrichissant, très constructif, profondément satisfaisant pour les membres de l'association fondatrice, Savenn Douar (le Tremplin). Sur le chemin de ce que j'aime appeler «les triomphes de la vie», nous avons gagné personnellement quelques espaces plus respirables même si le travail n'est jamais fini, même si chaque jour apporte son lot de difficultés.

Nous n'avons jamais cessé de participer à la mise en place et aux travaux des instances de concertation dont la plus visible est justement le Comité de concertation. Par contre, il a fallu faire notre deuil d'une amitié que nous aurions aimé nourrir entre tous les libraires et tous les professionnels des métiers du livre venus s'installer sur le site. Nous savons que la solidarité de fait, condition nécessaire pour structurer nos fonctionnements à l'intérieur de la «Cité du Livre», échappe encore largement aujourd'hui à nos détracteurs. Partager des réflexions sur l'avenir et la manière de le prendre en charge, leur semble encore ce jour dangereux ou inutile. Ils ne voient pas l'originalité de l'aventure partagée, de fait, entre tous, et avec eux.

Si nous ne voulons pas de chef, nous souhaitons parler et débattre avec tous nos partenaires, y compris avec nos adversaires sur le terrain. Leur individualisme, parfois «poétique» pour certains, et ce n'est surtout pas une critique, parfois «politique» pour d'autres, en ce sens que prendre le pouvoir promet la gloire au chef qui s'en empare, est-il tant que cela incompatible avec la réflexion partagée et le dialogue, la convivialité, au delà même des antipathies hélas inévitables dans tout groupe humain?

La notoriété de la «Cité du Livre» dans son ensemble nous apporte désormais sinon la richesse, du moins la possibilité de vivre. Si d'autres que nous ont choisi de venir s'y installer, c'est sans doute parce que, ici, la qualité de la vie leur convient, ainsi que l'espoir légitime d'y gagner leur pain. Le site est remarquable, le confort est assumé, la position géographique permet facilement les déplacements et les ouvertures sur l'extérieur. Les visiteurs et les clients nous offrent des occasions de rencontres inédites et sympathiques. Nous avons tous, ensemble, un bien qu'on peut dire précieux et qu'il faudrait tout de même s'attacher à préserver, dans un mouvement de solidarité à l'évidence incontournable. La notoriété de Bécherel est entre les mains de chacun. Il faudra consentir à cette solidarité de fait, sinon la «Cité du Livre» se mettra en danger.

Il serait nécessaire d'élaborer soigneusement, tous ensemble, une charte déontologique pour permettre une maîtrise des relations entre les professionnels de la «Cité du Livre» et avec nos partenaires, tant du côté des élus, que du côté des médias. C'est une proposition que nous lançons, depuis le départ, à tous les libraires et que nous ne ferons bien évidemment pas sans eux, puisqu'il s'agit de l'élaborer en commun.

Je sais que le chapitre culturel sur lequel Savenn Douar s'est exposé à quelques attaques, les plus méchantes qui soient, sont liées à la crainte de nous voir puiser à la source bretonne et celtique, langues, histoire, musique. Aux yeux de certains nous sommes sans doute de dangereuses indépendantistes.

La Bretagne a tant souffert d'avoir à accomplir la tâche très impossible de devenir française, qu'il n'est pas question de «revenir en arrière». Tout cela pourtant semble dépassé. A l'avenir, les régions sont appelées à une plus grande autonomie. Et je ne sais pas, pour ma part, être autre que je suis, bretonne, et pourquoi pas? Renier une origine est impossible, quoiqu'il en soit. Personne n'y peut rien.

La «Cité du Livre» a de breton, le fait d'être implantée en Bretagne et les libraires qui viennent de France y ont une aussi bonne place que les autres. Mais c'est aussi de l'héritage des Bretons que de pouvoir travailler en bonne intelligence avec eux, il n'y a pas de problème, sauf s'ils nous demandent de n'être pas bretons. Je ne leur

demande pas, moi, de n'être pas français quand ils viennent en Bretagne. La culture est enracinée dans le passé et elle se parfait chaque jour, elle s'enrichit et se diversifie indéfiniment de toutes les occasions saisissables.

Le partenariat est notre idée majeure pour l'avenir. Une difficulté, parmi tant d'autres, a été de nous faire reconnaître une compétence que personne ne pouvait avoir à notre place. Le regard est aveugle à l'égard de ceux qui viennent occuper une place vide non encore identifiée. C'est une difficulté réelle, méconnue, que le temps seul aide à résoudre. A Bécherel, certains élus craignaient souvent d'être débordés par cette aventure de la «Cité du Livre» qui les entraînait dans des directions inconnues, qu'ils avaient peur de ne pouvoir maîtriser.

Encore une fois, la confiance n'est pas à la mode dans nos pays. Elle se monnaie au vu et au su de l'épaisseur du portefeuille de l'entrepreneur, ou bien au vu et au su de ses diplômes et de ses titres. Quand on est un élu proche de ses électeurs, comptable de l'argent public, le penchant habituel est de se méfier.

Nous, de Savenn Douar, nous n'avions pas plus d'argent que d'autres. Nos diplômes ne faisaient pas de nous des libraires, puisque, nous l'avons vu, ce métier s'acquiert par l'expérience. Par contre, dans la mouvance de la nouvelle économie, des formations universitaires nouvelles, du niveau de la maîtrise et du DESS ont permis à Catherine et à Yvonne de valider leurs acquis et de parfaire leurs savoirs, dans les secteurs du financement et du management. Cette volonté manifeste de rassurer les esprits, preuves à l'appui, sera-t-elle suffisante?

Les réticences, le compte-goutte des premières subventions accordées, qui restent modestes bien qu'actuellement décuplées depuis la prise en main du Comité de concertation par les élus, les autorisations officielles parcimonieusement consenties, nous ont causé bien du souci, et donné trop de travail.

Cependant, en dépit du temps perdu à tergiverser, la réussite couronne nos efforts et sans doute n'en est-elle que plus méritoire. Alors finalement étant donné que nous avons su et pu faire nos preuves, il est juste de remercier ceux qui, en dépit de toutes leurs réticences et de tous les obstacles, n'ont pas été des opposants farouches au point de

faire échouer notre projet.

Un partenaire essentiel de la notoriété et de la réussite de la «Cité du Livre» a été et reste le service médiatique. Sans les journaux, les magazines, les radios, les télévisions, nous n'aurions pas atteint, aussi rapidement, le nombre de visiteurs nécessaire à la création d'une clientèle. Cette constatation nous amènera à penser un programme de communication et de publicité pour assurer un accroissement du nombre de nos visiteurs.

En ce qui concerne l'avenir, si les partenaires actuels de Savenn Douar, c'est à dire les élus, les instances publiques, les libraires, n'ont pas la compétence nécessaire pour faire face sur tous les fronts à la fois, (organisation, manifestations culturelles, communication, développement, face à l'ampleur que pourrait prendre encore davantage la «Cité du Livre» en manière de locomotive pour les pays avoisinants), il leur sera au moins demandé de ne pas se mettre en travers des autres projets et nouvelles dispositions.

Le travail lié au développement et à la communication exige beaucoup de temps, de plus en plus de temps. L'expérience dans l'exercice de notre responsabilité, jusqu'en 1993, avec l'organisation des manifestations de la «Cité du Livre» et dans les domaines des activités culturelles organisées par Savenn Douar, la participation continue, à titre individuel d'Yvonne, Catherine et moi, aux travaux du Comité de Concertation depuis 1993, nous incitent à penser qu'un poste d'agent de développement et de communication va devenir indispensable. Restent à définir les modalités de son fonctionnement. Il ne devra pas être celui ou celle sur qui tout le monde se décharge, pour le fustiger à tort et à travers ensuite, faute de savoir évaluer son activité, à l'image du sort fait à Savenn Douar.

Ce genre de fonctionnement devra changer. Ce professionnel sera forcément employé et rémunéré sur la base de ses diplômes, expérience et compétences, et non pas être un débutant. Il aura un employeur. Celui-ci ne pourra être qu'une association regroupant tous les partenaires intéressés par le développement de l'ensemble du pays de Bécherel dont la locomotive est la Cité du Livre avec ses activités professionnelles, économiques, commerciales, culturelles.

L'objectif à terme, à l'issue d'une première période de rôdage et d'expérimentation, devrait être l'indépendance de cet agent de développement qui pourra proposer ses services au groupe des partenaires sans être leur employé. Son autonomie, sa créativité et son dynamisme sont à ce prix.

Dans un premier temps le Comité de concertation, est le lieu tout désigné où la responsabilité et la délégation au niveau des compétences seront faciles à distribuer. L'agent de développement pourra être une sorte de chef d'orchestre. Il conseillera utilement chacun sur les orientations à prendre, les mises en place de nouvelles activités sur toute la région concernée, et pourra proposer les manifestations culturelles appropriées, ainsi que les démarches au niveau de la communication, de la médiatisation et de la promotion.

Il devra présenter ses projets à tous les libraires pour la partie payante de la communication, plus spécialement commerciale. Sa position sera délicate, en ce sens qu'il lui faudra être capable de faire des propositions, de rassembler les divers avis, et de mettre en œuvre des décisions élaborées avec l'ensemble des partenaires.

Les contrats passés avec l'agent de développement devront sans doute être référés, là encore, à une charte déontologique signée par le comité au nom des élus de la municipalité, de la communauté des communes, au nom des libraires et professionnels des métiers du livre, les associations culturelles. Le domaine de chaque partie y sera stipulé.

La rédaction de cette charte, est à élaborer par tous les partenaires désireux de participer aux travaux de développement des «Pays» dont nous faisons partie, ici, à Bécherel. Les libraires, premiers concernés par le développement de la «Cité du Livre» devront être informés de la nécessité de leur «participation». Il leur est nécessaire de prendre connaissance qu'y ouvrir une librairie ne se fait pas comme ailleurs et n'importe où ailleurs.

Bécherel peut très bien se redésertifier et être oublié, si rien n'est fait pour son développement, sa promotion, ou devenir banalement la troisième ceinture de Rennes au cas où celle-ci devrait s'élargir jusqu'à nous. Cultiver l'originalité de Bécherel avec son entreprise culturelle, c'est garantir l'avenir proche et lointain, en restant très attentif à

accompagner les évolutions d'une société où tout bouge constamment. Faire du surplace c'est surtout régresser et perdre pied très rapidement. Si des libraires, trop «poètes» pour se plier à des contingences à prendre en charge collectivement, ne veulent pas que les dures réalités les rappellent trop brutalement à l'ordre, il leur faudra consentir à quelques besoins de s'organiser tous ensemble avec le Comité de concertation qui a au moins le mérite d'exister et dans lequel tous les partenaires peuvent se retrouver.

Il existe des «groupements d'intérêt économique» qui nous indiquent clairement, jusque dans chaque mot, qu'on est bien obligé de se regrouper pour protéger ses intérêts, fussent-ils économiques. Pour sa part, la poésie n'est pas très facile à pratiquer, quand on a trop régulièrement le ventre vide et qu'on a froid.

Par contre, reconnaissons que ce seul intérêt économique n'est compatible qu'avec le strict domaine du tiroir-caisse. La convivialité peut-elle y trouver son compte? Et la culture? Et la démocratie?

Bécherel fait partie depuis 1997, d'une communauté de dix communes qui ont toutes des atouts intéressants à faire valoir, du point de vue architectural, du point de vue historique avec plusieurs châteaux comme par exemple Montmuran, des églises comme celle de la Baussaine, des sites remarquables, du dynamisme comme à Romillé et à Saint Pern. Pourquoi la Cité du Livre ne servirait-elle pas à tout le monde de tremplin pour développer des activités déclinées à partir d'un tourisme culturel, en organisant des circuits (histoire, architecture, sites remarquables), des rencontres et des stages, pour partager des passions, qui pour l'écriture, qui pour la lecture, qui pour l'édition, la fabrique du papier, pour les beaux papiers, papiers peints, et plus loin la généalogie, les écus, les blasons, toutes activités articulées sur le livre, la connaissance, et jusqu'à l'érudition pour les plus motivés.

Un agent de développement pourrait étudier, avec chaque commune concernée, les atouts susceptibles d'être mis en valeur pour les utiliser, sur le tronc culturel commun du livre et de la culture. Il aurait pour mérite d'être indépendant de toutes les communes et donc de pouvoir travailler au niveau de l'ensemble, en s'élevant au dessus des susceptibilités et des rivalités inévitables.

Il serait intéressant que sa mission puisse intégrer et développer des contacts avec les réseaux alternatifs de la nouvelle économie, en vue d'organiser des circuits de communication, d'échanges, de stages et de formations professionnelles innovantes, des séminaires, d'animer le site internet existant capable de relier les divers partenaires en place et de proposer à d'autres de s'y joindre.

Je donne rendez-vous dans dix ans, si je suis encore présente dans le monde des vivants, à tous les partenaires de la «Cité du Livre», qu'ils soient des professionnels des métiers du livre, qu'ils soient des élus, qu'ils soient des clients, qu'ils soient des visiteurs, qu'ils soient des Bécherellais de souche, de vieille date ou de nouveaux Bécherellais, qu'ils soient des habitants des différentes communes du pays de Bécherel, de Brocéliande, et de la Baie du Mont Saint-Michel. Je leur donne rendez-vous pour fêter les vingt ans d'une entreprise culturelle, qui va je l'espère faire école et donner à beaucoup d'autres des idées pour faire revivre des villages désertifiés, des domaines patrimoniaux à l'abandon et pour retrouver les chemins d'un avenir le plus agréable possible, tranquillement agréable, même s'il faut quelques décennies pour y parvenir. Espérons que de nouvelles difficultés ne surgiront pas d'un climat mondial malsain entre trop de pauvreté pour les uns, trop de richesse pour les autres, et menaces de terrorisme en conséquence.

Il y a tant d'autres supports que le livre, à partir desquels d'autres projets tout aussi intéressants peuvent être mis en place! A chacun de chercher son idée. Il existe d'ailleurs ce qu'il est maintenant convenu d'appeler des «villages à thème». Ces villages fonctionnent à partir de la juxtaposition de professionnels dans un même lieu. C'est un premier pas appréciable, mais ils sont condamnés à terme à devenir des entreprises commerciales dans lesquelles un tourisme culturel ne trouvera pas satisfaction. Il faut développer entre les partenaires, sur le terrain, un esprit d'entreprise culturelle capable de prendre en charge l'histoire, l'architecture, la langue, l'expression d'une existence subtile du lieu et sa cohérence dans le mouvement vers l'avenir, en même temps que par rapport aux héritages des sites d'implantation.

Je voudrais souligner l'aspect novateur de cette expérience qui propose une grille de développement et de création d'emploi où les notions de solidarité et d'autonomie des personnes, au sein d'une entreprise trouvent à s'expérimenter hors des sentiers battus. Se regrouper dans un même lieu, pour atteindre ensemble un objectif commun qui rassemble différents aspects de la vie, professionnel, économique, culturel, porte en soi un potentiel de réflexions possibles à partager, de créativité, qu'on ne rencontre nulle part ailleurs, dans le monde du travail salarial ou patronal, dans le monde de l'enseignement ni même dans le monde culturel.

Le point de jonction entre tous ces aspects est constitué par le choix que des personnes font, de participer à cette aventure, de s'impliquer et de s'engager.

Il me semble qu'il s'agit d'y trouver une occasion de pratiquer la démocratie en dehors des circuits habituels de l'argent tout puissant, du pouvoir autoritaire, du système patronal, et des pressions institutionnelles administratives.

Il ne s'agit pas d'une utopie inaccessible. Nous partons des réalités et des contraintes. Nous avons pris en charge les besoins élémentaires comme de devoir gagner sa vie, se nourrir, se vêtir, se loger. Au premier plan, les valeurs de solidarité et d'autonomie visent à plus de liberté créatrice, plus de justice. Une convivialité riche de réflexions partagées, nous aide à échapper à l'accélération du temps qui marque notre époque, sous l'effet d'un stress qui devient incontrôlable, en dépit des portes ouvertes par l'informatique, les «économies alternatives» et les «économies solidaires».

La petite dimension personnelle est largement présente dans l'évocation de notre aventure. Je voulais mettre en avant l'incompréhension de certains parmi nos différents interlocuteurs, trop souvent fermés à tout échange, allant même, parfois, jusqu'à nous enfermer dans une rumeur dont l'objectif a été de nous éviter, de nous mettre à l'écart, de nous interdire toute explication, de manifester notre existence, et de nous accuser de refus de communiquer! Nous avons tenu bon et nous savons maintenant qu'un projet fortement ancré dans les personnes qui l'ont élaboré, peut réussir.

Il y a donc un facteur humain petitement individuel à gérer quand il s'agit d'innovation par rapport à une imagerie qui enferme les esprits et les empêche de comprendre l'essence d'un projet. On peut parler d'œillères du genre de celles qui empêchent de voir et d'entendre au-delà des habitudes de pensée. Nos idées de partenariat avec la municipalité et de solidarité avec les libraires n'avanceront que dans la durée de l'expérience et par le biais d'une compréhension au sujet de l'intérêt que présente pour chacun la prise en charge du développement de la «Cité du Livre».

Me défendrais-je de prophétiser un peu? Nos sociétés réagiront devant le trop de libéralisation, le trop de mondialisation de l'économie et de la culture. Comme d'autres expériences du même genre, «Bécherel, Cité du Livre»[®] a devancé l'appel et mis en place les conditions d'une redécouverte du travail «du politique» dans la cité, au sens noble du terme, en marge des contraintes administratives et institutionnelles contraignantes, sans pour autant révolutionner les mœurs ni les ensanglanter.

Apprendre à vivre ensemble, à partager les responsabilités, à promouvoir des valeurs comme l'autonomie de chacun et la solidarité entre tous, la convivialité et la responsabilité, me paraît être de l'ordre d'une utopie accessible. C'est ce à quoi nous convie la «Cité du Livre», dans son écrin bécherellais particulier.

EPILOGUE

«Il y a trois principaux états pour les créatures animées. Le premier est celui d'Annwfn (abîme) où fut leur origine. Le deuxième est celui d'abred (existence) qu'elles doivent traverser dans le but de s'instruire. Le troisième est le Gwynfydd (Gwenved - monde blanc) où elles aboutiront toutes dans l'accroissement indéfini du Pouvoir, de la Connaissance et de l'Amour jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible d'en acquérir davantage». (Llewelyn Sion, triades de l'île de Bretagne).

J'aurais pu me contenter d'écrire l'histoire de la «Cité du Livre» avec juste ce qu'il faut d'indications pour faire modèle, grille ou référence. La lecture en aurait été simplifiée.

Je dois avouer que cela ne m'intéressait pas et, tout compte fait, n'est-il pas préférable de soulever le coin du voile qui laisse apercevoir les soubassements culturels à l'origine d'une telle entreprise et mesurer les nombreuses difficultés qui ne nous ont pas empêché de réussir?

Je ne voulais pas continuer à réfléchir uniquement au sein du groupe de mes collègues, en combinant travail, réflexion, éthique et exégèse, pourtant très satisfaisantes, et non moins indispensables sur le plan professionnel qui était le mien. Je voulais, en plus, aller à la rencontre d'autres personnes et avec elles mettre en place des activités économiques, professionnelles et culturelles inscrites dans une réalité quotidienne, courante, banale.

Plusieurs raisons bien précises sont à l'origine de la démarche que j'ai initiée. Les réflexions et expériences accumulées durant ma vie professionnelle m'ont été utiles pour participer à l'élaboration d'un projet viable. Je dois à mon premier métier d'éducatrice spécialisée, ancré dans le désir d'accompagner les jeunes et leurs parents en difficulté, un pragmatisme de terrain qui m'a été indispensable; je dois à mon «aventure» psychanalytique et à ma pratique de psychanalyste, des habitudes et une méthodologie de réflexion; je dois à mes trois enfants de m'être inquiétée pour eux et avec eux des choix professionnels qu'ils avaient à faire dans le contexte difficile du chômage.

Nous avons longuement réfléchi et travaillé, parfois durement, pour élaborer un projet capable de nous aider à trouver des solutions en réponse aux «problèmes de notre temps» dans le but de mettre en place des activités professionnelles, économiques et commerciales qui, enracinées et articulées sur notre socle culturel nous permettraient, selon notre plus profond désir, de «Vivre et travailler au pays» chez nous, en Bretagne, en toute compréhension et amitié avec ceux qui aspirent à une autre manière de vivre et de travailler, puis en toute solidarité avec nos collègues, même avec ceux qui, sur le site, se sont révélés être des agresseurs.

Le fil conducteur de toute démarche humaine est de pouvoir repérer le stress, d'en mesurer les dangers, de savoir à partir de quel moment, et pour qui, il devient mortifère, afin de trouver des lignes de fuite acceptables en toute solidarité avec les autres du plus proche au plus lointain.

Les deux jambes sur lesquelles nous avons avancé en cherchant notre équilibre sont donc le stress et le projet, l'une assurant l'équilibre de l'autre tout au long de la démarche.

Les sources du stress sont multiples, quotidiennes et en faire le compte demeure impossible. Nous avons tout de même pu en explorer certaines et les répertorier dans quatre domaines différents :

Nous avons tous à gérer - le stress en provenance des pressions administratives incontournables, rigides et impersonnelles - le stress dans les relations de proximité avec ceux devenant des agresseurs, entre ignorance (délibérée ou simplement paresseuse) et volonté de nuire - le stress très contemporain auquel les femmes sont soumises quand elles prennent les rênes d'une quelconque démarche - et enfin, en Bretagne, le stress reçu en héritage par le biais de la mémoire, (histoire et transmission orale) avec son cortège d'éradications culturelles,

Nous connaissons bien, par avance, notre souffrance d'avoir à toujours renoncer depuis des lustres, à notre culture, à nos langues, à notre histoire, même si nous n'arrivons pas encore à mesurer l'ampleur de la catastrophe provoquée par l'éradication culturelle dont les Bretons ont été les victimes. Le stress le plus important que nous ayons eu à subir vient de cette grande mutilation: nous avons été contraints

sans ménagement, dans un mouvement d'intense colonisation sans état d'âme, de nous couper de notre passé pour laisser toute la place à ce que l'Etat central désirait programmer dans nos esprits. C'est une mutilation qui n'apparaît que dans des effets difficiles à mesurer mais qui programment à coup sûr des motifs d'inadaptation, de violence, de suicide et de maladies mentales, graves comme certaines psychoses, débilantes comme l'alcoolisme, invalidantes comme peut l'être la colère permanente en guise de mode de fonctionnement. Il est nécessaire d'en prendre enfin conscience parce que le stress devient, dans ce domaine, difficilement contrôlable.

Auparavant, nous étions à la même enseigne que tout le monde en Europe, dans des histoires de luttes, de guerres, de disputes, trahis souvent par les nobles ou les notables, mais à l'aise dans notre langue et dans les traditions de clans qui étaient les nôtres dans le petit peuple. Le XVème siècle a chez nous été particulièrement prospère. Après 1532, nous avons été exploités par l'Etat français, «Bretagne est Pérou pour France» avait dit la Duchesse Anne. Après elle, la «Révolte des bonnets rouges» a donné l'occasion à Louis XIV de faire massacrer les rebelles et leurs familles, y compris des enfants, dans des scènes d'horreur insoutenables, dont notre mémoire porte les traces, devenues inconscientes. Peu à peu, les aménagements décidés en haut lieu ont ruiné successivement notre marine, notre industrie textile, notre paysannerie, et tout le commerce auquel nous étions habitué, terrestre et maritime.

L'idée qui fonde le jacobinisme, le centralisme d'Etat, est le pire ennemi né des idées sans âme de certains politiciens. Ils sont cet apprenti sorcier qui ne sait pas, ou ne veut pas savoir, ce qu'il tue de l'âme humaine quand il préconise d'arracher sa langue à un peuple, avec mépris. Le locuteur dépossédé est en grand danger d'involution, d'abêtissement. Quant au pouvoir politique, il n'a d'yeux que pour ses énarques, qui au nom d'un certain esprit scientifique, combattent et prohibent la vie émotionnelle qu'ils confondent le plus souvent avec les manifestations des pulsions d'agressivité, parfois violentes, déclenchées par le stress. La pression constante dont l'objectif est l'abandon de nos langues, histoire et culture, a donné naissance, chez nous, à un

sentiment de dépossession de nos moyens intellectuels, à une honte par rapport à la méconnaissance en profondeur d'«un beau langage», à une incapacité de nous défendre et d'exister, toutes choses qui ont détruit les plus exposés. Leur régression est un phénomène de déculturation, conduisant à des dangers d'involutions en guise de fuite, pour ne pas subir une angoisse telle qu'elle stérilise les possibilités cognitives.

La continuité historique, culturelle et langagière est nécessaire à l'élaboration d'une réflexion telle que transmise dans les livres initiatiques, comme la bible et les védas (hymnes, prières, révélations du Brahma), les récits des mythes, les contes et légendes. On constate que ces livres devenus «sacrés» sont toujours l'œuvre commune de groupes humains spécifiques capables de communiquer entre eux. L'éradication culturelle est le meilleur moyen d'abâtissement des peuples réduits à merci par un esprit de guerre colonisateur, exploiteur et dominateur. Les obscurités dégradantes du Haut Moyen Âge sont peut-être le signe visible d'une déculturation engagée par les conquêtes romaines qui ont dépossédé les populations de leurs savoirs et savoir-faire ancestraux. Cela mériterait une étude approfondie. L'écroulement des civilisations, celle des Etrusques, des Celtes, des Grecs et des Romains après les Egyptiens, ou en Chine, sont des phénomènes mal connus et peu étudiés. Chaque fois on constate une régression impressionnante et généralisée, les dominateurs y perdant autant que les opprimés.

Dans nos campagnes, la désertification des zones rurales avec les déperditions culturelles et patrimoniales que cela suppose relève d'un arrache-cœur, sur fond de menace de mort pour tout un pays. On n'y peut consentir que par désespoir. Partir, aller voir ailleurs comment l'herbe pousse, est possible quand le pré carré de l'origine est à l'abri des dévastations. Nous connaissons bien cela, nous, Celtes voyageurs depuis des millénaires. Autant nous aimons partir, autant nous aimons revenir. «Contents de partir, contents de revenir» disait-on à l'occasion en Pays gallo.

L'affront a été considérable puisqu'après nous avoir dépossédés de nos sources de revenus spécifiques, nos ancêtres ont été contraints de vivre en ayant faim, froid, et sans outils intellectuels pour réagir.

Nos savoir-faire et savoir-dire sont alors devenus caducs, nuls et non avendus. Cette douloureuse dégringolade a duré jusqu'à la débâcle de la dernière guerre, au milieu du XX^{ème} siècle. Pour faire bonne mesure le peuple et les enfants dans les écoles ont été humiliés parce qu'ils ne savaient pas parler le beau langage parisien ni pratiquer les «belles manières» des bourgeois des villes; Madame de Sévigné nous a laissé quelques beaux morceaux choisis qui en témoignent, charitablement. Et Bécassine est venue illustrer notre condition.

Tout ceci est du passé. L'histoire désormais ne peut plus que nous laisser des leçons à tirer pour préparer aujourd'hui un avenir plus vivable.

Dans la boîte électrifiée de Henri Laborit, cependant, les petites décharges provoquées par le souvenir de toutes les humiliations passées et par toutes les injustices jouent encore leur méchant rôle. Quand il y a superposition avec ce que nous continuons à subir au présent, par exemple le refus par l'Etat de signer la charte européenne des langues minoritaires, les blessures encore mal fermées sont réouvertes et cela fait mal de ne pas obtenir le droit d'exister dans une culture qui seule peut nous spécifier.

Nous avons été enfermés sans recours, comme les rats de H.Laborit dans un espace où le langage ne faisait plus sens, où l'orientation vers les portes de sortie étaient brouillées, faute de grands parents et de parents témoins et éducateurs, par rapport à un passé où les mille routes et chemins, de traverses ou de long cours, étaient repérables. L'éradication culturelle coupe les parents de leurs devoirs éducatifs envers leurs enfants et pour faire bonne mesure ils sont accusés de laisser faire leur progéniture. De nos jours, le terreau du «front national» et autres extrémistes partisans d'une autorité aveugle trouve là ses raisons de terroriser les plus fragiles d'entre nous qui craignent les débordements de violence incontrôlée, et ainsi les enrôler dans leur idéologie sécuritaire.

L'éradication culturelle est devenue efficace dans l'hexagone depuis le XVII^{ème} siècle, dans la foulée des volontés royales d'unification politique de toutes les provinces, au programme depuis le règne de Louis XI. On y voit à l'œuvre la volonté de domination des plus

puissants auxquels les inféodés doivent allégeance puis obéissance. Les historiens, pour leur part, qui n'étudient peu ou pas l'histoire des petites gens, ont magnifié le processus en le qualifiant de termes très acceptables: ils ont parlé d'unification, ce qui flatte encore et toujours la tendance à «faire de l'un» (cf Jacques Lacan); Un seul Dieu, un seul Maître, une seule langue, une seule religion, un seul pays, un seul peuple. Nous en sommes à l'Europe, nous en viendrons à la terre entière, surtout si nous découvrons l'existence d'autres formes de vie sur d'autres planètes. Et pourquoi pas si nous savons nous respecter entre voisins d'abord.

La question qui nous préoccupe à longueur de jours, à l'œuvre même si nous n'y pensons pas, est celles des petits rats dans leur cage électrifiée. Que faut-il faire en cas de stress? Nous pourrions partager avec les provinces des autres pays du vieux continent la certitude d'être ce que nous sommes, et pour notre part être bretons, européens et terriens. La France n'est, pour les provinces annexées, conquises, soumises, qu'une entité administrative commode pour les gouvernements successifs. Les populations sont-elles dupes? Y trouvent-elles leur compte? A chacun de répondre. J'ajoute que nous pouvons tous apprécier la France indépendamment de ses gouvernements successifs trop hégémoniques, répressifs, et si loin de nous.

La vie peut continuer si on espère trouver une solution. Et dans le cas où l'humain accède à une réflexion éthique, ce qui n'est pas toujours possible, la solution devra être conforme à des valeurs culturelles éprouvées, répertoriées, transmises. Sinon gare à l'auto-destruction, aux attitudes suicidaires plus ou moins conscientes, individuelles et collectives lorsqu'il s'agit des pollutions, gare à la violence, gare aux nombreux dangers générés par notre époque.

L'organisation politique et administrative, est, en France, tout le monde le sait, de type jacobin. L'élaboration du concept révolutionnaire de 1789 a été initiée en Bretagne et détournée de son objet à Paris sous la Terreur en 1793 au bénéfice d'un étatisme centralisé en continuité de la monarchie. Ce nationalisme qui s'ignore est durement subi dans les provinces qui se sentent colonialisées, et même asservies, méprisées, dépossédées: la vraie vie se trouve à

Paris, l'ennui et la désolation se trouvent en Province, selon les idées reçues.

En Bretagne, voilà qu'après les décennies de pauvreté du XIX^{ème} siècle, nous réinventons notre agriculture et notre élevage pour retomber encore dans les mêmes pièges jacobins que toujours. Nos paysans, transformés en employés des technocrates emparisaniés, sont dépossédés de leur liberté; les plus démunis, les plus pauvres, asphyxiés par l'industrialisation de l'élevage et de l'agriculture, quittent la terre; les autres sont contraints de la polluer pour produire les quantités industrielles indispensables calculées d'abord en fonction du bénéfice des produits financiers.

Beaucoup s'expatrient pour trouver du travail, et de préférence un travail salarié avec sa contrepartie de dépendance à l'égard de patrons, voire de l'Etat pour ce qui est des fonctionnaires, ou bien le chômage les absorbe. Le système atteint ses limites.

Tout système va vers une apogée qu'il faudrait reconnaître avant qu'il ne soit trop tard. Un grand nombre de personnes, sous le régime jacobin actuel, ne trouvent plus d'issue pour échapper à un resserrement administratif qui les asphyxie. Malheureusement, l'imbrication des intérêts des uns et des autres, l'interdépendance de diverses et nombreuses instances, la professionnalisation à vie des métiers de la politique coupés des réalités quotidiennes puisque rémunérés au même titre que les fonctionnaires, dont ils sont, en même temps, les employeurs, constituent ensemble une forteresse difficile à abattre. Il suffit, pour comprendre où nous en sommes, de constater le bruyant tollé administratif, celui des élus, celui des fonctionnaires concernés, à la seule évocation de la suppression des frontières et des structures départementales.

Les protestations au sujet de l'anonymat qui permet les abus de pouvoir, régulièrement dénoncés, sont un signe visible d'un sommet du dysfonctionnement plus général de l'Administration. L'administré est seul face à «l'appareil d'Etat» qui lui expédie ses doses de stress sous forme de milliers d'imprimés exigeants, que le fonctionnaire de service est obligé de faire remplir. C'est son métier et son gagne-pain. Personne ne peut le lui reprocher. Tant pis si l'exigence administrative

va à l'encontre de la créativité, et ne permet pas assez à l'initiative privée sans moyens de mettre en place ses solutions.

Notre association n'a jamais été entendue dans deux domaines essentiels, précisés dans nos statuts: nous voulions mettre en place une dynamique pour créer des emplois dans une période où le chômage sévissait; nous voulions prendre en charge les liens, qui existent de toute façon, entre culture et économie. Nos dossiers n'ont pas abouti près des administrations incapables de les identifier. L'Etat pourra-t-il libérer suffisamment l'esprit de ses fonctionnaires pour les rendre à leurs possibilités créatives, en leur laissant des marges de manœuvre?

D'autre part n'est-il pas leur prisonnier? Peut-il les redéployer? Il ne remplace jamais une institution par une autre, il les laisse s'accrocher l'un sur l'autre, une commune, un syndicat des communes, plus récemment les communautés de communes, le Conseil régional avec des pouvoirs plus limités que ceux des départements mais en superposition avec eux etc... Ces structures emploient un grand nombre de personnes capables de protester vigoureusement si on supprimait leur gagne-pain en supprimant les instances qui les emploient. C'est la crainte des réactions des fonctionnaires-électeurs qui guide les décisions. Dans ces conditions, il n'est pas très commode de redéployer des forces de police, de faire bouger le système éducatif, ou encore de rendre utiles ceux qui, avec douleur le plus souvent, ne peuvent pas l'être à l'intérieur du système. Faire bouger la société française relève d'un exploit digne des travaux d'Hercule.

Pour le monde politique, le stress provient: de la menace des grèves et révoltes, pour ses employés; de la crainte de perdre ses acquis; pour tous: de la menace d'une révolution qui pourrait pourquoi pas, dégénérer en terreur, à nouveau. La révolution tranquille de mai 1968 n'a pas suffi à l'apaisement des craintes, pourtant elle a eu le mérite de libérer les idées et la réflexion de millions de personnes, de faire avancer l'esprit de tolérance, sans verser le sang.

Il est vrai que le souvenir historique de la «Terreur» qui a régné au XVIII^{ème} siècle reste à l'œuvre dans les esprits. En France toute protestation a mauvaise réputation. Il y aurait danger de glisser de l'insoumission à la révolte, puis à la révolution et à la terreur. C'est une

sorte de paralysie qui explique, pour une bonne part, l'immobilité des institutions. Bouger est dangereux pour tout le monde puisqu'on peut s'étriper sans retenue.

La décentralisation n'est qu'un leurre; elle reste sous la direction de l'Etat central avec son mode de scrutin, ses financements étriqués et surveillés de près qui permettent tout juste, pour le moment, une décentralisation des abus et des combines. Seul le jacobinisme a pour réputation de pouvoir contenir les foules révolutionnaires qu'elles ont, dans ce pays, la réputation d'être. On voit ici combien le stress reçu en héritage fait mémoire inconsciente et peut aveugler, génération après génération, les populations qui ne sont plus concernées par le danger réel. Le stress étant une donnée universelle inévitable, l'objectif pourrait être de le gérer à la bonne hauteur, celle de la stimulation qui aiguillonne chacun de nous au service de son désir investi dans la direction de l'amélioration de la vie.

Les structures dans lesquelles s'inscrit la démocratie sont à repenser en fonction de la biologie humaine toujours menacée. Les coups d'épingle peuvent donner la mort. C'est très sérieux.

Quant aux Droits de l'Homme, il faut y croire, mais c'est un acte de foi. Gandhi a prôné la non-violence. Il me semble que Mai 1968 a osé libérer - un peu - l'imagination au service de la réalité et de la créativité, avec une détermination sans concession, comme si les idées de Gandhi avaient fait leur chemin.

Nos élus proches, quant à eux, ont à résoudre le paradoxe d'avoir à ménager, sinon tous leurs électeurs, au moins une majorité d'entre eux s'ils veulent être réélus. C'est à la fois leur force et leur limite. C'est à très bas bruit que nous avons été mises à l'écart. Il a parfois suffi de très peu de chose, comme par exemple le refus de faire paraître nos informations dans le bulletin municipal; ce n'était qu'un coup d'épingle, bien sûr, mais un parmi d'autres et cela nous a obligées à réagir, à nous défendre, à y perdre du temps et surtout à nous désoler d'être l'objet de leur vindicte; et surtout cela a donné espoir à nos agresseurs de pouvoir nous évincer.

Dans la série des coups d'épingles reçus, il a été chuchoté que, si l'idée de mettre en place une Cité du Livre venait de nous, la municipi-

palité seule avait pris les choses en main, et que les libraires n'étaient en rien concernés par le travail de Savenn Douar. Tout ce que nous avons fait, et la liste est longue, a été minoré, tenu pour négligeable. Nous avons pourtant créé, de toutes pièces et à moindres frais, puisque nous n'avions pas de moyens financiers suffisants, une dynamique qui a permis l'installation de toutes les librairies individuelles dans un lieu désertifié depuis les années 1960.

En écho sur le confort des habitudes prises, même mauvaises tout en étant gérées à moindre frais, la résistance au changement et la peur de l'inconnu donnent la main à la méfiance à l'égard des autres et à la paresse de l'esprit qui se ferme sur de vieilles habitudes; cela va jusqu'à la malhonnêteté intellectuelle plus ou moins consciente. Nous sommes individuellement concernés par cet état d'esprit, et nous ne mesurons pas les conséquences, le plus souvent catastrophiques, qui découlent de nos cécités, résistances et paresse. Les intellectuels ne sont pas plus protégés à cet égard que le commun des mortels. Une certaine «bêtise» assène des commentaires répétitifs plats, des clichés et des pensées toutes faites. L'objectif étant de s'opposer et de croiser le fer, il est superflu de se montrer intelligent, pas plus que des rats enfermés dans leur cage électrifiée ...

Qui dit changement, dit incompréhension, résistance farouche à la nouveauté, et fermeture face à l'inconnu, de la part de ceux qui ne sont pas dans la même dynamique. L'immobilité des idées concernant les ajustements que nous proposons pour organiser la Cité du Livre a considérablement freiné nos initiatives par le biais d'un bête refus de s'informer, de discuter, d'essayer de comprendre. C'est une attitude quasi-habituelle dans nos pays. Nous avons déjà eu tant de mal à acquérir le peu que nous possédons, du côté des biens privés, comme du côté de la tranquillité, que l'accueil des initiatives se heurte toujours à un refus de principe méfiant et difficile à éviter. S'y affronter provoque des réactions défensives et agressives qui vont jusqu'à la méchanceté. On ne trouve plus guère de pionniers que dans les pays neufs.

L'esprit de concurrence est également un ennemi implacable. A l'époque de la mise en place des premières librairies, cette crainte n'a

jamais été évoquée clairement. Tous savaient bien qu'une seule et même librairie ne pouvait constituer la Cité du Livre, mais personne ne voulait partager une réflexion sur le nombre nécessaire à son développement, ni prendre en charge une saine émulation dans un groupe dynamique. La prudence en pareil cas commande le silence. Il y avait ceux qui voulaient s'agrandir de succursales en succursales en utilisant un maximum de magasins disponibles qu'ils préféraient voir fermés, et ceux comme gelés, en attendant de pouvoir les acheter eux-mêmes, et ceux qui ne le pouvaient pas mais qui craignaient qu'un concurrent de plus ne leur nuise. Tout le monde avait sa petite idée et l'heure d'une réflexion en commun sur le sujet n'a pas encore sonné, ce jour.

Ce non-dit, non-avoué, ces ruses scellées par le silence, ces piètres stratégies d'attente et de méfiance, confortées dans des alliances sécuritaires, ont trouvé une sorte de dérivatif dans une accusation portée contre nous, coupables selon nos agresseurs, de vouloir «faire main basse» sur Bécherel. A cet égard le coup n'a pas porté ses fruits, il était trop visiblement éloigné de notre état d'esprit. Par contre il nous a encombré en nous faisant perdre un temps précieux à organiser des stratégies d'évitement, d'explication et de protestation.

La paresse de l'esprit, la résistance au changement, la peur de l'inconnu nous gouvernent. Ce sont des réactions qui proviennent directement des inévitables coups d'épingles répétitifs dont nous faisons, tous, quotidiennement l'expérience. Nous y réagissons du tac au tac dans un mouvement d'auto-défense. C'est notre lot commun, et le plus énorme obstacle qui se dresse face à toute nouvelle entreprise ou nouveauté. Nous avons eu à en tenir compte tout au long de notre démarche. Notre stratégie a consisté à ne jamais attaquer de front nos agresseurs; Il a fallu argumenter, préciser, et laisser le temps faire les choses, car nos tentatives d'explication étaient généralement refusées.

Avec le stress dont nous héritons du fait de notre histoire particulière, en Bretagne, il y a eu le stress que nous avons eu à subir du fait d'être des femmes. Nous étions cinq à lancer le projet sur le site, en lutte pour avoir le droit d'exister en inscrivant notre démarche dans une entreprise bien spécifique quant à sa manière de faire et de dire. Nous avons dû prendre les risques des premières implantations, et

affronter des hommes de tous bords décidés à nous renvoyer sinon à nos casseroles, du moins à des petites activités culturelles jugées sans importance. Ils s'y sont tous mis tour à tour pour des raisons très diverses et à partir de chacun leur rôle. Nous ne nous sommes pas réfugiées dans nos foyers ni dans un fonctionnement subalterne, celui qui sied aux femmes d'après «les religions du livre». A cet égard, nous cumulons les méfaits de la colonisation par deux sortes de maîtres, les hommes politiques et les maîtres en religion ou en philosophie, par le biais de leurs administrations respectives.

D'un commun accord, ces hommes nous imposent tous ensemble, dans les pays de tradition romaine, l'interdit (inter-dit, entre hommes bien sûr) du droit d'exister. Ils n'ont pas, dans leurs plus profondes réflexions, une représentation de la femme qui les égalerait en toute différence avec eux, et ils sont donc d'une certaine bonne foi, lorsqu'ils entérinent dans les faits que «la femme n'existe pas» selon la célèbre formule du psychanalyste Jacques Lacan...

Je suis à ce jour tentée de penser qu'il s'agit pour la plupart d'entre eux de préserver leurs avantages au détriment du «féminin». Cela les grandit d'avoir une femme à commander ou, dans le moins mauvais des cas, à protéger. La meilleure des femmes est pour eux celle qui les soutiendra dans leur désir d'exister, en s'oubliant elle-même. Il s'agit d'un «formatage» essentiel, programmé depuis des générations, et dont la durée ne dépend que de la révolte intelligente et argumentée des femmes. A cet égard l'atout le plus important pour tous est l'amour. L'amour, la solidarité humaine si on préfère, est le seul rendez-vous que nous ayons en partage. Ainsi, nous pouvons espérer transformer, au moins un peu, le stress en stimulation utile aux progrès humains.

La preuve de ce formatage est que nous sommes, nous les femmes, tributaires de l'anathème qui pèse sur notre destinée depuis que la bible a été élaborée. Le mythe d'Eve, qui a la première désobéi à un Dieu Unique et Tout-Puissant et qui s'est ainsi rendue coupable d'une infamie, est tel que notre punition persiste ce jour encore. Les «religions du livre» dont je rappelle que ce sont les religions juive, chrétienne et musulmane, citées dans l'ordre de leur apparition, nous

donnent des preuves que cette relégation punitive est toujours à l'œuvre, quelles que soient, par ailleurs les lectures différentes qu'en font les exégètes de chaque obédience. Les Musulmans sont des champions en la matière et très largement aujourd'hui avec les Talibans. Sur la terre entière, les femmes ne sont toujours pas prises en considération par l'autre moitié de l'humanité en toute différence et égalité l'un avec l'autre. Ce n'était probablement pas le cas durant les millénaires qui ont précédé les religions du livre, il y a dix mille ans et plus. (cf. «Quand dieu était femme» de Merlin Stone).

Le stress se manifestait dans toute sa gravité lorsque contraintes à du silence, nous ne pouvions ni fuir ni nous défendre à l'intar des rats de H.Laborit dans leur cage électrifiée. La seule issue était l'espoir de la réussite. Mais nous avons été très près de tout lâcher, de tout abandonner, et je l'ai d'ailleurs écrit une fois à l'ensemble de l'équipe municipale sans recevoir aucune réponse en écho.

Nous avons été exposées à des situations extrêmement agressives sur le site de Bécherel plus que partout ailleurs. C'est en effet en dehors de Bécherel, et parfois tout près, que nous avons été félicitées, encouragées, soutenues et que l'enthousiasme manifesté à notre égard nous a fait le plus grand bien. A l'intérieur, les attaques, à l'extérieur, les encouragements. Ces attaques et les contestations vécues comme mortifères, nous ont souvent atteint en plein cœur. Nous y étions démunies, contraintes parfois de renoncer à une convivialité que nous souhaitions avec des Bécherellais et quelques libraires, contraintes aussi de renoncer à une reconnaissance de notre action et de notre savoir-faire, tant de la part des libraires que de certains élus locaux ou plus lointains. Le système mis en place dès 1990 à notre endroit a été de faire en sorte qu'aucun échange, aucune explication ne trouverait ni oreille, ni compréhension. C'est très habile et très cruel. Cela équivaut vraiment à enfermer une personne, pour l'attaquer, dans un espace hors duquel elle ne peut ni s'échapper ni riposter.

Nous avons beaucoup travaillé, ce qui est une manière constructive de fuir. Catherine et Yvonne ont suivi une formation universitaire pour faire valider leurs acquis dans les secteurs du développement, de

la gestion, du management et du financement à des niveaux de bac+4 et bac+5. Si rien ne nous a été facilité, rien ne nous a arrêté.

Il est probable que le tout premier motif d'agression relève de ce très vieux problème de l'humanité à l'égard des femmes. En Chine on tuait les petites filles, exclues du culte des ancêtres. En France on les élimine encore souvent de la politique et du monde de l'entreprise. Je reste toujours révoltée contre cette brutalité animale qui saisit les hommes, chaque fois qu'une femme prend la parole et qu'elle ose y exister, s'exprimer, avoir des idées, particulièrement en public. Nous avons tous à la mémoire les réactions bestiales de quelques chasseurs à l'égard de Dominique Voynet, réactions les plus significatives, les plus visibles, qui nous montrent les sommets que cela peut atteindre quand le débat d'idées est refusé. A Bécherel, les hommes sont plutôt pour la plupart d'entre eux, civilisés. Pourtant, au début, ils étaient loin du compte quant à accepter un partenariat avec les femmes de Savenn Douar. Comme les autres, ils veulent les postes de commandement, et les honneurs qui en découlent. Toute menace à cet égard semble les déstabiliser.

La «Cité du Livre» est née de rencontres et d'échanges long-temps à l'œuvre entre diverses personnes, mais n'a pu voir le jour qu'à partir du travail des femmes solidaires, au sein de Savenn Douar. Pour nous défendre, nous avons choisi la négociation; mais, à défaut, nous nous sommes protégées à l'aide des lois en vigueur qui permettent, même aux femmes, d'inscrire leurs réalisations à l'abri des convoitises et des menaces de dépossession. La loi salique qui est connue pour avoir interdit aux femmes de disposer de leur héritage, et qui a permis de ne mettre que des hommes sur le trône de France, est définitivement révolue. C'est un progrès.

Nous avons donc eu droit de déposer le logo de notre propriété commerciale: «Bécherel, Cité du Livre»® à l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) à un moment où, pour nous, la nécessité faisait loi, compte-tenu des menaces dont nous étions l'objet. Il me semble que les femmes font volontiers appel à la loi quand il s'agit de protection, là où les hommes règlent leur différends au coup de poing ou au coup de gueule. Notre recours à l'INPI, pour nous mettre à l'abri

de nos agresseurs était un moindre mal. Par contre, sur le site de Bécherel, personne n'a voulu comprendre. On nous a accusées de vouloir «faire main basse» sur Bécherel ou de vouloir créer «un état dans l'état» ...certains libraires pour pouvoir nous déloger et prendre en charge, à notre place, les destinées de leur commerce sur des modèles de concurrence, et les élus par crainte d'être supplantés par une association qui saurait mieux qu'eux, faire revivre le centre ancien et mettre Bécherel en valeur. Quelques Bécherellais nous voyaient sans doute d'un mauvais œil, comme si nous étions des conquérantes venues d'un autre monde pour les déranger, sinon les coloniser, et non pas des «entrepreneurs culturels» qui venaient occuper une place laissée vide, dans des murs vides, et dans un espace économique, culturel et professionnel vide de tout projet.

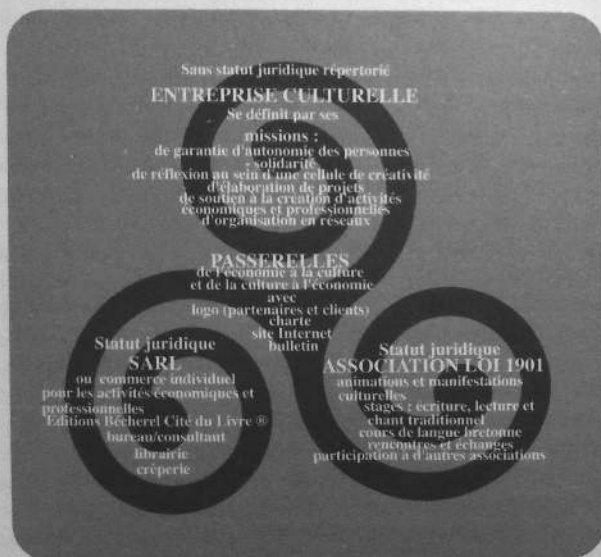
Les femmes et mères que nous sommes aussi, ont souci de leur descendance. Tous les enfants bénéficieront de chaque progrès réalisé et pâtiront de chacun de nos méfaits. Nos descendants les plus éloignés sont tributaires de ce que nous programmons aujourd'hui même si nous ne prévoyons pas nous-mêmes les conséquences de nos actes.

Pour devenir conscients et responsables de ce que nous faisons ou laissons faire, nous avons à comprendre l'histoire dans son déroulement; nous avons à participer aux avancées du présent, à protéger ce qui doit être transmis, à trier soigneusement ce qu'il convient de lâcher. Le mythe d'Eve et celui d'un Dieu tout-puissant qui me sert pour l'instant d'exemple a été élaboré à partir du désir au masculin d'éradiquer à tout jamais le règne de la déesse-mère jusqu'alors prépondérant. Il aurait suffi d'une inflexion soigneusement mesurée du côté du respect de la différence, telle celle élaborée par les Celtes qui voyaient «deux beaux bœufs blancs attelés à la coque de la vie» (chants des séries - Barzaz Breizh) Les deux «beaux bœufs blancs» étant bien entendu un homme et une femme attelés ensemble à la tâche de faire avancer la «la coque de la vie» sans qu'aucun des deux soit le supérieur de l'autre, tous deux étant indispensables à égalité de travail créatif à fournir. C'est dire si les routes du destin sont facilement déviées quand nous laissons le pouvoir à l'un-masculin au détriment de l'autre-féminin. Nous sommes tous, je pense, comme les rats de H. Laborit, en

train de chercher la meilleure issue pour fuir intelligemment, quand c'est possible, les sources d'un stress à jamais mortel avec lequel nous ne pouvons que composer. « - La route de la vie, s'il vous plaît? - Tout droit, vous ne pouvez pas vous tromper, elle mène à la mort -> ...

En conséquence de toutes ces composantes, dont le stress est la plaque centrale, nous avons dressé un organigramme qui n'a pu être définitivement élaboré qu'expérience faite, et réussite acquise, après dix ans d'existence.

Nous l'avons inscrit dans un triskell dont la forme dynamique évoque des galaxies en mouvement.



Dans la volute supérieure se trouve la cellule de créativité qui se définit par ses missions : Garant de l'autonomie des personnes - solidarité - élaboration de projets - soutien à la création d'activités économiques et professionnelles - d'organisation en réseau.

Au centre se trouvent les passerelles entre culture et économie, économie et culture, avec pour support le logo (partenaires et clients), la charte d'utilisation du logo, le site internet, le bulletin

Dans la volute en bas à gauche se retrouvent, sous statut juridique de SARL ou commerce individuel, les activités économiques et professionnelles : les Editions «Bécherel,Cité du livre»®, le bureau/consultant, les librairies, la crêperie

Dans la volute, en bas, à droite, sous statut juridique de la loi 1901 sont regroupées les activités : animations et manifestations culturelles, ateliers : écriture et lecture, chants traditionnels, cours de langue bretonne,etc...Rencontres et échanges et participation avec nos partenaires

L'association fondatrice est indépendante de toutes les activités professionnelles, économiques et commerciales et ne regroupent que les volontaires dans les domaines de la solidarité (soutien moral), du développement et de la créativité. Elle n'a pas de ressources propres en dehors des subventions, des dons et montant des cotisations de sa trentaine d'adhérents. Ses moyens ont été de créer de toutes pièces une dynamique pour soutenir la mise en place de la Cité du Livre à partir de la communication des animations et manifestations culturelles qu'elle a organisées. Les activités professionnelles qui lui doivent de pouvoir vivre dans le cadre «Bécherel, Cité du Livre» sont parfaitement indépendantes et ne manifestent leur solidarité que dans le domaine d'une proximité parfois teintée de bonne convivialité; le sponsoring, ponctuel et très tributaire de revenus qui restent modestes, provient, uniquement pour l'instant, de la SARL An Duchenn Hud (crêperie et librairie Dazont) et de la librairie Gwrizienn, tenue par les fondatrices de l'association, Yvonne Prêteselle et Catherine Guérin.

La question qui reste à l'étude est celle de l'autonomie financière de l'association. Dans l'état actuel de la législation, elle reste très problématique quoique la réalisation d'un chiffre d'affaires soit possible sous condition de respecter les lois de l'encadrement fiscal et

administratif commun à toutes les entreprises. La difficulté est de mobiliser suffisamment de bénévoles pour accomplir un travail qui nécessite temps et investissement personnalisés autant que dans le cadre d'un emploi salarié. Nous résolvons l'équation en préconisant de lancer des activités qui deviendront indépendantes dès qu'elles seront rentables. La mise en place d'emplois-jeunes qui prévoit une autonomie financière après cinq années de fonctionnement nous servira de plate-forme pour avancer dans cette direction. L'association sera donc toujours un tremplin comme depuis le départ, tributaire des activités qu'elle met en place à partir d'une cellule de créativité toujours en alerte. L'objectif réparateur de tout ce travail est et reste de pouvoir vivre et travailler autrement, chez nous.

En Bretagne, nous ne sommes pas d'accord sur le sort qui nous est fait. Nous voulons réparer tout ce qui peut l'être, tout en nous réservant le droit de choisir nos portes d'entrées en direction de l'avenir:

L'appel de Carhaix lancé en direction des élus et des instances politiques a d'ailleurs exprimé, en l'année 2000, les voies de réhabilitation que nous voulons construire. Les cinq points retenus sont les cinq portes que nous voulons ensemble ouvrir vers l'avenir, pour ne pas mourir asphyxiés; nous ne pouvons plus faire semblant de croire que le passé est le passé et qu'il est sain de vouloir tourner la page.

En substance, l'appel de Carhaix demande :

1) La mise en place d'un statut public régional pour les écoles DIWAN (enseignement en langue bretonne).

2) La mise en conformité de la Constitution française avec les normes européennes et internationales. (Charte européenne des langues régionales ou minoritaires; Convention internationale des droits de l'enfant)

3) La mise en place d'un pouvoir régional véritable par l'élargissement des compétences politiques et des moyens financiers du Conseil Régional de Bretagne, dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'enseignement, de la culture, de l'environnement, de l'économie...

4) La réintégration politique et administrative de la Loire-Atlantique au sein de la Bretagne.

5) La construction d'un cadre de développement maîtrisé de l'économie bretonne, respectueuse des hommes et de l'environnement, à la mesure des enjeux de la mondialisation des marchés.

Est-il bon de rappeler que tous les pays européens sont, à cet égard, tout à fait en avance sur la France et accordent à leur régions historiques des autonomies ou des indépendances, chacun suivant ses demandes et par voie légale. Il n'y a qu'en France qu'on nous dresse le spectre du nationalisme et de ses exactions pour faire reculer nos aspirations. Nous sommes immédiatement étiquetés nationalistes si nous sommes indépendantistes. Pourquoi? C'est le gouvernement français qui est nationaliste, nous en savons quelque chose.

Nous allons savoir nous appuyer sur les politiques qui sentent désormais mieux d'où vient le vent. Certains en effet ont compris qu'il était de leur intérêt électoral d'enraciner les projets dans le terroir ainsi pris en considération.

Nos élus croient encore beaucoup trop que les populations déculturées ne peuvent plus se souvenir de leur origine, ni utiliser leurs anciens savoirs et savoir-faire, ni s'appuyer sur les habitudes relationnelles mises à mal par le progrès qui ne favorise pas la solidarité de proximité, peu l'entraide, et pas du tout la compréhension mutuelle.

En haut lieu, certains responsables de l'Etat ne donnent pas l'impression qu'ils se font une haute opinion des populations «demeurées» et déculturées, coupées de leurs racines, autrement dit des ploucs et autres Bécassines. C'est meilleur pour l'assimilation qu'ils souhaitent. Les tsars de Russie punissaient de mort les instituteurs qui voulaient enseigner la lecture, l'écriture et le calcul aux enfants des paysans et des ouvriers. Il en reste quelque chose, quand il s'agit d'éradiquer les langues et cultures régionales, pour mieux contraindre les populations à rentrer toutes dans le même moule, en les déstabilisant profondément. Si nous évoluons vers davantage de responsabilité partagée, de prise en charge des problèmes qui sont énoncés à partir des conditions de l'économie moderne, nous pouvons espérer réparer quelques dégâts. Les politiciens finissent par s'apercevoir qu'ils ne peuvent pas manipuler, sur la foi d'idées toutes faites, des populations, certes dépossédées de leurs moyens, mais qui luttent toujours pour

redresser la tête et exister d'une manière qui leur convient. Ce n'est désormais qu'un problème de temps, pour que nous y arrivions de manière plus significative, ensemble et pacifiquement. Il me semble pouvoir dire qu'en dépit des manipulations et des malentendus contre lesquels on aura toujours à lutter pour faire valoir ses raisons, il existe une tolérance des groupes de population à l'égard de projets quand ils sont porteurs d'un espoir, ou d'un rêve accessible, lisible, et qu'ils sont conviés à mettre en place dans une relation de partenariat.

Le stress, s'il est toujours au rendez vous de tous les enjeux, de toutes les négociations, de tous les affrontements, peut devenir stimulation utile. La solidarité autour de la mise en place d'un projet, le travail partagé, sont des occasions de dépasser des impossibilités imaginaires, des peurs irraisonnées, des affrontements destructeurs.

Nous savons bien tous qu'aucun grand homme, aucun roi, aucun grand chef, aucun dieu ne viendra sauver les peuples des injustices, des utilisations frauduleuses de l'argent public, le nôtre, ceci d'autant plus facilement que leur éloignement et les complications administratives qu'ils accumulent sciemment nous empêchent d'y comprendre quelque chose. Nous devons rester vigilants.

Dans ce contexte général «Bécherel, Cité du Livre»® se développe. Sur place, nous avons à investir cette réalisation qui n'a pas dépendu d'une volonté politique, ni économique télécommandée, et dont le sort ne dépend que de notre volonté propre, entre les acteurs sur le terrain en dépit de moyens financiers très modestes et pour certains, inexistantes. Nous avons tendu la main à tous nos partenaires en imposant toutefois une reconnaissance de notre action, en attendant qu'elle fasse ses preuves d'elle-même et soit enfin reconnue par l'ensemble des intéressés. Nous sommes convaincues que chacun doit travailler à sa porte et près de chez lui, modestement sans doute, au lieu de joindre ses lamentations d'impuissance jouissive face «aux problèmes qui nous dépassent». La loi, dans un Etat de droit, étant devenue la même pour tout le monde, même pour des Bretonnes en Bretagne, nous avons peut-être ouvert des perspectives de liberté non encore éprouvées par nos compatriotes, après les interdictions qui nous sont faites depuis quatre siècles de n'être pas Bretons, ce que nous sommes pourtant, à

l'évidence. Le combat culturel est devenu légitime en Bretagne et, en tout état de cause, il est au moins toléré, même s'il se heurte à des impossibilités de structures difficiles à faire bouger.

La «Cité du Livre» est un succès indéniable qui va faire modèle et trouver sa pleine expression dans la mise en place d'un réseau d'entreprises culturelles installées sur des supports diversifiés autre que seulement les livres, en Bretagne d'abord, mais aussi je l'espère en France et pourquoi pas en Europe, dans les petits villages désertifiés propices à un tel développement. Nous avons, en tout cas, des contacts qui permettent de l'espérer.

Enfin nous avons tous à ouvrir les portes de l'espoir à hauteur d'humanité, en tirant la leçon du siècle qui vient de s'écouler, à savoir que si Dieu existe, Il est inaccessible et inconnaissable et «Il» refuse de se mêler de nos petits soucis comme de nos douleurs les plus indiscibles.

Nous n'avons d'ailleurs pas le choix; si nous voulons surnager au dessus de cette absurdité qui fait de la mort le seul objet de la vie, nous devons louer Dieu, selon la position prônée par Elie Wiesel, pour n'avoir jamais à parler en son nom. Faute de savoir s'Il existe, il nous faut L'inventer pour mettre hors de toute atteinte destructrice une espérance capable de nous soutenir.

L'autre alternative, celle qui fait équivaloir la vie et la mort, réside dans le suicide. C'est ce vers quoi tend l'humanité du XXème siècle entre diverses monstruosité sans vocabulaire pour les nommer, avec des cortèges de massacres, famines, éradications culturelles et le pire fléau de tous: les génocides.

Alors puisque nous ne pouvons pas ne pas «faire de l'un», sachons gérer les sous-ensembles, autant du côté de l'homme que du côté de la femme, et honorons chaque peuple de la terre, chaque pays, chaque climat, chaque culture, en tant que composante unique et irremplaçable utile à l'ensemble de l'humanité. L'histoire individuelle et l'histoire collective des groupes humains sont des réserves qui permettent de mieux comprendre les obstacles et les difficultés qui entraînent la démarche humaine dans son ensemble.

Le stress, la déculturation, l'autonomie des personnes et de leurs biens, la solidarité, la créativité, sont les points d'appui de notre

réflexion sur laquelle notre projet a été construit. J'ai essayé d'en rendre compte dans chacun des chapitres qui relate notre expérience depuis sa préparation et dans la mise en place de notre Entreprise culturelle. J'ai essayé d'en saisir les incidences dans tous les aspects de notre vie au quotidien, tant structurels et institutionnels que relationnels et émotionnels, alors même que les dimensions du passé et de l'avenir sont toujours restées présentes à nos esprits.

Ma principale préoccupation concerne le stress. Il me semble que la barbarie humaine, surtout et y compris celle qui consiste à distribuer comme en se jouant des petits coups d'épingles réputés inoffensifs, atteint trop souvent des zones de fragilités délimitées par les impossibilités où se trouvent les victimes, de fuir ou de se défendre.

En premier lieu, nous sommes tributaires de la biologie. Le génie humain relève de l'art d'y prendre profondément et honnêtement racines pour ensuite accéder à cette légèreté de l'être qui parvient à transfigurer la condition humaine menacée de mort à chaque instant.

TABLE

Chapitres	Pages
Avant-Propos	1
Préface	2
1 - A l'aube de la Cité du Livre	6
2 - Prélude	13
3 - Contexte culturel et économique actuel	23
4 - Problème de langues	30
5 - Réponses actuelles à la déculturation	47
6 - La Culture	56
7 - Culture et économie	67
8 - Bécherel, Petite Cité de Caractère de Bretagne	73
9 - Les animations	83
10 - L'épreuve la plus dure	93
11 - Travail...Travail... Travail...	97
12 - Vers une cité du livre	104
13 - Installation des premières librairies	119
14 - Les Fêtes du Livre	132
15 - Partenariat avec la Municipalité	145
16 - Genèse des conflits	160
17 - Nouvelles librairies et problèmes de développement	181
18 - Déroulement des conflits	193
19 - La Cité du Livre en danger	209
20 - Yvonne, Présidente de Comité de concertation	223
21 - Dixième anniversaire	236
22 - Association loi 1901	253
23 - Rôle des médias	271
24 - Relations avec les instances publiques	283
25 - Et maintenant, l'avenir...	296
Épilogue	307
Remerciements	330

REMERCIEMENTS

Du fond du cœur, je remercie mes filles Catherine et Annaïg Guérin, mon fils Erwan Guérin pour lesquels j'ai initié tout ce travail, à un moment où nous avions besoin tous les quatre de trouver des portes, comme des issues pour entrer dans la vie.

Sans Catherine, rien n'aurait pu exister. Sa disponibilité sur tous les plans a permis de jeter les bases de tout l'édifice, à partir de sa crêperie, de sa librairie celtique et bretonne et de tout le travail accompli au sein de l'association fondatrice.

Je remercie Annaïg qui a accepté de nous aider au détriment de ses études, sans pourtant perdre son âme au détour des événements qui nous ont tant mobilisés et qui a su devenir le médecin qu'elle est.

Je félicite Erwan pour le parcours difficile qu'il a réalisé pour arriver à se mettre au diapason des réussites de la Cité du livre.

Je remercie Yvonne Prêtescille, qui a donné temps et énergie sans compter à l'association fondatrice puis à la présidence du Comité; qui a pu mettre en place, de concert avec Erwan Guérin leur très belle librairie «Gwrizienn» après un virage professionnel très courageux. Je remercie ses enfants, Olivier et Claire Wosiak, Maïwenn Guérin pour l'aide et la gentillesse qu'ils nous ont apportées.

Je remercie Brigitte Journeaux-Louise dont l'amitié ne s'est jamais démentie et qui a toujours su être là au bon moment dans une attitude de distance et de sympathie réconfortantes. Je remercie ses fils, Gwénoù, Kilian et Loïc Louise pour les nombreux «coups de main» utiles dans les tâches quotidiennes.

Je remercie Christian Martin pour son soutien affectueux et ses encouragements sans lesquels mon ordinateur serait resté dans les limbes et mon manuscrit dans un tiroir - Merci -.

J'adresse à tous nos adhérents et sympathisants mes vifs remerciements pour leur soutien amical, et particulièrement à vous Chantal et Claude Vaillant-Bosseur, Paul et Armelle Bothorel, Joël Crabovac, Jean-François et Christiane Moal, Paul et Ariane Quéré-Mathieu et tous ceux de notre groupe qui sont à l'origine de l'Entreprise culturelle, sans oublier leurs enfants. Et merci à Yves Castel pour sa participation efficace à nos travaux.

Je remercie Pascal Schwaller, et sa femme Evelyne qui accepte que son mari consacre de son temps d'expert-comptable, commissaire aux comptes à intervenir en cas de besoin.

Je remercie Bernard Le Nail pour le temps consacré à nos échanges et pour sa sympathie attentive.

A galon wir
Colette Trublet



CET OUVRAGE A ÉTÉ ACHEVÉ
D'IMPRIMER EN MARS 2002 SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
DE L'INDÉPENDANT - 53203 CHÂTEAU-GONTIER - FRANCE
N° D'IMPRIMEUR : 1465
DÉPÔT LÉGAL : 1^{er} TRIMESTRE 2002

L'AUTEUR



Psychanalyste à titre privé, éducatrice spécialisée dans le domaine de la délinquance juvénile et des cas sociaux, directrice d'instituts médico-pédagogiques et professionnels, Maître de formation à l'Université de Lille 3 et à l'Institut régional de formation aux professions éducatives d'Amiens, Colette TRUBLET a participé aux travaux de recherche du groupe IV (école de psychanalystes). Cotissoise d'origine (les Cotissois sont les habitants de Lanvallay, près de Dinan, Côtes-d'Armor), l'auteur y naquit en 1935.

Élève au lycée de Dinan, baccalauréat M et philosophie, elle poursuit ses études et obtient un diplôme d'État d'éducatrice spécialisée, de l'École des éducateurs spécialisés d'Épinay-sur-Seine, en 1957.

En 1985, Colette TRUBLET crée l'Association Savenn Douar (le Tremplin). Cette association élabore un projet «dans le but de vivre autrement en Bretagne», en mettant en place des activités culturelles, économiques et professionnelles, sur des bases de solidarité et d'autonomie des personnes et des biens.

Sa plus grande fierté est la réussite du projet d'installer la première Cité du livre en France, à Bécherel, en 1989. Déjà auteur, en 2001 d'une plaquette intitulée «Une entreprise en milieu rural», elle récidive cette année avec le présent ouvrage : «**En avant les Bécassines**», ouvrage qui rend compte de la mise en place de «Bécherel Cité du Livre®», contre vents et marées, par cinq femmes dont quatre sont apparentées. Le contexte historique et culturel, les difficultés de l'Entreprise, font partie des préoccupations qui parsèment l'ensemble du récit.

L'auteur, marquée par sa bretonnitude, est également poète, poèmes où transparaissent les mythes celtiques. Par ailleurs, un troisième livre est en chantier, un ouvrage qui est une étude psychanalytique sur le mythe celte de Dahut. Il paraîtra prochainement, comme les deux précédents, aux «Éditions Bécherel Cité du Livre®», département d'édition de l'Association Savenn Douar que Colette TRUBLET et son ami Christian MARTIN ont récemment mis en place.

La couverture est illustrée par la reproduction d'une huile de Jo Picaïo, artiste-peintre installé à Bécherel.

